

**M. Arafat amorça
un difficile
rapprochement
avec la Syrie**

LIRE PAGE 4 L'ARTICLE
D'ERIC ROULEAU



Fondateur : Hubert Bourvois-Méry

Le Monde

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,80 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 36 c. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 350 P. ; Liban, 0,350 Li. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 6,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 86 d.

Tarif des abonnements page 8
5, RUE DES ITALIENS
75477 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65072 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

M. Andropov relance le débat sur les euromissiles

**Les évêques
contre M. Reagan**

Après bien des tergiversations, les évêques catholiques des États-Unis se sont mis d'accord, le mardi 3 mai, à Chicago, sur le texte d'une lettre pastorale qui demande « l'arrêt des essais, de la production et du déploiement » des armes nucléaires. Ce document, qui était en gestation depuis près de deux ans, ne condamne ni la possession d'armes nucléaires, ni le principe de la dissuasion, comme le souhaitent certains évêques et prêtres pacifistes partisans d'un désarmement unilatéral. Il s'oppose néanmoins à plusieurs éléments de la stratégie occidentale.

La première ébauche de lettre pastorale, parue en juin 1982, avait provoqué l'indignation de la Maison Blanche. La deuxième version, en octobre de la même année, n'était pas moins provocante, et le gouvernement Reagan avait dû attendre la troisième, le mois dernier, pour pouvoir se réjouir de quelques assouplissements, dus surtout à l'intervention des évêques européens. L'épiscopat y faisait une plus large place à la notion traditionnelle de « guerre juste » et évitait d'entrer dans des détails techniques. Des allusions à la menace soviétique et aux efforts de paix des États-Unis rééquilibraient en quelque sorte l'ensemble.

Quelques changements mineurs avaient été apportés au texte du 3 mai, mais la lettre pastorale, présentée au conseil de l'épiscopat, ne pouvait pas être présentée sans concessions aux arguments des évêques américains, qui ont voté en faveur de la lettre pastorale, et le vote final a été acquis par 238 voix contre 9. L'administration Reagan a sans doute compté une grave erreur en estimant l'épiscopat des « progress » réalistes entre la deuxième et la troisième ébauche.

La troisième version ne réclamait plus l'arrêt « des armes nucléaires », mais la « réduction » de la production et du déploiement des armes nucléaires soviétiques et américaines. La lettre adoptée mardi demande à nouveau l'arrêt « de ce qui aboutit à soutenir le mouvement favorable au « gel » des arsenaux nucléaires des deux superpuissances. Autre durcissement de vocabulaire : les évêques ne font pas que « résister », ils « s'opposent » aux armes nucléaires, « des stabilisateurs », même s'ils ne mentionnent plus le missile MX, qui entre pourtant, selon eux, dans cette catégorie.

Un passage-clé du document va également plus loin que précédemment. « Nous ne voyons », écrivent les évêques, aucune situation qui justifie l'existence d'une guerre nucléaire, fût-elle limitée. Il faut s'opposer à des attaques non nucléaires de la part d'un autre État par des moyens autres que nucléaires. Cette position de principe contredit la doctrine de l'OTAN, qui s'est toujours réservée la possibilité d'un « premier tir » nucléaire en Europe dans le cas d'une attaque soviétique, menée avec les seuls moyens classiques, compte tenu de la supériorité de l'URSS dans ce domaine.

La lettre pastorale des évêques américains a été mise au point une semaine après celle de leurs collègues occidentaux, qui défend des thèses comparables. Sa portée est, cependant, plus grande dans la mesure où la R.F.A. n'a pas d'armes nucléaires et s'est interdite d'en avoir, alors que les prélats d'outre-Atlantique mettent directement en cause la politique militaire de leur gouvernement.

LIRE PAGE 5

Washington a accueilli mardi 3 mai avec un prudent intérêt les nouvelles propositions concernant les euromissiles faites le même jour à Moscou par M. Andropov en cours d'un dîner offert en l'honneur de M. Hain. Le nombre soviétique avait confirmé à cette occasion que l'URSS est prête à prendre en compte dans ses négociations avec les États-Unis, non pas le nombre des vecteurs à moyenne portée dont est doté chaque camp, mais le nombre d'ogives nucléaires pouvant être transportées. M. Andropov, qui accueillera le 4 juillet à Moscou le nouveau chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl, a cependant réitéré sa volonté de prendre en compte dans les négociations de Genève, qui débuteront le 17 mai, les forces de frappe française et britannique.

Concession ou propagande ?

La nouvelle proposition de M. Andropov n'est pas entièrement nouvelle, mais c'est la première fois qu'elle revêt un caractère public. Au mois de janvier, lorsqu'il avait reçu le chef des socialistes-démocrates ouest-allemands, M. Vogel, M. Andropov lui avait laissé entendre qu'il était prêt à tenir compte non seulement du nombre des fusées à moyenne portée, mais aussi du nombre de têtes nucléaires transportées. Il ne s'agit pas là que d'un détail, puisque les fusées SS-20 soviétiques, dont s'inquiète l'OTAN, sont équipées de trois têtes nucléaires, alors que les Pershing, qu'il est question d'installer en Europe occidentale à partir de la fin de cette année, ne transporteront qu'une seule charge.

L'insistance mise par M. Andropov sur ce point dans son discours devant M. Hain, et lors de sa récente interview accordée au Spiegel, a rappelé sa volonté de prendre en compte les forces de frappe fran-

çaise et britannique doit cependant pondérer l'accueil réservé à la nouvelle proposition Andropov. Rien ne permet encore d'affirmer si nous sommes en présence d'une concession significative ou d'un simple geste de propagande destiné de surcroît à bloquer la modernisation de leurs forces nucléaires envisagée par Paris et Londres.

Actuellement, les experts s'accordent pour estimer à deux cent cinquante dans la partie occidentale de l'URSS, ce qui représente donc sept cent cinquante têtes nucléaires. Les forces françaises et britanniques comptent cent soixante-deux vecteurs, mais les soixante-quatre fusées Polaris britanniques sont équipées de trois têtes non indépendantes, dont on peut longtemps discuter la nature.

J. A.

(Lire la suite page 3.)

L'ANNIVERSAIRE DE LA CONSTITUTION LIBÉRALE DE 1791

Une journée d'affrontements en Pologne

Dans plusieurs villes de Pologne, des milliers de personnes ont, mardi 3 mai, affronté la police pour célébrer l'anniversaire de la Constitution libérale de 1791. De son côté, le cardinal Gimp a pris ses distances à l'égard des autorités civiles, plus nettement qu'il ne l'avait fait ces derniers mois. « Nous ne

voilons pas être dirigés par les décisions arbitraires », a-t-il dit le premier.

A Paris, quelques dizaines de personnes se sont rassemblées, en gare du Nord, au Nord-Express en partance pour Varsovie et Moscou. Il y a eu une soixantaine d'interpellations.

De notre correspondant
BERNARD GUETTA

ordre, une monarchie constitutionnelle, libérale et réformatrice. Solidarité, qui avait mis cette date à l'honneur en 1981, avait, comme l'an passé, appelé à venir, mais sans manifestation, pour cette exigence de démocratie vieille de tant de siècles et toujours si jeune de tant d'actualité. L'homme que les haut-parleurs font entendre dans la rue, dit l'espoir « de vivre dans un pays libre et bien gouverné ».

Le prêtre, avant que n'éclate Dieu sauve la Pologne. Thymos qui est devenu celui de Solidarité, et que les bras se dressent dans le « V » de la victoire, appelle au calme et à la pondération. L'hymne et les bras s'élevaient, mais pas un slogan, plus que telle est la consigne de la clandestinité. Et, dans un silence lourd

de craintes tues, la foule sort lentement dans la rue de la cathédrale pour déboucher sur l'esplanade du palais royal.

La rue s'y prolonge en une haie étroite que forment les miliciens adossés à leurs véhicules d'où les réserves sont prêtes à bondir. C'est là qu'il faut avancer sous les ordres claquants des haut-parleurs : « Circulez ! Tous rassemblement est illégal ! Circulez rapidement ! ». Soudain, un, puis deux, puis trois applaudissements éclatent et tous applaudissent bientôt la milice à tout rompre. Les haut-parleurs s'épuisent, mais on n'entend plus que les applaudissements qui font rire les visages et sourire aussi - oh ! pas tous, mais bon nombre d'entre eux - les miliciens.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Crosses

Quand les évêques polonais toisent en chaire contre le pouvoir du général Jaruzelski, l'Occident frémit d'aise, et les agnostiques trouvent soudain des vertus à la foi catholique.

Quand les évêques américains lèvent la croix contre la course aux armements, l'Est se frotte les mains, prêt à trouver, finalement, des mérites à la religion romaine.

C'est dans la manière des catholiques d'être universels, à contre-courant, surprenants et non « récupérables ». Depuis le temps, les puissants devraient le savoir.

BRUNO FRAPPAT.

**Signé par Fred,
votre signe est d'or.**



Pendentifs
scorpion.

FRED joaillier.

6, rue Royale, Paris. Tél. 260.30.65 - Le Clavier, 74, Champs-Élysées - Hôtel Méridien, Paris. 21, bd de la Croix-Rouge, Cannes - Hotel Louvre, Monte-Carlo - Hôtel Byblos, Saint-Tropez. Aéroport d'Orly - 20, rue du Marché, Genève - New York - Beverly Hills - Houston - Dallas.

Le revenu agricole moyen a progressé de 9,1 % en 1982

Le revenu agricole moyen par exploitation a augmenté de 9,1 % en 1982. Cette progression est exceptionnelle même si elle masque, comme chaque année, des disparités importantes. C'est ainsi que les producteurs de viti et d'oléagineux ont été particulièrement favorisés, à l'inverse des producteurs de fruits et de betteraves.

D'autre part, Paris a officiellement fait part à la Communauté européenne de son désir de voir les

montants compensatoires négatifs français diminuer de 2 %, ce qui se traduirait par une hausse équivalente des prix. Dans l'immédiat, Bruxelles semble marquer quelques réserves.

Cependant, une certaine nervosité reste perceptible dans les campagnes, notamment dans le Morbihan, où des producteurs de lait se sont heurtés aux forces de l'ordre à Vannes dans la nuit de mardi à mercredi.

Le revenu agricole aura connu une progression exceptionnelle en 1982. La Commission des comptes de l'agriculture de la nation a révisé en hausse, dans sa session du 4 mai, ses prévisions initiales : en francs constants, le revenu agricole moyen par exploitation augmenté de 9,1 %. La Commission a également réévalué le revenu de 1981 et, autre bonne nouvelle, de négatif il devient positif. Il passe de moins 0,4 % à 1,7 %. Ces conclusions devraient mettre du baume au cœur des paysans, qui en ont fort besoin en ce mois de mai 1983, marqué par l'échec sur la négociation des prix à Luxembourg et par les crises conjoncturelles qui affectent les productions porcine et avicole surtout.

Baume au cœur nécessaire encore, car les organisations paysannes ne se satisfont pas des 2 % d'augmentation qu'ils vont obtenir - mais quand ? - du fait du démantèlement des montants compensatoires monétaires français de 2 points demandés par Paris. Déjà, cette démarche est qualifiée d'insuffisante par les organisations. Et pourtant, le premier ministre, bien que ces 2 % paraissent faibles à l'égard du matériel qui était disponi-

ble - 5,1 %, - a effectivement arbitré en leur faveur, tenant plus compte de la thèse de M. Rocard que de celle de M. Delors. L'Elysée a pesé dans ce choix. Pour le ministre des finances, qui a l'œil braqué sur l'évolution des prix, un démantèlement inférieur à un point aurait été suffisant. Il permettrait d'arriver à une hausse des prix garantis en France de 8 % (1). Chez M. Rocard, on a fait valoir que les hausses de prix garantis ne reflètent pas les prix de marché généralement inférieurs, que l'ensemble des productions n'étaient pas ou étaient mal couvertes par les règlements communautaires et qu'enfin, en dépit d'une année 1982 apparemment bonne, c'était en fait la capacité d'investissement de l'agriculture française qui demeurait incertaine.

A l'Elysée, on a été sensible à cette argumentation économique tout autant qu'à l'aspect politique d'un tel arbitrage. Sans faire de fixation sur la théorie du complet, la conjonction des mécontentements attisés par les forces de droite inquiétait suffisamment pour que les arguments économiques de l'équipe de M. Rocard aient plus de valeur

JACQUES GRALL

(Lire la suite page 37.)

(1) Ces 8 % se décomposent ainsi : démantèlement déjà acquis des M.C.M. français antérieurs à la dernière dévaluation, 3 % ; hausse moyenne qui finira bien par être obtenue pour la campagne dans la Communauté, 4,2 % ; démantèlement partiel des M.C.M. nouveaux, 0,8 %.

« Nous souhaitons l'apaisement des conflits » nous déclare M. Jacques Chirac

Le silence relatif qu'observe M. Jacques Chirac depuis les élections municipales contraste avec sa prolixité durant la campagne électorale. Il ne juge pas nécessaire d'intervenir actuellement de façon publique dans le débat politique. Il estime que chacun a pu au cours des derniers mois prendre connaissance des jugements qu'il porte sur l'action du gouvernement et sur le comportement de la majorité.

Le président du R.P.R. nous a ainsi décrit l'état du pays : « Le spectacle qui nous est donné est celui d'une France tiraillée à hue et à dia, d'un pays qui aurait perdu son cap et qui, au lieu de rassembler toutes ses énergies pour surmonter ses vrais problèmes - garantir l'indépendance, sauvegarder les libertés, renforcer notre résistance à la crise, - se disperserait dans des querelles stériles ».

Parmi les causes de cette situation détériorée, M. Chirac en souligne deux. La crise économique, tout d'abord, qui réduit les avantages acquis, ébranle les statuts protecteurs, favorise les replis catégoriels et entrave l'exigence de la solidarité : « La solidarité n'est jamais aussi difficile que lorsqu'elle devient moralité plus nécessaire. Chacun a une tendance naturelle à demander à son voisin de faire le premier pas dans la voie de l'austérité », nous a affirmé l'ancien premier ministre.

La deuxième cause réside dans l'accroissement excessif des pouvoirs de l'État. M. Chirac reconnaît que cette tendance a commencé avant 1981, mais que la gauche l'a accentuée, « en voulant faire croire que l'État pouvait tout et en suscitant ainsi des mirages ». Il reproche au gouvernement et à la majorité de

« tenir un discours politique manichéen, dans lequel, trop souvent, l'appel à la lutte des classes, opposant les bons aux mauvais Français comme le langage plus acuminé que celui que tient le président de la République ».

La situation actuelle comporte donc, selon le maire de la capitale, des risques de division, des menaces d'affrontement, et elle entraîne un durcissement du débat politique. Après avoir dénoncé les responsabilités du pouvoir, M. Chirac estime que l'opposition, à la fois, une responsabilité à courte échéance et un devoir pour le jour où « les échéances démocratiques normales pourront la ramener aux affaires ».

Dans l'immédiat, nous assure-t-il, « l'opposition ne doit ni attiser les conflits ni en sous-estimer la portée et le sens ». Il insiste avec force en disant : « L'opposition n'est pas à l'origine des mouvements actuels. Les sujets de mécontentement sont suffisamment nombreux et profonds. Nous souhaitons l'apaisement des conflits, non leur aggravation. Les efforts de tous doivent tendre vers le seul objectif du redressement national ».

ANDRÉ PASSERON.

(Lire la suite page 9.)

La conférence du Conseil de l'Europe sur le chômage

DEUX ENTRETIENS AVEC LES MINISTRES
DU TRAVAIL ESPAGNOL ET SUÉDOIS

(Lire pages 38 et 39)

Le XXXVI^e Festival de Cannes

M. JACK LANG : « ACTION A LA TÊTE,
ACTION A LA BASE »

(Lire page 17)

Le Monde

débat

Le programme
militaire
1984-1988

A l'approche
du débat parlementaire
sur le projet de loi
de programmation
militaire 1984-1988
(le Monde
des 21 et 22 avril),
le R.P.R. et l'U.D.F.,
comme en témoignent
leurs spécialistes
de la défense,
MM. Yves Lanciaen
et Jean-Marie Daillet,
tentent d'élaborer
un contre-projet de loi
commun sur la sécurité
de la France.
De son côté, un collectif
de hauts fonctionnaires
proches du P.S.
s'en prend
aux arguments avancés
par l'opposition.

Un mauvais soufflé

par YVES LANCIAEN (*)

ON serait tenté de donner deux notes à M. Charles Hernu après sa présentation du projet de loi de programmation militaire : une bonne note pour l'emballage, une mauvaise note pour le contenu.

A première vue, en effet, c'est la valse des milliards, la palme à l'innovation, avec, en prime, l'assurance de la continuité.

OUI MAIS : L'objectif financier repose sur une hypothèse d'inflation de 5 % par an de 1984 à 1988 ; ce qui est pour le moins aléatoire (sans compter que l'inflation « militaire » est en moyenne supérieure de 1 % à l'inflation normale).

La loi compte deux périodes bien distinctes : 1984-1985, où l'effort sera des plus médiocres, et 1986-1988, où l'on nous fait miroiter par contre (la croissance recouvrée !) que l'on mettra les bouchées doubles. Avec un premier hic : un rendez-vous, en fin de première période, pour faire le bilan et « réévaluer » (en hausse ou en baisse ?) les objectifs aujourd'hui affichés pour la deuxième période.

Si fait que nous ne connaissons véritablement que les chiffres pour 1984 et 1985, et ces chiffres sont, hélas ! du même tonneau que ceux de 1982 et 1983 : 8,5 milliards d'augmentation en francs courants pour 1984, soit 6,68 %, et 9,4 milliards d'augmentation en 1985, soit 6,20 %.

Au total, par conséquent, pour ce que l'on peut véritablement appréhender, nous aurons subi pendant quatre ans (1982-1985) soit, à peu de chose près, l'étendue d'une loi de programmation, une stagnation d'abord, une régression ensuite.

La priorité au nucléaire, si fort proclamée, ne se retrouve ni dans les chiffres ni dans les programmes. Gendarmerie mise à part, la section commune (celle du nucléaire) sera la seule à régresser de 1984 à 1985, de 24,27 % à 23,37 %, à l'intérieur du budget des armées.

La traduction s'en trouve naturellement dans les programmes : en vingt ans (de 1980 à 2000), la construction d'un seul sous-marin lance-missiles, à mettre en service en 1994, aura été décidée, alors que l'on en perdait deux, les deux premiers, le Redoutable et le Terrible, d'ici à l'an 2000 !

On aura retardé en même temps le programme SX de missile terrestre mobile, qui glisse ainsi de 1992 à 1996.

Et on ne trouvera rien dans la loi en ce qui concerne la mise en œuvre de têtes multiples indépendantes.

(*) Député de Paris, chargé de mission pour la défense au R.P.R.

dantes, le M-5, qui devait équiper les sous-marins de la prochaine génération, non plus que pour les satellites où la fabrication de l'arme à rayonnement renforcé !

On se rabattra, faute de mieux, sur le missile tactique Hadès qui viendra s'ajouter au missile air-sol à moyenne portée ASMP du vecteur aérien.

L'armée de terre devra se contenter de moderniser son vieux char AMX 30 (au coût de 7 millions de francs l'unité), et ne commandera que quatre-vingts hélicoptères.

La marine ne commandera qu'un seul porte-avions à propulsion nucléaire au lieu des deux nécessaires, et ne remplacera pas ses intercepteurs Crusader en fin de service vers 1990.

Elle devra se suffire de seize avions de patrouille maritime, alors qu'il en avait été annulé quarante-deux en 1982, et reportera à plus tard la construction d'une deuxième génération de sous-marin nucléaire d'attaque (4 000 tonnes).

L'armée de l'air, quant à elle, attendra toujours son avion de transport porte-avions à propulsion nucléaire, et ne remplacera pas ses intercepteurs Crusader en fin de service vers 1990.

En regard, bien sûr, on aura mis sous le feu de la force d'assistance rapide (FAR) à cinq divisions (une parachutiste, une aéromobile, une blindée, une d'infanterie et une à base de troupes de marine). Prélevée sur qui ? Equipée et transportée comment ?

Que deviendra alors la 1^{re} armée, quelles structures, quelle mission, par rapport à la FAR, par rapport à l'Hadès ? On entre ici dans la zone du flou, comme en ce qui concerne la déflation des effectifs (sept mille hommes par an), car on ne sait toujours pas, sinon pour cinq mille hommes en Allemagne, qui sera touché.

Reste, inspiration de dernière heure, dont on imagine bien la source, la théorie des « trois cercles (1) ». Plus discutables sans doute que les chiffres, ils ont la nécessité de plus en plus évidente, à l'heure d'un renouveau toujours possible du pacifisme et de l'isolationnisme, de protéger l'Europe de l'Ouest dans son ensemble contre un risque d'agression qui ne laisserait personne indifférent.

(1) Selon M. Hernu, le premier cercle de la défense est le sanctuaire national ; le second, l'Europe de l'Ouest et les territoires couverts par l'alliance atlantique ; le troisième, le reste du monde et, principalement, les régions essentielles à l'approvisionnement de la France, ainsi que les pays ayant avec la France des accords de défense (N.D.L.R.).

La grande illusion

par JEAN-MARIE DAILLET (*)

M. CHARLES HERNU est un heureux homme : il a su, avec plus d'habileté que jamais, faire passer dans l'opinion l'idée que son projet de loi de programmation militaire était le meilleur possible, compte tenu des moyens de la France. Il a même laissé entendre, en montrant à la télévision les couvertures des documents récemment publiés par l'U.D.F. et le R.P.R. à ce sujet, que « des convergences » pourraient bien exister entre l'opposition et la majorité en politique de défense.

Saluons un savoir-faire qui réussit à convaincre aussi aisément — moyennant, il est vrai, l'appui complaisant des médias, où les spécialistes ne sont pas légion — à partir d'une analyse internationale de simple bon sens et de louables déclarations de principe, auxquelles tout le monde — ou à peu près (1) — peut souscrire, et dont il trait de soi que les mesures proposées à la suite sont la conséquence logique.

Un catalogue peu rempli

Un gouvernement doit prévoir à long terme, et nous avons dit nous-mêmes (2) que « la loi de programmation militaire va engager la défense de la France, donc son destin, pour bien plus que cinq années ». L'objet de la loi de programmation n'en est pas moins les moyens de nos armées pour 1984-1988, et la tendance à la hausse ou à la baisse de ces moyens est décisive pour la suite.

M. Hernu, lui, nous projette une vision de l'armée de la fin du siècle comme si les objectifs à long terme n'étaient pas, eux aussi, tributaires des choix immédiats, ceux-ci étant évidemment opérés à partir de ce que l'on peut prévoir du futur à vingt ans de distance — et alors que l'on ne sait qu'il, et dans quelles circonstances, devra décider. Visiblement, le ministre est peu pressé de devoir révéler le peu d'équipements qui entreront en service ou seront commandés de 1984 à 1988.

D'ailleurs, ce catalogue fin de siècle est-il si rempli que cela ? Ce n'est certes pas La Redoutable ! « L'armée de terre améliorera sa capacité d'intervention avec 1 100 chars, 400 hélicoptères de combat, 450 pièces d'artillerie modernes et environ 5 000 véhicules blindés ». « L'armée de l'air maintiendra en ligne 450 avions de combat ». « La marine nationale disposera d'un tonnage total

de l'ordre de 300 000 tonnes, inférieure au tonnage actuel mais supérieure au tonnage de l'ordre de 270 000 tonnes auquel elle descendra inéluctablement (?) à la fin de cette décennie ; elle comportera deux porte-avions, dont l'un à propulsion nucléaire ». Il y aura huit sous-marins nucléaires d'attaque ? Oui, mais à la fin du siècle, et on aura diminué, par obsolescence, le nombre des sous-marins nucléaires lance-missiles. Bref, même à la fin du siècle, pour ne prendre qu'un exemple significatif, la marine n'aura qu'un seul porte-avions à propulsion nucléaire... Pour le grand public, cela paraît, certes, non négligeable. Pour les militaires et les trop rares Français qui s'intéressent à notre défense, c'est tout simplement diviser par deux le nombre actuel, comme d'ailleurs le nombre prévu sous le septennat précédent : il devait, en effet, être commandé deux porte-avions classiques, hors d'âge avant vingt ans.

Certes, la vision à l'horizon 2000 d'armements modernes peut faire impression à des non-initiés. L'ennui, c'est que, d'ici à la fin du septennat, en 1988, bien peu de ces équipements seront livrés : pour garder le même exemple, l'unique porte-avions nucléaire ne sera pas commandé avant 1986 et en service avant 1994 ; les 32 avions de surveillance Breguet Atlantique de deuxième génération — il en était prévu 42 du temps de M. Giscard d'Estaing — ne seront que 16 à entrer en service au cours de cette nouvelle loi-programme quinquennale, dont 2 seulement en 1984-1985.

L'étalonnage est du même ordre pour les systèmes antiaériens, les hélicoptères de combat, les chars, les canons, etc.

Les discours
et les actes

Ces trop longs délais d'ouverture ont été organisés, bien sûr, la conséquence d'une décision politique très grave, que s'impose à lui-même un pouvoir socialiste qui n'a jamais, quoi qu'il en dise, accompli ce qu'il se proposait.

(*) Député C.D.S. de la Manche, président de la commission U.D.F. de la Défense.

cordé la priorité des priorités à la défense nationale et en prend d'autant moins les moyens que sa folle politique économique et budgétaire le contraint à une super-austérité — qu'il a fait retomber principalement sur nos armées en 1982 et 1983, en la dissimulant sous les apparences d'une doctrine militaire pseudo-gaulliste.

M. Hernu a beau dire que « la France n'abaisse pas sa garde », cela n'est que parole verbale à la preuve du contraire, évidence qu'il ne peut nier quand il décrit le volume et la nature des fabrications qu'il prévoit, et a fortiori quand il annonce les crédits qu'il s'engage à présenter à l'approbation du Parlement.

Le ministre de la défense souligne en effet avec trop d'empresse que, « pour garantir la réalisation effective des programmes d'équipement », il abandonne la référence au produit intérieur brut marchand et promet une enveloppe financière qui s'élève à 830 milliards de francs courants, et cela sur la base d'une inflation estimée en moyenne annuelle à 5 %.

Un calcul rapide, sur la base des 9 % d'inflation au minimum qui, vraisemblablement, caractériseront 1983 et très probablement 1984-1988, permet de compter qu'à partir du budget militaire de cette année (133 milliards) c'est au moins 800 milliards, en francs courants, qu'il faudrait pour la simple reconstruction des crédits sur cinq ans. Ajoutons à cela les 2 % que prétend atteindre M. Hernu en progression annuelle du pouvoir d'achat des armées : on aboutit alors à 882 milliards. Et je n'ai pas compté le 1 % qu'il y a lieu de réserver pour l'inflation technologique...

Appel aux socialistes

La majorité socialiste prendrait une terrible responsabilité si elle endossait sans mot dire cette loi-programme en trompe-l'œil, cette grande illusion si bien orchestrée. Oui ou non, le discours prononcé à Bonn par le président de la République avait-il un sens ? La décision de réduire nos effectifs de 10 % en R.F.A., sous prétexte qu'il serait « dangereux que les forces françaises en Allemagne ne subissent pas elles aussi le contre-coup d'une « volonté d'économies » mal placée, est-elle compatible avec ce discours ?

La vérité, c'est que le gouvernement Mauroy programme, à contre-temps, à contre-courant de toute l'alliance, un brutal coup de frein sur les crédits militaires : en francs constants et malgré la crise, ce pays avait réussi à les augmenter de 5,7 % en 1978, de 5,1 % en 1979, de 3,8 % en 1980, de 4,4 % en 1981, et même de 4 % en 1982. Pour 1983, ce sera - 1,1 %, et au mieux la stabilité en 1984 et 1985 (et encore, à condition de ramener l'inflation à 5 % !).

C'est inacceptable. Les événements de 1940 seraient-ils oubliés ? Et l'effort que Léon Blum avait voulu en 1937 ? L'en appelle au sens national de nos collègues socialistes et à la responsabilité suprême de M. François Mitterrand, chef de nos armées.

(1) Les communistes ont calmement expliqué qu'ils n'étaient pas d'accord avec M. Hernu quant à la menace soviétique. Ce propos servait adroitement les uns et les autres.

(2) Voir l'avant-propos du Livre blanc de l'U.D.F. (Le Monde du 20 avril).

Le flou, quel flou ?

par CRITIAS (*)

Plus dédicats à instruire — la politique de défense conduite par M. Mitterrand, appliquée par le gouvernement et présentée par le ministre de la défense rencontre un large écho dans l'électorat de l'opposition, quel que peu malmené. Et que de fortes personnalités telles que M^{me} Marie-France Garaud ou le général Lucien Poirier s'y retrouvent.

Voici donc un gouvernement de gauche qui a le front de présenter un projet de loi de programmation militaire solide, cohérent, novateur, quand l'on attendait d'un gouvernement « social-marxiste » abandons et débandade.

Dans le projet de loi, la priorité au nucléaire, chère naguère aux gaullistes, est réaffirmée de la manière la plus claire qui soit : par des engagements de crédits qui n'ont rien d'indicatif. Le porte-avions à propulsion nucléaire est commandé, les avions de détection aéroportée aussi. La marine construit trois sous-marins nucléaires d'attaque supplémentaires, alors que l'armée de terre se dote de nombreux hélicoptères.

Surtout, des choix responsables sont opérés. D'abord celui d'une réduction du format de nos armées, qui n'est pas sans courage. Après l'avoir — et comment — critiqué cet hiver, le R.P.R. et l'U.D.F. ont admis la nécessité d'une armée de terre ramenée de 312 000 à

300 000 hommes. C'est bien. Il n'aurait pas été de moins l'effort de cette nécessaire réforme quand l'on était aux affaires.

Quant à la réorganisation, elle devrait répondre aux vœux des plus lucides, parmi les spécialistes de l'opposition, qui en caressaient le projet lorsqu'ils étaient au pouvoir mais qui n'osèrent jamais s'employer à la faire admettre par la hiérarchie militaire.

Faux procès

Que reste-t-il alors de la déclaration commune du R.P.R. et de l'U.D.F., bien réjouissantes pour tous ceux, et ils sont nombreux dans les armées, qui se souviennent des affrontements sanglants entre les deux partis sur la question du système sous-marin nucléaire lance-missiles, ou des diatribes cruelles que M. Arthur Paecht, alors député, réservait au ministre R.P.R. de l'époque ?

Il ne reste rien qu'un texte sans portée, qui accumule contre-vérités et faux procès. En voici quelques preuves.

Le gouvernement est accusé de ralentir de moitié l'accroissement de l'effort que la nation consacre à sa défense. Mais les circonstances économiques sont bien différentes, et un rendez-vous de réactualisation est prévu. Avant le 10 mai, on avait fait miroiter aux forces armées la perspective d'un accroissement sans fin de ce même effort, quand les plus hautes instances de l'Etat avaient bien que le prélèvement sur le P.L.B.M. serait plafonné à 4 % après 1982. En vérité, on n'aura jamais dépensé autre chose pour la défense.

Aucun moyen ne permettrait la polyvalence de l'armement de terre. Mais les hélicoptères et les blindés légers, dont un nouveau programme est lancé, les missiles portables sol-air à très courte portée, ne sont-ils pas les armes par excellence de la polyvalence ?

Sans voix

Il y aurait aussi « régression du développement des armes nouvelles ». Mais le gouvernement lan-

cera les études du sous-marin nucléaire lance-missiles de nouvelle génération, du missile mobile SX, du missile antimissiles, des antichars de troisième génération, de l'avion de combat tactique successeur du Jaguar, etc. Ignore-t-on que pendant cinq ans le budget de la défense financera plus de 30 % de la recherche publique ? Pourrait-on faire plus ou mieux ? On peut toujours faire plus. Faire mieux dans une enveloppe financière nécessairement et légitimement limitée.

R.P.R. et U.D.F. sont ici sans voix. Parce qu'il est difficile de critiquer un projet dont on sous-entend le contenu. Parce que l'on ne peut nier que le chef de l'Etat ait exercé pleinement, à l'occasion de ce texte, ses responsabilités constitutionnelles de chef des armées. Parce qu'il est raisonnable de constater que gauche et droite ne sont pas deux mots ennemis.

(1) Les communistes ont calmement expliqué qu'ils n'étaient pas d'accord avec M. Hernu quant à la menace soviétique. Ce propos servait adroitement les uns et les autres.

(2) Voir l'avant-propos du Livre blanc de l'U.D.F. (Le Monde du 20 avril).

APRÈS un an d'observation, R.P.R. et U.D.F. ont décidé de faire des sujets de défense un objet de polémiques partisans. C'est leur droit, même si l'on n'est pas sûr que tel soit le meilleur moyen de rendre service à son pays et à sa sécurité. Les Français découvrent que les ex-donneurs de leçons jouent au jeu assez largement réprouvé de la politisation d'un domaine qui devrait pourtant, par essence, rassembler les différentes composantes de notre peuple.

A cet égard, la présentation du projet de loi de programmation est un bon exemple de l'attitude nouvelle de la droite, une bonne illustration aussi des contradictions et de la vacuité de son argumentation.

Piège

Prenons le débat sur les euro-missiles et la stratégie, d'abord. Le président Mitterrand aurait eu le tort et l'imprudence de prendre position sur la « double décision » (négociations de Genève entre Soviétiques et Américains et, en cas d'échec, déploiement des euro-missiles à la date prévue, en décembre 1983) et de continuer à affirmer que la paix en Europe et dans le monde passe par le respect de l'équilibre.

Son prédécesseur était bien plus avisé, qui ne disait rien du sujet, préférant certains témoignages de satisfaction parfois gênants et venus de l'étranger... Ainsi, l'un des ex-conseillers compétents sur ces matières intervenait-il sentencieusement en ce sens dans le Monde du 18 janvier, relayé quelques jours plus tard par l'ancien président lui-même. Ces deux déclarations pour expliquer combien maintenant l'Union soviétique est fondée à vouloir inclure nos forces nucléaires dans le camp américain, piège dans lequel il ne fallait naturellement surtout pas tomber. D'où les fameux silences... Et feignant d'oublier que la prise en compte de nos forces est une position constante de l'U.R.S.S. depuis SALT-1 !

Intéressant procès qui, heureusement, a fait long feu mais qui, cependant, est bien obscurci, depuis, par la publication, sous la présenta-

tion de MM. Lecanuet, Gaudin, Charvillat, Daillet et Paecht, d'une brochure présentant « la loi de programmation militaire nécessaire à la France en 1983 ». On peut y lire, entre autres, page 14, que la force française de dissuasion « affirme le caractère national de notre défense (c'est juste), tout en étant un élément important de la dissuasion d'ensemble exercée par l'alliance atlantique » ! Voilà un argument de poids pour M. Andropov, que MM. Giscard d'Estaing et Robin n'ont sans doute pas dû voir passer !

Mais la vérité n'est-elle pas ailleurs ? L'U.D.F., marquant bien imprudemment, et même dangereusement, ce choix pourtant écarté par son illustre inspirateur, ne veut-elle pas plus simplement dire enfin : rentraient dans l'OTAN, et tout ira mieux. On comprend alors que, dans le même opuscule, quelques lignes plus loin, il soit tranquillement écrit que la dissuasion « ne peut être que globale, c'est-à-dire (...) prévoir la capacité de riposte militaire appropriée aux divers degrés d'agression ». Voilà la France qui adopte la doctrine américaine de la riposte graduée ; vers l'OTAN toujours !

Surenchère

Qui croire ? L'U.D.F. et le R.P.R., quand ils conduisent ensemble des travaux sur la défense pour critiquer la majorité mais renier notre stratégie nationale de dissuasion du faible au fort, sur laquelle il y avait jusqu'alors un — vrai ? — consensus ? L'ancien président de la République ou la commission de défense de la formation politique qui soutient son action ? Et que pense l'électorat du R.P.R. des chants caophoniques de ces nouvelles sirènes que sont M. Jacques Toubon, qui souhaite l'intégration européenne, ou M. Yves Lanciaen, qui en fait le reproche à la majorité ? Il est vrai que ces héros sont embarrassés dans la surenchère où les conduisent leurs alliés.

On comprend mieux pourquoi — si l'on veut bien aller au-delà des procès d'intention, toujours commodes à introduire, mais combien

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bourvois-Méry (1944-1969) Jacques Faivre (1969-1982)

Imprimerie : « Le Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX^e

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437. ISSN : 0395 - 2037

NOUVELLE REVUE
DE PSYCHANALYSE

dirigée par J.B. Pontalis

N° 27 - PRINTEMPS 1983

IDÉAUX

« Parce que nous détruisons les illusions, on nous accuse de mettre en danger les idéaux. »

Freud

GALLIMARD

هنا من الأصل

1051-3152

Le Monde

EUROPE

étranger

Grande-Bretagne

DANS LA PERSPECTIVE D'UNE PROCHAINE DISSOLUTION DES COMMUNES Les états-majors politiques font des élections locales du 5 mai un grand test national

De notre correspondant

Londres. — Les élections locales du jeudi 5 mai sont attendues avec impatience par les états-majors politiques, qui en espèrent des leçons pour les législatives prochaines. On votera dans tous les districts urbains et ruraux d'Angleterre et du Pays de Galles, sauf à Londres. L'Ecosse, qui est traditionnellement un bastion travailliste, reste également à l'écart de la consultation. Dans deux cent soixante-trois conseils sur trois cent soixante-neuf, tous les sièges sont renouvelables, contre un tiers dans les autres. C'est la plus vaste consultation depuis 1979, lorsque la désignation des conseillers locaux avait eu lieu le même jour que les élections générales qui avaient vu la victoire de M^{re} Thatcher.

Il sera cependant difficile de tirer des conclusions définitives des résultats de jeudi. La campagne a été très peu animée, et l'on s'attend généralement à une participation faible (de l'ordre de 40 %). Aucun grand sujet n'a dominé les controverses, les impôts locaux étant passés à l'arrière-plan depuis que la baisse de l'inflation et des taux d'intérêt a permis aux collectivités locales de reconstruire leur trésorerie. De plus, les prochaines élections législatives auront lieu avec un nouveau découpage, ce qui ne facilite pas les comparaisons. Dernier élément d'incertitude : l'absence de l'opposition entre les libéraux et les socialistes-démocrates, absente en 1979, et qui dispute sa première consultation générale.

Il n'en reste pas moins que le jeudi 5 mai est considéré comme une date-clé dans le compte à rebours vers la dissolution de la Chambre des Communes et les élections législatives. Si le résultat des conservateurs est à la hauteur des espoirs soulevés chez eux par les sondages,

La pression des députés conservateurs

Dans les milieux proches du premier ministre, on conteste cependant un calendrier aussi serré. Mais M^{re} Thatcher n'a elle-même rien fait pour décourager les spéculations : « Un bon général ne dévoile pas publiquement son plan de bataille », a-t-elle dit. Son silence, et les déclarations sibyllines de ses lieutenants ont entretenu les rumeurs. Conséquence du raisonnement logique ou de l'auto-intoxication, la classe politique est maintenant convaincue que le premier ministre n'a pas d'autre choix que de provoquer des élections en juin. Après tout, la législature aura duré quatre ans, ce qui est la moyenne pour ces vingt dernières années. Un report à l'automne ou à l'année prochaine — ce qui serait théoriquement possible — apparaît comme une dérobade.

Mais si elle choisit des élections rapprochées, M^{re} Thatcher ne sera-t-elle pas taxée d'opportunisme ? Dans l'un ou l'autre cas, il est certain que l'opposition travailliste utilisera l'un des deux arguments. Mais c'est le privilège et la responsabilité du premier ministre de décider du moment des élections.

M^{re} Thatcher a toujours dit qu'elle souhaitait aller jusqu'au bout de son mandat. Mais elle a affirmé aussi avoir besoin de deux ou trois législatures pour mener à bien la révolution silencieuse qu'elle a entreprise. Nombre d'arguments militent en faveur du mois de juin : la bonne cote des conservateurs dans les sondages ; les difficultés de l'alliance et les déchirements du parti travailliste ; une inflation au-dessous de 5 % ; une reprise économique qui s'annonce...

Les conservateurs n'ont guère intérêt à attendre octobre : la hausse des prix risque de s'accroître légèrement, alors que l'amélioration de l'activité économique n'a eu aucun effet sur le niveau du chômage ; les travaillistes peuvent se ressaisir, et l'alliance retrouver un regain de faveur... Les députés conservateurs exercent une forte pression sur M^{re} Thatcher pour qu'elle leur garantisse dans les plus brefs délais un nouveau mandat de cinq ans. Leur avis pèsera sans doute moins que l'instinct politique d'un premier ministre qui, pendant quatre ans, a manœuvré au milieu des embûches avec une habileté consommée.

DANIEL VERNET.

● Une réunion publique du Front national (extrême droite), mardi 3 mai à Londres, a provoqué de violents heurts entre les forces de l'ordre et des manifestants opposés à sa tenue.

Une trentaine de personnes ont été arrêtées et plusieurs autres, dont un policier, ont été blessées au cours des affrontements qui ont causé des dégâts « relativement importants », indique-t-on à Scotland Yard. — (A.F.P.)

A PROPOS DES « BLOCAGES EUROPÉENS »

M. Chandernagor : « La Communauté risque de se trouver en cessation de paiements »

« L'Europe risque de se trouver en état de cessation de paiements », nous a déclaré M. Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes, commentant, mardi 3 mai, la visite qu'il avait faite la veille à Bonn, en préparation du sommet franco-allemand des 16 et 17 mai, et au cours de laquelle il s'est livré « à un inventaire sérieux et un peu sévère » des blocages européens.

Il y a le blocage des prix agricoles — problème le plus pressant, — mais qui n'a pas été, au dernier conseil agricole des Dix, le fait de l'Allemagne fédérale ; mais « il y en a d'autres » dont le plus grave, estime le ministre, est le « blocage financier ».

Selon les prévisions de la Commission, « à la fin de l'année ou au début de l'année prochaine au plus tard, le plafond de 1 % de la T.V.A. (principale ressource de la Communauté) sera crevé ». « On ne peut pas honorer les engagements de la politique agricole commune, payer une compensation à la Grande-Bretagne et élargir la Communauté à l'Espagne et au Portugal en maintenant le plafond de 1 % de la T.V.A. intangible », a ajouté le ministre. Or, « l'Allemagne reste

tout, d'un fait hostile au dépassement du 1 % ».

Le problème, poursuit M. Chandernagor, « est de savoir si nous sommes satisfaits d'une Europe réduite aux acquits et aux acquits et, dans un monde qui bouge et dans une certaine mesure progresse, est une Europe qui recule ».

Il y a deux secteurs, estime M. Chandernagor, où l'Europe peut avoir « l'ambition de ses origines » et affirmer son identité : la sécurité, avec, par exemple, une politique commune d'armement, et surtout « en relevant le défi industriel », ce qui n'est possible qu'avec une politique commerciale existentielle.

La France propose un système « souple, simple et décentralisé », a poursuivi le ministre, avec la création de ce que M. Mitterrand a appelé, au dernier conseil européen, des « agences » qui réuniraient des entreprises, des Etats (ceux qui jugeraient bon d'y participer), la Banque européenne d'investissement et la Communauté « en tant que telle », parce que la dimension communautaire est nécessaire. Dans certains domaines « qui commandent l'avenir », les Européens travaillent et dépensent parfois autant que leurs grands concurrents, mais

« ils restent derniers à cause de la dispersion de leurs efforts ».

Pour que des industries naissantes réussissent, dit le ministre, il faut non seulement la dimension du Marché commun, mais aussi « les disciplines communautaires ». Il faut bénéficier des marchés publics européens et obtenir des modulations du tarif extérieur commun. C'est ce que font les Japonais et les Américains, et ce n'est nullement incompatible avec les règles du GATT. Les Européens doivent se doter d'un instrument du même type que celui dont disposent les Américains, et qui leur permet de réagir plus rapidement qu'en recourant au GATT en cas de préjudice causé à leurs industries par des importations.

Les Européens doivent aussi trouver des « créneaux » disponibles ou, s'ils veulent exploiter des créneaux déjà occupés, trouver les moyens d'aller technologiquement plus loin. C'est ce que la France, a souligné M. Chandernagor, a fait dans le nucléaire. Le ministre voit en tous cas « deux domaines qui commandent l'avenir » où le gouvernement français est particulièrement « inquiet », et où les Européens se sont fait « le plus enfoncer » : les circuits intégrés et la robotique industrielle.

Les Allemands sont-ils intéressés par une telle politique industrielle, qui devrait occuper la plus grande partie des prochaines réunions franco-allemandes et européennes ? « Ils sont ouverts », répond M. Chandernagor, qui en a également parlé aux Britanniques et aux Italiens.

MAURICE DELARUE.

Pologne

Une journée d'affrontements

(Suite de la première page.)

La foule remonte ensuite les trottoirs de l'avenue Krakowska-Przedmiescie... Mais les estafettes de la police, comme devenues folles, sillonnent en tout sens la chaussée, hurlant aux gens de ne pas descendre des trottoirs — ce dont ils se gardent — et de se disperser, ce qu'ils font... en un cortège d'applaudissements. Noyés à leur tour dans le flot, les patrouilles, d'abord désorientées, saisissent au hasard des proies qu'on leur laisse, sans autre réaction qu'un éclair de haine dans le regard. Une vieille femme tend des fleurs à un milicien : « Va te faire enculer ! », répond-elle. Entendant cela, un gaillard murmure : « Ils ne perdent rien pour attendre ».

Etat de guerre ? Il est bien là. A l'angle de la rue Swietokrzyska, dernier carrefour avant le rond-point du comité central, dont l'accès est solidement barré, c'est la charge à la matraque. Les coups pleuvent, les gens fuient comme ils peuvent. Les bus, illusoirement, sont pris d'assaut. Et c'est, dans l'embouteillage, l'heure du ratissage.

A Gdansk, Cracovie, Nowa-Huta (et peut-être dans d'autres villes, on peut le supposer sans encore le savoir) lors de semblables rassemblements, la milice charge aussi. A Gdansk, il y a deux messes, l'une à la basilique et l'autre dans l'église Sainte-Brigitte, la paroisse des chantières Lenine devant laquelle M. Walesa, qu'accompagne sa femme, est follement acclamé par six mille parisiens. A la fin de l'office, siôt « Lech » arraché aux hourras, un cortège se forme brutalement dispersé, comme celui qui tente de quitter la basilique. A Cracovie, dix mille personnes descendent aux cris de « Solidarité » et de « Walesa ! » de la cathédrale de

Wawel vers le Rynek, sont assaillies par les zomps qui bloquent le centre-ville et ratissent. A Nowa-Huta, où la messe est également dite en présence de sept mille fidèles pour le second anniversaire de la bénédiction des étendards du syndicat indépendant des aciéries, deux mille manifestants défilent durant trente minutes avant une charge violente.

On ne peut exclure dans ces conditions qu'il faille, après plus d'informations, allonger la liste des victimes de l'état de guerre. Des témoignages recueillis sur place par l'Agence France Presse ont ainsi rapporté, mardi 3 mai, alors que le porte-parole du gouvernement indiquait, au cours d'une conférence de presse, que le parquet avait ouvert une enquête sur cette affaire, des précisions glaçantes sur les circonstances de la mort, le 1^{er} mai, à Nowa-Huta, de Ryszard Smugar (le Monde du 4 mai). Ce jeune ouvrier de vingt-neuf ans, qui était allé manifester avec sa femme et son enfant, aurait été tué, non pas d'un éclat de grenade, mais d'une grenade tirée en tir tendu à 5 ou 6 mètres, pendant qu'il se trouvait bloqué par les zomps près du théâtre de la ville.

La carotide coupée, il se serait vidé de son sang pendant que des miliciens retardaient l'arrivée d'une ambulance, barrant sa route et frappant la carrosserie de leur matraque.

Une bataille

de longue haleine

Même aussi sauvages que dans ces cas, ces violences ne sont pourtant pas l'élément primordial d'une situation dont ces quatre dernières semaines ont confirmé la complexité. Ne voir que la répression, bien réelle, serait ignorer la bataille de longue haleine qui se poursuit sous l'état de guerre et au regard de laquelle la « normalisation » n'est que le lointain objectif du pouvoir.

Ces gens qu'on a vus descendre dans les rues dimanche et mardi ne sont pas les martyrs d'une cause perdue, ni seulement des « militants de Solidarité ». Téméraires mais sûrs d'eux, ils ont non pas bouleversé mais spectaculairement redévoilé un échiquier politique dont la pièce maîtresse est l'évolution profonde de cette société depuis au moins 1970 et son refus présent de renoncer à ses aspirations.

Les miliciens lâchés sur ces manifestants pacifiques n'avaient, eux, pas l'ordre — la journée de mardi l'a encore montré — de noyer la réalité dans le sang ; mais celui de la maquiller par l'éclatage dissuasif de leurs forces, de photographier et de filmer, de réprimer.

Ces prêtres, enfin, chantant dans leurs homélies la liberté et la démocratie ne sont ni des précheteurs de croisades ni moins encore, malgré leurs appels au calme, des partisans du renoncement. Comme leur hiérarchie et comme les Polonais qu'ils sont, ils oscillent, au gré des aléas du rapport des forces, entre le repli prudent et la relance de la pression sur le pouvoir. Jamais, en dix-sept mois d'état de guerre, cette relance n'avait été aussi bien planifiée, organisée et dosée que depuis la rencontre secrète, les 9, 10 et 11 avril, entre M. Walesa et les dirigeants clandestins du syndicat. Comment le pouvoir réagit-il ?

M. Urban, le porte-parole du gouvernement, répète, mardi, à la presse étrangère que les « six millions et demi » de personnes qui ont suivi les cortèges officiels du 1^{er} mai se sont ainsi « politiquement déiciés » en faveur du « programme de réformes et de substitution de l'Etat ». « Cela prouve, dit-il, que la tension s'affaiblit et que la politique consistant à attirer les gens indécis, à libérer les internés et la plupart des condamnés — était la bonne. S'il admet que « la société polonaise est différenciée politiquement, le restera et que les contre-manifestations l'ont montré », pour lui elles ont surtout montré la grande faiblesse numérique de l'opposition, dont les manifestations sont « sans programme et ne servent à rien ».

Il rejette catégoriquement toute idée d'ouvrir des négociations avec M. Walesa, qui, dit-il, a laissé passer, en novembre 1981, la chance de Solidarité d'être un partenaire de « l'entente nationale ». L'Ouest,

dans ces conditions, perd son temps à essayer de « gonfler » par ses journaux le rôle du dirigeant syndical.

Le limogeage de Wajda

C'est clair : nous saurons attendre mais nous ne céderons sur rien. Pour mieux en convaincre encore, M. Urban annonce en passant qu'Andrzej Wajda et deux de ses collaborateurs sont limogés de la direction de leur unité de production cinématographique. M. Wajda avait le tort de refuser de démissionner de la présidence de l'union des cinéastes, indispensable étape de la remise au pas de cette organisation.

Auparavant, M. Urban avait laissé la parole au ministre des cultes, M. Lopatka. Les dernières manifestations, assure le ministre, ne remettent rien en cause, ni dans le principe de la visite du pape ni dans son déroulement, et les manifestations qui pourraient la troubler constitueraient une « regrettable dissonance » mais d'une importance limitée.

Le pape, explique M. Lopatka, nous a demandé, en acceptant notre invitation, de promulguer une amnistie avant sa venue. Ce n'était pas une condition mais une demande. Nous lui répondrons et cette correspondance sera publiée. M. Urban enchaîne : pas d'amnistie tant que les causes qui avaient exigé l'état de guerre n'aient pas totalement disparu.

Bref, ce pouvoir, au-delà d'une propagande grossière, dit que son allié est l'usure du temps, qu'il sait devoir faire des gestes symboliques et n'être pas à même de tout se permettre dans une société « différenciée », mais dit aussi que le pouvoir, c'est lui seul. Certes, le temps est ce qu'il y a de plus précieux dans une situation bloquée. Reste à savoir si la prudence tactique peut, sans ouverture, durer longtemps sans risque de dérapage.

Le primat, lui, ne le pense apparemment pas. S'impatiant manifestement depuis trois semaines, il réclamait mardi, devant une foule énorme à Czeszochowa, où s'ouvrait la réunion de la conférence épiscopale, « le respect des droits de l'homme et de la dignité humaine ». « Nous ne voulons pas être gouvernés à coups de circulaires confidentielles (...) ou par des décisions arbitraires, dit-il. Nous voulons être tous traités de la même manière, d'une façon juste, car le pouvoir est fait pour servir la nation (...) ».

BERNARD GUETTA.

Allemagne fédérale

« STERN » SOLICITE L'AVIS D'EXPERTS INTERNATIONAUX SUR L'AUTHENTICITÉ DES JOURNAUX DE HITLER

Hambourg (A.F.P.). — Le magazine ouest-allemand Stern, qui a commencé le 4 mai la publication du texte de ce qu'il affirme être le journal d'Adolf Hitler, a annoncé qu'il permettrait rapidement à des experts ouest-allemands, suisses et américains de consulter les originaux entreposés dans une banque suisse.

Dans un communiqué, Stern ajoute que « ses rédacteurs en chef, directeurs de la publication et éditeurs estiment superflues toute discussion sur les doutes » élevés à la publication de ces nouvelles expertises.

Le texte ne précise pas le nom de ces spécialistes, ni s'ils auront accès à l'ensemble des carnets. Le directeur des archives fédérales ouest-allemandes, M. Hans Booms, a déclaré à l'agence Reuter qu'il avait été sollicité par le magazine pour effectuer des examens supplémentaires, qui sont en cours.

Le secrétaire général de la C.S.U., parti de M. Franz-Joseph Strauss, a demandé à Stern de cesser la publication du journal attribué à Adolf Hitler parce qu'il « portait atteinte » à l'image de l'Allemagne à l'étranger.

« La publicité donnée à sa diffusion est une erreur au moment où la R.F.A. s'efforce, cinquante ans après la prise de pouvoir du Führer, de présenter le passé de l'Allemagne d'une façon aussi objective que possible », a ajouté le secrétaire général.



MON ITINÉRAIRE MAÇONNIQUE

Par Francis Viard

Francis Viard, Maçon depuis plus d'un demi-siècle, élu Grand Maître en 1945 à la libération, Grand Commandeur d'Honneur ad vitam du Grand Collège des Rites, Suprême Conseil, et qui fut neuf fois Grand Maître du Grand Orient de France, expose les raisons qui ont fait de la franc-maçonnerie une institution résolument progressive sous sa forme libérale.

Collection « Politique d'aujourd'hui » 208 pages - 80 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

REVUE
ALYSE
1983
X
D

PROCHE-ORIENT

REÇU A DAMAS PAR LE PRÉSIDENT ASSAD

M. Yasser Arafat amorce un difficile rapprochement avec la Syrie

Damas. — Les relations syro-palestiniennes, tour à tour orageuses, tendues ou fraîches, traversent une phase de détente. Pour la première fois depuis la fin de la guerre du Liban, M. Yasser Arafat est à Damas « en visite officielle ». Mieux, le chef de l'O.L.P., que le président Assad refusait ces derniers mois de rencontrer, a été reçu le mardi 3 mai au palais présidentiel, entouré des principaux dirigeants palestiniens, en vue d'une « normalisation ».

L'U.R.S.S., l'Algérie, l'Arabie Saoudite, diverses personnalités du monde arabe, dont M. Georges Haché, le secrétaire général du parti communiste libanais, qui se trouve à Damas, avaient multiplié les démarches auprès du président Assad pour l'inciter à engager des pourparlers.

Les griefs syriens

Les tractions s'annoncent mal aisées. Le président syrien ne nourrit pas une sympathie particulière pour le chef palestinien. Surtout, le contentieux qui oppose Damas à l'O.L.P. est particulièrement épineux. Il porte notamment sur une question capitale, à savoir « l'indépendance de décision et d'action » que revendique la centrale des fedayin. « Nos frères syriens et nous-mêmes avons des conceptions divergentes de ce sujet », explique M. Abou Jihad, le commandant en chef adjoint des forces palestiniennes, cofondateur du Fath avec M. Yasser Arafat. Nous voulons que Damas admette que nous avons le droit de mener notre propre politique sur la scène internationale, en particulier arabe, selon les intérêts de notre cause. Malheureusement, le gouvernement syrien est tellement susceptible qu'il interprète nos

échanges avec la Jordanie ou l'Irak par exemple comme des actes dirigés contre lui. »

Si les membres du gouvernement de Damas observent une certaine retenue, M. Mohamed Heydar, membre du haut commandement « national » (panarabe) du Baas, a toute latitude de dire tout haut ce que d'autres confient en privé. Il formule deux reproches « essentiels » à l'égard du président de l'O.L.P. : « Premièrement, nous dit-il, Yasser Arafat s'imaginerait que sa cause est exclusivement palestinienne et que notre rôle à nous, les Arabes, consiste à le soutenir les yeux fermés. Or, la Palestine est la raison d'être de notre combat et nous avons le droit, surtout après les lourds sacrifices que nous avons consentis, de discuter, de contester, et même de nous opposer à telle ou telle action de l'O.L.P. D'autre part, Yasser Arafat met tous les Etats arabes sur le même plan, confondant réactionnaires et progressistes, ceux qui résistent à l'expansionnisme israélien et les autres. »

Parmi les « autres » figure la Jordanie. Les Syriens n'ont toujours pas « digéré » les récentes tractions entre le président de l'O.L.P. et le roi Hussein en vue de favoriser la mise en œuvre du plan Reagan. « Il est à la limite du supportable », dit M. Mohamed Heydar, que Yasser Arafat refuse de coordonner sa politique avec celle de la Syrie, tout en acceptant le principe d'une confédération jordanio-palestinienne. La raison de cet « étrange comportement » est claire aux yeux du dirigeant baasiste : « Yasser Arafat, assure-t-il sur un ton caustique, est davantage intéressé à fonder un Etat dont il serait le président qu'à poursuivre la révolution ; en attendant, il a la prétention d'implanter son propre Etat au sein des Etats arabes qui lui accordent l'hospitalité. »

Le ministre des affaires étrangères libanais, M. Elie Salem, ne partage pas, sur les négociations avec Israël, l'optimisme du secrétaire d'Etat américain. M. Shultz a, en effet, assuré, mardi 3 mai, dans l'avion qui le ramenait de Jérusalem à Beyrouth, qu'un accord sur le retrait des forces israéliennes du Liban « pourrait intervenir dès la fin de la semaine ». Prenant la parole à l'issue des entretiens de M. Shultz avec les dirigeants libanais, M. Salem a déclaré pour sa part : « Il y a encore de nombreux points de conflit. Il ne va pas être facile de résoudre tous ces problèmes en deux ou trois jours. »

De notre envoyé spécial

Indépendants de l'O.L.P., engage-rait des négociations « sur la base des résolutions du sommet arabe de Fès et des diverses initiatives internationales favorables à une paix juste, en particulier celle du président Reagan ».

M. Yasser Arafat, prêt à souscrire à l'accord, se heurte cependant à une double opposition, celle du comité exécutif de l'O.L.P. et, plus sérieuse encore, celle du comité central du Fath, sa propre organisation, qui s'était réuni au Koweït début avril, en présence des dirigeants du Front démocratique, MM. Hawatmeh et Yasser Abd Rabbo. Le président de l'O.L.P., désavoué par ses amis les plus proches, pourtant des « modérés » comme lui, avait, dans un moment de découragement, présenté sa démission. « En m'empêchant de contester l'accord que j'ai conclu avec le roi Hussein, vous me privez de toute crédibilité », s'était-il écrié avant de revenir sur sa décision. Les dirigeants palestiniens, unanimes, avaient alors fait parvenir au souverain jordanien des amendements supplémentaires, supprimant notamment toute référence au plan Reagan et réaffirmant le droit de l'O.L.P. à représenter les Palestiniens dans toute future négociation.

Les concessions du roi Hussein

Le roi Hussein avait consenti deux concessions : il renonçait à la constitution d'une délégation strictement jordanio-palestinienne et acceptait de supprimer toute référence à la résolution 242 du Conseil de sécurité. Le texte amendé — présenté comme une « déclaration d'intention » — indiquait qu'une délégation « arabe », dans laquelle figureraient des personnalités palestiniennes

sement du plan Reagan. Par l'entremise d'un autre membre du comité exécutif, M. Ahmed Abou Setteh, qu'il dépêcha discrètement à Washington, et par le truchement de l'Algérie, du Maroc et de l'Arabie Saoudite, il fit savoir qu'un accord avec le roi Hussein redeviendrait possible si seulement les Etats-Unis reconnaissaient au peuple palestinien le « droit à l'autodétermination ». M. Lakhdar Brahimi, ambassadeur du président Châdli, a entrepris la semaine dernière une tournée à Damas, à Amman et à Riyad pour faire admettre à cet effet le principe d'un référendum dans les territoires occupés. Les Palestiniens, selon le projet algérien, seraient invités à choisir entre trois options : leur rattachement à Israël, leur rattachement à la Jordanie ou encore l'instauration d'un Etat indépendant en Cisjordanie et à Gaza. La proposition a suscité des réactions mitigées au sein de l'O.L.P., mais M. Arafat miserait sur les pressions de l'Arabie Saoudite et du Maroc pour la faire adopter.

Une concertation utile

C'est l'un des multiples reproches que lui font les dirigeants syriens, qui entendent être les maîtres du jeu. Les récriminations que formule en privé le président de l'O.L.P. ne sont pas moindres. Il se plaint, notamment, que les autorités de Damas confisquent, depuis le début de la guerre du Liban, toutes les cargaisons d'armes soviétiques destinées à l'O.L.P., que les activités des fedayin au Liban et en Syrie soient soumises à des restrictions draconiennes ; que Damas lui interdise encore d'établir des contacts directs avec les pacifistes israéliens, allant jusqu'à désavouer l'assassinat de celui qui était chargé de ces contacts, M. Issam Sartawi. Les

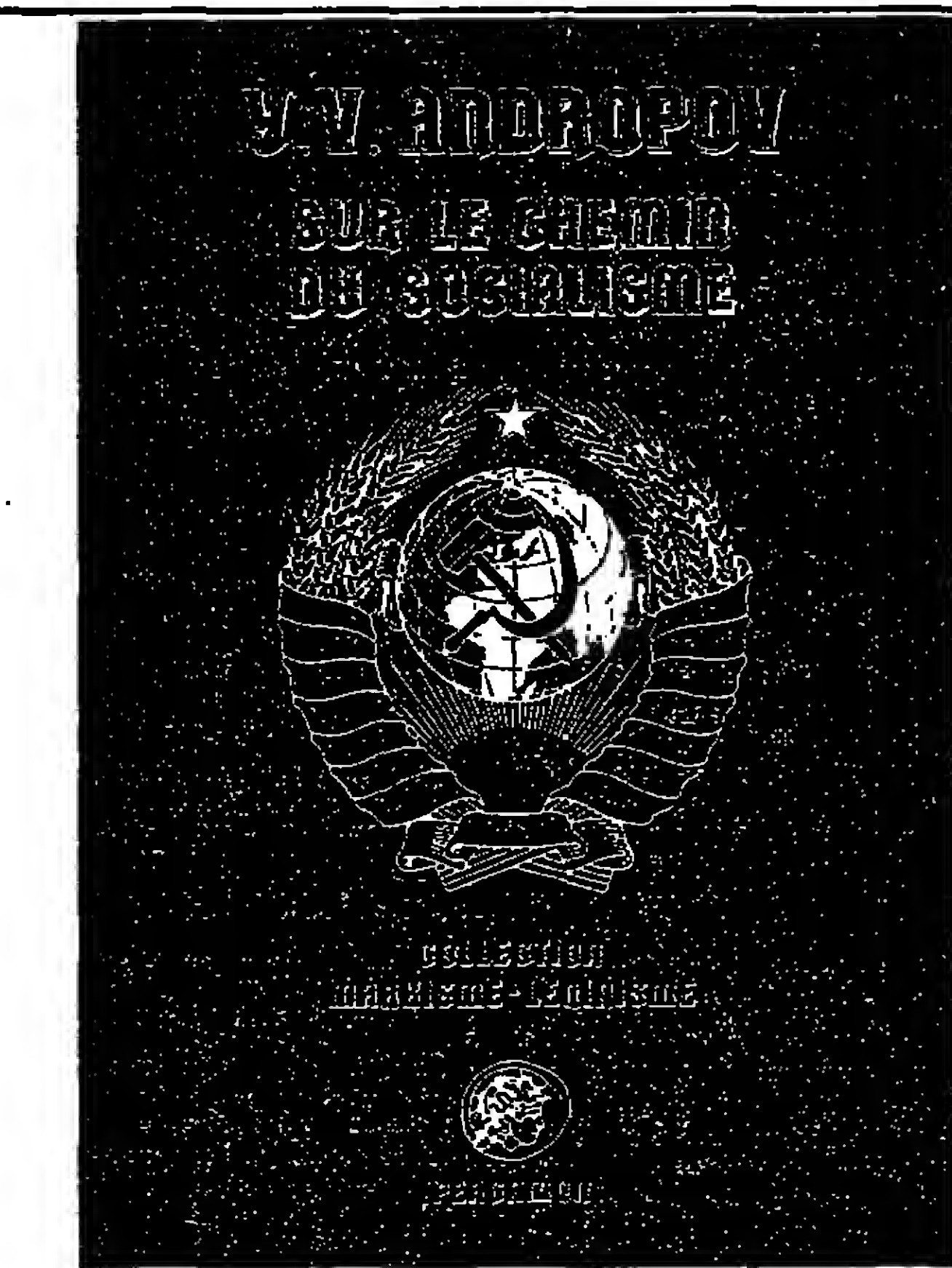
dirigeants syriens nient, bien entendu, toute responsabilité directe ou indirecte dans le meurtre du représentant de l'O.L.P. auprès de l'Internationale socialiste.

On comprend, dès lors, pourquoi il a fallu que M. Georges Haché, le secrétaire général du P.C. libanais, plaide des heures durant, à Tunis, le week-end dernier, pour convaincre M. Yasser Arafat de se rendre à Damas, lui assurant qu'en cas d'échec des négociations le roi Fahd d'Arabie Saoudite inviterait à Djeddah MM. Assad, Arafat et le roi Hussein pour régler les différends qui les opposent.

On s'étonnera sans doute que le chef communiste libanais agisse dans le même sens que le roi d'Arabie Saoudite. Mais ce n'est pas la première fois, ni la dernière sans doute, que la complexité de la conjoncture proche-orientale engendre des rapprochements surprenants. Le Mouvement national libanais a besoin de s'appuyer sur le royaume wahabite et la Syrie pour empêcher qu'un « accord injuste » ne soit conclu entre Beyrouth et Jérusalem ; l'O.L.P. et la Syrie, pour leur part, sont condamnées à s'entendre pour empêcher une telle éventualité ; les uns et les autres ont intérêt à établir de bons rapports avec la Jordanie pour que l'échec d'un règlement puisse s'effectuer dans la concertation. Tous cependant feignent d'oublier que rien ne peut être entrepris sans, d'une part, l'accord des Etats-Unis, et, d'autre part, le consentement de l'Union soviétique.

Bref, ces manœuvres diplomatiques internationales paraissent à nombre d'observateurs comme étant vouées à la stérilité. Elles sont néanmoins utiles dans la mesure où elles entretiennent l'espoir, voire l'illusion, que la parole peut encore offrir une alternative à la violence.

ERIC ROULEAU.



La France dans l'interview de Youri Andropov

(Extraits de l'interview accordée au magazine Der Spiegel)

Ces derniers temps, on entend parler, aux Etats-Unis, dans d'autres pays de l'OTAN, de l'« intransigeance » de la partie soviétique. Mais sur quoi, en somme, devons-nous transiger ? On exige de nous que nous acceptions un accord sur les missiles de moyenne portée déjà en place et sur les missiles américains que l'on se propose d'importer en Europe. Quant aux autres composants des moyens nucléaires de moyenne portée, les Américains refusent tout simplement de négocier. Ils déclarent : Nous refusons de les négocier, un point c'est tout.

On veut que nous fassions semblant de ne pas remarquer les quatre cents et quelques ogives des missiles britanniques et français basés sur mer et en soi et qui sont pointés sur l'Union soviétique et les autres pays socialistes. Les Américains et, à leur instar, les représentants des autres pays de l'OTAN qualifient les fusées britanniques et françaises de « forces de dissuasion ». Admettons. Mais alors, on se demande pourquoi, tout en reconnaissant la France et à la Grande-Bretagne le droit à la dissuasion, on nous refuse à nous le droit d'avoir nos propres forces correspondantes de dissuasion, juste avant qu'en ont les Français et les Britanniques ?

On invoque aussi que les armes nucléaires de la France et de la Grande-Bretagne ne devraient pas être prises en compte à cause de leur statut présumé « indépendant ». Mais ces pays ont-ils cessé d'être membres de l'Alliance de l'Atlantique Nord ? Cachent-ils que leurs moyens nucléaires sont basés sur l'Union soviétique ? N'est-il pas symptomatique que le gouvernement français ne se soit pas seulement désolidarisé des projets de déploiement de missiles nucléaires américains en Europe occidentale, mais, au contraire, qu'il les soutienne avec zèle ? Est-ce là un « statut indépendant » ? D'une part, la fameuse décision de l'OTAN est prise comme une sorte de mandat accordé aux Etats-Unis par tous les membres de cette alliance, et, d'autre part, quand on commence à compter les armements de l'OTAN, il s'avère que les fusées britanniques et françaises n'y sont pour rien, qu'elles sont, voyez-vous, « indépendantes ». Logiquement, cela ne tient pas debout.

Essayez d'envisager la situation du point de vue de l'Union soviétique, de ses intérêts légitimes : pour quelle raison, en vertu de quel droit vent-on nous laisser désarmés face aux fusées nucléaires britanniques et françaises pointées sur notre pays ?

Il est clair que nous ne pouvons pas l'accepter et que nous ne l'accepterons jamais. L'Union soviétique a le droit à la sécurité au même titre que les peuples d'Amérique, de Grande-Bretagne, de France et des autres pays.

Der Spiegel : Vous avez mentionné les missiles français, ce qui me suggère une autre question. L'Union soviétique avait de très bonnes relations avec la France. Or, il s'est avéré que c'est justement le gouvernement socialiste, auquel penchent des communistes, qui a exigé que près d'une cinquantaine de diplomates et autres fonctionnaires soviétiques quittent la France. Comment jugez-vous cet événement ?

Youri Andropov : Que puis-je dire à ce propos ? Tout d'abord, je ne voudrais pas que la faute pour cette provocation grossière contre les Soviétiques soit imputée aux socialistes français et, à plus forte raison, aux communistes. Nous savons fort bien que derrière cette action se trouvent les forces qui ne veulent pas de bonnes relations entre la France et l'Union soviétique. Il est possible aussi que ces forces ne résident pas seulement à l'intérieur de la France, mais aussi au-delà de ses frontières. Il est possible que cette action corresponde aux intérêts nationaux de la France. C'est un acte arbitraire. Il n'a aucun fondement légitime. Toutes les affirmations selon lesquelles les Soviétiques se seraient livrés à des activités illicites sont du domaine des inventions.

Je voudrais signaler un autre fait : parmi les Soviétiques qui ont été invités à quitter la France, il en est certains qui ne travaillaient plus depuis six mois en France et qui se trouvent en Union soviétique, et d'autres qui n'ont en ce temps d'y travailler que deux semaines, pas plus. N'est-ce pas absurde ?

On ne nous déclare qu'une chose : les Soviétiques s'occupaient de collecte d'informations. Mais, à ce que je comprends, la collecte des informations sur le pays de résidence et leur transmission à leur gouvernement font partie des fonctions des services diplomatiques et autres de tout pays, de toute ambassade. Ces activités sont-elles illicites ? Elles ont été codifiées dans les conventions diplomatiques internationales.

Cette action des autorités françaises ne peut être qualifiée que d'acte pré-médité visant à détériorer les relations soviéto-françaises.

Certains organes de la presse française affirment que l'absence de mesures de représailles de notre part à

l'égard des Français qui travaillent à Moscou signifierait que l'Union soviétique reconnaît indirectement sa « faute ». C'est absurde. Si quelqu'un interprète de cette façon nos actes, c'est qu'il ne comprend rien à la politique extérieure soviétique. Il n'est que trop facile de prendre des mesures de rétorsion à l'égard des Français travaillant en U.R.S.S. En faisant preuve de modération, nous nous guidons sur les larges intérêts des relations soviéto-françaises, auxquelles nous tenons beaucoup et qui se sont formées, pendant une longue période, sur les intérêts de la sauvegarde de la détente en Europe.

Ce qui ne veut pas dire que nous tolérerons où que ce soit l'arbitraire à l'égard des diplomates soviétiques et des autres collaborateurs qui travaillent dans nos missions à l'étranger.

Der Spiegel : Oui, on peut dire que, dans ce cas, vous avez agi comme le recommande la Bible : si quelqu'un te frappe sur la joue droite, présente-lui aussi l'autre.

Youri Andropov : Pas exactement. Nous ressemblons peu aux personnages bibliques. Nous nous guidons sur un calcul politique lucide, nous avons tâché d'éviter une aggravation des relations soviéto-françaises, nous avons envisagé les choses d'une façon plus large en dépassant le cadre de ce conflit local étroit.

(A.P.N.)

Message à tous les savants du monde

Les académiciens Anatoli Alexandrov, Victor Ambartsumian, Guéorgui Arbatov, Nikolaï Bassov, Nikolaï Bogolioubov, Nikolaï Doubinine, Piotr Kapitsa, Gouri Marchouk, Isaak Mints, Boris Paton, Boris Piotrovski, Bruno Pontecorvo, Evguénii Tchoukov et d'autres scientifiques soviétiques ont adressé un message : « A tous les savants du monde ». On y lit :

Nous adressons cette lettre à tous les hommes de bonne volonté et, avant tout, aux savants, car la tâche de sauvegarder la vie et la paix sur Terre ne s'est jamais posée de façon si pressante. Tous ceux qui se représentent clairement les résultats de notre époque comprennent ce que signifient l'accumulation ininterrompue des armes meurtrières et la création des moyens toujours nouveaux et de plus en plus monstrueux d'extermination massive des gens. Le vote assurant la sécurité des peuples ne passe que par le désarmement nucléaire sur la base d'une série d'accords en ce sens fondés sur le principe indéniable d'égalité et de sécurité égale.

Cependant, dans son discours du 23 mars 1983, le président des Etats-Unis a proposé un autre choix au peuple américain : la création d'un nouveau complexe (jeu) d'armes antinucieaires, de destruction soi-disant fonctionnant défensivement, installées au sol et dans l'espace cosmique et assurant, selon lui, la sécurité absolue pour les Etats-Unis en cas de conflit nucléaire global.

S'appuyant sur les connaissances que nous possédons en notre qualité de savants et sachant la nature des armes nucléaires, nous déclarons avec le sens des responsabilités que, dans une guerre nucléaire, il n'y a pas de moyens défensifs efficaces, et que leur création est pratiquement impossible.

Notre opinion est entièrement conforme à la déclaration prestigieuse et compréhensible des présidents et des représentants de trente-six Académies des sciences des divers pays du monde et signée, entre autres, par des représentants de l'Académie des sciences nationale des Etats-Unis, de la Société royale de Grande-Bretagne, de l'Académie des sciences de la France, de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S.

En résumé, la tentative de créer de prétendues « armes défensives » pour faire face aux forces nucléaires stratégiques de l'autre partie, en dotant le président des Etats-Unis, conduira inévitablement à l'apparition d'un nouvel élément renforçant le potentiel américain du « premier coup ». Ce n'est pas par hasard que les actions pratiques de l'administration des Etats-Unis ont si-

jour d'hui pour objet le développement accéléré précisément de ce potentiel. Ces « armes défensives » ne peuvent pratiquement rien donner au pays victime d'une soudaine attaque massive, étant donné leur incapacité évidente de défendre la majorité dominante de la population. L'emploi des armes antinucieaires est le plus redoutable justement à l'égard des citoyens du coup de rétorsion. Mais elles ne sont pas non plus en mesure de prévenir complètement ce coup de rétorsion.

Par conséquent, l'initiative du président des Etats-Unis, qui promet la création de nouvelles armes antinucieaires, vise manifestement à déséquilibrer l'équilibre stratégique existant. La déclaration du président crée une illusion des plus dangereuses qui peut aboutir à une étape encore plus redoutable de la course aux armements. Nous sommes fermement persuadés que ces actes affecteront gravement le sérieux de l'entente, y compris le sérieux des Etats-Unis mêmes. L'administration des Etats-Unis fait preuve d'irresponsabilité extraordinaire dans la question de l'existence même de l'humanité.

Aujourd'hui où notre avenir et celui de nos descendants se trouvent dans la balance de l'histoire, chaque homme doit indiquer honnêtement et prudemment, en s'appuyant sur ses connaissances et selon sa conscience, où doit aller le monde : emprunter la voie de la création de nouveaux types d'armes stratégiques accroissant le danger d'un conflit qui aboutirait à l'extermination réciproque ou bien celle de la limitation de la course aux armements et, ensuite, celle du désarmement. C'est un devoir moral historique des savants devant l'humanité.

Pour notre part, ayant analysé tous les aspects de ce problème de façon rigoureusement scientifique, nous sommes fermement persuadés que le désarmement nucléaire est l'unique voie assurant la sécurité authentique pour les Etats et les peuples.

(A.P.N.)

ETUDES SOVIÉTIQUES

REVUE MENSUELLE ILLUSTRÉE

traite des problèmes de la vie politique, sociale, économique, artistique et culturelle des peuples de l'U.R.S.S.

RÉDACTION - ADMINISTRATION : 14, PLACE DU GÉNÉRAL-CANTOUX 75017 PARIS

En vente dans les kiosques et dans les librairies

SPECIMEN GRATUIT SUR DEMANDE

هكوان العرب

DIPLOMATIE

LA CONTROVERSE SUR LES PROBLÈMES DE SÉCURITÉ

Deux prises de position

L'épiscopat américain demande l'arrêt de la production des armes nucléaires

Intitulée « Le défi de la paix : la promesse de Dieu et notre réponse », la lettre pastorale des évêques américains rendue publique mardi 3 mai à Chicago juge « immorale » le recours à l'arme nucléaire. Les évêques estiment notamment que tout usage de l'arme atomique contre des villes doit être banni et que des tirades contre des centres industriels et militaires installés à proximité d'agglomérations civiles sont « gravement disproportionnés ». « C'est de la politique perverse ou de la casuistique qui, d'essayer de justifier l'usage d'une arme qui indirectement tue un million de personnes, simplement parce qu'elles

vivent près d'une cible militaire », écrivent-ils.

Les prêtres américains admettent cependant que la possession d'armements nucléaires est « moralement acceptable », si elle est basée sur la dissuasion et si celle-ci n'est pas considérée comme une fin en soi mais comme « un premier pas vers un désarmement progressif ». La lettre pastorale appelle enfin, sans cependant utiliser ce mot, à un « gel » nucléaire. Le document demande en effet que soient passés « des accords immédiats, bilatéraux et vérifiables afin d'arrêter les essais, la production et le déploiement de nouveaux systèmes d'armes nucléaires ».

Les évêques de R.F.A. admettent, avec des réserves, le principe de la dissuasion nucléaire

De notre correspondant

Bonn. — On peut se demander combien de catholiques allemands jurent de ne pas utiliser les soixante-dix pages de la lettre pastorale de leurs évêques, intitulée « La justice crée la paix », pour y trouver une ligne de conduite. Sans doute, et pour la première fois, les évêques allemands prennent-ils la défense de la paix au sérieux : il n'y a pas si longtemps, le Comité des catholiques allemands se distançait — et sur quel ton ! — du mouvement pacifiste. Il y a là un « progrès de la conscience » aussi notable que noble. Mais, bien qu'ils aient travaillé des mois durant à leur message, les évêques ne sont pas parvenus à des conclusions tranchées. Certes, ils condamnent la guerre conventionnelle aussi bien qu'atomique. Mais ils jugent moralement tolérable la dissuasion nucléaire tant qu'elle sert à la paix, tout en n'y voyant pas, à la longue, « un instrument fiable de maintien de la paix ».

La dissuasion reviendrait à confier aux militaires des armes dont ils doivent, au plus profond d'eux-mêmes, espérer qu'ils n'auront pas à se servir. Elle ne se justifie d'ailleurs que comme une étape sur

la voie du contrôle des armements et du désarmement.

Le « bilan infernal » de la course aux armements doit cesser de s'alourdir, ne serait-ce que pour dégager les moyens de combattre la faim et l'injustice dans le monde. Les évêques semblent découvrir des lieux communs de la discussion publique depuis vingt ans : « Si la menace d'une intervention nucléaire fait partie d'une dissuasion dont le but est d'éviter la guerre, alors ses chances et ses risques doivent être pesés avec le maximum de conscience. Avant tout, le risque d'une intervention nucléaire incontrôlable et le danger, d'une vraisemblance croissante, d'un conflit conventionnel doivent être appréciés l'un par rapport à l'autre ».

Comme la République fédérale n'a pas d'armes atomiques et s'est interdit par traité d'en avoir, le long passage consacré à la dissuasion concerne en priorité les États-Unis et l'Union soviétique, que la lettre pastorale semble par moment traiter sur un pied d'égalité. C'est à eux, par exemple, que s'adresse le précepte : « Les moyens militaires existants ou projetés ne doivent ni rendre la guerre plus aisée à conduire ni plus vraisemblable ». De même, seuls les Deux Grands paraissent visés par une telle formule : « Les moyens militaires mis en œuvre ne doivent pas donner à présumer qu'on recherche la supériorité stratégique ».

Ces grands principes, énoncés dans une phraseologie qui croule sous les bons sentiments, démontrent les difficultés où se débat l'Eglise catholique depuis que l'arme atomique a rendu désirable la doctrine thomiste de la « guerre juste ». Pour les évêques allemands, toutes les guerres sont également viciées. Mais il y a quand même des impératifs de sécurité : ainsi, si tous les jeunes appelés à faire le service militaire se réfugiaient dans l'objection de conscience, il en résulterait un « vide de puissance » qui pourrait inviter l'adversaire au chantage. Mais cet adversaire lui-même doit être compris, et même aimé, si l'on se réfère à l'Evangile.

ALAIN CLÉMENT.

A Bonn

M. GONZALEZ APPROUVE L'ÉVENTUEL DÉPLOIEMENT DES EUROMISSILES

Bonn (Reuter). — Au cours de sa première visite officielle à Bonn, M. Felipe Gonzalez, premier ministre espagnol, a déclaré mardi 3 mai que son pays appuierait le déploiement des euromissiles de l'OTAN en Europe de l'Ouest en cas d'échec des pourparlers américano-soviétiques de Genève, dont il espère toutefois le succès.

Le chancelier Kohl a, pour sa part, indiqué que la R.F.A. et l'Espagne étaient convenues de renforcer leurs relations bilatérales par le biais de consultations régulières. Il a également réaffirmé le soutien de son gouvernement à l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E.

CHEVEUX A PROBLÈMES

PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE dans nos INSTITUTS EUROCAP permettent d'affirmer le sérieux avec lequel nous luttons contre :

- pellicules, dépôts graisseux, cheveux secs, cassants ;
- démangeaisons, etc.

Il importe que les cheveux restent sains.

APPELÉZ SANS TARDER :

INSTITUT CAPILLAIRE EURO-BRIDGECAP

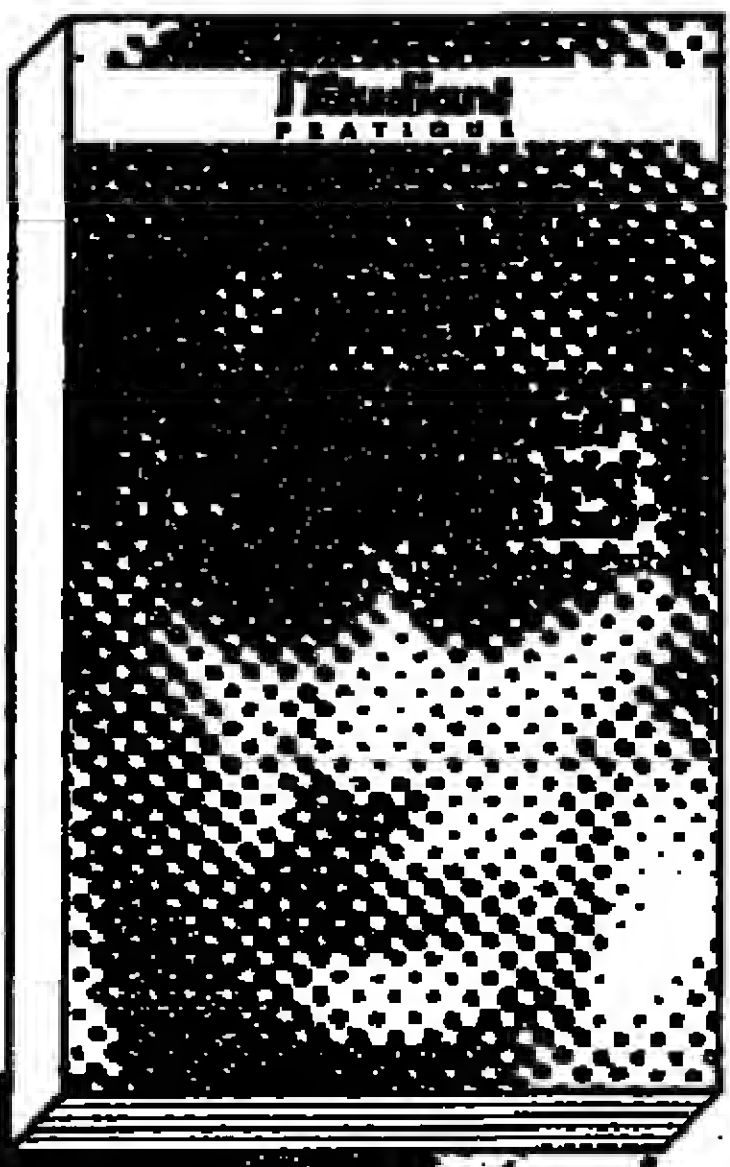
Bordeaux (49-06-34) - Brét - Grenoble (49-21-41) - Lille (51-24-18) - Limoges (34-15-20) - Lyon (83-06-76) - Marseille (49-29-87) - Montpellier (46-80-88) - Nancy (33-21-38) - Nantes (49-74-57) - Reims (88-65-74) - Rennes (30-16-88) - Rouen (78-08-22) - Saint-Étienne (58-10-78) - Toulouse (62-55-30) - Toulouse (23-29-84).

Pour les cabinets avocats, nous fabriquons aussi-mêmes nos incomparables PROTHÈSES EN CHEVEUX NATURELS, non traités chimiquement ni artificiellement. Montage à la main sans aucun point de colle, sur trame ultra-légère de conception inédite. Entretien toutes marques.

PROTHÈSE BRIDGECAP

75001 PARIS
4, rue Castiglione
(1) 280-38-84

AVEC UNE LICENCE DE PHILO, IL DIRIGE UNE COMPAGNIE AÉRIENNE.



Maintenant les littéraires font carrière. Dans la gestion, la communication, l'administration et les multinationales, des études littéraires bien utilisées ne sont plus un handicap.

192 pages, 45 F. Maintenant, avec la collection l'Étudiant Pratique, l'Étudiant vous apporte l'information pour choisir chez votre libraire.

Titres parus : Service militaire mode d'emploi — Que faire avec des études littéraires ? — Que faire sans le bac ? — Les carrières sociales — Comment apprendre les langues étrangères ? — Comment financer ses études ? 10 autres titres à paraître en 83 dont : Les carrières de l'enseignement — Les métiers de l'informatique — Les débouchés du bac D — Les carrières de la fonction publique...

En vente chez votre libraire.

Éditions PRATIQUE LES LIVRES MODÉS D'EMPLOI

Oui, ces trois initiales P. M. F. resteront le symbole d'une faculté de choisir, d'une autorité morale, d'une action assortie d'une exigence de rigueur. C'est pour tout cela que la personnalité et la doctrine de Pierre Mendès France sont entrées dans l'histoire.

François Lanzenberg.



Pierre MENDÈS FRANCE

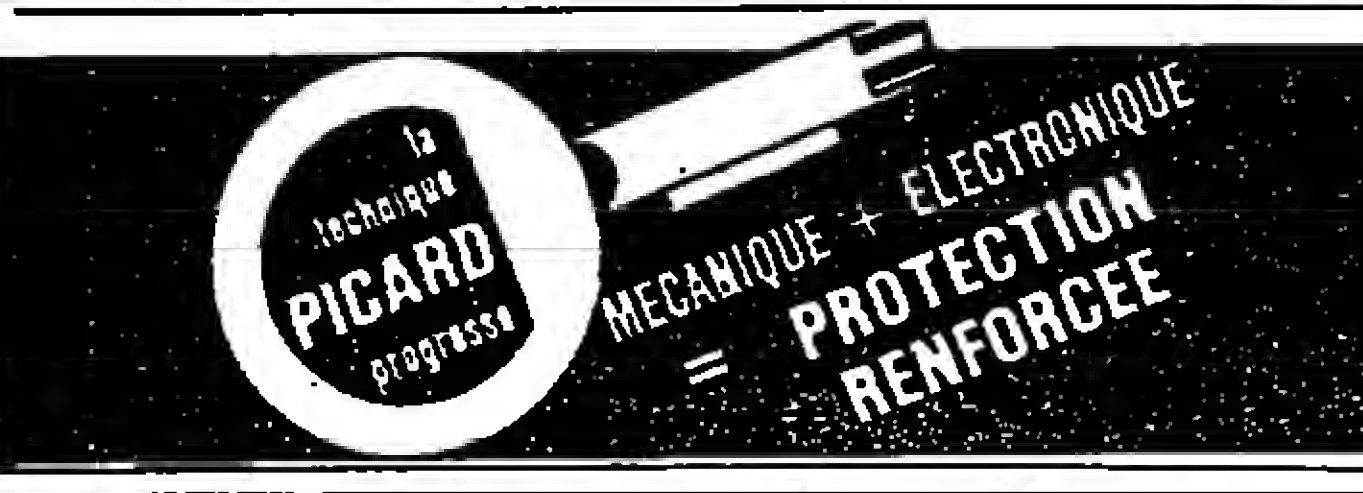
Regard sur la V^e République

1958-1978

Entretiens avec François Lanzenberg

190 pages
49F

FAYARD



Concession ou propagande ?

(Suite de la première page.)

Selon la solution retenue, le nombre des têtes transportables par Londres et Paris varie donc de cent-soixante-dix à deux-cent-vingt-cinq. Mais Londres, comme Paris, est décidé de moderniser leurs arsenaux : Londres veut remplacer les Polaris par des Trident qui seraient équipés d'une douzaine de têtes ; Paris, de son côté, commencerait à partir de 1985 à équiper ses sous-marins de fusées M-4 transportant chacune six têtes. A la fin de cette modernisation, la Grande-Bretagne et la France disposeraient d'au moins un millier de têtes transportables, soit plus que n'en a l'U.R.S.S. aujourd'hui.

Ces données expliquent la présence de la réaction de Washington aux propos de M. Andropov.

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

EXPLOSIONS A PHNOM-PENH. — Deux bombes ont explosé à la mi-avril à Phnom-Penh, dans la banlieue de Phnom-Penh, faisant une quinzaine de morts et plusieurs dizaines de blessés, a-t-on appris de source sûre dans la capitale khmère ; cette information a toutefois été démentie par les officiels. Un autre grave incident de ce type se serait aussi produit à Kompong-Cham : en août dernier, rappelle l'envoyé spécial de l'A.E.P., le vice-ministre de l'Agriculture a été assassiné par les Khmers rouges. — (A.E.P.)

Chili

APPEL A UNE GRÈVE LE 11 MAI. — Les dirigeants des trois principales centrales syndicales du pays, opposées au gouvernement du général Augusto Pinochet, ont annoncé mardi 3 mai à Santiago qu'ils s'associeraient à la grève nationale du mercredi 11 mai décidée par les mineurs de cuivre. Ces trois organisations, qui déclarent représenter ensemble plus de 700 000 travailleurs, sont l'Union démocratique des travailleurs (U.D.T.), le Front unitaire des travailleurs (FUT), de tendance modérée, et la Coordination nationale syndicale (C.N.S., gauche). Elles ont créé mardi une direction commune du mouvement de grève. La Confédération du cuivre et la Confédération des employés du secteur privé du Chili font également partie de cette direction. — (A.E.P.)

République Sud-Africaine

PROTESTATION UNIVERSITAIRE CONTRE UN PROJET GOUVERNEMENTAL. — Plus de mille étudiants et de professeurs sud-africains appartenant en majorité aux universités anglophones ont protesté, mardi 3 mai, contre un projet gouvernemental visant à établir des quotas pour réduire l'accès des étudiants non blancs aux universités. L'actuel système universitaire sud-africain fait obligation aux étudiants non blancs de soumettre une demande de dérogation au ministre de l'Éducation nationale pour pouvoir étudier dans une université « blanche ».

Tchécoslovaquie

LE CHEF DU GOUVERNEMENT EST HOSPITALISÉ. — M. Lubomír Štrougal, qui n'a pas été vu en public depuis la semaine, est gravement malade. Les missions diplomatiques à Prague ont été informées qu'il serait temporairement remplacé par son adjoint, M. Rudolf Roblíček.

DIPLOMATIE

La seconde journée de la visite en Chine de M. Mitterrand a été presque entièrement consacrée à des entretiens politiques. Mercredi 4 mai, en début de matinée, le président de la République a rencontré à sa résidence, autour d'un petit déjeuner, le secrétaire général du parti communiste chinois, M. Hu Yaobang. Celui-ci s'est envolé quelques heures plus tard pour une « visite officielle d'amitié » en Roumanie et en Yougoslavie.

Tandis que M. Mitterrand s'entretenait ensuite avec le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, des conversations parallèles étaient organisées pour les membres du gouvernement français qui accompagnaient

le chef de l'Etat. Des entretiens élargis, enfin, devaient reprendre dans l'après-midi au palais de l'Assemblée du peuple. Une réception pour la communauté française avait eu lieu entre-temps, en fin de matinée, à l'ambassade de France.

Au cours du banquet offert mardi soir en son honneur, le président de la République avait longuement évoqué, et avec franchise, le problème du Cambodge, réitérant la condamnation par la France du régime des Khmers rouges, mais déplorant en même temps l'occupation vietnamienne de ce pays et affirmant que la France n'avait aucune intention de reconnaître le gouvernement actuellement en place à Phnom-Penh.

Le président de la République condamne à la fois les Khmers rouges et l'occupation vietnamienne du Cambodge

Pékin. — M. Mitterrand a rompu, mardi 3 mai, au premier jour de sa visite officielle en Chine, avec la traditionnelle banalité de la cérémonie des toasts organisée pour chaque hôte de marque à l'occasion d'un dîner qui réunit, au palais de l'Assemblée du peuple, plusieurs centaines de convives. Le chef de l'Etat français a prononcé une allocution d'une durée inhabituelle — quarante-cinq minutes, traduction comprise, au lieu de douze minutes pour M. Zhao Ziyang, le premier ministre chinois, — essentiellement axée sur le Cambodge, sujet sensible dans les relations entre Paris et Pékin.

Il a traité de la situation de ce pays, occupé par le Vietnam, avec une précision, une densité et un souci de la franchise habituellement réservés aux entretiens privés, alors même que les divergences de vues entre le gouvernement chinois, qui soutient la résistance cambodgienne et singulièrement les Khmers rouges, et le gouvernement français paraissent clairement établies.

Ainsi M. Mitterrand a-t-il évoqué, d'une part, le souvenir du « régime sanguinaire, à nos yeux inexcusable », de Pol Pot et, d'autre part, celui de la « sage direction » du prince Norodom Sihanouk, aujourd'hui président du « gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique », qui comprend, outre les amis de l'ancien souverain, des représentants du Front national de libération du peuple khmer et des Khmers rouges. Après l'indignation suscitée ici, à la fin du mois de mars, par les propos tenus par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, lors de sa brève visite à

De nos envoyés spéciaux

Hanoi et à Bangkok, et aussitôt démentis par le Quai d'Orsay — propos selon lesquels M. Cheysson souhaitait que les troupes vietnamiennes n'évacuent pas le Cambodge — pour que les horreurs sans précédent commises par les Khmers rouges ne puissent se répéter. Mitterrand a tenu à clarifier les positions françaises.

« Que ce soit clair : nous ne chargeons pas de langage avec les circonstances », a-t-il affirmé, conformément à la volonté qu'il a maintes fois exprimée de ne pas tenir un discours différent selon la nationalité de ses interlocuteurs et qui, au contraire, dans son esprit, avec les pratiques de la diplomatie française conduites auparavant par M. Giscard d'Estaing.

La France, a encore dit le président de la République, « ne reconnaît pas, ne reconnaitra ni aujourd'hui ni demain » le pouvoir installé par les Vietnamiens à Phnom-Penh. Elle estime qu'aucune solution ne pourra être trouvée à ce conflit sans le retrait « des forces étrangères qui asservissent le Cambodge ».

« Le sentiment d'une responsabilité »

La réaffirmation de ce principe ne peut que satisfaire les dirigeants chinois, bien que ceux-ci tiennent à l'égard du Vietnam des propos plus radicaux. M. Zhao Ziyang a déploré, pour sa part, que le Cambodge soit actuellement placé sous « la botte de troupes étrangères » et dénoncé le « génocide » perpétré, selon lui, par les Vietnamiens, dont il exige le retrait des troupes, dans leur totalité, « immédiatement et inconditionnellement ». Le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge — dont il a assimilé la situation à celle de l'Afghanistan — lui paraît être la seule « clé » d'une solution politique du conflit.

Aux dirigeants chinois qui s'étaient inquiétés des relations qu'entretenait la France avec le Vietnam et notamment de la reprise de la coopération en matière économique, M. Mitterrand a assuré que la France, qui éprouve « le sentiment d'une responsabilité » dans cette région, est prête à « apporter, avec d'autres assurances, sa garantie à la mise en place d'un processus » de règlement du conflit.

Il y a sans doute là matière à discussion pour les Chinois, qui balancent, vis-à-vis du Vietnam, entre un langage de force et une approche plus diplomatique qui consiste, comme ils l'ont fait le 1^{er} mars dernier, à proposer à Hanoi un dialogue politique dans la mesure où le Vietnam annoncerait, dans une déclaration de principe, son intention de se retirer du Cambodge et opérerait un premier retrait significatif de ses troupes.

Il y a d'autant plus matière à des échanges que M. Mitterrand a prononcé, à propos des Khmers rouges, une phrase ambiguë selon laquelle « il convient de remettre dans le droit chemin ceux qui avaient naguère assuré leur pouvoir dans le sang de leur peuple ». Si cette phrase signifie que la France n'exclut plus — contrairement à ce que son gouvernement avait laissé paraître jusqu'à présent — qu'une partie des représentants de Khmers rouges soient associés à la recherche d'une solution politique, la Chine pourrait y trouver un motif de satisfaction.

Mercredi matin, avant de s'entretenir avec M. Mitterrand, le premier ministre chinois a paru, devant les journalistes, accepter l'idée d'une participation française à la recherche d'un règlement politique. « La France, a-t-il dit, est liée aux pays de l'Indochine par l'histoire, l'économie et la culture. Je pense donc qu'elle devrait pouvoir jouer un rôle en vue de pousser le Vietnam à respecter les résolutions adoptées par les Nations unies et les conférences internationales sur le problème cambodgien. » Il a estimé qu'il existe « beaucoup de points communs » entre les positions françaises et chinoises et c'est en se situant délibérément dans une perspective de solution politique qu'il a souligné

que « le problème majeur » était de savoir « de quelle façon procéder pour que les Vietnamiens se retirent du Cambodge ».

Se parler plus souvent

Sur les autres sujets de politique internationale, les convergences de vues sont apparues, comme prévu, plus évidentes. Bien que le langage des deux parties n'ait que peu de points communs — le premier ministre chinois parle de « l'hégémonie » et de « l'expansionnisme » de l'Union Soviétique et des Etats-Unis, — les analyses de la France et de la Chine sur les relations Est-Ouest et Nord-Sud « sur bien des points se rencontrent », comme l'a dit M. Mitterrand. Le chef de l'Etat français, a notamment regretté, implicitement, à propos du désarmement — sur lequel il a remarqué une « convergence de préoccupations » — que le dialogue entre les deux pays soit si tenu. Il faut, a-t-il dit, que « la France et la Chine se parlent plus souvent ».

L'une et l'autre l'ont fait, rapidement, sur l'Europe, qui, au moins du point de vue du rôle qu'elle est susceptible de jouer en regard des relations Est-Ouest, intéresse les Chinois. Ainsi, M. Zhao Ziyang a-t-il insisté sur le « grand cas » qu'il fait du développement d'une coopération économique et technique avec les pays de l'Europe de l'Ouest et sur les « efforts soutenus du gouvernement français pour la promotion de l'Europe ».

En souhaitant que l'Europe soit davantage présente dans le monde d'un point de vue économique, technologique, commercial et donc politique, M. Mitterrand a, évidemment, insisté sur les relations économiques bilatérales et affirmé que la France ne craint « aucune concurrence » en matière de télécommunications, de transports aériens et ferroviaires, de technologie nucléaire et d'agro-alimentaire.

Le chef de l'Etat français a placé les télécommunications au premier plan, fort curieusement, puisque, à Pékin, les chances de la France pour une pénétration du marché chinois dans ce domaine sont considérées comme très minces. Toutefois, une délégation du ministère des télécommunications se rendra à Paris à la fin du mois de mai afin de mesurer l'intérêt des matériels proposés par la France.

M. Mitterrand a enfin annoncé, officiellement, au cours de son allocution, la conclusion d'un accord qui prévoit une émission croisée de billets de banque à l'émission chinoise (le Monde du 4 mai). Cet accord sera signé jeudi.

JEAN-YVES LHOMEAU et MANUEL LUCBERT.

American Motors va construire des jeeps en Chine

Détroit (A.F.P.). — Le président d'American Motors Corp (A.M.C.), M. Paul Tippet, signera le 5 mai à Pékin un accord avec le gouvernement chinois permettant à A.M.C. de prendre pied sur le promoteur marché asiatique.

A.M.C., le quatrième fabricant d'automobiles américain, dont la société française Renault est le principal actionnaire avec 46 % du capital, s'appuiera en effet sur sa technologie des véhicules à quatre roues motrices au groupe chinois Beijing, situé à Pékin. A.M.C., qui fabrique aux Etats-Unis les fameuses jeep, prendra au départ 31,6 % du capital de Beijing. En réinvestissant ses profits, A.M.C. pense posséder 49 % de la société chinoise d'ici cinq ans.

L'accord prévoit au départ une contribution de départ de 16 millions de dollars par A.M.C., dont 8 millions en liquide et 8 millions sous forme d'apport de technologie. Beijing produit actuellement à Pékin quelque 20 000 véhicules tout-

S'entretenant mercredi matin avec les journalistes français, M. Zhao Ziyang a paru admettre que la France pouvait jouer un rôle dans la solution de la crise en Indochine, ajoutant que le problème majeur était de savoir « de quelle façon procéder pour que les Vietnamiens se retirent du Cambodge ». Un porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a cependant qualifié mardi de « totalement dépourvu de sens » le retrait partiel annoncé cette semaine par Hanoi.

S'agissant des relations commerciales bilatérales, on se montre optimiste à Pékin sur les perspectives d'un accord dans le domaine de l'énergie nucléaire. En revanche, interrogé lors de son entretien avec les journa-

listes français sur la vente éventuelle à la Chine d'armes de combat français du type Mirage 2000, le premier ministre chinois a répondu, dans un écho de rire : « J'ai entendu dire que cela coûte très cher. La Chine ne serait peut-être pas en mesure d'en acheter ».

Jeudi, M. Mitterrand doit inaugurer l'exposition Picasso organisée à Pékin à l'occasion de sa visite. Il rencontrera sans doute en fin de matinée M. Deng Xiaoping. Il devra à son tour offrir dans la soirée, à l'ambassade de France, un dîner en l'honneur du chef du gouvernement chinois.

La France n'est qu'au huitième rang des fournisseurs de Pékin

Les achats de la France à l'étranger ont été freinés à partir de 1981 par la décision de limiter l'équipement et la modernisation du pays à ses possibilités financières mais aussi à ses capacités d'assimilation des techniques étrangères.

Ce que l'on a appelé le « réajustement » de l'économie chinoise en 1979-1980 fut le contrecoup des projets trop ambitieux qui se multipliaient après la chute de la « bande des quatre » en octobre 1976 et le retour à plus d'économisme. Il se traduisait de façon spectaculaire par l'annulation, dès le début de 1979, et surtout dans l'hiver 1980-1981, de nombreux contrats passés par Pékin avec l'étranger. Ce fut la période des grandes déconvenues qui laissa de cuisants souvenirs, au Japon notamment.

Du coup, les importations de la Chine populaire, qui n'avaient cessé de croître à un rythme impressionnant (+ 51 % en 1978, + 45 % en 1979, + 22,5 % en 1980), reculèrent en 1981. Ce changement, combiné avec un mouvement toujours positif des exportations vers l'étranger (+ 18,5 % en 1981 après + 34 % en 1980) aboutit au but recherché : le commerce extérieur de la Chine redevint excédentaire (+ 2,5 milliards de dollars en 1981) après des déficits parfois importants les années précédentes. Ce réajustement s'est confirmé en 1982, l'excédent ayant atteint — selon les chiffres en provenance de Chine, — environ 2,8 milliards de dollars.

La plupart des pays industrialisés ont été touchés par la réorientation chinoise et les conséquences qu'elle a eues sur son commerce extérieur. Le Japon, premier partenaire de la Chine, enregistre en 1981 un déficit de ses échanges, de qui ne lui était jamais arrivé depuis 1964. Hong-kong, deuxième partenaire, est un cas à part du fait de sa situation géographique. La balance des Etats-Unis, troisième partenaire, si elle de-

meure excédentaire (+ 1,7 milliard de dollars en 1982), n'en subit pas moins, elle aussi, le contrecoup de la réorientation chinoise avec des exportations en baisse de 4 % et des importations en forte progression.

La plupart des pays européens ont vu également leurs échanges avec Pékin se détériorer. La France n'a pas échappé à ce phénomène : après un quasi-équilibre en 1978-1979, le déficit s'est creusé en 1980 (- 697 millions) et en 1981 (- 1,2 milliard de dollars). La réduction de ce déséquilibre l'année dernière (- 596 millions de dollars), qui a fait remonter le taux de couverture de nos achats par nos ventes de 54 % à 79 %, s'explique en grande partie par des ventes de blé conclues en septembre 1980 et la livraison de biens d'équipement liée à des contrats signés en 1979 et en 1980.

En fait, si l'on considère le montant des ventes de la France en Chine en valeur réelle, c'est-à-dire en ne tenant pas compte de la hausse des prix, on s'aperçoit que celles-ci ont baissé. Elles l'auraient fait davantage sans les ventes de céréales, 500 000 tonnes en 1981, 875 000 tonnes en 1982.

La France, qui a reconnu la Chine dès janvier 1964, a été le premier pays occidental à entretenir avec elle des relations diplomatiques. La visite de M. Nixon à Pékin n'arrive qu'en février 1972, la « normalisation » avec les Etats-Unis qu'en 1978. Mais il reste peu de chose, au plan du commerce extérieur, de l'avance que la France avait prise sur le terrain de la diplomatie : nous restons au huitième rang des fournisseurs de la Chine, avec seulement 1,4 % de son marché contre 25,6 % au Japon, 18 % aux Etats-Unis, 5 % à la R.F.A.

La France a signé avec la Chine un accord « à long terme sur le développement des relations économiques et la coopération ». Le texte date du 4 décembre 1978. Il fut suivi par un protocole financier de 30 milliards de francs de crédits à l'exportation conclu en mai 1979. Mais la Chine conclut en même temps d'autres accords commerciaux avec le Japon en février 1978, la C.E.E. en avril 1978, la Grande-Bretagne en mars 1979, les Etats-Unis en mai 1979.

Le 3 juillet 1979, Pékin a publié un code sur « les entreprises mixtes à capitaux chinois et étrangers » qui ouvrait la porte — sous conditions — aux investissements étrangers, en fait très désirés.

Comme c'est souvent le cas, la France s'est engagée prudemment sur le marché chinois. Les bouleversements qui ont accompagné la révolution culturelle (1965-1971), l'annulation de nombreux contrats, la volonté qu'a Pékin de multiplier les accords de troc et de compensation (1), ont paru justifier cette prudence. Il n'empêche que la croissance du commerce extérieur de la Chine depuis 1972, son expansion économique — malgré des à-coups gênants, — la réorientation récente de ses échanges en faveur des pays de l'Est, donnent tort à ce qu'on peut aussi interpréter comme un insouciant dynamisme, attitude d'autant plus surprenante que les besoins de la Chine correspondent assez exactement aux domaines où la France occupe de solides positions et une bonne réputation, les transports notamment, qui posent à Pékin d'énormes problèmes, les télécommunications.

La vente probable de deux réacteurs nucléaires de 900 mégawatts par Framatome interviendra sans doute prochainement, l'affaire semblant maintenant bien engagée. Mais ce succès à la rentabilité moyenne (4 milliards de francs) ne doit pas faire oublier la nécessité de développer, parallèlement à la conclusion de grands contrats, un

BEAUCOUP DE BLÉ, TROP PEU DE MACHINES...

	1981	1982	Evolution en %
PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES	431,2	776,2	+ 78,6
Blé tendre	425	624,8	+ 47
Sucre	-	125,9	-
PRODUITS INDUSTRIELS	1 054,7	1 492,2	+ 41,4
1) Produits intermédiaires	536,3	599,4	+ 11,7
Produits chimiques de base	265,5	293,7	+ 10,6
Produits sidérurgiques fins	143,3	146,3	+ 2,1
2) Produits industriels élaborés	518,3	892,8	+ 72,2
Equipements industriels	150,4	255,7	+ 69,9
Matériels électriques	28	113,4	+ 301,4
Appareils électriques professionnels	188,7	217,1	+ 15,1
Produits pharmaceutiques et parafarmaceutiques	12	92,2	+ 668

Source : D.R.E.E.

Finlande : Voyagez malin

Découvrez nos forfaits spécialement adaptés aux conditions actuelles.

Exemple de prix pour une famille de 4 personnes se déplaçant en voiture :

2 semaines à l'hôtel en 1/2 pension 1960 F par adulte (dont 1150 F en devises)

Toute information à :

Office National du Tourisme de Finlande 13, rue Auber - 75009 PARIS Tél. 266.40.13

NOM _____ Adresse _____

CEPES

préparation intensive en septembre, au C.F.P.A.

centre formation professionnelle enseignement supérieur privé 57, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly 722.94.94 - 745.08.19

Finlande : Voyagez malin

Découvrez nos forfaits spécialement adaptés aux conditions actuelles.

Exemple de prix pour une famille de 4 personnes se déplaçant en voiture :

Location d'un chalet au bord d'un lac 2 semaines 625 F par adulte.

Toute information à :

Office National du Tourisme de Finlande 13, rue Auber - 75009 PARIS Tél. 266.40.13

NOM _____ Adresse _____

Finlande : Voyagez malin

Découvrez nos forfaits spécialement adaptés aux conditions actuelles.

Exemple de prix pour une famille de 4 personnes se déplaçant en voiture :

Camping au bord de l'eau 2 semaines 420 F par famille.

Toute information à :

Office National du Tourisme de Finlande 13, rue Auber - 75009 PARIS Tél. 266.40.13

NOM _____ Adresse _____

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaires spécimen sur demande

courant régulier d'échanges. La vente de centrales nucléaires ne pourra jamais compenser une présence insuffisante sur des marchés plus quotidiens.

ALV.

(1) La Chine cherche à payer « en nature » les armes et les équipements qu'elle achète à crédit : le remboursement se fait soit avec la production de l'usine construite par le pays étranger, soit avec d'autres marchandises. (Voir à ce sujet l'intéressant rapport d'information fait par le Sénat en 1979, annexes du procès-verbal de la séance du 4 octobre 1979.)

Finlande : Voyagez malin

Découvrez nos forfaits spécialement adaptés aux conditions actuelles.

Exemple de prix pour une famille de 4 personnes se déplaçant en voiture :

Séjour à la ferme, pension complète 2 semaines 2080 F par adulte (dont 1750 F en devises)

Toute information à :

Office National du Tourisme de Finlande 13, rue Auber - 75009 PARIS Tél. 266.40.13

NOM _____ Adresse _____

Aujourd'hui la Chine

Le n° 23 vient de paraître Dossier "LES MINORITES NATIONALES" Le numéro 20 F

Diffusion - Abonnements 36, rue des Bourdonnais - Tél. 236.44.30

هكسان الأول

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

Vélo buissonnier

Non, la randonnée à bicyclette n'est pas un supplice réservé aux gros mollets. Oui, la bécane est un merveilleux moyen de savourer un pays. Ni trop vite ni trop lentement. Dans le Lubéron comme à Pékin, la « petite reine » est souveraine.



(Photo ROGER-VIOLETT.)

PROVENCE

Avec Daudet et Giono dans les sacoches

« J'vous confirme qu'une liaison cyclotouristique balisée utilisant des voies départementales et communales existe entre Cavaillon et Apt. La piste cyclable, au-delà d'Apt, n'a pas été prolongée, et n'est utilisable que sur une longueur de 9 kilomètres. » La lettre, tant attendue, du chef de subdivision de la direction départementale de l'équipement de Vaucluse, nous est tombée sur le paletot un beau matin. Un cycliste aimerait souvent débiter sa journée par ce genre de bonne nouvelle !

A quelques temps de là, il nous fut donné de découvrir la « liaison cyclable » (c'est l'expression technique) récemment inaugurée à travers le parc naturel régional du Lubéron : déjà 49 kilomètres en sécurité, en attendant le prolongement d'une piste jusqu'à Voix, soit 30 autres kilomètres. Ce qui revient à dire que les cyclistes disposeront bientôt d'un itinéraire entièrement balisé et protégé de 80 kilomètres reliant la vallée du Rhône à celle de la Durance par des localités et des sites hautement touristiques. L'équipement semble croire à l'avènement prochain de l'adite piste, à en juger par les panneaux de couleur marron montrant déjà en détail entre Cavaillon et Apt l'itinéraire de l'« itinéraire cyclotouristique », selon l'expression utilisée sur ces panneaux.

Bientôt 80 kilomètres

Certes, il y avait belle lurette que les randonneurs avertis se traçaient eux-mêmes sur la carte d'excellents parcours leur évitant la nationale 100, dangereuse et, qui plus est, monotone. L'intérêt de l'itinéraire mis au point par des habitants de la région est, non seulement de faciliter la tâche des personnes y venant pour la première fois, mais aussi d'inciter à randonner à travers une série de villages et de sites parmi les plus pittoresques du versant nord du Lubéron. En effet, alors qu'il est possible de relier Cavaillon et Apt par un itinéraire plat, proche de la nationale, celui retenu s'en éloigne

délibérément afin d'aller serpenter et onduler à flanc de colline.

Après avoir écrasé les pédales afin de s'extraire de Cavaillon par le chemin départemental 973 et la zone industrielle où un pameau indique à gauche après la voie ferrée le début de l'itinéraire, on découvre avec ravissement une ribambelle de villages fleurissant bon la Provence : les Teillades, Robion, Manbosc, Oppede, Menerbes, Lacoste, Bonnieux. Grâce au Pont-Julien, « le seul pont romain en grand appareil encore debout et en service sur la voie dominiotienne », comme l'explique l'office de tourisme d'Apt, on accède à la nationale 100. Un virage à droite,

200 mètres à souffrir, et on traverse cette grande artère pour enfiler à gauche une petite route menant à Apt par Le Chêne et Gargas.

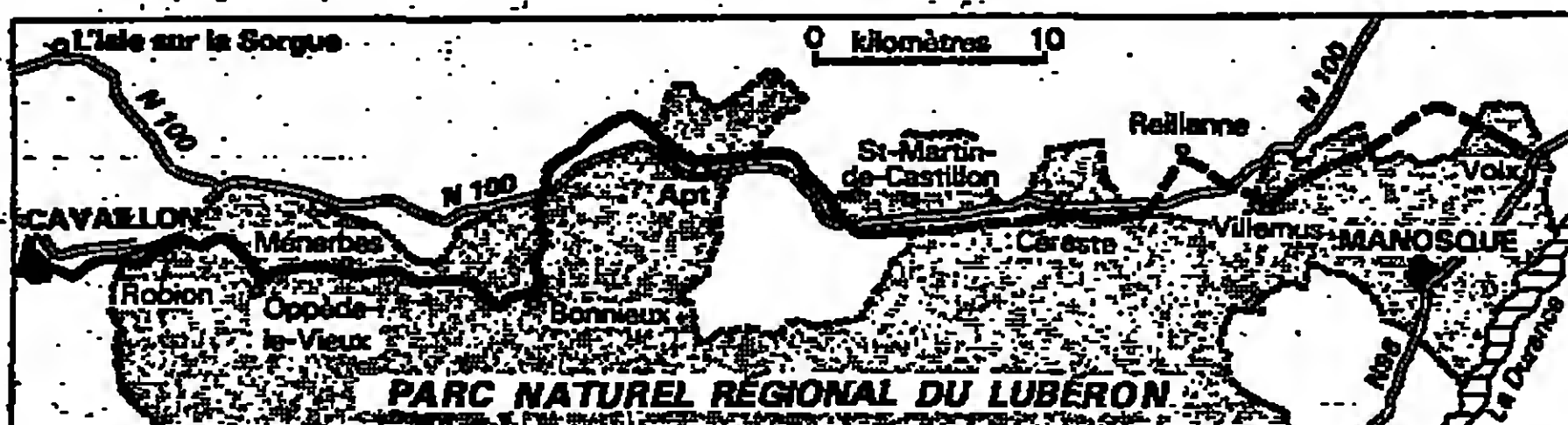
L'ensemble de ce parcours arpentant les coulisses du Lubéron devrait constituer un exemple pour d'autres régions de France et d'ailleurs : les voies empruntées apparaissent tranquilles, variées à souhait, et la signalisation (dans les sens Cavaillon-Apt et Apt-Cavaillon) voisine de la perfection. La réussite serait totale si, à 1 500 mètres environ du centre d'Apt, les cyclistes ne se voyaient contraints d'emprunter la nationale 100 jusqu'au centre de la ville : une bande cyclable ou une déviation

par où l'on voudra (...ou pourra), s'avère indispensable.

Dans Apt il suffit de bifurquer à gauche, de traverser un pont sur le Calavon et par la départementale 22 de rouler 250 mètres, puis de passer sous le pont de l'ancien chemin de fer : l'accès de la piste cyclable se situe immédiatement à droite, correctement indiqué. Il s'agit là aussi d'une belle réalisation, large de 2,50 mètres, au revêtement très gravillonné, utilisant le tracé de la voie ferrée supprimée dès la sortie est de la ville.

MICHEL DELORE.

(Lire la suite page 18.)



En roue libre...

• Hébergement

Office de tourisme d'Apt-Lubéron, S.L., place Bouquie, B.P. 15, 84400 Apt, tél. : (90) 74-03-18.

Office de tourisme, S.L., rue Seunerie, 84300 Cavaillon, tél. : (90) 71-32-01.

Syndicat d'initiative de Bonnieux, 84480.

Syndicat d'initiative de Fontaine-de-Vaucluse, 84800, L'Isle-sur-la-Sorgue, tél. : (90) 20-32-22.

Syndicat d'initiative de Gordes, 84220, place du Château, tél. : (90) 72-02-75.

Syndicat d'initiative de l'Isle-sur-la-Sorgue, 84800, tél. : (90) 38-04-78.

Auberge de jeunesse Rogain, M. et M^{me} Mones, 84180 Saignon.

• Accès

Gares S.N.C.F. de Cavaillon, L'Isle-sur-la-Sorgue, Manosque.

Autoroute A7 (sortie à Cavaillon), N7, N96 (vallée de la Durance).

• Location de vélos

Gares S.N.C.F. d'Aix-en-Provence, Avignon, Manosque, (Réténir à l'avance).

• Matériel

Vélo à dix vitesses indispensable.

CARTE I.G.N. verte au 1/100 000, N° 60 (Cavaillon-Digne).

PARC NATUREL RÉGIONAL DU LUBÉRON

Informations : Maison du parc, avenue des Orives, 84400 Apt.

• ALIRE

Sur les pas de l'histoire, à la découverte du pays d'Apt, 8 F, port compris.

Apt, ville d'art et d'histoire, guide du visiteur attentif, 38 F, port compris.

Bibliographie des pays du Lubéron, par C. Thomas et R. Brun, 100 F, port compris.

★ Apprêté de l'office de tourisme d'Apt.

CHINE

En bécane à Pékin

Si l'est une capitale qui se découvre à vélo, c'est bien Pékin. Voilà une ville étendue, plate, et dont les quartiers architecturalement homogènes passent vite le piéton : le cycliste, lui, en profite pleinement.

Il est une autre raison de pédaler dans la capitale de l'empire du Milieu. Faire du vélo à Paris ou à New-York est une manière de circuler. Tout simplement. En revanche, faire du vélo à Pékin, c'est devenir un peu chinois, tant il est vrai que ce milliard d'hommes a fondé une véritable civilisation du cycle.

Au premier abord, trouver un vélo de location relève de la gageure. Les guides-accompagnateurs déclarent que la formule n'existe pas ou bien que, autrefois, on trouvait un petit kiosk dans la vieille ville mongole, mais qu'il a fermé boutique. Il convient donc d'apporter avec soi la solution. Un ouvrage (1) donne la bonne adresse : en face du magasin de l'Amitié, sur l'avenue Chang-An, se trouve une baraque sans aucune inscription où l'on répare et où on loue des bicyclettes.

Les métiers de la rue

La négociation avec la patronne se déroule en sourd-muet. Elle finit par déplier un texte écrit en anglais. Le locataire y est prêt de laisser en garantie son passeport ou, à défaut, 100 yuans (370 francs). Marché conclu.

L'engin est un « Feige », autrement dit « le pigeon voyageur ». Il est du même acabit que les cycles hollandais ou anglais. Un vélo de pays plat : lourd, dépourvu de changement de vitesse et d'éclairage, hormis un catadioptré, il est équipé d'un système de frein à tringle et d'une béquille pour le garer commodément. Le train de sénateur s'impose en raison du poids, mais aussi parce que le genou a tôt fait de heurter les poignées du guidon. A ne pas sortir les jours de grand vent : le sur-place menace.

Un peu crispés, les premiers tours de pédale ! On a l'impression de participer à une « maniv' » parisienne en faveur de la bicyclette tant les frères

cyclistes abondent. 6/8 kilomètres à l'heure. Il faut rapidement abandonner l'habitude de regarder par-dessus son épaule lorsqu'on débouche ou qu'on entend le haut-parleur d'un trolleybus annoncer, juste dans son dos, le prochain arrêt. Un moment d'inattention peut mener tout droit dans un vélo ou dans le piéton-torero qui se présente devant le guidon. L'usage du timbre est recommandé.

En fait, le vélo règne souverainement sur le macadam. Il fait même tout ce qui lui chante, c'est-à-dire rouler sur le trottoir ou à contresens de la circulation, traverser une rue en diagonale, changer de file sans prévenir. Il paraît que le cycliste chinois est si imprudent qu'on relève, à Pékin, un mort par jour. Difficile à vérifier dans un pays où le fait divers n'existe guère. En revanche, les agents de police consacrent une partie de leur temps à sermonner et à verbaliser ceux qui se livrent aux acrobaties les plus risquées.

Vue du haut d'une selle, la rue est un fourmillement de vareuses bleues et vertes. On roule de concert avec des équipages peu ordinaires : des tricycles-ambulances à plateau transportant des malades, des vélos-poids lourds charriant une forêt de balais ou des grappes de paniers, des bicyclettes avec side-car pour maraîchers, des vélos-tinettes qui ramassent les excréments de la vieille ville.

En poussant à peine sur les pédales, il est possible de détailler les différents quartiers de Pékin. Voici un marché libre non loin du Temple du ciel : on y vend, derrière des grilles, du gingembre, des carpes et des canards. Voici des cités H.L.M. aussi mornes que leurs homologues françaises, à l'incroyable bric-à-brac qui envahit les balcons. Le Chinois se souvient de sa pauvreté d'hier et préfère ne rien jeter « pour le cas où ». Paniers, madiers, bassines, cages, ossements, antennes de télévision s'entassent, et ça se voit.

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 14.)

(1) Chine. Guides Delta-Flammarion, 100 F.

GRECE
une semaine de destination
Paris-Perte à partir de 1890 F

670 F en devises

nouvelles frontières
nous lotions pour le droit au voyage

74, rue de la Fédération 75015 Paris 213 23 25
116, rue Solferino 93006 Lille 54 38 08

LA FRANCE, JE T'AIME!

LES VOYAGES CLUB:
Nature et histoire en Béarn et en Pays-Basque
5 jours - pension complète
2280 F

POUR LES JEUNES:
Tennis et peloté basque
12 jours - pension complète
2740 F

TOURING CLUB DE FRANCE
6-8, rue Firmin-Gillot, 75737 Paris cedex 15
(1) 532.22.24
Liste de nos agences sur demande

TUNISIE-C

500 à 800 francs en devises suffisent pour passer avec nous une semaine en Tunisie.

● **Hôtel Les Sources*****
à Korboos : remise en forme

● **Hôtel Club Sangho*****
à Zarzis : en pension complète, de PARIS à PARIS, boissons aux repas à discrétion, animation et sports (tennis et voile gratuits).
Appeliez nous ou venez nous voir

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu 75001 PARIS
296.02.25 & 296.14.23

CONTACTOUR Tour Maine-Montparnasse
3-17, rue de l'Arrivée 75373 PARIS Cedex 1028
538.68.24

DEMANDEZ

Les autorités chinoises ont eu très peur, et M. François Mitterrand, en voyage officiel en Chine depuis le 3 mai, a dû s'écarter du programme de sa tournée. En effet, le renforcement du contrôle des changes décidé le 25 mars par le gouvernement français rendait, dans un premier temps, impossible le tourisme français en République populaire de Chine. Comment vivre et voyager avec 2 000 F et même 3 000 F dans le pays touristique qui reste l'un des plus chers du monde ?

Les responsables chinois pouvaient redouter la disparition des dix mille Français qui, chaque année, arpentent la Grande Muraille, la Cité interdite de Pékin, les fouilles de Xi'an et la route de la Soie. Au moment où ils ouvrent en grand les portes de leur pays, ce manque à gagner en matière de devises et d'emploi apparaissait comme une vraie catastrophe. L'aménagement du contrôle des changes, décidé début avril, a permis de sauver l'essentiel. Les organisateurs de voyages français sont autorisés à

Une armée de terre pour Xi'an

La ville de Xi'an, dans la province du Shanxi, que visite, ce vendredi, le président de la République française, sur le cours moyen du fleuve Jaune, fut la plus prestigieuse capitale des dynasties Han (deuxième siècle avant Jésus-Christ). Forte de trois millions d'habitants aujourd'hui, elle fut beaucoup plus peuplée à l'époque de sa splendeur. La célèbre pagode bouddhiste de la Grande Oie sauvage

(septième siècle), située de nos jours à cinq kilomètres à l'extérieur de la ville, se trouvait alors à trois kilomètres... à l'intérieur.

Ici résidait au deuxième siècle avant Jésus-Christ le premier empereur de la dynastie Qin et premier empereur de Chine : le fameux Qin Shi Huangdi, qui fut l'unificateur de la Chine et le « constructeur » de la Grande Muraille. Celui-ci même

dont la déformation de la première partie du patronyme devait donner son nom à la Chine.

A l'âge de treize ans, Qin Shi Huangdi fit commencer la construction de son mausolée : un immense tumulus de quatre-vingts mètres de hauteur et de quatre cent quatre-vingts mètres de diamètre, à cinquante kilomètres de Xi'an, dans une vaste nécropole close de deux enceintes de six et quatre kilomètres de circonférence. A sa mort, on l'enterra seul. Qin Shi Huangdi fut en effet le premier à rompre avec la tradition qui voulait qu'on enterrât les femmes, les généraux et les chevaux de l'empereur avec lui.

Spectaculaire musée

La peinture, qui avait été appliquée seulement après la cuisson, s'est effacée. Mais une autre disparition étonne plus encore : celle, quasi générale, des armes. On remarque en effet les mains ouvertes des archers et les doigts repliés des porteurs de lances. On possède l'explication historique de cette absence : deux ans après la mort de Qin Shi Huangdi, une révolte paysanne souleva la région. Les paysans s'emparèrent de la presque totalité des armes des statues, mirent le feu aux constructions qui abritaient l'ensemble, et le tout fut oublié cinq mètres sous terre, jusqu'à la découverte de 1974.

Soigneusement protégée par un hangar géant, cette population de terre cuite provoque un étonnement de tous les instants. Que l'on ne se laisse pas aller à fixer soi-même sur la pellicule l'interdiction de photographier est formelle. Et l'on se prend à rêver à ce qui sera certainement, une fois les travaux achevés, le plus spectaculaire musée chinois et, à coup sûr, l'un des points forts de tout voyage réussi en Chine.

MICHEL MONNEREAU.

En bécane à Pékin

(Suite de la page 13.)

Les vieux quartiers sont les plus agréables à fréquenter. Ils sont sillonnés de ruelles où il fait bon se perdre pour avoir le plaisir de demander son chemin. Toujours en sourd-muet, mais avec l'aide d'une carte.

C'est là qu'on goûte Pékin, ses petites maisons grises aux portes écarlates et aux toits qui se creusent comme une boule. On y rencontre les petits métiers de la rue, le cordonnier, le charbonnier, le boucher, le vendeur de pommes d'amour, le réparateur de vélos chez lequel on fait la queue pour goûter un pneu.

Des vieux et des oiseaux

Pékin apparaît pour ce qu'il est en réalité : un gros village où chantent les merles et où les enfants jouent à une sorte de marelle ou bien à la guerre ; on n'ose dire « aux cow-boys et aux Indiens ».

On croise des vieux. Des vieux acroupis qui jouent aux échecs chinois ou qui « tapent le carton ». Des vieux qui promènent leur oiseau en cage, le long des douves. L'un d'entre eux expliquait, à la radio, les raisons de cette passion : « Promener son oiseau, c'est bon pour le corps ; parler de son oiseau avec un autre vieil homme, c'est bon pour la tête ; écouter son oiseau, c'est bon pour le cœur. » Il faut voir les soins dont ils l'entourent, balancer la cage pour muscler les pattes de leur compagnon à plumes et habiller sa cage d'une housse bleue pour qu'il n'attrape pas froid au grand vent venu de Sibérie !

Tien-an-Men, place de la Porte Céleste. A gauche, le mausolée de Mao ; à droite, le portrait de Mao ; au milieu, le monument des héros du

peuple. Malgré cet environnement hiératique, c'est encore une sensation de liberté qui domine. Aucun problème pour pédaler autour du mausolée du Grand Timonier parmi les groupes de Chinois qui se font photographier sur fond d'histoire. Pour comparer, essayez un peu de circuler à bicyclette autour du mausolée de Lénine, sur la place Rouge, à Moscou...

Des attroupements de badauds se forment. Ils admirent, le nez en l'air, une douzaine de cerfs-volants pilotés par des passionnés. Une libellule, un papillon, une grenouille et une immense chenille disputent l'azur de Tien-an-Men aux pigeons.

Ce tour de ville en liberté ne coûte vraiment pas cher. Revenu chez son loueur, le cycliste d'un jour se verra retourner son passeport ou sa caution, et il acquittera une somme modeste, soit 60 fens (2,30 F) pour deux heures environ, et 1,50 yuan (5,70 F) pour une journée. La morale de l'histoire voudrait que ce mode de locomotion et de découverte soit popularisé auprès des groupes de touristes européens qui s'arrêtent trois ou quatre jours à Pékin. Malheureusement, les guides accompagnateurs chinois et leurs supérieurs de l'agence touristique officielle regardent la bicyclette d'un mauvais œil.

Ainsi, M. Chao, guide-interprète, ne savait pas qu'on pouvait louer un vélo dans sa ville natale. En veut-il l'adresse pour la communiquer aux touristes qui souhaiteraient vivre un peu d'insolite ? « Non. D'ailleurs, je ne leur donnerai pas ce renseignement parce que faire du vélo à Pékin est trop dangereux. »

Trop dangereux ou bien hors des normes ?

ALAIN FAUJAS.

le plaisir de la voile

PLANCHE EN CORSE	CATAMARAN	NAVIGATION ASTRO
pour débutants 2 semaines : 1 795 F	dans le Morbihan 980 F la semaine	Irlande, Groenland
RANDONNÉE VENISE 700 F la semaine	CROISIÈRE CÔTIÈRE 750 F la semaine	Programme au : Tél. (1) 520-01-40 75781 PARIS CEDEX 16

LES GLENANS

l'expérience de la mer

VOTRE BATEAU ? LOUEZ-LE NEUF...

YACHTING LOCATION

25, rue La Boétie
75008 PARIS - 268-15-70

Le Monde DES PHILATÉLISTES

L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

NUMÉRO DE MAI

LA POSTE MARITIME EN MÉDITERRANÉE SOUS L'ANCIEN RÉGIME

Chez votre marchand de journaux • 10,50 F

Bonjour l'Autriche
"Le pays où il fait bon vivre"

CIRCUIT 10 JOURS
tout, tout compris* 4125 F

Suivre les traces de Sissi, et découvrir Innsbruck, Salzbourg, Vienne... en autocar Grand Luxe, hôtels*** et ****, pension complète... en autocar

Renseignements et inscriptions auprès de votre agent de voyages ou auprès d'

Sustro Pauli
3, rue du Roule - 75001 Paris
Tél. : 261.43.83.

charters canada
Paris-Montreal-Paris
à partir de 2.990 F

(+ taxes et assurances : 110 F)

- Vols fréquents vers Montréal (+ New-York et Los Angeles)
- Assurés sur Boeing 747
- Nos vols et horaires communiqués à l'avance
- Repas, collations, film et écouteurs gratuits
- Assurances Jet'Am complètes et assistance aux aéroports

Renseignements :
Centre d'information Jet'Am,
19, avenue de Tourville - 75007 Paris,
Tél. : (1) 705.01.95,
ou votre agence de voyages.

Jet'am
LES AMÉRIQUES SONT TOUJOURS À DÉCOUVRIR !

(Publicité)

AVEC LES BUREAUX DE TOURISME DE LA S.N.C.F.

WEEK-END DE L'ASCENSION

3 JOURS

- ◆ En Auvergne 1 200 F

4 JOURS

- ◆ NAJAC en Rouergue 1 160 F
- ◆ Gorges du Verdon 2 245 F
- ◆ Grand Tour de Hollande 2 725 F

5 JOURS

- ◆ NAPLES - POMPEI - CAPRI ... 3 200 F

Et toujours, les voyages à la carte à destination de CANNES, LYON, LOURDES, NICE, STRASBOURG, AMSTERDAM, BRUXELLES, LONDRES/EDIMBOURG, FLORENCE, ROME, VENISE, LAUSANNE/MONTRÉUX, MADRID, MUNICH, HEDELBERG, GENÈVE (par T.S.V.), BERNE, INTERLAKEN.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :
dans les Agences TOURISME SNCF LAV 17 A
◆ Dans les Gares S.N.C.F. de PARIS
PAR CORRESPONDANCE : TOURISME CIDEX 127 - 75045 PARIS CEDEX
PAR TÉLÉPHONE : 321-48-44

SEJOURS-SANTÉ EN ROUMANIE SANS PRELEVEMENT DE DEVISES.

En toute saison, combinez vos vacances avec un séjour "repos-santé" au bord de la mer Noire ou à Bucarest.

Les cures de gériatrie et de physiothérapie, de 14 à 21 jours, sont administrées dans des hôtels de cure modernes et des cliniques réputées, sur la base du traitement de renommée mondiale du professeur Ana ASLAN.

Prix tout compris pour 14 jours, à partir de 4.130 F (dont 715 F imputables sur le carnet de change). Réservations auprès de votre agence de voyages habituelle.

Renseignements :
OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN
38, avenue de l'Opéra 75002 PARIS
Tél. 742.27.14 et 742.25.42

DOCUMENTATION

Je désire recevoir une documentation détaillée sur les cures de gériatrie du Professeur ASLAN.

NOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____

Château d'Oex Les Diablerets Les Mosses Leysin

Vacances = Montagnes = Alpes Vaudoises

La Suisse pas chère: FF 2000.-
= Une belle semaine de vacances

Office Suisse du Tourisme
11bis, rue Scribe
F-75009 Paris
Tél. 01/742.45.45

1337 Château d'Oex Suisse
Tél. 0041 26/477.88

1985 Les Diablerets Suisse
Tél. 0041 26/53.13.58

1854 Leysin Suisse
Tél. 0041 26/34.22.44

1951-1983

ET DU TOURISME

LA CHINE!

Le touriste qui veut aller en Chine doit se rendre à leur clientèle n'importe quel circuit et à n'importe quel prix, la défense s'imposant sur l'allocation-dévises du carnet de change pour 1 750 F au maximum.

Du coup, la Chine devient la destination la plus intéressante, car pour des voyages dont les prix oscillent entre 13 000 F et plus de 30 000 F, le carnet de change ne se voit amputé que de 1 750 F. Certes, ce ne fut pas la rate, le prix exorbitant des effets d'appoint, mais les professionnels constatent avec ravissement que la Chine est l'une des destinations qui se vendent le mieux dans une conjoncture maussade.

Ce n'est que justice. Quatre mille ans d'histoire, un territoire plus grand que celui des États-Unis, une gastronomie de premier rang, un milliard d'habitants et des possibilités : la fascination exercée par la Chine a plus d'une cause.

Les Qing côté jardin

Il reste tellement de sites et de temples à découvrir en Chine ! Les hordes de touristes visitent, comme dans les autres pays du monde, toujours les mêmes monuments consacrés par les organisateurs de voyages, par les guides et par les cartes postales. D'une certaine façon, tant mieux, puisque cette concentration permet, en toute quiétude, d'approfondir, ailleurs, ses connaissances des trésors culturels chinois. Ainsi tout le monde se précipite-t-il sur le Palais d'été et sur les tombeaux Ming, situés non loin de Pékin, alors qu'il existe, au nord-est de la capitale, une villégiature impériale, Jehol, et une nécropole Qing qui ne méritent pas moins l'attention du visiteur.

C'est en 1703 que l'empereur Kang-hsi décida de construire à Jehol, aujourd'hui Chengde (province de He-Bei), un palais d'été. Il le nomma « le jardin de montagne pour fuir la chaleur ». Comme tous

jours des intentions politiques nichaient derrière ces projets architecturaux. N'oublions pas que notre Versailles trahit la mission viscérale du Roi-Soleil à l'égard d'un Paris populaire et frondeur. Les empereurs Qing, eux, aimaient chasser dans ces collines dont le climat les reposait de la touffeur estivale de Pékin, mais Jehol avait d'autres vertus : les sujets mongols de Sa Majesté acceptaient de s'y rendre parce que la variété adoucissait seulement au sud de la Grande Muraille et, comme le tsar essayait de les dresser contre l'Empire chinois, autant valait les garder le plus possible sous la main.

Le plus marquant de ce « hameau » impérial n'est pas dans ses constructions, soit 560 hectares enclavés dans une mini-muraille de 25 kilomètres de long. Il est dans la tonalité presque intime donnée à cet ensemble politico-touristique.

Le palais proprement dit trahit, d'emblée, ce parti pris de réserve. Comme on est loin des édifices ruisselants de Pékin ! Finies les splendeurs impériales. Ici, les cours sont carrées, le vent chante dans les ramures des pins ; la dentelle de bois qui orne la salle de la Simplicité et de la Sincérité a été laissée à sa teinte naturelle et exhale une odeur de santal.

L'habituel appareil se répète des salles de réception, des bibliothèques, des salles de réunion, du vestiaire de l'empereur. Ce n'est pas là que battait le cœur de l'État, mais dans la partie privée qui se cache derrière. Les cours se font plus petites ainsi que la salle où l'empereur recevait ses favorites. À l'est, les appartements de la première épouse. À l'ouest, ceux de la seconde. On montre une porte historique, celle par laquelle l'impératrice Tseu-hsi s'en allait, à la fin du siècle dernier, épouser son époux et s'installer derrière les tentures des combles d'État. C'était aussi, sur le seuil de cette porte, que l'empereur déposait le soir une couronne de rubans de soie pour éviter qu'elle ne dissimulât un poignard. On se souvient qu'un empereur avait été décapité par l'une de ses amantes.

Le parc qui se déroule en arrière du palais se veut une reproduction de la Chine tout entière avec ses steppes, ses montagnes et ses lacs. Les empereurs ont transporté là des imitations de pavillons et de kiosques de la Chine du Sud. Il y avait un pavillon pour admirer les biches qui venaient boire au lac ; une bibliothèque où s'élabore une encyclo-

pédie de 50 000 tomes, un jardin de pierre et le kiosque où l'empereur venait goûter la nostalgie des pluies d'automne au moment où les brouillards traînaient sur les eaux. Des centaines d'hectares où l'on avait demandé à la nature de s'imiter elle-même pour que les Qing éprouvent le sentiment de vraiment régner sur la totalité de leur empire.

Hors de l'enceinte du palais, neuf des onze temples construits ont résisté aux ravages des seigneurs de la guerre et des occupants japonais. Une notable partie d'entre eux sont dus à l'empereur Qian-long, qui jugea bon, pour amadouer ses sujets de confession bouddhiste, d'entretenir deux ou trois mille lamas. Ses universitaires étaient autant de prétextes à construction.

Le temple de la Tranquillité universelle achevé en 1755 hérite entre le style han et le style tibétain. L'empereur a voulu ce temple en manière de remerciement pour sa victoire sur les Mongols, mais aussi comme moyen pour séduire ceux-ci. La symbolique est omniprésente : un bâtiment mime la montagne ; un autre, le soleil ; un autre, la lune, etc. Pour le spectateur, y trône un bouddha colossal qui avoue 110 tonnes, 22,28 mètres de haut, 45 yeux et 42 bras. Il est flanqué de 10 090 autres bouddhas accroupis dans des niches.

Une nécropole à l'Est

Le monastère du Bonheur et de la Longévité, achevé en 1780, pour les soixante-dix ans de l'empereur Qian-long, rappelle un noviciat tibétain. A noter que le Panchen Lama y séjourna et que huit dragons de cuivre cavalèrent sur ses toits. On peut y rencontrer un ancien lama en veste bleue qui attend les croyants pour les guider et qui prétend former, un jour, beaucoup de petits lamas pour le remplacer.

Le petit Palais, construit en 1767, pour le sixième anniversaire de Qian-long et le quatre-vingtième de sa mère, est une réplique du célèbre Palais de l'Essence. En mauvais état, il contient, à profusion, des salles de lecture et d'enseignement. On peut y voir des scènes d'accomplissement camouflées de jupettes, non en raison du rigorisme marxiste-léniniste, mais parce que la contemplation de ces statues érotiques était réservée aux subtils supplices de Tantale qui

devaient aguerir les moines les plus avancés dans la quête de l'absolu.

De l'autre côté de la Grande Muraille et des montagnes Yansan, les Qing n'ont pas raté non plus leur nécropole de l'est qui l'emporte, au moins pour le profane, sur les tombeaux Ming. En dépit de certains géomanciers qui jugeaient l'ouest de Pékin moins infesté de mauvais esprits, cinq empereurs, quatorze impératrices et cent trente-six concubines choisirent de se faire enterrer dans ce cirque grandiose de montagnes. La porte de la nécropole s'élève au milieu des champs qui voient se dresser le long de la voie impériale une parade d'animaux mythiques et de serviteurs de marbre.

Il y a de la pyramide dans ces tombeaux gigantesques. Au moins par l'entêtement dont il fallut faire preuve pour les bâtir. Celui de Qian-long fut érigé en trente ans. Un an était nécessaire pour acheminer avec l'aide de dix chevaux chaque bloc de marbre depuis Pékin. L'hiver, on jetait de l'eau devant l'attelage pour qu'il glisse sur la glace. L'été, on hâlait le bloc sur un lit de paille.

Le tombeau de Qian-long vaut la visite. Il n'est pas un de ses murs, une de ses portes colossales, qui ne soient sculptés : des bouddhas, des anges, des vagues, du saucris, animant cette crypte où le corps de l'empereur et ceux de ses épouses ont été maintenus. Cette présence et cette décoration font oublier qu'un soudard, un « seigneur de la guerre », utilisa, en 1928, ses troupes pour piller les trésors des tombeaux Qing qui ont pris le chemin d'un certain nombre de musées d'outre-mer, à Taiwan et aux États-Unis.

Le seul défaut de cet ensemble Qing - Chengde et la nécropole de l'est - tient au fait qu'aucune liaison commode ne les relie. Le touriste est contraint de revenir à Pékin dans les deux cas, sans pouvoir profiter de ces voyages de quatre ou cinq heures chacun pour visiter d'autres monuments. Les autorités touristiques chinoises remédieront, un de ces jours, à ce handicap. En attendant, les courageux auront le plaisir d'admirer, loin des foules, deux ensembles remarquables encore peu connus.

AL. F.

* Office du tourisme chinois, 7, rue Jean-Goujon 75008 Paris. Tél. (1) 359-74-85. (Ouvert de 9 h à 12 h.)

Comment choisir son voyage ?

Tous les fabricants français de voyages vendent, à quelques variantes près, les mêmes circuits conçus et organisés par l'agence officielle Le Monde-Voyages. Le choix de l'acheteur sera donc déterminé par des éléments du voyage proposés qui n'apparaissent pas toujours dans les catalogues.

L'accompagnateur français est un atout essentiel pour la réussite du circuit. Les guides-interprètes-accompagnateurs chinois ne sont pas toujours d'un niveau suffisant pour commenter des fresques bouddhiques ou pour expliquer les subtilités des avatars de la révolution culturelle.

Un bon itinéraire durera de dix-neuf à vingt-cinq jours. Colette Maraval note, à ce sujet, dans la brochure Le Monde-Voyages vers les cinq continents (1) :

« Le voyage « dosé » est le type même de l'excellent premier voyage en Chine car il permet de combiner trois aspects essentiels du pays. Il comprend deux grandes cités (Pékin et Shanghai), deux villes d'intérêt culturel portant sur l'histoire, l'art, l'archéologie (Xian, Luang, Datung...), deux villes-jardins (Kweilin sa vedette, Hangtchou, Wusi...). Un bon programme classique fait donc une entrée par Pékin et une sortie par le Sud ou vice-versa.

Le voyage régionalisé conviendra plus particulièrement pour un deuxième voyage puisqu'il permettra d'approfondir un aspect ou une région. Les plus classiques concernent la vallée du fleuve Jaune, riche en sites archéologiques, ou permettent la descente ou la remontée du Yang-tseu-kiang, en bateau de ligne (région du Szechuan). Les

meilleurs itinéraires de croisières incluent également la visite d'un site archéologique (Xian surtour) et soit Kiuming, soit Kweilin. D'autres voyages régionalisés sont axés sur la découverte de « minorités nationales ». Ce sont des voyages plus difficiles, à déconseiller pour un premier contact. On trouve principalement le Sinkiang (route de la soie) qui conduit, dans le sens idéal, d'Urumqi à Lanzhou par Turfan et Dungkang. La Mandchourie, la Mongolie-Intérieure, font aussi l'objet de voyages spécifiques.

On ne compte pas moins de quatre-vingt-dix organisateurs français de voyages en Chine. Impossible de les citer tous, d'autant que les agences de voyages possèdent les catalogues et dépliants de la plupart d'entre eux.

La liste qui suit n'est donc pas exhaustive : Voyagistes : Aéromarine, Asiatique, Civilisations du monde, Dava, Jet Tours, Kuoni, Nouvelles Frontières, Touring Vacances, Transports et Voyages, Voyages de France et d'outre-mer, Wagons-lits.

ASSOCIATIONS :

- Les Amis de l'Orient, 19, avenue d'Iéna, 75116 Paris. Tél. : (1) 723-64-85.
- Les Amitiés franco-chinoises, 36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris. Tél. : (1) 236-63-13.
- Le Monde et son histoire, 82, rue Tailbont, 75009 Paris. Tél. : (1) 526-26-77.

(1) Le Monde-Voyages vers les cinq continents, 29 francs. Journal Le Monde, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

charters U.S.A

Paris-New York-Paris
à partir de 3.025 F

Taxes et assurances : 75 F

- Vols fréquents vers New York (+ Los Angeles et Montréal)
- Assurés sur Boeing 747
- Nos vols et horaires communiqués à l'avance
- Repas, collations, film et écouteurs gratuits
- Assurances Jet'Am complètes et assistance aux aéroports

Renseignements : Centre d'Information Jet'Am, 19, avenue de Tourville - 75007 Paris, Tél. : (1) 705.01.95, ou votre agence de voyages.

Jet'am

LES AMERIQUES SONT TOUJOURS A DECOUVRIR !

Vols spéciaux Asie été 1983				
Tarifs aller/retour, départ Paris à partir de :				
4 230	DEH/L/BOMBAY	SINGAPOUR	...	4 930
4 410	.....COLOMBO	BALI	.....	6 230
4 150	.....BANGKOK	JAKARTA	.....	5 890
5 100	.....HONGKONG	TOKYO	.....	7 080
5 220	.....MANILLE	PEKIN	.....	6 845

AIRCOM SETI
25, rue La Boétie, 75008 PARIS. Tél. 268-15-70

IL Y A DE LA PLACE

DANS LES HOTELS, CAMPINGS, MEUBLES, POUR PASSER VOS VACANCES DE LA MER A LA MONTAGNE

EN ROUSSILLON

OFFICE DU TOURISME
SYNDICAT D'INITIATIVE DE PERPIGNAN
Quai de Latre-de-Tassigny
66005 PERPIGNAN CEDEX. Tél. (06) 34.29.9465

MAISON DES PYRÉNÉES
24, rue du 4-Septembre
75002 PARIS
Tél. 742.21.34.

JET EVASION

la liberté retrouvée

ATHÈNES	1100 F
AGADIR	1300 F
MARRAKECH	1250 F
NEW YORK	2850 F

VOLS ALLER-RETOUR

Jet Evasion : 205, rue Saint-Honoré 75001 Paris - Tél. 260.30.85
Jet Evasion : 20, rue Monge 75005 Paris - Tél. 354.86.28
Novotour : 15, avenue de l'Opéra 75001 Paris - Tél. 296.96.06 et toutes agences NOVOTOUR.

CET ÉTÉ FAITES QUELQUE CHOSE D'EXTRAORDINAIRE

"HOUSE-BOATS" SUR LES RIVIÈRES ET LES CANAUX DE FRANCE

Cet été, les places seront chères et rares. Mais, grâce aux "maisons bateaux", vous pourrez passer, en France, des vacances inoubliables, les pieds dans l'eau...

HOBBY VOYAGE met à votre disposition la plus grande flotte française de "house-boats". Équipes pour louer confortablement de 2 à 10 personnes, les "house-boats" sont très faciles à piloter et se louent à la semaine. Trois bases de départ vous offrent le choix entre les canaux de Bourgogne, du Jura ou du Midi. Le prodigieux réseau fluvial français s'étend à plus de 11 000 km de rivières et de canaux navigables ! Aventure, nature, pêche, tourisme et gastronomie en toute liberté...

Demandez vite le catalogue gratuit tout en couleur que vous propose HOBBY VOYAGE. Vous y trouverez le moyen de passer cet été des vacances vraiment inoubliables !

HOBBY VOYAGE
LES LOISIRS EXTRAORDINAIRES
6, rue de Milan 75009 PARIS
Tél. 538.60.80 - 280.04.86 - 280.42.82

BON URGENT POUR UN CATALOGUE GRATUIT
(à retourner à HOBBY VOYAGE, 6, rue de Milan 75009 PARIS)

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

A 2 heures de Paris

Deauville

EN NORMANDIE

Jeu 12 mai ouverture

HOTEL DU GOLF

le palace au prix d'un trois étoiles

avec SA NOUVELLE PISCINE PRIVÉE, CHAUFFÉE - SAUNA

Trois courts de tennis, trois piscines

Forfait détente
230 F* chambre et petit déj.
3 nuits minimum

Forfait semaine
2.230 F* chambre et petit déj.
1/2 pension

TENNIS ET GOLF GRATUITS

* Prix par personne, par jour, en chambre double, TVA et service inclus.

Sauf week-ends fériés et le mois d'août.

Réervations :
Tél. (31) 88.19.01 - Tél. 170.448 F

AFRIQUE NOIRE

"L'EVASION EST ENCORE POSSIBLE..."

A partir de 4.180 F. Sans limitation de devises

Allez voir l'agence AIR AFRIQUE ou votre Agence de voyages.



BENIN - CENTRAFRIQUE - CONGO
CÔTE D'IVOIRE - HAUTE VOLTA - MAURITANIE
NIGER - SÉNÉGAL - TCHAD - TOGO

(*8 jours, voyage, logement et petit déjeuner)


AIR AFRIQUE

AIRTOUR AFRIQUE

NOTRE SEULE DESTINATION EST LA

TUNISIE

VOUS LA DECOUVRIREZ COMME NOUS SAVONS L'AIMER



Vacances et liberté compte parmi ses partenaires la Société Hôtelière et Touristique Tunisienne (SHT) propriétaire de 15 hôtels, du club au 4 étoiles, et TOURAFRIC la plus grande société d'accueil touristique en Tunisie, gages de notre puissance et de notre compétence.

SERVICE. FIABILITE. PRIX

14, AVENUE DE L'OPERA 75001 PARIS
Tél. : 236.31.62 - TELEX : VEL 67035 F

Nom : _____
Adresse : _____
M33 (code postal)

Découvrez l'hospitalité de nos cousins d'Amérique

Liaison directe
Paris-Québec 3.100 F.A.R

Le Canada par Wardair
12, rue de Castiglione, PARIS 75001
Tel: 260.32.70 ou votre agent de voyage

VACANCES D'ÉTÉ

JUIN • JUILLET • AOUT • SEPTEMBRE
QUELQUES BONNES PLACES DISPONIBLES

ENCORE

Montagne... mer... campagne
FRANCE OU ÉTRANGER
VOYAGES VACANCES TOURISME
38 bd Edgar Quinet 75014 PARIS
TEL. : 320.12.88

SUR LES BORDS DU GANGE

Voyages à l'économie

DISTANCE oblige. Il aura fallu environ un mois pour que les vagues provoquées par la sévère réduction des devises allouées aux touristes français se rendant à l'étranger atteignent les rivages du sous-continent indien. Un mois pour mesurer l'impact d'une palissade : si les Français sont, cette année, condamnés à la France, les Indiens, eux, seront privés de Français.

BIBLIOGRAPHIE

Les Indes

PRÉCIS, passionnant, précieux : telles sont les qualités essentielles du dix-neuvième volume de la collection « Pays et populations ». L'entreprise tenait pourtant de la gageure : faire tenir l'Inde et ses multiples en 200 pages au format de poche, sous un fin cahier de 120 pages, sans doute un passionné pouvait s'y engager. Jacques Dupuis a réussi son pari.

D'emblée, la démarche fixe ses bornes : loin des clichés et des bases supposées connues, loin des précisions rabâchées. Moyennant quoi, une fois broché à traits ramassés le décor géographique, c'est immédiatement le foisonnement et la diversité, le chatiment des couleurs et la complexité de la vie, le tout artéfacté sur une solide charpente à la suite d'un fil conducteur clairement indiqué.

Avec Jacques Dupuis, c'est l'Inde fondamentale qu'on aborde, au-delà des crispations de la misère ou de l'éclat aveuglant des fêtes du passé. Synthétisés, l'héritage culturel ancestral et ses principales effluences dressent l'armature sur quoi prend appui la société indienne. Des origines jusqu'à nos jours, le lecteur trouve l'essentiel des grands courants idéologiques, des luttes souvent épiques contre le conquérant, des chivages sociaux, mais aussi des richesses profondes qui assurent la pérennité de la spécificité du sous-continent.

Lorsque l'on sait que ces derniers sont, après les Anglais et les Américains, les plus nombreux à se rendre en Inde (57 000 en 1981, 60 000 en 1982) et que ce pays, qui découvre enfin l'importance économique d'un secteur jusqu'à quel peu négligé (le Monde du 28-29 novembre 1982), s'est fixé un objectif de croissance annuelle plutôt ambitieux (+ 15 %), on comprend le petit vent de panique qui a soudain soufflé dans les milieux touristiques indiens.

Chacun a fait ses comptes. Les agences de voyages locales, d'abord, qui pâtiront automatiquement de l'engagement des professionnels français de diminuer de 25 % les sorties de devises rémunérant les prestations fournies par leurs homologues étrangers. Les responsables du tourisme indien, ensuite, qui ont exprimé la crainte de voir, cette année, le contingent français diminuer de moitié. Rien d'étonnant, donc, si, face à cette menace, certains ont décidé de réagir.

Certes, on s'attendait en France à une réaction éventuelle des pays « boycottés », à des protestations, voire même à des mesures de rétorsion. De ce point de vue-là, la contre-attaque indienne apparaît habile. Un modèle de bon sens commercial. Sa philosophie peut être ainsi résumée : les touristes français n'ont plus d'argent ? Qu'à cela ne tienne, on va se mettre à leur portée, exceptionnellement, ne serait-ce que pour préserver un marché auquel on tient.

Deux propositions alléchantes

Ainsi, l'India Tourism Development Corporation (I.T.D.C.), une entreprise d'Etat spécialisée dans le tourisme, a-t-elle concocté deux formules taillées sur mesure pour les petits porteurs de devises en mal d'évasion :

A ceux qui désirent voyager individuellement, il est proposé des journées d'hôtel à 26 dollars en moyenne (de 20 à 32 dollars selon la catégorie), soit environ 190 francs pour deux personnes, en pension complète, dans les établissements de la chaîne I.T.D.C. situés à Delhi, Agra, Khajuraho, Varanasi, Jaipur, Udaipur, Aurangabad, Mahatipatnam, Madurai, Bangalore, Hassan, Mysore, Kovalam, Calcutta (aéroport), Bhubaneswar et Patna. A noter que les réservations doivent être faites sur la base d'un circuit (1).

Aux agences de voyages françaises, il est offert, pour des groupes d'au moins trente personnes, des circuits de huit jours à 250 dollars par personne (environ 1 825 francs), tarif incluant l'hébergement en demi-pension dans les hôtels de la chaîne, les transports terrestres et les visites guidées. Quatre circuits de base sont proposés : l'Inde du Nord (Delhi, Jaipur, Agra, Khajuraho, Varanasi [Benares] et Delhi), l'Inde du Sud (Delhi, Bangalore, Mysore, Madras, Trivandrum, Kovalam et Bombay), l'Inde de l'Ouest (Delhi, Agra, Jaipur, Aurangabad et Bombay) et l'Inde de l'Est (Delhi, Agra, Khajuraho, Varanasi, Bhubaneswar, Kolar et Calcutta). En fait, le prix demandé correspondra grosso modo au montant des devises inscrits sur le carnet de change (2). Viendra s'y ajouter le règlement des déplacements aériens qui peut être effectué en francs. A en croire les professionnels, la somme globale qui sera demandée pour effectuer les circuits proposés devrait faire de ces derniers des offres alléchantes. « Il nous était difficile de faire davantage », nous confiera la responsable de ces circuits.

Le résultat tient aussi du paradoxe : grâce à l'instauration du contrôle des changes et à la volonté des Indiens de sauvegarder un marché compromis, les touristes français se voient offrir, aujourd'hui, la possibilité de visiter l'Inde à des conditions très intéressantes. Presque une aubaine !

Il est vrai que, après avoir parlé de « lune de miel » entre les deux pays, on ne devrait pas s'étonner de voir l'Inde faire les yeux doux à la France.

PATRICK FRANÇOIS.

(1) Les personnes intéressées doivent prendre contact ou faire contacter M. Sarai Chander, manager Ashok Reservation Service, Jangpala Hotel, New Delhi, Tél. : 031-2468.

(2) En fait, l'agence française responsable du voyage ne devrait amputer l'allocation touristique annuelle de 2 000 F que des sommes correspondant aux sorties de devises réglant les prestations offertes en Inde. Dans le cas présent, cette amputation se déduirait pas 1 150 F, puisqu'il s'agit d'un voyage en demi-pension. Chaque touriste pourrait donc emporter le reliquat en devises ainsi que 1 000 F en billets français.

SICILE...

15 jours de soleil et de vacances cet été c'est possible

OFFICE REGIONAL DU TOURISME DE LA SICILE
VIA NOTARBARTOLO 11
PALERMO

U.S.A. NEW-YORK

à partir de 2 850 F AL

ÉTÉ 83

CANADA MONTRÉAL/QUÉBEC

à partir de 3 100 F AL

CHANGEZ DE VACANCES !

En France
plus de 800 lieux de vacances :
- des séjours : en centres de vacances, maisons familiales, villages et gîtes familiaux...
- des séjours et circuits à thèmes : voile, équitation, tennis, kayak, musique, photo...
- la découverte des provinces en séjours itinérants...

A l'étranger :
La plupart de nos programmes sont maintenus. Renseignez-vous !

CONTRÔLE DES CHANGES ? OUBLIEZ-LE !

VACANCES POUR TOUS

L.F.E.E.P. 7 Bd St-Denis 75141 Paris cedex 03

Je désire recevoir vos brochures ÉTÉ-AUTOMNE 83 ☐ VACANCES LINGUISTIQUES 83 ☐
Je joins 3 timbres à 1,80 F, contre participation aux frais d'envoi.

NOM : _____
M : _____
adresse : _____

LA PUGLIA : L'ITALIE VRAIE

Les célèbres "Trulli"
Le charme des petits ports

LA PUGLIA, en français LES POUILLIES est une région encore l'Adriatique et la mer Ionienne, leur.

Lien idéal de vacances LA PUGLIA, vous offre de nombreux hôtels à des prix compétitifs. Voici quelques exemples :

PIZZOMUNNO RESIDENCE à Vieste (demi-pension) :	1715 F
à des prix compétitifs. Voici quelques exemples :	
HOTEL SMERALDO à Leporano (demi-pension) :	1190 F
HOTEL SMERALDO à Leporano (demi-pension) :	1145 F
EDEN PARK HOTEL à Marina di Lesina (pension complète) :	1616 F
HOTEL MADDALENA à Monopoli (appartement 2 personnes) :	655 F
CLIO RESIDENCE à Monopoli	

Découvrez LA PUGLIA avec la brochure "ITALIE AU VOLANT" demandez-la à votre agence de voyages ou à

EVASION
76, av. de Saint-Mandé 75012 Paris Tél. 341.72.50

Je souhaite recevoir votre brochure ITALIE AU VOLANT

Nom : _____
Adresse : _____

19 JUIN: LA SARDAIGNE EST A VOUS.

La Sardaigne, sa mer non polluée, ses plages accueillantes, son soleil méditerranéen, son folklore original, sa nature préservée, tout le monde le connaît. De loin. A partir du 19 juin, découvrez-les de près et profitez-en vite. Alisarda reprend ses vols directs bi-hebdomadaires réguliers de Paris/Orly-Sud et Nice/Côte d'Azur vers Olbia-Costa Smeralda et de Paris/Orly-Sud vers Cagliari. Profitez-en économiquement parce que les tarifs visites au départ de Paris reprennent eux aussi, des tarifs spéciaux pour des vols faciles et confortables. Brochure Sardaigne: Donatello Euroservices. Autres programmes Sardaigne dans les brochures générales des tour operators suivants: Evasion, Hotelplan, Jet Tours.

ALISARDA - 9, Bd de la Madeleine - 75001 PARIS - Tel. 2616150-2616180

ALISARDA

Lignes Aériennes de la Sardaigne

هناك من الرحلة

EXPOSITION

Tessin, protecteur des arts

UN joli coup de baron Heinrich Thyssen-Bornemisza ! Le baron, propriétaire d'une des plus fameuses collections privées de tableaux, vient, en effet, de conclure un accord avec les autorités suisses pour exposer dans sa demeure suisse, sur les bords du lac de Lugano, au cours de l'été prochain, quarante chefs-d'œuvre en provenance des musées d'État Pouchkine à Moscou et de l'Hermitage à Leningrad.

Une grande première, puisque la plupart de ces tableaux n'ont jamais quitté les rives de la Moskova et de la Neva. L'exposition présentera neuf toiles de Gauguin (toutes de sa période tahitienne), huit de Cézanne, huit de Picasso, six de Matisse et neuf de Renoir, Monet et Van Gogh, accrochées sur les murs de la Villa Favorita, une belle demeure du dix-septième siècle enfouie dans les magnolias et les rhododendrons.

Ces tableaux furent acquis au début du siècle par deux hommes d'affaires russes, Serge Choukine et Ivan Morozov. Ces deux collectionneurs moscovites achetèrent non seulement des œuvres de Cézanne et de Van Gogh mais aussi celles de peintres alors peu connus qui s'appelaient Picasso et Matisse. La venue de ces maîtres dans le Tessin ne fut pas facile. « Les négociations ont été longues et difficiles », assure M. Simon de Pury, le jeune conservateur de la collection Thyssen-Bornemisza, qui se félicite aujourd'hui du résultat obtenu. L'accord conclu prévoit, en fait, un échange de tableaux entre les musées soviétiques et la collection privée. C'est ainsi qu'une quarantaine de toiles de maîtres anciens (Fragonard, Watteau, Caracciolo, Titien, le Caravage et le Greco notamment) vont quitter les bords du lac de Lugano pour prendre la direction de Moscou et de Leningrad pour y être exposées.

Ouverte au public seulement en fin de semaine, la Villa Favorita sera accessible pratiquement tous les jours pendant la durée de l'exposition. Les visiteurs pourront d'une part admirer les toiles provenant d'U.R.S.S. et, d'autre part, voir la collection privée. Un service régulier de bateaux relie le centre de Lugano à la Villa Favorita (1).

A quelques encablures de Castagnola, où se trouve la demeure du baron, accroché sur les pentes du mont Bré, voici Gandria, un des villages les plus attachants du Tessin. Une cascade de ruelles, d'escaliers et d'arcades qui dégringolent vers le lac. Les maisons aux toits plats sont si imbriquées les unes dans les autres que les habitants, pour y accéder, doivent emprunter des chemins très étroits et particulièrement escarpés. Un proverbe local ne dit-il pas que ces villageois ne se trouvent en position horizontale que lorsqu'ils reposent dans leur tombe. La douceur du climat (la montagne protège des vents du nord), la luminosité et les vieilles bâtisses largement ouvertes sur l'extérieur rappellent les hameaux languedociens ou provençaux où ont trouvé refuge poètes, érudits et peintres. Gandria est d'ailleurs le lieu d'origine de nombreux artistes, architectes, peintres et sculpteurs, dont la réputation a largement dépassé les frontières de la Suisse. Taddéi, Verda, les frères Virgilio et Pietro Rabaglio ont, en effet, marqué leur passage dans les cours d'Autriche, d'Espagne, de Savoie et de Bavière, par la vigueur de leurs fresques sur les murs des bâtiments officiels comme à l'intérieur des maisons particulières. C'était l'heureuse époque des mécènes.

Les mystères du Moyen Age

Jusqu'en 1935, ce pittoresque village de pêcheurs n'était accessible que par le lac. Depuis, une route relie Gandria à Lugano et à l'Italie toute proche. La rive qui fait face au hameau n'est aujourd'hui encore desservie que par bateau. De nombreux villageois y possèdent leur *cantina*, une cave fraîche creusée dans le rocher où ils conservent leur vin, leur fromage et leur salami. Juste à côté, de modestes cahutes qui, en été, reprennent vie quand on se retrouve pour la fête de famille. Ou tout simplement entre amis. La Méditerranée est alors à deux pas.

Bien que son aspect laisse indifférent, il serait dommage de quitter Lugano sans une visite à l'église Sainte-Marie-des-Anges. Plafond traditionnel en charpente et murs badigeonnés de couleurs blafardes. Et puis, l'œil s'habitue à la pénombre et découvre la plus précieuse fresque, *Rembrandt du Tessin*, qui s'étale sur toute la largeur de l'édifice. C'est l'œuvre magistrale de Bernardino Luini, qui a travaillé dans cette église au seizième siècle. A la manière de Veronèse, toutes les grandes scènes de l'histoire du Christ ont inspiré l'artiste. Tous les mystères du Moyen Age trouvent leur place dans le trait de Luini... qui s'est représenté chevalier, au pied de la croix.

Mais le Tessin, ce sont aussi ces vallées qui ont nom val Verzasca, Maggia, Onsernone, les Centovalli avec leurs ramifications qui conduisent au lac Majeur. Les villages

biottis dans les recoins de la montagne sont dominés par les campaniles lombards. Le pays est pauvre et isolé. Un paradis pour les randonneurs. Ce sont les Alpes avec des hameaux évanouissants aux murs de pierre, aux toits de lauze et aux fenêtres ourlées de blanc. La route du val Verzasca commence à Gordola et se termine à Sonogno. Vingt-cinq kilomètres tourmentés qui longent une rivière glissant sur un chaos de rochers. La route borde d'abord des vignobles, puis s'enfonce dans la vallée, circule autour de Corippo, accroché contre le flanc abrupt de la montagne, avant d'atteindre enfin Sonogno, qui survit en filant la laine. Sur tous les chemins, des petites chapelles témoignent de l'attachement des habitants de la vallée au catholicisme. La Genève protestante est bien loin.

JEAN PERRIN.

(1) A l'occasion de cette exposition — du 14 juin au 15 octobre 1983, — l'Office du tourisme de Lugano propose au forfait de trois nuits/deux jours comprenant les prestations suivantes : trois nuits à l'hôtel en demi-pension (en chambre double avec bain ou douche) ; une entrée pour la Villa Favorita. Ce forfait revient à 781 F* en hôtel de catégorie moyenne et 890 F* en catégorie confort.

Renseignements auprès de l'Office national suisse du tourisme, 11 bis, rue Scribe, 75009 Paris. Tél. : 142-45-45.

* Cours du change au 2-5-1983.

MUSÉE

Les drakkars sont de retour

LES Vikings ont laissé de nombreux souvenirs dans la mémoire européenne. Des images de violence ont traversé le temps, et leurs descendants scandinaves trouvent encore saumâtre qu'on les réduise à ce cliché.

La volonté de connaissance en même temps que de réhabilitation a longtemps buté sur la rareté des vestiges et des informations. Ainsi dans un domaine essentiel du puzzle viking, celui de la navigation. Mais on tient le bon bout grâce à deux musées (l'un à Oslo, l'autre à Roskilde près de Copenhague) consacrés aux instruments de la puissance des « cavaliers de la mer », dont la tapisserie de Bayeux contribua à faire connaître les formes.

Les bateaux résistent difficilement à l'épreuve des siècles, mais, dans le cas des exemplaires découverts en Norvège, la tourbe a heureusement fonctionné comme un congélateur. Le musée de Bigdoy, un quartier excentré d'Oslo, abrite les trois pièces les plus connues.

Le bateau d'Oseberg est le plus élégant. Construit en chêne, il est caractéristique avec sa large coque complètement ouverte et à fond presque plat. Dessiné à la plaisance, il devait surtout servir en eaux fermées, propulsé soit par le vent, soit par des rames disposées dans trente emplacements. Sa longueur (21 m) semble banale pour un tel type de

bateaux, ceux destinés à la guerre, plus affilés, étant de taille plus imposante.

La majestueuse élégance du navire d'Oseberg, dont la construction remonte à l'an 800, contraste avec la sobriété des deux autres. La poupe et la proue richement décorées d'animaux entrelacés accentuent la différence.

La découverte réalisée à Oseberg, au début du siècle, révéla d'autres richesses exceptionnelles, également exposées et parfaitement mises en valeur au musée d'Oslo. Il s'agit d'un magnifique ensemble de mobilier funéraire comportant notamment un chariot et trois traîneaux avec, sur toutes leurs surfaces, un flamboyant de sculptures ornementales qui ont permis d'apprendre énormément sur l'art animalier scandinave. D'autres pièces, significatives elles aussi, notamment du travail agricole, proviennent de la même fouille effectuée dans un tumulus de 44 mètres de diamètre et de 6 mètres de hauteur sous lequel avait été enfoui le bateau tiré de l'eau et sur lequel avait été installée la chambre funéraire, qu'on soupçonne être celle de la reine Asa.

Les navires de Gokstad et de Tune terminèrent également leur carrière comme cercueil. Le premier nommé, un peu plus long que celui d'Oseberg, devait mieux résister à la

haute mer. D'ailleurs, sa copie conforme traversa l'Atlantique en 1893, à l'occasion de l'Exposition universelle de Chicago. Le gouvernail retient l'attention. Quant au navire de Tune, ou plutôt ses restes, il indique une recherche plus marquée encore de la stabilité (1,20 m du plat bord à la quille) : une énorme barque, en somme, qui servait à de longues traversées.

La découverte de Roskilde

La découverte, en 1962, des restes de cinq autres bateaux dans le fjord de Roskilde, au Danemark, apporta de nouveaux éléments de connaissance. Coulés volontairement pour barrer l'entrée d'un chenal, ils ont été reconstitués dans un musée en front de mer, incontestable réussite architecturale. Une boule légère libère l'immense mur — vitre créant l'illusion d'un prochain retour à la mer des navires de transport et du drakkar décharné.

Ce deuxième parcours dans l'histoire de la navigation viking est présenté de manière plus explicite que le premier. On découvre à Oslo. On comprend à Roskilde. Sans oublier la projection dans le musée danois du film des fouilles, qui porte témoignage des trouvailles de l'archéologie sous-marine.

LIBERT TARRAGO.

VACANCES AUX USA.

L'échappée belle Pan Am.

14 JOURS AUX USA

6790 F

TOUT COMPRIS

- AVION ALLER/RETOUR COMPRIS
- HOTEL COMPRIS
- REPAS COMPRIS
- VOITURE COMPRISE
- IMPUTATION DEVISES : 1750 F

DESTINATION FRANCE


Bernard HENNEQUIN a conçu cet ouvrage comme un guide permettant de mieux préparer ses vacances et aussi de mieux profiter sur place de toutes les ressources locales.

En 512 pages et 77 cartes, il présente le littoral, ses richesses touristiques et son histoire et donne toutes les informations utiles et détaillées sur la navigation, les loisirs nautiques, le plein air et la randonnée, le gîte et la table, le tourisme etc...

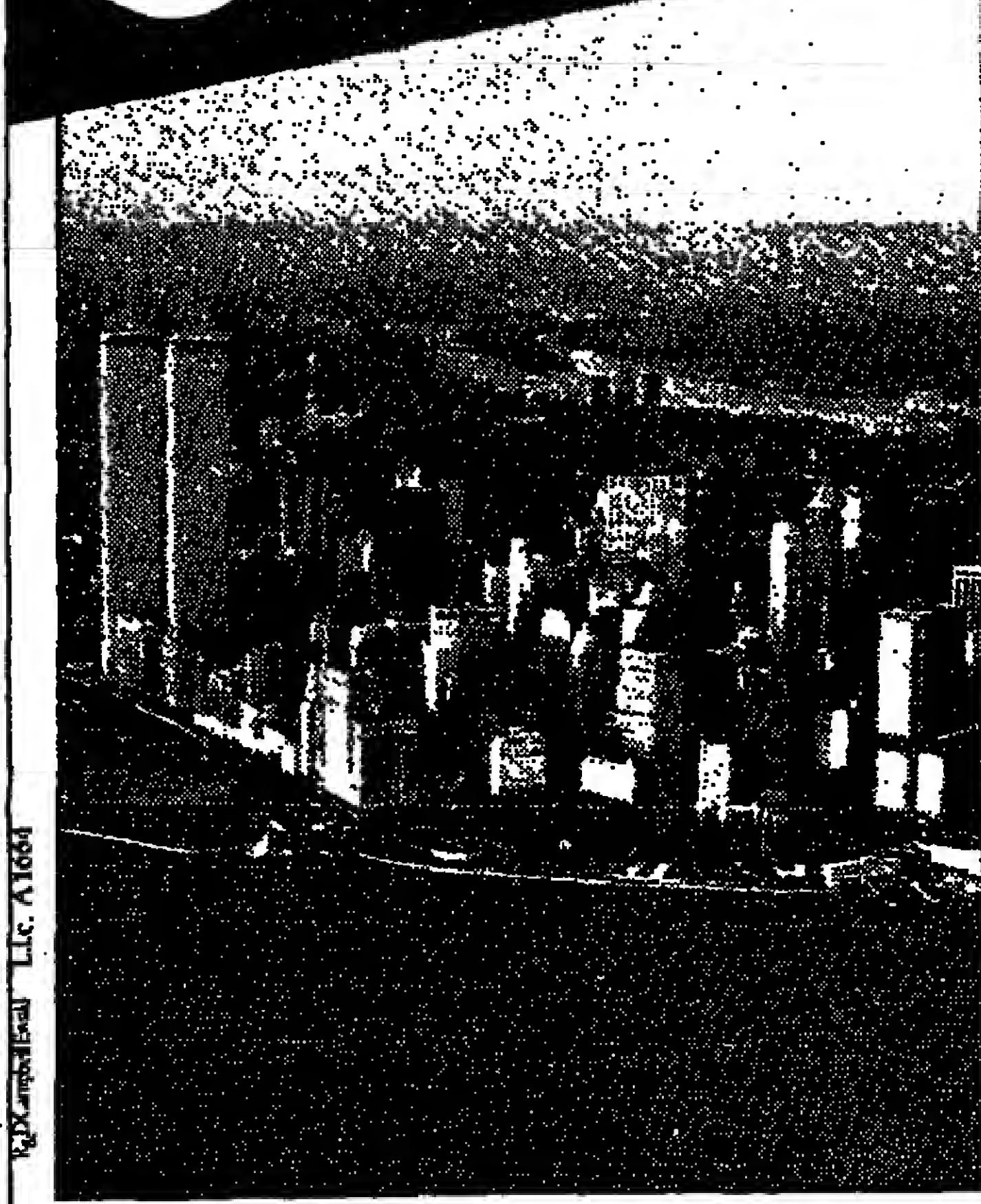
La seconde partie, plus encyclopédique, décrit abondamment tout ce qu'il faut savoir sur le relief des côtes, les climats, la météo, la faune et la flore, etc...

Un guide pour réussir ses vacances au bord de la mer. 512 pages, format 160 x 260, 289 photos en couleurs, 82 cartes, couverture cartonnée. Prix : 125 F.

Une coédition
Bordas **Hachette**



Bordas



Oubliez les restrictions de devises en vigueur cette année, Pan Am vous donne les moyens de passer vos vacances aux U.S.A.

Envolez-vous de Paris-Orly pour New-York dans un luxueux 747 Pan Am.

Pour 14 jours, l'Amérique est à vous, grâce aux forfaits "Vacances Fabuleuses" Pan Am.

Installez-vous dans votre voiture de location, caution, kilométrage illimité, bons d'essence et taxes locales comprises.


Prenez la route et arrêtez-vous chaque soir dans un des 3 500 hôtels sélectionnés par Pan Am.

Pour les repas, pas de souci. Ils sont tous inclus : petit-déjeuner, déjeuner et dîner.

"Vacances Fabuleuses" : Par exemple, 14 jours tout compris aux U.S.A. : 6790 F par personne, payables intégralement en France, pour 2 adultes + 2 enfants de moins de 12 ans partageant la même chambre.

"Vacances Fabuleuses" : Découvrez le nouveau monde en toute liberté avec Pan Am.

Renseignements et informations :
1, rue Scribe, 75009 Paris. Tél. 824.73.22, et dans toutes les agences de voyages.



Pan Am. L'Expérience Avion.

Finlande : Voyagez malin

Découvrez nos forfaits spécialement adaptés aux conditions actuelles.

Exemple de prix pour une famille de 4 personnes se déplaçant en voiture :

Camping au bord de l'eau 2 semaines
420 F par famille.

Toute information à :
Office National
du Tourisme de Finlande
13, rue Auber - 75009 PARIS
Tél. 266.40.13

NOM _____
Adresse _____

P. et M. Laparra

Vous invitent à découvrir à cheval quelques châteaux de la Loire (chevaux tous niveaux).

Confort, bonne table, ambiance familiale (séjours et randonnées).

Renseignements : Domaine de la Touche, 86230 Sérigny
Tél. 16 (49) 86.03.86

Finlande : Voyagez malin

Découvrez nos forfaits spécialement adaptés aux conditions actuelles.

Exemple de prix pour une famille de 4 personnes se déplaçant en voiture :

Location d'un chalet au bord d'un lac 2 semaines
625 F par adulte.

Toute information à :
Office National
du Tourisme de Finlande
13, rue Auber - 75009 PARIS
Tél. 266.40.13

NOM _____
Adresse _____

Mardi 10 mai 21 heures
GALA SPECTACLE D'ARTS-DO et d'ARTS MARTIAUX avec projection de documents inédits sur les maîtres UESHIBA, TOHEI, SHODA, par un maître des arts, 4, av. Jean-Baptiste, Issy-les-Moulineaux, M^e Mairie d'Issy. Les 14 et 15 mai, stage international ouvert à tous. P1 : 50 F (30 F pr moins de 16 ans, et inscrites au stage).
Rens. : CCECCE 836-69-12

Finlande : Voyagez libre

Oui, dans le cadre de la nouvelle législation sur les voyages à l'étranger, la Finlande reste une destination possible de choix.

A étudier de près :

Forfait
Séjour à la ferme

Pour toutes informations : consultez votre agent de voyages ou retournez ce coupon à

FINNAIR
11, rue Auber - 75009 PARIS

NOM _____
Adresse _____

Finlande : Voyagez malin

Découvrez nos forfaits spécialement adaptés aux conditions actuelles.

Exemple de prix pour une famille de 4 personnes se déplaçant en voiture :

Séjour à la ferme, pension complète 2 semaines
2080 F par adulte (dont 1750 F en devises)

Toute information à :
Office National
du Tourisme de Finlande
13, rue Auber - 75009 PARIS
Tél. 266.40.13

NOM _____
Adresse _____

* OFAJ, 6, rue Casimir-Delavigne - 75006 Paris - Tél. (1) 35-34-04.

CONGRÈS

Un rendez-vous à Lille

C'est en principe ces jours-ci que s'achèvent les travaux du nouveau palais des congrès et de la musique de Lille, dont l'ouverture officielle est prévue le 1^{er} juin. Après bien des retards et contre-projets, qui ont duré des années, seize mois ont suffi pour faire surgir du sol cette nouvelle « maison ronde », destinée à faire de Lille une véritable ville de congrès.

« **L**e Nouveau-Siècle a tenu le rendez-vous », dit-on fièrement à la mairie de Lille. C'est que la métropole du Nord, elle aussi, a connu son « trou » à scandales, un trou resté béant — et rempli d'eau pendant plusieurs années, par la faute d'un promoteur privé incapable de remplir ses obligations : la construction, en plein centre de Lille, dans le quartier du Nouveau-Siècle, d'un ensemble immobilier gigantesque. Mais le « dipodomus », comme disent les Lillois, n'arrive pas à sortir de son trou boueux.

En 1977, le maire de Lille, M. Pierre Mauroy, demande le retrait du permis de construire accordé au promoteur privé, alors que celui-ci n'a encore réalisé qu'un parking en sous-sol, sur six niveaux. La municipalité décide de reprendre le projet, presque à zéro, au niveau du sol. Depuis des années en effet — 1971 — la ville a un projet de palais des congrès près de l'aéroport de Lesquin. Mais on s'avise qu'un même projet en centre ville a beaucoup plus de chance d'attirer d'éventuels congressistes. Exit le dipodomus.

La municipalité socialiste, toutefois, ne veut pas se contenter d'une opération immobilière et commerciale. Elle entend, puisque le Nouveau-Siècle est au cœur de la vieille ville, faire bénéficier directement la population des nouvelles installations. D'où l'idée de bâtir un ensemble qui, certes, accueillera les grands congrès, mais qui pourra aussi jouer un rôle culturel et social.

Avec Daudet et Giono dans les sacoches

(Suite de la page 13.)

On regrettera, un peu après Apt, de devoir sortir momentanément sur la nationale dans les deux sens, la piste butant sur un jardin : aucune déviation par la campagne voisine n'était-elle vraiment possible ? Après 9 kilomètres d'un véritable « billard », la piste s'interrompt juste à la limite des départements de Vaucluse et des Alpes — de Haute-Provence. Dans l'attente de son prolongement, on ne risque rien de se hasarder sur les petites routes situées au sud de la grande route afin de gagner Céreste.

Le futur itinéraire traversera Montjustin, Reillanne, Villeneuve, Lincel, Saint-Martin-les-Eaux, Dauphin, Saint-Maime pour atteindre Volx à 15 kilomètres au nord de Manosque, également sur la nationale 96. Un dédale de voies rurales permet de relier déjà toutes ces localités en évitant, la plupart du temps, les artères trop fréquentées.

Les cyclotouristes qui tireraient un peu fort sur le guidon ne connaîtraient rien d'Apt, célèbre par ses ocres et ses fruits confits, de Bonnieux et de son église haute à 425 mètres d'altitude, de Menerbes avec son dolmen de la Pitchoune, de la voie romaine de Cavailhon menant à un incomparable panorama, des auberges où se dégustent miels, truffes et vins du Lubéron, des champs de lavande, du vieux village des Taillades et de tant d'autres merveilles.

L'itinéraire cyclotouristique a été conçu afin de faciliter la péné-

PARTIR

Au vert

La Maison du tourisme vert vient de faire paraître son nouveau guide Accueil à la campagne. Dans ce livre, 4 000 adresses, 13 000 chambres d'hôte, 600 campings à la ferme, 250 gîtes d'étape et 200 aires naturelles pour passer un week-end, une semaine ou un mois — au vert — Le prix d'une chambre d'hôte, par exemple, est de 80 F pour une nuit et un petit déjeuner pour deux personnes. On peut aussi se restaurer à une table d'hôte à partir de 30 F.

* Maison du tourisme vert, 35, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris. Prix du guide : 35 francs.

Toutes voiles dehors

« Parer à vire » avec l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ). Cette association organise, en effet, différents stages de voile en mer Baltique, en Bretagne ou à l'île d'Oléron. Il faut avoir entre 18 et 25 ans pour participer. Les frais de participation pour des séjours d'une douzaine de jours oscillent entre 1 300 francs et 1 730 francs.

* OFAJ, 6, rue Casimir-Delavigne - 75006 Paris - Tél. (1) 35-34-04.

EXPOZOO 83

Ces bêtes que l'on dit domestiques

L'ANIMAL familier n'est pas un phénomène des temps modernes. Il a accompagné l'homme tout au long de son histoire. Mais, aujourd'hui, les tours futuristes comme les immenses traditionnels accueillent de plus en plus d'animaux dits de compagnie. Environ trente millions en France : huit à neuf millions de chiens ; sept à huit millions d'oiseaux de cage ou de volière ; six à sept millions de chats ; cinq millions de poissons d'aquarium ; deux millions de lapins, hamsters, singes, tortues, serpents, etc. (1).

Les espèces les plus insolites se rencontrent dans les grandes villes. On a recensé récemment vingt mille possesseurs de grillons qui strident gaiement chaque soir d'été dans leur cage, par-dessus le bruit de la circulation automobile. Quelques milliers de Français préfèrent jouer à se faire peur en élevant exclusivement des serpents venimeux (vipères sur-tout). D'autres, en vacances, un jour de marché, tombent amoureux d'une boule pépiante de duvet doré aux pattes palmées... et se retrouvent l'année suivante en possession d'un encombrant cassard de Barbarie aux exigences physiologiques peu compatibles avec la moquette ! On ne sait s'il faut sourire ou s'attrister... Un vétérinaire confie qu'il avait été appelé pour soigner un poulailler en érage, dans une tour de Neuilly-sur-Seine !

Un marché prospère

Ce besoin sans cesse accru de présence animale a contribué à développer un marché en expansion. La seule nourriture de ces animaux fait appel à 300 000 tonnes de produits agricoles, pour une production annuelle de 500 000 tonnes. Seule industrie exportatrice (23 %) de ce secteur. Un possesseur de chien dépense en moyenne 2 000 F par an pour le nourrir ; 800 F pour un chat. En 1980, la consommation de produits agricoles pour les animaux familiers s'élevait à 28 milliards de francs (total : 1 658 milliards), dont 15,7 milliards pour les chiens et 6,8 milliards pour les chats (1).

Ce marché nécessitait d'une part une structuration commerciale solide et d'autre part une moralisation, en particulier pour tout ce qui concerne l'achat et la vente d'animaux. Ainsi fut créé Proda (2), syndicat interprofessionnel répondant à cette double exigence, le 20 décembre 1974. La loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature et les nombreuses attaques auxquelles ce commerce était soumis ont amené les responsables à intervenir au fil des ans sur la moralisation du marché de l'animal.

Un Salon bisannuel, Expozoo (3), va avoir lieu, en 1983, pour la cinquième fois, mais il est ouvert cette année au grand public, en grande partie pour cette raison. Ainsi, parmi les manifestations prévues, « La maison de l'animal familier » pourra donner un aperçu réel et réaliste de la présence de l'animal de compagnie à l'intérieur d'un foyer français.

Une responsabilité individuelle avant tout

On peut déjà remarquer que les efforts de Proda ont abouti à la création d'un C.A.P. de vendeur en animalerie (formation sur deux ans) et à la mise sur pied de cours de perfectionnement pour chefs d'entreprise détaillants en animaux. Parallèlement, des spécialistes ont beaucoup travaillé à réduire la mortalité chez les espèces importées. Les oiseaux et poissons exotiques importés par des professionnels ont vu leur taux de mortalité tomber à un niveau acceptable, de l'ordre de 5 % à 10 %, même si des problèmes importants subsistent, par exemple chez les petits bengalis africains.

Les professionnels n'ont plus le choix. Outre la Convention de Washington, qui réglemente précisément la faune importée dans tous les pays adhérents (dont la France), la plupart des États exportateurs protègent de plus en plus leur faune. Parfois jusqu'à l'interdiction pure et simple.

Si ce marché débouche parfois sur certains trafics regrettables, il

faute bien reconnaître que cela est dû à la demande aberrante du public. Ici aussi, la mode de l'écozoologie porte une part de responsabilité, car l'animal humain semble ne pas savoir regarder : il faut qu'il touche, qu'il dérange, qu'il enfonce... Certes, on peut considérer qu'un hérisson est mieux dans un jardin que sur une autoroute. Mais si, pour cela, on doit perturber les populations animales qui vivent tranquillement dans leurs sous-bois, la nature est globalement perdante. Les animaux domestiques ou réputés tels ne sont parfois pas mieux traités. Chats et chiens sont dotés de cerveaux tout à fait respectables et, qui plus est, totalement imprégnés par l'homme. Jusqu'à ressentir de véritables névroses ! De temps à autre, un gros chien mord cruellement un bébé, histoire de démontrer que son habitat idéal n'est pas un appartement. Sans parler de certains « dressages » qui n'arrangent rien. Plus courants, les abandons (cent mille à deux cent mille chiens chaque été) viennent à l'évidence prouver que nombre de Français ignorent qu'un abandonnant un chien ou un chat, sans remise de peine accidentelle, ils en prennent pour quinze ans ferme... Il est vrai que, saisi par la frénésie des vacances, il arrive aussi qu'on « oublie » des pépés ou des mémés, Petits Poneys de l'ère urbaine...

Certains abandons se parent des atours de la respectabilité, comme ces offres pléthoriques de dons reçues par les zoos, surtout en serpents ou singes. Les premiers parce qu'ils déclenchent parfois des réactions imprévisibles, les seconds parce qu'ils se révèlent peu compatibles avec une douzaine de marmots : sachant ouvrir les serrures, mettre en marche tout l'électroménager ou grimper sur le toit avec force démonstrations d'allégresse, histoire de créer un peu d'animation de quartier !

Chaque année, vers la fin du printemps, les vétérinaires du Jardin des plantes récupèrent sur leurs pelouses nombre de tortues et animaux divers. Les égoûters de Paris n'ont pas eu, à l'instar de leurs homologues de New-York, de problème de crocodiles, mais ils ont été confrontés un jour à un rat musqué de belle taille, niché dans un boyau et bien décidé à n'en pas déloger...

En somme, puisque l'être humain semble ne pas pouvoir se passer de présence animale proche, les actions tant des professionnels de l'animalerie que des associations de sauvegarde de la nature convergent vers un double but : information plus poussée des vendeurs et du public et mise en vente (au moins pour les animaux supérieurs) d'espèces domestiquées depuis plusieurs générations.

A moins qu'avec l'évolution mondiale de l'agriculture et de l'industrie on ne trouve bientôt plus un seul animal sauvage hors réserve dans le monde, hormis les pigeons des villes ou les rats d'égoût.

MICHEL DROULHOLE.

- (1) L'Animal dans la cité, ministère de l'Agriculture, mars 1983.
- (2) Syndicat interprofessionnel des fabricants et distributeurs de produits et animaux familiers.
- (3) Expozoo : Paris, parc floral de Vincennes, hall de la Foire, du 7 au 9 mai. Ouvert au public les 7 et 8 mai.

FUTURS HÔTELIERS

Une formation au niveau de CORNELL est maintenant possible... en EUROPE

CORNELL-ESSEC, un programme mis en place par la célèbre Faculté Hôtelière de l'Université de Cornell et l'Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales, accepte dès à présent les candidatures pour la rentrée d'octobre 1983.

Les cours sont dispensés, sur deux années scolaires, dans les locaux de l'ESSEC (25 minutes de Paris).

Il est demandé aux candidats :

- le niveau baccalauréat plus trois années d'études supérieures,
- une expérience professionnelle dans le domaine hôtelier,
- une bonne connaissance du français et de l'anglais.

20 bourses d'un montant de 20.000 F chacune seront attribuées aux candidats méritants.

Ecrire à :
Melle-Marie-France FOUREULT
Institut de Management Hôtelier International
B.P. 105
95021 - Cergy-Pontoise Cedex - France
Tél : (3) 038.38.00 Telex 697789F
Etablissement d'Enseignement Privé reconnu par l'Etat

Finlande : Voyagez libre

Oui, dans le cadre de la nouvelle législation sur les voyages à l'étranger, la Finlande reste une destination possible de choix.

A étudier de près :

Forfait
Chalet au bord d'un lac

Pour toutes informations : consultez votre agent de voyages ou retournez ce coupon à

FINNAIR
11, rue Auber - 75009 PARIS

NOM _____
Adresse _____

Finlande : Allez-y en voiture

Profitez des nombreuses liaisons car-ferry au départ de Trävelnäs (R.F.A.) et Stockholm (Suède).

Seuls l'essence et les repas sont payables en devises.

Pour économiser l'essence sur la route de la Laponie : un train autos-couchettes au départ d'Helsinki est régalable en France.

Toute information :

Office National
du Tourisme de Finlande
13, rue Auber - 75009 PARIS
Tél. 266.40.13

NOM _____
Adresse _____

Finlande : Voyagez libre

Oui, dans le cadre de la nouvelle législation sur les voyages à l'étranger, la Finlande reste une destination possible de choix.

A étudier de près :

Forfait
Avion + voiture

Pour toutes informations : consultez votre agent de voyages ou retournez ce coupon à

FINNAIR
11, rue Auber - 75009 PARIS

NOM _____
Adresse _____

هكزان الوجل

BALADE À LA CARTE

Les Causses par les balcons

Moins connues que les gorges du Tarn, les gorges de la Jonte sont très riches en surprises naturelles, et leur grandeur sauvage prête beaucoup à la rêverie, tant sur les corniches du Méjean que sur celles du causse Noir, tantôt en Lozère, tantôt en Aveyron.

Le long de la rivière se fauillent des murettes séculaires dont on ne distingue pas toujours les aérigées, le main de l'homme ou tout simplement le temps. Les terrasses sont vite surmontées de hautes remparts dolomitiques aux contours changeants, murailles continues qui, de part et d'autre, délimitent les plateaux calcaires des Causses.

Ici, le grand artiste est la nature elle-même, aidée par l'érosion qui a fait naître sur les corniches du Méjean les vases de Sèvres et de Chine pendant qu'en face des constructeurs audecois, voilà près d'un millénaire, hissaient leur édifice, Saint-Michel sur deux pitons, comme pour défier les rochers Fabré et Curvelier. Cela n'est que la partie visible, la sculpture des Causses; d'autres architectures naturelles sont restées cachées sous terre, jusqu'à la première grande révolution d'E. A. Martel en 1888 : la grotte de Dargilan sur le causse Noir. La spéléologie française naquit avec elle, et, en 1897, Louis Armand découvrait à son tour l'aven qui porte son nom, sur le causse Méjean.

Les Causses sont peu habitées maintenant et restent le domaine des moutons. Pour communiquer avec les vallées, il y avait autrefois des chemins qui hardiment se jouaient des 400 mètres de dénivellation. Tous n'ont pas été gou-

dronnés, d'autres ont été réouverts depuis un siècle pour la randonnée, car c'est une véritable aubaine : les corniches ne sont empruntées par aucune route. C'est donc uniquement à pied que l'on va découvrir les anfractuosités du Méjean, visiter le vieux village de Capluc, haut perché au-dessus du Rozier et, du côté de Peyreleau sur le causse Noir, la « champignon préhistorique », les ruines de l'ermite Saint-Michel. Autre curiosité, le cirque de Medasse, chaos ruineux peuplé de pins sombres, contraste avec le paysage le plus souvent nu et désertique.

La boucle autour des gorges de la Jonte réunit donc une grande variété de curiosités, de panoramas, de végétation; il faut y ajouter la valeur humaine du terroir : l'accueil des Caussenards, dont les menus sont plutôt sympathiques (il est de règle de réserver, car les points d'hébergement ne sont pas nombreux que les magasins). Il est déconseillé de venir ici l'été, car il y a trop de monde, et la chaleur rend la marche pénible; c'est au printemps que les Causses et leurs abords sont le plus agréables. On y trouve une flore très intéressante, des bosquets blancs d'amélanchiers et des fleuriettes les plus anodines en véritables tapis luxuriants qui succèdent aux « cardabelles », ces énormes chardons jeunes arrachés sur la sol caillouteux. Dès le début de septembre, les vallées redevenant paisibles, et c'est très agréable alors d'y voir s'épanouir l'automne.

Quelle que soit la saison, il faut se chauffer sérieusement, car le terrain est irrégulier et peut être glissant par temps de pluie; en re-

vanche, aucun sentier n'est dangereux, mais le balcon du Vertige annonce l'â-pic sur la vallée. Chaque journée comporte 400 mètres de dénivellation, soit en montée, soit en descente. En dehors des sentiers de grande randonnée (G.R.), balisage rouge et blanc, les jalons sont parfois discrets (points rouges), mais, avec le schéma du syndicat d'initiative, il n'y a pas de risque de se perdre.

● Meyrueis - Aven Armand - Causse Méjean

Le G.R. 6, par une ancienne draille de transhumance, s'élève de Meyrueis à l'aven Armand en deux heures quarante-cinq, et la randonnée souterraine en visite organisée demande environ une heure trente, après quoi le chemin rocailleux conduit à Hyezas. Non loin du gîte d'étape se trouve la « ferme caussenarde d'autrefois », intéressant témoin d'architecture rurale. L'étape peut se faire à Hyezas (prévoir des provisions) ou à La Vialle; à 1 kilomètre au sud de Saint-Pierre-des-Tripiers, en grange ou dans le gîte en cours d'aménagement, avec repas possible à la ferme. Le parcours depuis l'aven Armand demande environ deux heures quarante-cinq de marche, ce qui totalise pour la journée

cinq heures trente plus une heure trente de visite de l'aven Armand.

● Saint-Pierre-des-Tripiers - Caessagnes - Corniches - Le Rozier-Peyreleau

En trois heures, le G.R. 6 jusqu'à Caessagnes, puis un itinéraire de pays permettant de descendre au Rozier-Peyreleau; c'est compter alors sans un détour aux arcs de Saint-Pierre et les nombreux arrêts au balcon du Vertige, au vasse de Sèvres, au vasse de Chine et l'éventuelle montée à Capluc par des échelles un peu vertigineuses. Dans la vallée, la randonnée peut se prolonger en flânerie au bord de l'eau; le Tarn et la Jonte se rejoignent, un pont sépare Le Rozier, dans la Lozère, de Peyreleau, village classé de l'Aveyron qui mérite une visite. (Retour possible à Millau ou à Meyrueis par autocar.)

● Corniche causse Noir - Saint-Michel - Veyreau

L'itinéraire de pays grimpe très raide par la côte Saint-Jean, qui permet d'arriver en une heure environ au banc du T.C.F., où l'on jouit d'un panorama exceptionnel, puis au « champignon préhistorique ».

Plus loin, le sentier en corniche dévoile soudain l'ermite Saint-Michel, dont la visite très aérienne demande une demi-heure de détour, offrant une très belle perspective sur la vallée. Par la fond du cirque de Medasse, il faut rejoindre un chemin forestier, près de la maison forestière de Massabiau; en empruntant par la gauche, il conduit à Veyreau en une heure. Le temps de marche effectif n'excède pas cinq heures; les personnes qui redouteraient la rude montée de la côte Saint-Jean peuvent rejoindre l'ermite par le sentier de la vallée, mais se privent alors de la partie balcon du causse Noir.

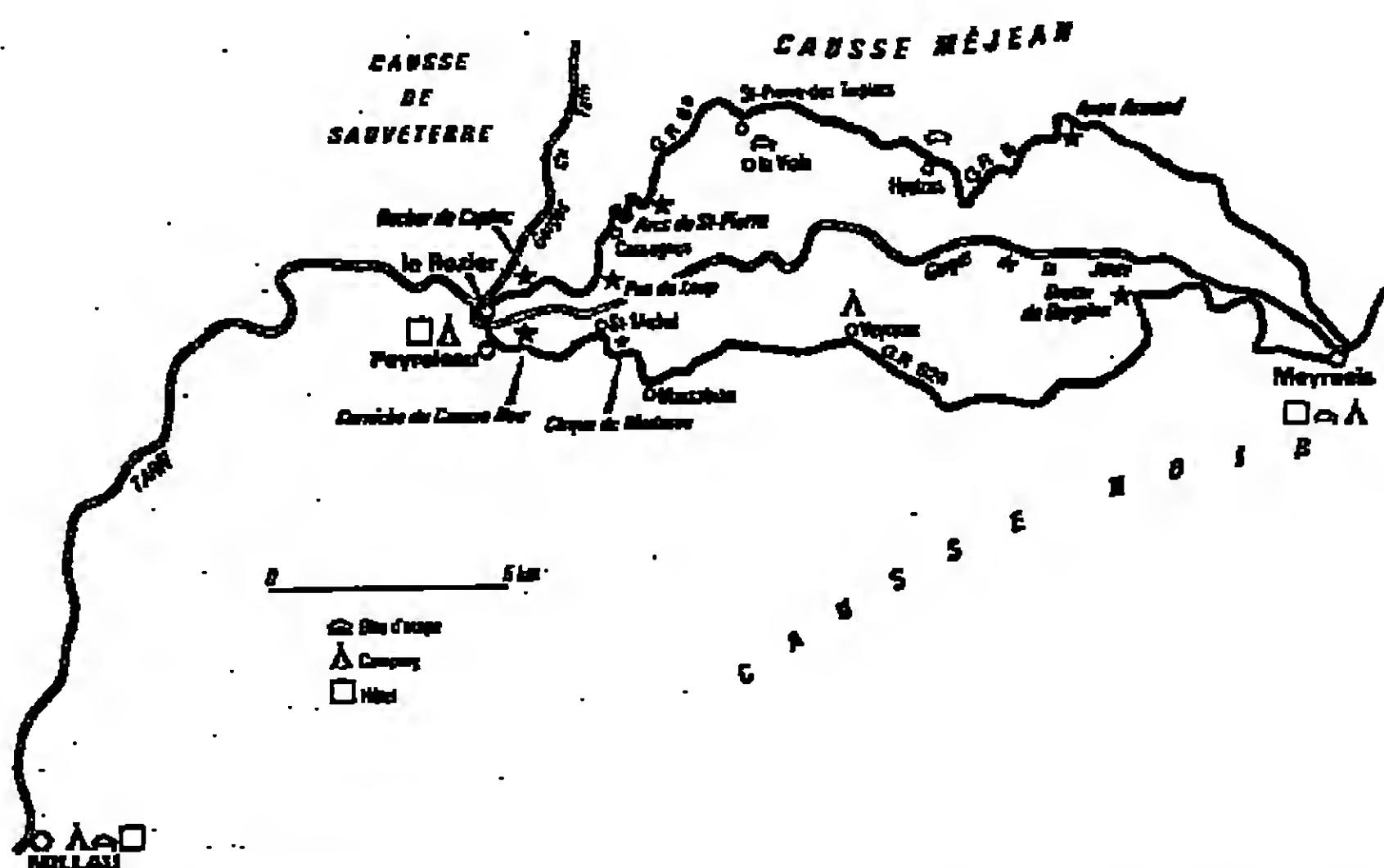
● Veyreau - Dargilan - Meyrueis

De Veyreau, c'est le G.R. 62 A qui guide à la grotte de Dargilan en deux heures trente. Sa visite dure environ une heure, après quoi Meyrueis est atteint en deux heures trente de descente; jolie ville au bord de l'eau et havre de repos.

Nul doute que ces deux ou quatre jours auront mis en appétit, mais la région a de quoi satisfaire autant les estomacs que les fringales de sites naturels.

ANNICK MOURARET.

051-1919



EN ROUTE

- ACCÈS : par la route, carte 1/100 000 L.G.N., pare des Causses; par le train : la gare pratique est celle de Millau (16 km du Rozier-Peyreleau et 37 km de Meyrueis); pour les jours et heures de jonction en autocar, interroger la gare routière de Millau. Tél. : (65) 60-01-66.

- HOTELS : Millau et Le Rozier-Peyreleau : O.T. régional, avenue A. Marie, 12100 Millau. Tél. : (65) 60-02-42.

Meyrueis : S.I. mairie, 48150. Tél. : (66) 45-60-33 (66) 45-62-64.

- GITES D'ETAPE ET GRANGES.

Les gîtes d'étape sont équipés de matériel de cuisine; il est vivement conseillé de réserver et de commander éventuellement les repas. On ne peut y séjourner plus de deux nuits.

Millau : G.E. de La Maladrerie (3 km de la gare), trente places. Tél. : (65) 60-41-54, route de Montpellier.

Meyrueis : G.E. en annexe Hôtel Faussil, vingt places. Tél. : (65) 45-60-42; tente. Tél. : (66) 45-62-64 (mairie), seize places l'été.

Les Ayres (1 kilomètre de Meyrueis), grange et repas à la ferme. Tél. : (66) 45-60-71.

Hyezas : G.E. Tél. : (66) 45-61-35.

La Vialle : grange, gîte en cours d'aménagement, vingt places, repas à la ferme. Tél. : (66) 48-82-39.

Peyreleau : tente. Tél. : (65) 62-61-53 (mairie), seize places l'été, restaurant au village (+ Le Rozier).

Veyreau : G.E., tél. : (65) 62-63-89 ou (65) 62-61-49, seize places, restaurant au village.

Campings : à Millau, Meyrueis, Le Rozier-Peyreleau. Sur les Causses, demander l'autorisation de s'installer.

- ITINÉRAIRES. Meyrueis/Saint-Pierre-des-Tripiers/Caessagnes : topo G.R. 6-60, Caessagnes/Le Rozier-Peyreleau/Saint-Michel/Massabiau : schéma, itinéraires de pays à demander à P.O.T. de Millau et au Rozier-Peyreleau. Veyreau/Meyrueis : topo G.E. 62-62 A.

Pour en savoir plus : Guide Michelin Les Causses.

- DES PRIX. Nuit en gîte d'étape : 15 à 20 F.

Repas : en fermes-auberges : 35 à 45 F., petit déjeuner : 10 F.; au restaurant : à partir de 50 F.

Visite des aires : 20 F.

- AVEC QUI RANDONNER ? S'adresser auprès de l'Office de tourisme de Millau et de l'association Le Méjean, 48210, Sainte-Eulimie. Tél. : (66) 48-82-39.

Devisons devises irlandaises.

Vous rêviez bouts du monde, grands espaces et ciels infinis ? Bravo ! Partez pour l'Irlande : avec vos devises riquiqui où pourriez-vous être aussi parfaitement ailleurs ?

L'Irlande - alleluia - reste à portée de vos devises. Et jamais vous n'avez eu autant besoin d'aller vous requinquer le moral au fin fond du Donegal.

Alors, à vous l'Irlande. A vous les landes, les lacs du Connemara et les falaises. A vous les forêts de rhododendrons, les longues histoires auprès des feux de tourbe, le temps qui ne s'est pas écoulé ici comme ailleurs.

A vous, les innombrables pubs où, en dehors de la philosophie, on vous servira pour 25F un snack réfrigérant. Le soir, si des musiciens viennent, vous y paierez 30F pour la soirée.

A vous, les fermes où l'on passe une nuit, deux nuits, trois nuits pour 75F par nuit et par breakfast à la Pantagruel. Chez un Irlandais non fermier, chez l'habitant tout simplement, c'est tout pareil.

A vous (50F), qu'est-ce que c'est, même par les temps qui courent) un parcours de golf sur les plus beaux greens du monde. Même sans golfer, c'est inoubliable.

A vous les menus touristiques des 300 restaurants d'Irlande qui, pour 40 et 55F vous concoctent d'excellents repas locaux.

A vous (et ça économise l'essence) les bons vieux vélos irlandais (32F par jour) ou les fameux chevaux (50F l'heure).

A vous les petits hôtels trognons perdus dans les campagnes, où pour 1600F par semaine et par personne, vous dînez, vous écoutez toutes les histoires de l'hôte, vous dormirez et vous petit déjeunererez comme un ogre.

A vous les bureaux de tourisme régionaux qui se mettront en quatre pour trouver votre solution hébergement sur place : en Irlande, on s'arrange toujours.

Pour accéder à tout cela, au choix, non déductibles de vos devises : les avions d'Aer Lingus (1580F tarif Taxi Vert sur vol régulier sous certaines conditions) ou les car-ferries d'Irish Continental Line (de 556F à 1446F par personne à quatre selon la saison, voiture comprise).

Hauts les cœurs, en route soldats : il reste l'Irlande.

5 forfaits irrésistibles

choisis dans la multitude de programmes proposés par les Agents de Voyages français.

2120F (dont 633F en devises)* une semaine dans une ferme ou chez l'habitant. Le passage pour vous et votre voiture en car-ferry, le séjour dans la ferme et les fameux breakfasts.

1950F (dont 370F en devises)* une semaine en Irlande avec une voiture de location kilométrage illimité et passage avion.

2800F (dont 892F en devises)* une semaine seul maître à bord d'un bateau sur le Shannon en robinsonnant d'île en île, passage avion compris, transfert compris.

2890F (dont 825F en devises)* une semaine dans un cottage irlandais avec, pour le quitter quand même de temps en temps, une voiture de location kilométrage illimité, et le passage avion.

2990F (dont 1150F en devises)* une semaine à l'hôtel avec le passage pour vous et votre voiture en car-ferry, bien sûr le breakfast est compris, bien sûr vous pouvez choisir parmi plein d'hôtels, tous plus attendrissants les uns que les autres.

*base 4 personnes haute saison, sous réserves de changements.

Envoyez-moi votre brochure spéciale, actualisée depuis le 25 mars, qui contient tous les prix de mes vacances en Irlande.

Nom _____

Adresse _____

Retournez ce coupon (en joignant 3 timbres à 1,80 F pour frais d'envoi) au S.E.A. Tourisme Irlandais, B.P. 2, Cité-de-Long, 28700 Auneau, ou venez nous voir 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. 261.84.26.

Irlande
Allez loin sans aller loin.

Les cinquante-sept spectateurs de l'illusion perdue

Les sociétés de courses seraient d'accord pour la création d'une quinzaine de postes ; pas davantage. La société d'encouragement veut de supprimer dans ses propres rangs, par départs en préretraites, quarante postes, souvent de haut niveau (secrétaire général adjoint, directeur des installations du centre d'entraînement de Chantilly, etc.). Ses représentants disent, à peu près :

- Séminaires • Présentations •

هكذا من الأصل

10517159

ET DU TOURISME

PLAISIR DE LA TABLE

Une cuisine de la meilleure veine

ALAIN SENDERENS, l'athète de la cuisine, René Lasserre, le parangon des restaurateurs. Dernière face du trip-tique : Jean Delaveyne. Inclassable, cet enfant terrible ? Non, peut-être. Alors disons : le génie de la cuisine, c'est le bon sens, et Jean Delaveyne a cultivé tout à la fois le bon sens et le métier. C'est la génération qui veut ça : avant de rêver les détails, d'y apporter sa note personnelle, il faut apprendre l'intangible. A sa carte, les œufs brouillés aux truffes de Georges Garin, le homard grillé Eugène Chataud sont un hommage à des maîtres disparus, certes, mais aussi le témoignage d'une pérennité du savoir-faire.

Cela ne l'empêche point, au contraire, d'être un créateur. D'avoir constamment à l'esprit le souci du détail qui concrétise, qui améliore. A l'enseignement de la tradition, il ajoute celui de l'expérience, et cela donne, par exemple, cette « pucelle de saumon frais de pêche », saumon cuit par la glace, servi sur bloc de glace avec sa sauce raifort et un blini à la semoule, sans oublier le demi-citron enveloppé d'une gaze pour ne point laisser échapper les pépins, détail de raffinement autant que d'humilité, en quelque sorte. Ou encore ces frivolités océanes, une extraordinaire caserole d'huîtres au beurre blanc enrichie du contraste équilibré

d'œufs de saumon et de ciboulette ciselée. Servie avec, en guise de pain, un feuilletage soutenu étonnant de distinction : l'accord parfait !

Un ami pour qui seule compte la nouvelle cuisine s'exclame : « C'est ça, c'est tout à fait cela ! ». Je me disais de mon côté : « Que viennent ici les novellistes du faux bien-manger, quelle leçon ils prendraient - s'ils en sont capables ! »

C'est que Jean Delaveyne est au-dessus des classements. Je lisais dans les *Hommes et leurs aliments*, le remarquable ouvrage de Jacques Barrau, sous-directeur du Muséum d'histoire naturelle de Paris (Temps Actuels, éd.) : « Mais ne voit-il pas qu'on nous dit aujourd'hui que cette mode de la cuisine légère est en train de passer. Paul Bocuse et Michel Guérard, deux des maîtres culinaires qui furent les grands préteurs de cette nouvelle cuisine, se tournent aujourd'hui, avec quelque fanfare, vers les sources de nos traditions culinaires populaires et régionales ». Delaveyne, qui est grand lecteur de toute littérature, sourira comme moi de cette phrase. Passons sur Michel Guérard, mais Bocuse n'a jamais voulu être grand préteur de telle ou telle cuisine, mais de la cuisine. Et Delaveyne, son aîné, l'a peut-être inspiré - du moins l'aurait-il pu. Même lorsqu'il devient créateur (de ces confitures de champignons, par exemple, si originales, savoureuses et, en réfléchissant, logiques !).

grands. Tout en sa carte est promesse, tout aussi est « détail ». Ces madeleines cuites au moment accompagnant les compotes de fruits mélangés, ces fromages normands au lait cru affinés dans ses caves, le caneton poilé - à la Grenouillère - (pour le souvenir) et l'admirable pied de cochon en daube aux champignons. C'est ça, la cuisine !

La cuisine, m'a encore dit Delaveyne, c'est « lorsque les choses naturelles, fraîches et belles, préparées avec suffisamment de sel pour l'appétit des hommes, nous plus du tout le goût de ce qu'elles sont en réalité et sont sans cesse réinventées ».

Comment mieux définir ces recherches, les plaisirs de sa table (et de sa cave, donc !) Et le nôtre.

LA REYNIERE.

★ LE CAMELIA. 7, quai Georges Clemenceau à Bougival, tél. : 969-03-02. Fermé dimanche soir et lundi.

MAXIM'S STORY

Louis Vaudable n'est plus. Fils de son père, propriétaire avant guerre du Noël Pater (1), restaurant antérieur célèbre et à demi oublié, il lui avait succédé chez Maxim's.

C'est en effet en 1932 que les Vaudables reprirent le restaurant de la Belle Époque, celui des fredaines royales et des courtoisies en fleurs. Mais les temps n'étaient plus de la fête et de l'esprit, des caricatures de Saut, des bons mots d'Yves Mirande et des grands-ducs en barbe. Aussi bien Mr Vaudable est resté « shocking », le fameux caractère vert d'éponge, maître d'hôtel de l'avant-guerre-guerre, répertoire de ces danses unies en scène par Feydeau.

Un Maxim's mondain et quelque peu gâté allait naître.

Il se dilatait lentement dans l'immense, lorsqu'il y a trois ans Pierre Cardin vint révéler la maison. Après le Maxim's de la fête, le Maxim's mondain, voici le Maxim's « nu », le Maxim's dans le vent, rajouté et bien propre dans son éternel décor, plume de Guy Paris.

On se repassera mais Louis Vaudable, qui avait gardé son nom dans la société. Mr Maxim's (les restaurants d'ailleurs entre autres), dit par exemple : Maxim's cuisine - L.R.

(1) C'est chez Pater's, bien avant l'autre guerre, que Pater (Pierre Frayssé) créa le homard à l'américaine.

Déjà Toulouse-Lautrec

C'est en 1955 que Jean Delaveyne s'est installé dans cette auberge créée en 1820 (par le sieur Souvent, cuisinier), toute en recoils, reflet d'un temps où Bougival voyait passer les canotiers de Renoir et le Bel-Ami de Manpassant, où chez Four-naise venaient boire « la verte » et se régaler d'une blanquette à l'ancienne. Dumas fils, Tourgueniev, et Toulouse-Lautrec. Il en a fait sans bruit un des hauts lieux de la table, mettant la banquette à l'heure des

C.C.A.
CHAMPAGNES/CHOCOLATS
VINS/ALCOOLS

Promotions
Des prix sur des prix

- Heidsieck Monopole 69,80
- Blanc de Brul Black 71,00
- Winkley Anjou 12 ans 63,80
- Whisky J. & B. 82,80
- Bourbon X.L. 6 ans 66,00
- St-Emilion Anjou 23,80
- de 1979 18,00
- Beaujolais Village 81 19,80
- Cahors "Château" 1979 19,80

Magnat principal :
103, rue de l'Europe. Tél. : 277.59.27

Magnat distributeur :
Forum des Halles 8 - 13 - 15
Versailles - 4 temps

Nouveau : entrepôt vins - bistro à vins, restauration froide, 65, rue Lafayette 9

La Douce France de Touring Vacances

Catalogue dans toutes les agences Havas Voyages et à l'Espace Touring Vacances, 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.
Tél. : 296.51.41

RÉSIDENCES

Campagne · Mer · Montagne

A FLEURANCE, dans le GERS. Clim. tempéré. Spl. VILLA gd stand. 190 m² hab., garage, piscine, 2 700 m² clos et arboré. Prox. du centre. Prix 800 000 F imm. Tél. (62) 06-15-49.

MÉDOC - SOULAC-SUR-MER URGENT. Particulier vend T. 3. 70 m² plus terrasse 50 m². Vue sur mer. Neuf. Meublé. Tél. H.R. (56) 97-08-84. H.B. (56) 48-17-19.

● NICE CIMIZ. Ds un petit immeuble tr. calme, terminé depuis 3 ans, très beau 2 pces, s. de b., cuisine équipée, 58 m² + terrasse, plein sud, vue sur mer, grand garage + 2 caves. 540 000 F.

● CROS-DE-CAGNES. 2 pièces vacances 32 m² + terrasse 14 m² + jardin privé 30 m² excellente situation à 30 m des commerces et de la mer 390 000 F. - Tél. (93) 53 08 89.

COTE D'AZUR A 10 min. de TOULON, au PRADET A 600 MÈTRES PLAGES. Tous commerces à proximité - LES ROCHES BLEUES - A partir de 6 500 F le m². Grand confort du T1 au T5. AGENCE MASSENA, 3, rue É.-Zola 83000 TOULON. Tél. 94-93-48-01 ou 94-21-04-98.

COTE BASQUE District Bayonne-Anglet-Biarritz

RÉSIDENCE Océan et Forêt

avenue de la Forêt, 64500 ANGLET

En bordure du golf de Chiberta, dans une pinède de 2 ha 6 au voisinage du club hippique, 500 mètres de la plage : appartements spacieux, grand standing, isolation phonique et thermique, double vitrage, etc.

Livraison immédiate.
Bureau de vente sur place (59) 63-64-34 et 91, rue de Courcelles, 75017 PARIS (1) 763-46-19 PRÊTS CONVENTIONNÉS + A.P.L.

Aux portes de DEAUVILLE

LES HAUTS PRÉS DE TOUQUES - Chemin du Haut-Bois

19 maisons normandes de 2 à 6 pièces 6 100 F le m² - Ferme et définitif PRÊT CONVENTIONNÉ BONIFIÉ - RICHELIEU - GROUPE RICHELIEU - 12, rue Molière 75038 PARIS CEDEX 01 - Tél. : (1) 296-16-00

Documentation gratuite - Touques - Nom Adresse Tél.

ITALIE COTE ADRIATIQUE

(60 km de VENISE)

Village de vacances de ROSOLINA MARE

Pension complète. Vin à volonté. Piscine, théâtre, discothèque, bar, restaurant, planche à voile, tir à l'arc, gymnastique, volley-ball, soirées jeux et spectacles amateurs. Clubs d'enfants.

Prix 1 semaine : 1495 F.

Renseignements et réservations FRANCE ITALIE VACANCES VILLAGE DE ROSOLINA 45010 ROSOLINA MARE ITALIE TEL. : (19) 39 426 68 04 Renseignements à Paris : 320 13 66 poste 352

Rive gauche
le bar à huîtres
le seul bar à Paris où vous pouvez déguster même une huître
Spécialités de poissons et de coquillages
TERRASSE OUVERTE
112, bd du Montparnasse - 19° - 322-71-07
Tous les jours de 11h à 2h du matin possibilité de parking

Il y a des femmes chez qui on revient pour le plaisir
Huîtres, fruits de mer, homards, chateaubriots.
Face à la tour Montparnasse, 3, place du 18 Juin 1940 à Paris 6°.
Tél. : 548.96.42.
Ouvert tous les jours jusqu'à 3 h du matin.
CHEZ HANSL

AU COCHON DE LAIT
SES SPÉCIALITÉS
CROÛTE CHAUD
MOUSSE AU CHOCOLAT BLANC
MOUSSE AU CHOCOLAT NOIR
et son fromage
COCHON DE LAIT 1071 LA BROCHE
7, rue Camille (M°) - 75001 Paris
Tél. : 504 8881 - 504 05 45

L'OIE CENDRÉE
51, rue Labrousse - 15°
- 531-91-91 -
DÉGUSTATION DE PRODUITS DU SUD-OUEST
(fermé dim. et lundi)

Le Montage Guillaume
Toute la fraîcheur de la mer
Homards, langoustes en sautoir, huîtres toutes l'année.
Menu : 125 F. vin compris.
22, rue de la Tournefort, Paris 14°
75014 Paris. Tél. 322-96-15.
Fermé les DIMANCHES
et les Jours de Fête

Rive droite
Le Sirladais
DINER PÉRENOUDIAN 145 F. L. comp.
Les Sirladais. 75001 Paris
Café de nuit. Sirladais. 75001 Paris
Café, alcool de grain. Tél. 327 51 51
Fermé 7 h. de 19 h. à 22 h.
Jours de Fête et Fête de la Gastronomie

LA GRANDE CASCADE
BOIS DE BOULOGNE
Tél. : 506.33.51 et 772.66.00
Ouvert toute l'année
Déjeuners, dîners, réceptions

GOETHE Y DEJEUNERAIT !
Au vieux Berlin
Savouriez l'Allemagne !
Nouveaux, bons, et chers
32, rue de la Vierge - Paris 14° - Tél. 728.83.96
Fermé les DIMANCHES
Nouveaux d'Allemagne ouvert tous les jours de 9 h à 22 h
et dimanche

AMBASSADE D'Auvergne
Entre le Centre Bourgogne et le Massif
Parking face restaurant
Grande Cuisine Régionale et Traditionnelle
Vins de France, d'Alsace, d'Espagne
22, rue de la Grande Vierge 75003 Paris
Tél. 272.51.22

Les Maîtres-écaillers de la Porte-Maillet
vous reçoivent jusqu'à 2 h du matin
A L'AUBERGE AU RESTAURANT
Dab
Choucroute, rôtisserie, desserts maison.
Plateaux de fruits de mer, langoustes, poissons grillés.
161 av. de Malakoff 75116 Paris - tél. 500.32.22

La côte de bœuf
rue Saussier-Leroy, 75017 Paris
Fermé samedi et dimanche
Tél. 227-75-50

CHEZ ENZO
Le Petit Naples
Restaurant Spécialités italiennes
5, rue Forest - 75018 PARIS
Tél. 522.73.59

GARNIER
Le Restaurant de mer
Déjeuners, Dîners, Soupers
Banc d'huîtres
111, rue Saint-Lazare, 75008 PARIS 867.80.40

Le Congrès
Viandes grillées à l'os
au feu de bois.
Plateaux de fruits de mer, langoustes, poissons grillés.
80 av. de la Grande Armée 75017 Paris - tél. 574.17.24

LE SAVOIR FAIRE PLAISIR
Sous forme de plateaux prêts à servir, Coquelin Aîné vous propose pour vos réceptions, lunchs, soupers, goûters d'enfants, une formule simple composée de ses meilleures spécialités.
Coquelin Aîné
1 PL. DE PASSY 75016 PARIS
Tél. : 288.21.74

Le Clos Voltaire
cuisine bourgeoise et traditionnelle
décor intime
REPAS D'AFFAIRES
103, Boulevard Voltaire - 11°
Réserv. 805-81-85
F. dim. soir et lundi

MÊME DIRECTION L'ARMORIQUE
DÉLICIES DES MERS
Huîtres - Coquillages
Bouillabaisse
arrivage direct des meilleurs poissons
REPAS D'AFFAIRES
32, av. de la République - 11°
Réserv. : 700-08-09
Park. gratuit 23, rue Gambey
Fermé dim. soir et lundi

RESTAURANT L'ÎLE DE FRANCE
FRANÇOIS BENOIST
RÉOUVERTURE
PORT DEBILLY - Face 22, av. New-York
Paris 75016 - Tél. 723.08.21 - 720.22.32
Parking limité
Fermé samedi et dimanche

24 H/24. TOUJOURS OUVERTS QUAND LES AUTRES SONT FERMÉS.
AUX HALLES
AU PIED DE COCHON
DES PRODUITS DE MER. DES ENTRÉES. DES PLATS.
6, rue Coquillière, Paris 1° - 236.11.75

MAISON D'ALSACE
DES RÔTIS. DES ENTRÉES. DES COQUILLAGES.
38, Champs-Élysées, Paris 8° - 534.44.54
A 100 M. DE L'OPÉRA
le grand café
DES RÔTIS. DES ENTRÉES. DES COQUILLAGES.
4, Bd des Capucines, Paris 8° - 742.73.77

051 1349

Le Monde

MANIFESTATIONS A BREST

L'autonomie de la maison de la culture est remise en cause

Mille cinq cents personnes ont défilé, mercredi soir 4 mai, à Brest, et sont allés déposer silencieusement une gerbe de fleurs place de la Liberté. Jeudi, autant de monde s'est rassemblé salle Marcel-Cerdan pour protester contre la décision du nouveau maire de la ville, M. Jacques Berthelot (R.P.R.), de retirer son autonomie financière à la maison de la culture de la ville.

Le monde associatif est en ébullition à Brest, à la suite de la décision du nouveau maire R.P.R., M. Jacques Berthelot, et de son adjoint à la culture, M. Eugène Berez, de revenir à la situation antérieure à la municipalité socialiste, c'est-à-dire à une ville maîtresse de tous les fonds publics. Cette décision n'est pas une surprise, puisqu'elle avait été largement évoquée par la droite au cours de la campagne électorale. Mais la municipalité actuelle s'est attaquée tout de suite à un gros morceau : la maison de la culture (cinq mille adhérents), qui jouissait d'une autonomie complète dans les domaines de la gestion et de la programmation des spectacles depuis 1980, au terme d'une convention passée avec M. Francis Le Blé, maire socialiste.

En avril dernier, M. Jacques Berthelot, maire R.P.R., déclarait : « Les fonds publics ne peuvent être gérés par une association qui fait la pluie et le beau temps ». Deux jours plus tard, le conseil municipal votait la création d'un poste de directeur général des affaires culturelles, responsable de la saison. Les représentants de la maison de la culture parlent de « liquidation », et son président, M. Yves Morand, crie au « gâchis financier », car « cela revient à supprimer la subvention de 4 à 5 millions de francs que nous étions en passe d'obtenir du ministère de la culture ».

Aujourd'hui, nombre d'associations liées à la ville par cette politique de convention ruent à leur tour dans les brancards, craignant d'être logées à la même enseigne.

CINÉMA

« DERRIERE LA PORTE », de Liliana Cavani

Les mystères de Marrakech

Après les audaces thématiques, esthétiques de *Portier de nuit*, d'*Au-delà du bien et du mal* et le *Peau*, qui suscitèrent tant de controverses, et même de violents phénomènes de rejet, Liliana Cavani va-t-elle faire figure de cinéaste repenti, reconverte dans le romanesque ?

Dernière la porte, tournée au Maroc, en 1982, est une étrange histoire d'amour, accompagnée, parfois, d'une manière étrangement narrative, sur un « roman arabe » de *Le Peau*, réécrit par Liliana Cavani, c'est le *Peau* qui se réduit à une percutante spectacle pour touristes et à la vision du corps sanglant d'un prisonnier qui a tenté de se suicider...

Cela n'est tout de même pas si simple, si sage que cela. Matthew, ingénieur américain venu travailler du côté de Marrakech, rencontre une fille blonde, Nina, guide pour touristes en mai de sensations fortes, la nuit.

L'atmosphère des mystères de Marrakech et du comportement de Nina rappelle Hécate, encore qu'on soit loin de Paul Morand et de Daniel Schmid. Les promenades touristiques dans la nature occupent un peu

trop de place. L'intérêt du film tient à la situation de l'ingénieur, pragmatique (il fonce, en amour comme dans son travail) face à une famille bourgeoise italienne établie au Maroc depuis longtemps et lovée, comme un nid de vipères, sur un secret.

Liliana Cavani n'a pas abandonné ce thème des rapports amoureux auto-révélateurs qui régissent, chez elle, la « guerre des sexes ». Nina entretient avec son beau-père Enrico, qui purge une peine de prison, une liaison passionnelle et sexuelle sur laquelle pèse, c'est le *Peau* qui se réduit à une percutante spectacle pour touristes et à la vision du corps sanglant d'un prisonnier qui a tenté de se suicider... « le doute d'un inceste possible. Marcello Mastroianni organise un jeu de domination réciproque. Surprise : Liliana Cavani accepte, ici, le concept de la forme-objet. Le *Peau* de Nina passe sans doute par là. Mais Elena, blonde, belle, manque de fascination, n'exprime qu'un aspect pléin et passif de victime. Elle déséquilibre ce film insolite — où Tom Berenger joue, très bien, le héros américain confronté à une réalité qui le dépasse.

JACQUES SICIER.

* Voir les films nouveaux.

THÉÂTRE

« LES FRÈRES KARMAZOV », à Lyon

En terre dostoïevskienne

« Il me fallait savoir au plus vite si je suis un fon comme les autres, ou un homme... » Cette phrase de Dostoïevski pourrait appartenir à Bruno Boeglin, il l'avait inscrite en exergue d'un spectacle, *Le Slave* — révisé sur le Russe d'entre les Russes, qui s'est joué pour quelques représentations en octobre dernier à l'Eldorado. C'était une sorte de prologue à quelque chose de plus construit, de plus ambitieux : l'adaptation des Frères Karamazov.

Bruno Boeglin n'a pas tout dit de ce roman immense, et il a réussi à ne pas le réduire. Littéralement, il a pris — les trois frères, Ivan (Louis Merino), Dimitri (Michel Ferber, qui domine par sa force animale et colérique), Alexis (Jérôme Derre), les trois fils de Fedor Karamazov, assassiné. Il n'y a pas de femmes, mais elles obsèdent le spectacle. Il y a un jeune garçon insolent, Kolja (Marilyn Teppaz, figure aigüe, intelligente, étrangement ambiguë, d'une jeunesse en rébellion), un prêtre (Zosime), plus deux personnages « étrangers » (Régis Bram et Bruno Boeglin), car il n'est pas question de reconstruire la Russie, mais de traverser, en étrangers fascinés, la terre dostoïevskienne.

Les tableaux surgissent du noir, se succèdent à la manière de diapositives tournant irrégulièrement sur un tambour usé. On se trouve comme devant un roman dont on se souvient un peu et qu'on ouvre au hasard, ou plutôt sous l'effet d'une intuition irrésistible. Dans des lumières crépusculaires, belles, dans un paysage unique — un sol de terre lourde, bosselée, devant un ciel sombre, entre deux murs de planches, —

le regard saisit les personnages à des moments intenses dont on ne sait pas l'origine ni comment ils se concluent, des moments de réflexion, de révolte, de désarroi, de détresse extrême dont rien n'est « dit ». Mais, peu à peu, ces flashes de vie reconstruisent une histoire souterraine qui se glisse, entremêlée des résumés de temps lointains, de terres lointaines, une histoire qui s'écoule comme le temps.

Évidemment, ce système d'entre-couper, en somme, la nuit, par des tableaux, empêche la continuité d'une progression dramatique. Le spectacle, en deuxième partie, paraît long, d'autant que l'état de mystère de l'Eldorado dépasse le folklore. Dire qu'on y est inconfortable est un euphémisme.

Quand on voit la manière dont le talent et la personnalité poétique de Bruno Boeglin s'imposent dans de telles conditions, on se prend à rêver sur ce qu'il pourrait réaliser...

COLETTE GODARD.

* Lyon, Eldorado, 20 h 30, jusqu'au 7 juin.

MUSIQUE

L'ACTION DE L'IMAM A SAINT-MIHIEL

Le chant, les livres et les pierres

« L'IMAM à Saint-Mihiel... » Nos, Fayatollah Khumeyni n'est pas venu chercher un nouveau refuge en Lorraine. Ces initiales cachent l'Institut de musique ancienne de Metz, qui, au cours du festival de printemps, donne le signal d'une résurrection : celle du patrimoine ignoré de cette petite ville, proche de Verdun, qui fut un important foyer de civilisation de Charlemagne à la Révolution. Dans cette agglomération isolée d'un département pauvre (la Meuse), la musique vient appuyer les efforts acharnés déployés pour défendre des trésors dont la conservation excède les possibilités d'une cité de six mille habitants.

Au cœur du vaste couvent bénédictin fondé en 815, l'abbatiale a gravé l'histoire dans la pierre : le narthex roman est du XII^e siècle ; à droite en entrant, un admirable groupe de la *Pâmoison* de la Vierge soutenu par saint Jean rappelle que Ligier Richier est né à Saint-Mihiel en 1500. Son chœur d'orgues, la *Mise au tombeau*, un groupe de trois statues miraculeusement préservées des invasions incessantes par des bottes de paille, se trouve non loin dans l'église paroissiale. La nef s'élève vers un chœur flamboyant où règne saint Michel qui a donné son nom à la cité.

A la croisée du transept, quatre chanteurs en robe blanche (l'Ensemble Organum) font revivre l'office grégorien en tournant les pages du gigantesque « graduale »

du XV^e siècle (vingt-sept kilos !), enluminé par les bénédictins. Du grand buffet classique de 1680, Etienne Baillot leur répond avec des musiques de Sweelinck, Gibbons, John Bull (une adorable fantaisie sur une unique flûte de rossignol éperdue) et Gabrieli, les seules qu'on ait pu souffler à ce viel orgue à bout de souffle, qu'il faut absolument rendre à sa splendeur passée pour chanter l'union d'un lieu aussi vénérable. Encore le facteur a-t-il dû remonter les touches sous les doigts de l'organiste... Un viel homme de quatre-vingt-dix ans est sorti de sa retraite pour réentendre son orgue.

Dans les stalles sculptées par les moines, ils entourent maintenant Hesperion XX (Jordi Savall, Monica Hugget, Stephen Preston,

Hopkinson Smith...). Sublime ensemble de musique ancienne qui interprète la *Piémontaise* et la *Française*. Ce « concert des Nations » est couronné par une *Chaconne* du même Couperin, où Ton Koopman au clavecin, inspiré par les lieux, nous entraîne dans un tourbillon de virtuosité, de rêverie, de tendresse, récitation géniale d'une parfaite fidélité.

Le grand « Graduale » a repris sa place dans une vitrine de la bibliothèque bénédictine, galerie délicatement baroque réveillée par le conservateur, Dante Donzelli. Des vingt-deux mille ouvrages accumulés par les moines et pillés par les Suédois, les Allemands ou les Français, il en reste tout de même huit mille, souvent exceptionnels, parmi lesquels la bibliothèque du cardinal de Retz et son inestimable fonds janséniste. Certains de ces monuments n'ont pas été lus depuis cinq cents ans et attendent encore l'intérêt des charitables.

Cette soirée offre à Saint-Mihiel un regain d'espoir et une belle réponse à l'appel qu'elle lance à la solidarité régionale et nationale. La musique a su faire vivre et chanter tout à coup ces trésors, grâce à Alain Pacquier, qui a l'art de créer de tels événements-chocs, à Saint-Mihiel comme naguère à Saintes.

L'IMAM, qu'il a créé il y a deux ans à la demande des autorités locales, serait menacé ? Il est difficile de le croire et de l'accepter. Saint-Mihiel et des personnalités telles que M. Pierre Laballe-Gravier, responsable de cette journée, sont bien décidés à garder dans la région cet incomparable sémur de beauté.

JACQUES LONCHAMPT.

* Cette soirée sera retransmise ultérieurement par France-Musique, dans une production d'Alain de Chambure et Jacques Merlet.

Le violoniste Roland Dugareil, soliste à l'Orchestre de l'Opéra de Paris, a remporté, le 1^{er} mai, le premier prix concours international de musique de Stresa (Italie).

A Lyon, du 18 au 31 mai, le cinéma Opéra et la cinémathèque présentent l'intégrale des films de long métrage de Luciano Visconti. (Rens. : (7) 839-09-72).

Le huitième Festival d'Etampes (Essonne) est consacré à la Hongrie. Du 4 au 18 juin sera présentée une sélection de films de ce pays.

Un Festival international de cinéma consacré aux « mémoires des vies » aura lieu à Nevers du 24 au 29 mai. Une vingtaine de films inédits seront en compétition, et trois rétrospectives rassembleront quelque cinquante œuvres de tous les pays. (Rens. : Mairie de la culture de Nevers, tél. (86) 36-13-94.

UNE SEMAINE DE RENCONTRES A QUIMPER

L'Allemagne en Bretagne

La ville de Quimper a organisé fin avril les premières rencontres « Art et cinéma, Allemagne années 80 ». Une exposition intitulée « Paysages » rassemble jusqu'au 21 mai huit photographes, parmi lesquels Dieter Appelt et Holger Trützsch.

Durant la semaine de Rencontres, les films connus ou alternés avec une dizaine de films inédits. Cette nouvelle initiative bretonne confirme la passion des cinéphilas... et des professionnels régionaux pour le septième art. Il existe ici un réseau de salles d'indépendants ; les directeurs de cinéma travaillent en liaison avec les animateurs, les maisons de jeunes et de la culture, les Maisons pour tous (il n'y a pas de ghetto pour le cinéma d'art et d'essai). Une association culturelle de cinéma, Gros Plan, ne cache pas sa volonté de conserver son image de marque « sérieuse et quasi professionnelle » en choisissant très soigneusement ses membres. Six mois après sa création officielle par le Centre national du cinéma et le ministère de la culture, l'Atelier régional de cinéma (ARC), qui a doté la région d'outils professionnels, a terminé une demi-douzaine de courts et moyens métrages. A Quimper (11 000 habitants), vient de s'achever un festival de films pour enfants. A Douarnenez, on prépare le festival des minorités ; ce sont deux Bretons qui ont remporté cette année le Grand Prix des films cinématographiques. A Quimper, le directeur du cinéma Le Breizh, M. Roger Bossard, enregistre dix-neuf mille entrées lors de son arrivée en 1984, deux cent cinquante mille

aujourd'hui. Les propriétaires de salles n'ont donc pas hésité à participer à la semaine du cinéma allemand.

Reste une question : le cinéma régional naît de la volonté de faire vivre la culture bretonne, qui en a vu aujourd'hui les moyens. Mais ce n'est pas un hasard si l'un de ses responsables, Nicole Le Garrec était, avec Juliet Berto, présidente du jury lors de ces rencontres (la majorité des autres membres du jury étaient des directeurs de salles). « L'Atelier n'est pas voué à vivre replié sur la région, estime Nicole Le Garrec, il ne vit que confronté à la culture des autres.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) Durant la semaine des rencontres, une exposition présente cinq peintures et photographes choisis par M. Michel Pagnoux, nouveau directeur de l'École des beaux-arts de Quimper, aide par vingt professeurs et cent élèves. « Trois vedettes ont été invitées, mais nous avons aussi fait un pari sur deux nouveaux artistes qui commencent à être connus, affirme M. Pagnoux. L'art français n'a pas de « marché » : alors que, en Allemagne, il existe une galerie d'art pour les cent kilométrés, dans l'Ouest on n'en trouve pas une entre Nantes et Caen.

LU

« PIERRE LAVAL DEVANT L'HISTOIRE », de René de Chambrun

La parole à la défense...

Avocat au barreau de New-York et à la cour d'appel de Paris, René de Chambrun a épousé en 1935 Josée Laval, la fille unique de l'ancien chef du gouvernement de Vichy, et l'on sait avec quelle ténacité il défend depuis la Libération la mémoire de son beau-père. Trente-huit ans après l'abandon de ce dernier, voici qu'il plaide son cas devant l'histoire.

L'auteur, qui écarte toute idée de révision du procès de 1945, se garde de polémique. Il tente de faire apparaître l'unité d'une vie, produit de nombreux témoignages à décharge (entre autres celui du chancelier Brüning), révèle certains documents soustraits à la défense en 1945 — pièces auxquelles il a eu accès d'abord au lendemain de la guerre par l'intermédiaire du général Marshall, puis en 1967 grâce à Georges Pompidou et à M. Louis Joxe, alors respectivement premier ministre et garde des Sceaux.

Retraçant la carrière de Pierre Laval avant 1939, la première partie de l'ouvrage est évidemment celle qui excitera le moins les passions. Si controversée que reste l'attitude de l'homme à la cravate blanche durant l'occupation, l'objectivité oblige, en effet, à recon-

naître que son action antérieure ne fut pas toujours critiqueable, et René de Chambrun est en droit de rappeler que, ministre du travail du cabinet Tardieu en 1930, son beau-père mit en place le premier système d'assurances sociales, ancêtre de notre Sécurité sociale.

D'origine modeste, issu du socialisme, longtemps avocat de Jouhaux et de la C.G.T., Laval évolua sans doute vers la droite — la politique économique qu'il mena en 1935 le prouve — mais il se montra toujours assez ouvert en matière sociale. Parallèlement, le jugement que l'on peut porter sur sa politique extérieure (en 1935 notamment), mérite d'être nuancé, et, là encore, René de Chambrun n'a pas tort quand il met en évidence la logique d'une action diplomatique qui avait pour but d'isoler le Reich, d'empêcher Mussolini de tomber dans les bras de Hitler.

Marchander avec l'occupant

Resté hélas sans lendemain, le Front franco-italo-britannique esquissé à Stresa en avril 1935 était

un projet non dénué de pertinence, et l'alliance franco-soviétique conclue quelques jours plus tard elle le fut aussi dans le bon sens.

S'agissant des années noires, l'argumentation développée appelle, en revanche, davantage de réserves. Pierre Laval n'ayant, selon toute vraisemblance, été animé ni par la haine des juifs, ni par une sympathie ancienne à l'égard du nazisme, l'auteur respecte, certes, la vérité lorsqu'il peint son beau-père sous les traits non d'un fanatique, mais d'un homme persuadé, au moins jusqu'à la fin de 1942, du caractère indiscutable de la victoire allemande et convaincu de la nécessité de marchander avec l'occupant afin de faire vivre la France et de lui permettre de jouer plus tard un rôle.

Mû par une pitié quasi filiale, que l'on peut comprendre, René de Chambrun néglige toutefois un élément qu'il est impossible d'ignorer : à savoir que ces marchandages amenèrent peu à peu le gouvernement de Vichy à entrer dans le jeu du vainqueur, parfois à le devancer, et à poursuivre à ses côtés les résistants, et surtout à établir une distinction redoutable entre bons et mauvais Français, juifs français

LE QUATUOR BORODINE A GRIGNAN

Les détails de la polyphonie

Parché sur une butte au milieu d'une vaste plaine vallonnée que borde un cirque de montagnes dominé par le Ventoux, le château de Grignan, merveille de la Renaissance, annamélait quelque peu depuis la Révolution, à l'écart des grandes invasions touristiques. Il s'est réveillé lorsqu'il y a cinq ans le département de la Drôme l'a acquis et confié, ainsi que les châteaux de Suzette-Rousse et Montélimar, à un jeune conservateur, Christian Trézin.

Entouré d'une équipe enthousiaste, celui-ci ne s'est pas contenté d'aménager de nouvelles salles avec une grande rigueur historique, ni de ramener, à la suite de « filatures » patientes, nombre de tableaux, tapisseries et meubles appartenant au patrimoine de Grignan. Il a chargé la musique d'attirer ses amoureux dans ce château où la marquise de Sévigné, qui ignorait les délices de la musique de chambre, mourut en 1696.

La renommée du cycle de quatuors à cordes, inauguré en 1979, s'est si bien établie que, le 1^{er} mai, il a fallu refuser du monde pour le concert du Quatuor Borodine, dont le programme était cependant sans concessions : Borodine, Chostakovitch et Brahms. Les artistes soviétiques ont créé un climat musical très fort grâce à l'homogénéité absolue de leur ensemble et à l'intensité de leur jeu vigoureusement charpenté qui sculpte tous les détails de la polyphonie avec une grandeur impressionnante. Rendant admirablement la continuité intérieure, la flux profond de ces polyphonies très denses qui sont l'âme du quatuor, peut-être assombrissent-ils à l'excès le Troisième Quatuor, opus 67, de Brahms, que l'on voudrait plus allusif, transparent et viennois ; en revanche, quelle fantastique interprétation les danses du huitième Quatuor de Chostakovitch, si tragique malgré les danses sauvages qui parsèment cette méditation.

Mais la musique parfois déborde à l'extérieur du château. Le 29 mai, on attend à Grignan plus de cinq cents instrumentistes et deux mille auditeurs pour une fête qui réunira les musiciens de la Drôme de tous niveaux et de tous ordres : chorales, groupes de musique de chambre, ensembles de jazz, fanfares, à l'appel de l'Association départementale pour la diffusion et l'initiation musicales.

Depuis 1978, le conseil général mène en effet, grâce à cette ADDIM dirigée par Alain Brunet, une politique très ambitieuse qui vise à la fois l'éveil musical des enfants dans les soixante-dix communes rurales, la formation des adultes et une diffusion très large des concerts à l'intérieur du département, appuyée sur une vie associative développée. Le Festival Bach de Saint-Donat, les Semaines de musique contemporaine de Romans, l'Académie de musique de chambre de Valence ne sont que les manifestations les plus connues d'une action multiforme particulièrement riche.

1. L.

* Dernier concert du cycle de Grignan le 8 mai, à 17 heures, avec le Quatuor Amati (réservation : (75) 46-51-56). ADDIM : cour Saint-Ruff, 26000 Valence, Tél. : (75) 42-00-07.

Théâtre de la Bastille
357 42 14 a partir du 6 mai 21 h

« DESCRIPTION D'UN COMBAT » / / / / / FRANZ KAFKA / / / / /
Mise en scène de Jean-Claude Fall

PALAIS GARNIER - VENDREDI 13 MAI - 20H

SOLISTES
V. DIETSCHY, H. GARETTI, E. RANDOVA,
A. RINGART, E. SAUROVA, J. TAILLON,
R. CORAZZA, J. DICKIE, M. HÖLLE,
S. NIMSGERN, S. JERUSALEM,
M. RINTZLER, M. SALMINEN,
H. WELKER.

DIRECTION MUSICALE
SIEGFRIED KURZ

CONCERT WAGNER
ORCHESTRE NATIONAL DE L'OPÉRA

DAS RHEINGOLD
(L'OR DU RHIN)

PRIX DES PLACES : 35 A 400 F - RENSEIGNEMENTS : 742.57.50

TOCHTKHOV

« Les images qu'il projette dans le vaste espace scénique sont de toute beauté », Jean-Paul HAN (Nouvelles littéraires).

« Histoire de famille » est une œuvre admirable, aux images magnifiques, très bien mises en scène par Jean-Louis Benoit, Michel CURNOT (le Monde).

« Courts récits que la troupe de l'Aquarium a réuni pour faire un spectacle d'une beauté perceptible », Josika SCHIDLOW (Télérama).

Après 4 mois de succès

DERNIERE LE 15 MAI

GUY BEDOS
au Gymnase

LOC. 246.79.79

Enregistrement public du spectacle sur disque RCA PL 37748 - Cassette PK 37748

MERCREDI

BETTE MIDLER
LA FLAMBEUSE

United Artists

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

«Admirable portrait de la société... Un événement à ne pas manquer» Claude Baignères (LE FIGARO)

«Une jolie chronique habilement contée... On en sort ravi» Gérard Lenne (TELE 7 JOURS)

«Une étonnante saga sur la sexualité, la famille, les heures et malheurs du mâle américain. On rit beaucoup...» Pierre Billard (LE POINT)

«On retrouve là le grand George Roy Hill, celui de "Butch Cassidy et le Kid"... A voir absolument» J.F. Tamowsky (20 ANS)

Garp

LE MONDE SELON

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

ZOD ZODIAQUE - Carrefour de l'Esper (533-48-55), 20 h 30.

LES HÉRITIERS DU DIMANCHE - Confiance (387-67-38), 20 h 30.

LES TROYENNES - Grand hall Montargis (296-04-06), 20 h 30.

UN ASCENSEUR A LA MER - Le Carrière (544-57-34), 18 h 30.

LES DIX PETITS NÈGRES - Théâtre Bernard (522-08-40), 21 h.

SAMOURAI EXCESSIF - Atmosphère (249-74-30), 20 h 30.

L'ORESTE D'EURIPIDE - Crotus-Solima, salle municipale (976-20-29), 20 h 45.

DESCRIPTION D'UN COMBAT - Bastille (357-42-14), 20 h 30.

HORS PARIS

LA ROCHELLE - La Scintille, (par le Théâtre «Singulier») à la maison municipale des jeunes (46) 41-45-62, jusqu'au 11 mai.

TOURS - Spectacle Quai: le Commanche agricole, Edouard et Agrippine par la Comédie de Touraine (47) 05-21-99 jusqu'au 11 juin.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : Romeo et Juliette.

SALLE FAVART (296-06-11), 18 h : Conférence - M. Cadieu.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Le Médecin volant Amphitryon.

CHAILLOT (727-81-15), Grand foyer, 18 h 30 : Le Corps réfractaire.

PETIT ODÉON (325-70-32), 18 h 30 : Les Sabes mouvants.

T.E.P. (797-96-06), 20 h 30 : Erendira.

T.E.P. décentralisé : 21 h : Le Rouge aux lèvres.

BEAUBOURG (277-12-33), - C. cinéma/révisé : Nouveaux films B.P.L. à 13 h. Oscar Niemeyer, à 16 h. Le Triangle de Minzian, à 19 h. Histoire des trains : trains d'Afrique - Images de l'Inde : 18 h : Seva Sangh Samiti : un espoir pour les enfants de Calcutta ; Ils rendront la terre fertile. Les Casseurs de pierre ; à 21 h : Ravi Shankar, Ram Narayan. - Châtaignier : voir cinématographique.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-33), 20 h 30 : Victor Hugo visionnaire.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), 18 h 30 : Edda Moser ; à 20 h 45 : Le Maître et Marguerite.

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : Les Joyeuses Comédières de Windsor.

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), 18 h 30 : Immobile.

ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 : Coup de soleil.

ARTS-HERBERTOT (387-23-23), 21 h : Ouvrage aux heures mures.

ATELIER (606-49-24), 21 h : Le Neveu de Rameau.

ATELIER DE RECHERCHES THÉÂTRALES (636-06-68), 20 h 30 : La Dernière Raison.

BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 : La Cérémonie.

CARTOUCHERIE - Aquarium (374-90-61), 20 h 30 : Histoire de famille ; Temple (329-36-56) : 1 : 20 h 30 : La Poupée ; II : 21 h : Les Amis de Monsieur Gazon.

CINQ DIAMANTS (580-18-62), 21 h : Monsieur Mord.

du 6 au 8 mai

AU TEMPS DES MONTGOLFIERES

LE LOUVRE
DES ANTIQUAIRES
2, PLACE DU PALAIS-ROYAL PARIS
TEL. 297.27.00

OUVERT DU MARDI AU DIMANCHE DE 11 H A 19 H

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-28 +

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 6 mai

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), 20 h 30 : Odele Vania - Rose, 20 h 30 : Le Devoir - Grand Théâtre, 20 h 30 : Ramo et Juliette.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Revisé d'après l'Élysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 21 h : Commissaire Nicole Bonin.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : Noblesse et bourgeoisie.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 18 h 30 : Si Guitry n'était chanté ; 20 h 30 : Lune et l'autre.

CONSTANCE (258-97-62), 20 h 45 : Noces de sang.

ÉDOUARD-VII (742-57-49), 21 h : Joyeuses Piquettes.

ELDORADO (208-45-42), 20 h 30 : Azah.

EPICURE (272-23-41), 18 h 30 : le Crime du professeur Lebret ; 20 h 30 : les Femmes savantes.

ESCALIER D'OR (523-15-10), 20 h 30 : Don Quichotte ; 22 h : Abraham et Samuel.

ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : Terminal.

ESPACE-MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : le Mariage de Figaro ; 20 h 30 : la Monnaie.

FONDATION DEUTSCHE DE LA MEURTHE (258-47-55), 21 h : le Paradis perdu.

FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : Vive les femmes ; IL 22 h : Si Joly.

GATE-MONTMARTRE (322-16-18), 20 h 30 : Des jours et des nuits.

GALERIE 55 (326-63-51), 21 h : Play it again, Sam.

GYMNASÉ (246-79-79), 21 h : Guy Bedos.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Comédie humaine ; 20 h 30 : la Lappe ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres.

JARDIN D'HIVER (255-74-04), 21 h : Transit.

JEUNE THÉÂTRE NATIONAL (271-51-00), 21 h : Crotus-Solima.

LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.

LUCERNAIRE (544-57-34) L 20 h 30 : Tonik Blues ; 22 h 15 : Archéologie ; IL 18 h 30 : Fragments ; 20 h 30 : la Noce.

MAISON DE L'ASIE (580-04-73), 21 h : la Mégariste de verre.

MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : l'Avantage d'être comédien.

MARIGNY, Salle Gabriel (225-20-74), 20 h 30 : Petite suite, 18 h 30 : On-Said.

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dit que au lit.

MICHOUDÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Vison voyageur.

MONTMARTRE (320-89-90), 21 h : R. Devos ; Petite Montmartre, 21 h 15 : l'Assommoir.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Emménagement.

ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah ou le Cri de la langouste.

PALAIS DES GLACES (607-49-93) Pe-des salles, 20 h 45 : la Naissance.

PALAIS-ROYAL (297-59-51), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.

FLAÏSANCE (320-00-06), 20 h 30 : l'Homme qui rit.

POCHE (548-92-97), 21 h : Vera Baxter.

RANELAGH (288-64-44), 20 h 30 : Phé-dre.

SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : Six heures plus tard ; Théâtre de Bonnard.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 20 h 45 : le Fantôme des jokers ; 22 h 30 : Huit clos.

STUDIO-THÉÂTRE 14 (545-49-77), 20 h : Et nos amours ; 21 h 30 : les Burling-gues.

TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79) L 20 h 30 : Freud ; 22 h : l'Ennemi des jours ; IL 20 h 30 : Huit clos.

TH. DE DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Si Marilyn.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait ça on nous dit de faire.

THÉÂTRE DU LYS (327-88-61), 19 h : Desmède, Durand, on m'a qu'il s'a ; 20 h 30 : Tout avec Tin Do, si tu peux ; 22 h 15 : le Monto-plais.

THÉÂTRE DE MENILMONTANT (225-26-47), 20 h 30 : En attendant Godot.

THÉÂTRE DE LA MER (671-47-61), 20 h 30 : les Hommes et la nuit.

THÉÂTRE DE PARIS (280-09-30) L 20 h 30 : Peines de cœur d'une chatte an-

glaise. IL 20 h 30 : Groupe Non Sens de Prague.

THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure compacte.

THÉÂTRE DE LA PLAINE (250-15-45), 20 h 30 : la Ménagerie de verre.

THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : l'Opéra de quat'sous.

THÉÂTRE DU BOND-POINT (256-70-80), - Grande Salle, 20 h 30 : l'Amour et la danse ; Petite salle, 20 h 30 : les Esclaves.

THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : la Croix en l'air ; 20 h 30 : Merci Agrippine.

VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : l'Éb-que.

Les cafés-théâtres

ATHLETIC (624-03-83), 21 h 30 : Homo Tap Dance.

AU BÉC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahu ; 22 h : le Président.

BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Touches pas au fichti.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-64), L 20 h 15 : Avanti - M.C. ; 21 h 30 : les Démones London ; 22 h 30 : les Sacré Monstres. - IL 21 h 30 : Qui a tué Betty Grand ? ; 22 h 30 : Version originale.

CARÉ D'EDGAR (322-11-02), L 18 h 30 : Laissez chanter les cloches ; 20 h 15 : Tiens, voilà deux bouddins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : l'Amour, c'est comme un bateau blanc. - IL 20 h 15 : Les bleus sont fatigués ; 21 h 30 : De la fantasia dans l'orange ; 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le berceau du génie.

CARÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h 15 : M. Laguerre ; 22 h 30 : Roalser ; 22 h 15 : Tragédie au radar.

LE FANAL (233-91-17), 20 h : Attendez la faulx ; 21 h 15 : l'Amant.

LA GAGEURE (367-62-45), 20 h 30 : Ce n'est pas si grave une femme ; 22 h : Peines d'hommes.

LES LUCIOLES (326-51-64), 19 h 30 : Si j'étais su ; 20 h 45 : Mieux vaut star que jamais ; 22 h 15 : A. Gould.

PATACON (606-90-90), 20 h 30 : Un silence dans la tête ; 22 h : F. Montadon, F. Lory.

LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Essayez, c'est pas sorcier ; 22 h 30 : Guide des conventions 1919.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Trauches de vie ; 21 h 30 : Elle vaît des géants parcou.

RESTO SHOW (508-00-81), 20 h 30 : le Chemin des dames ; 22 h : Hommage à J. Cocteau.

SÉNTER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 21 h 30 : A poil.

SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93), 20 h 30 : Le monde est petit, les Pygmées aussi ; 22 h : M. Sergeant.

LA TANIÈRE (357-74-59) L - 20 h 45 : J. Bernard, Emery ; 22 h 30 : L. Capet. - IL 21 h : l'Amant Érotic Man.

LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phé-dre ; 21 h 30 : Apocryphe Na ; la Timbale ; 22 h 30 : Triboulet.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (606-07-48), 18 h 30 : les Voyages d'Yves Tebeuf ; 21 h 30 : l'air pour chéri ; 22 h 30 : Romelette et Juliette.

VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h 30 : M. Musson ; 22 h : Festival G. Couté.

La danse

AMERICAN CENTER (321-42-20), 21 h : Tim Miller.

CENTRE CULTUREL DE L'ABBAYE (354-30-75), 21 h : Sore.

CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 45 : Rite pour une pastorale (Maitreyi, création chorégraphique).

ÉGLISE SAINT-MERRE, 20 h 45 : Ballet A. Roux.

TEL 18 (226-47-47), 20 h : Dernier avis avant possible.

Les concerts

CENTRE ROSENDOFFER, 20 h 30 : Ph. Corré, E. Exerjian (Fauré, Taillefer, Schubert...).

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : voir le 5.

RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 20 h 30 : Noveau orchestre philharmonique, dir. : J. Semlov (Brahms, Scriabine).

LUCERNAIRE, 21 h : Voir le 5.

FIAP, 20 h 30 : M.-L. Charnacq, F. Hommelo (Boccherini, Schumann, Fauré).

SALLE CORTOT, 21 h : Trio Ludwig (Ravel).

SALLE GAVEAU, 21 h : Quatuor Enesco (Dindy, Ohsa, Nigg...).

ÉGLISE SAINT-PIERRE DE MONTMARTRE, 21 h : Musique ensemble (Bach).

ÉGLISE ALLEMANDE, 20 h 30 : P. Gazi (Bach).

ÉGLISE DES BILLETTES, 21 h : Ensemble vocal A sé voz (Gossuoli).

THÉÂTRE EN RONDE, 21 h : les Musiciens de Louvre, dir. : M. Minkowski (Bach).

CENTRE CULTUREL ARMÉNIEN, 21 h : J.-C. Michel.

TRIAXION DE BAGATELLE, 12 h 30 : voir le 5.

BIBLIOTHÈQUE LANCERY, 20 h 30 : musique traditionnelle vietnamienne (Yun Quang Hai, Bach Yen).

ALLIANCE, 21 h : musique du Pakistan.

Jazz, pop, rock, folk

ATMOSPHÈRE (249-74-30), 23 h : A. Rodriguez.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Ch. Slide Sextet.

CHATEAU PARC DE LA VILLETTE (241-18-99), 21 h : L. Ferré, Font et Val.

CHAPÉLLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : Be-Che.

DEPOT-VENTE (637-51-87), 21 h 30 : Rockin Rebel.

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : L. Nik-top.

MANU MUSICALE (238-05-71), 21 h 30 : Sektor International.

MULTIATLITÉ (329-12-99), 21 h : Nass el Ghivane.

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : Albus Dunder.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : Tania Maria.

PETIT JOURNAL (326-28-99), 21 h 30 : Métropolitain Jazz Band.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : New Badini Swing Machine.

SLOW CLUB (231-84-30), 21 h 30 : S. Guenak, B. Vasseur.

SUNSET (261-46-60), 23 h : Minas Gera.

En région parisienne

ARGENTEUIL, CCM (961-25-29), 20 h 45 : Cie S. Kouton.

AUBERVILLIERS, Th. de la Commune (833-16-16), 20 h 30 : la Peau dure.

BAGNEUX, Th. Victor-Hugo (253-12-07), 21 h : Holocaustum.

BORIGNY, MC (831-11-45), 20 h 30 : le Cosmos.

BOURG-LA-REINE, Cael (663-76-96), 21 h : C. Ribeiro.

BOUSSY ST-ANTOINE, la Ferme (900-98-37), 21 h : le Maître d'épave.

CHATEAU DE BRETEUIL
DIMANCHE 8 MAI, à 17 heures
le grand succès
A LA RENCONTRE DE MARCEL PROUST
de Martine de Breteuil
avec les comédiens de l'Orangerie
Réservation
052-05-11 ou 052-05-02

DUNOIS
28, rue Dumas, 75013 Paris - 584.71.00
Samedi 7 et dimanche 8 mai 20 h 30
Richard RAUX
HAMBRA MUSIC CREATION 83
10 musiciens
Coffret avec le concert de la création de la Musique de l'Académie de la Culture.

CHAI LO
THÉÂTRE NATIONAL

LE CORPS A REFAIRE
Marcel Bozonnet • Christian Benedetti

Grand Foyer Forme brève

Du 20 avril au 20 mai à 18h30.
Relâche dimanche soir et lundi. 727.81.15

NOUGARO

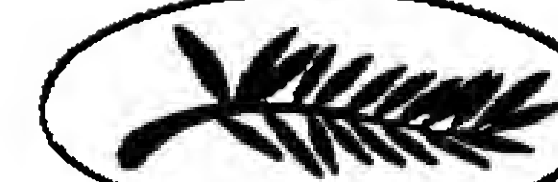
22 MUSICIENS ET MISE EN SCÈNE DE DIDIER FLAMAND

inter Par téléphone : 828.40.90

AU PALAIS DES SPORTS A PARTIR DU 24 MAI

LOCATION OUVERTE : FNAC et toutes agences
PALAIS DES SPORTS de 12 H 30 à 19 H 00

36^e FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM
CANNES 7-18 MAI 1983



هك من الأول

DIPLOMATIE

DE M. MITTERRAND

Les résultats de l'économie chinoise pour 1982 révèlent une progression record des investissements

Pékin. — Les Chinois seraient-ils fâchés avec la planification ? L'écart est tel entre les prévisions qui avaient été faites pour le développement économique en 1982 et les résultats effectifs, rendus publics le vendredi 29 avril, qu'on doit sérieusement se poser la question. D'autant que la planification, dans ce pays, connaît depuis vingt-cinq ans une crise de conscience.

Modeste dans ses ambitions, le plan prévoyait en 1982 une croissance économique sage, comparable dans ses grandes lignes, à celle de 1981. Le mot d'ordre était : assurer 4 % d'augmentation, essayer d'atteindre 5 %. Cette prudence a été bousculée par un dynamisme de l'appareil productif qu'on est tenté de qualifier d'impétueux. Dans les faits, la valeur de la production industrielle et agricole a progressé, en termes comparables, de 8,7 % par rapport à 1981. Le bond est spectaculaire dans l'agriculture : + 11 % (le plan prévoyait + 4 %). Il l'est moins dans l'industrie : + 7,7 %, mais il n'est pas moins un doublement de l'objectif fixé (+ 4 %). Le revenu national, quant à lui, a augmenté de 7,4 %.

Ces chiffres ne laissent pas de surprendre. D'abord par leur ampleur, ensuite parce que, au début du mois d'avril, un responsable de la commission économique d'Etat en avait annoncé des résultats différents. Le bureau des statistiques aurait-il procédé dans le courant du mois dernier à d'ultimes vérifications ? Tout juste est-il qu'à l'époque il avait été indiqué que la valeur de la production industrielle et agricole en 1982 avait augmenté de 7,3 % par rapport à 1981 et le revenu national de 6,3 %. Pour la récolte de céréales, un

chiffre de 344,3 millions de tonnes avait été donné. Or le chiffre définitif s'établit au niveau record de 353,4 millions de tonnes, soit une vingtaine de millions de tonnes au-dessus du précédent record, datant de 1979.

Autre sujet de perplexité : pour la première fois, le communiqué du plan se réfère à la notion de produit national brut (1), dont il est dit qu'en dehors des secteurs productifs il inclurait les services commerciaux, et pour lequel est avancée une valeur de 989,4 milliards de yuans. Rapporté au chiffre de la population (un milliard quinze millions de personnes à la fin de 1982), ce chiffre donnerait un P.N.B. par tête supérieur à 500 dollars. Or les estimations, globalement retenues, de la Banque mondiale font état, pour 1980, d'un P.N.B. par tête de 290 dollars. La progression, en deux ans, aurait donc été supérieure à 70 %, ce qui, a priori, laisse rêveur, compte tenu des résultats médiocres de l'année 1981.

Anomalies

Ces points d'interrogation, voire ces anomalies, attirent une fois de plus l'attention sur la situation fragile des statistiques chinoises. Le bureau des statistiques a en beau s'efforcer ces dernières années, son appareil reste encore très réduit (environ quatre cents personnes) par rapport à l'ampleur de la tâche. A cela s'ajoute le phénomène bien connu consistant pour les entreprises à présenter des résultats qui « pendent dans le sens du vent ». Cette

habitude aboutit à amplifier les oscillations de la politique économique.

Ces faiblesses structurelles ne sont, toutefois, que partiellement responsables de l'ambivalence de la machine économique l'an dernier. En se fixant des objectifs volontairement modérés, tout en admettant à demi-mot la nécessité d'une certaine relance après deux ans de politique déflationniste, les dirigeants chinois avaient créé eux-mêmes les conditions d'une telle situation. Sans doute faut-il comprendre aussi que, dans ces circonstances, ils n'ont pas pu ou pas voulu résister à la poussée productiviste venant de la base. Comment expliquer autrement la véritable explosion des investissements, en progression de plus de 25 % par rapport à 1981, alors qu'en principe les sommes consacrées aux seuls investissements de base auraient dû initialement diminuer. Trente-huit milliards de yuans (2) étaient prévus à l'origine à cet effet, alors que le montant des investissements nouveaux avait été de 42,8 milliards en 1981. Assez vite, le chiffre de 38 milliards, pourtant avancé au mois de mai, alors que l'année était déjà bien entamée, avait été révisé et porté à 44,5 milliards. Il a été en réalité de 55,5 milliards de yuans.

Un dépassement supérieur à 10 milliards de yuans de l'objectif fixé pour les investissements dans les secteurs de base ne s'était produit, auparavant, que trois fois depuis 1949. Les investissements couverts par le budget de l'Etat, au lieu d'être de 18,6 milliards, se sont élevés à 27,7 milliards de yuans, représentant la moitié du total. Si l'on tient compte des 29 milliards consacrés en principe — mais il y avait beaucoup à dire à ce sujet — à la modernisation des entreprises (+ 25 % par rapport à 1981), on arrive à un total d'investissements record de 84,5 milliards de yuans.

Une telle évolution d'ensemble ne pouvait que favoriser l'industrie lourde. C'est effectivement ce qui s'est passé. En recul de près de 5 % en 1981, celle-ci a progressé de près de 10 %, tandis que l'industrie légère, dont le taux moyen de croissance de 1979 à 1981 s'était établi à environ 14 %, voit sa production augmenter de seulement 5,7 %. Selon des chiffres récents, la valeur de la production dans ce dernier secteur, ainsi que dans les textiles, pendant le premier trimestre de 1983, serait encore en diminution de 1,8 % par rapport au premier trimestre de 1982. Pour la même période, la production d'acier et celle de l'industrie mécanique seraient, en revanche, en forte hausse.

Logiquement, une telle orientation aurait dû entraîner un relèvement du taux d'investissement. Celui-ci était tombé à 28,3 % du revenu national en 1981, contre 36 % en 1978. Le responsable du bureau des statistiques a affirmé que le chiffre de 1982 n'était « pas encore définitif », ce qui paraît tout à fait étonnant, — mais qu'il devrait être comparable à celui de 1981, ce qui n'est pas moins surprenant.

Faible croissance de la productivité

Le développement extensif suivi l'an dernier pose, en outre, aux responsables politiques, une fois de plus, le problème de l'efficacité de l'appareil économique. Sur quarante-cinq moyens et grands projets jugés prioritaires, et dont la conclusion était attendue pour la fin 1982, trente-trois n'ont pas pu être achevés à temps. Autre phénomène paradoxal : en raison de la voracité de l'industrie mécanique et sidérurgique — la production d'acier a été de 37 millions de tonnes au lieu des 34 millions prévus — et de l'effort en matière de construction de logements (un quart des investissements de base), la part relative de secteurs pourtant considérés comme essentiels — tels que l'énergie ou la recherche scientifique — tend à diminuer. La proportion des investissements énergétiques par rapport au total des investissements est passée de 20,6 % en 1981 à 18,3 % en 1982. La basse efficacité de l'appareil économique est reflétée aussi par la faible augmentation de la productivité dans les entreprises industrielles d'Etat (+ 2,3 %). A titre d'exemple de cette efficacité insuffisante, le communiqué officiel indique que le coût de production de produits comparables n'a baissé d'une année sur l'autre que de 0,04 %. Autre indice négatif : pour 100 yuans de valeur de production industrielle, l'Etat n'a touché, sous forme de taxes ou de versements de profits, que 24,6 yuans au lieu de 25,5 yuans en 1981.

Sur un plan quantitatif, donc, les motifs de satisfaction qu'apportent

les résultats de l'année 1982 sont nombreux, comme le montre, entre autres, le dépassement des objectifs pour la production de charbon (666 millions de tonnes au lieu des 625 prévus) ou d'électricité (327,7 milliards de kilowattheures, au lieu de 313 milliards selon le plan, et 309 milliards en 1981). Les raisons qu'ont les responsables de se réjouir sont beaucoup moins évidentes si l'on prend en considération l'aspect qualitatif des choses, du moins pour ce qui concerne la production industrielle.

Les dirigeants chinois peuvent, cependant, se féliciter du bon rendement de la production agricole, malgré des investissements en diminution relative, ainsi que des résultats du commerce extérieur. A deux ou trois exceptions près, l'ensemble des productions végétales enregistre une forte progression de la production (céréales : + 8,7 % ; coton : + 21,3 % ; oléagineux : + 15,8 % ; thé : + 16 %).

La réduction en chiffres absolus des importations (35,7 milliards de yuans, en baisse de 2,7 %) et une poussée notable des exportations (41,4 milliards de yuans, soit une augmentation de 12,7 % en prix courants et de 6,3 % en prix constants) ont permis de dégager un solide positif assez substantiel d'environ 5,6 milliards de yuans (à peu près 2,8 milliards de dollars). L'an dernier, après deux années de déficit, les échanges extérieurs de la Chine avaient été équilibrés.

M. L.

(1) L'Agence Chine Nouvelle, dans son compte rendu, n'a pas utilisé l'expression de produit national brut, qui figure dans le communiqué officiel du bureau des statistiques, mais celle de « produit total de la société », qui ne prend pas en compte les services, à l'exception du commerce.
(2) 2 yuans = 1 dollar.

TONTON MARCEL NE DECOLLE PAS.



TONTON MARCEL CAPITAINE D'INDUSTRIE PAR REGIS FRANC. casterman

Découvrir la CHINE

LIVRES ET REVUES EN FRANCAIS ET EN CHINOIS Catalogue sur demande
Librairie LE PHENIX
72, Bd de Sébastopol
75003 Paris
272 70 31

QUELLE ERREUR

de vendre séparément ses meubles anciens et ses meubles modernes !
Au DEPOT VENTE DE PARIS - le spécialiste des successions - 81, rue de Lagry (209) tel. 372.13.91, vous obtiendrez le meilleur prix total des meubles anciens ajoutés à votre électro-ménager, vos meubles, livres et autres bibelots modernes.

TONTON MARCEL ET L'ONCLE SAM.



TONTON MARCEL CAPITAINE D'INDUSTRIE PAR REGIS FRANC. casterman

Pour l'annulation du visa d'entrée en France pour les Latino-Américains

Le gouvernement français a décidé, le 1^{er} novembre 1982, d'établir pour tous les Latino-Américains un visa d'entrée en France. Chacun connaît les conditions dramatiques dans lesquelles bien des travailleurs et jeunes Latino-Américains sont obligés de quitter leur pays et la répression à laquelle ils tentent d'échapper. Nul n'ignore combien il est difficile de réunir des familles séparées par des milliers de kilomètres à cause de cette répression. Une telle mesure ne peut qu'ajouter encore de nouvelles difficultés à une situation déjà précaire et dresser de graves obstacles aux conditions d'exercice du droit d'asile. Elle impose de nouveaux barrières à l'aspiration de nombreux jeunes, intellectuels et travailleurs latino-américains qui cherchent une ouverture culturelle vers la France. Elle ne peut que contribuer à affaiblir les liens traditionnels d'amitié et les relations historiques privilégiées entre la France et les peuples d'Amérique latine.

Les souverains, attachés aux libertés, soucieux de la libre circulation des hommes dans le monde, demandent au gouvernement de revenir sur cette décision et d'annuler l'exigence de visa d'entrée en France pour les citoyens latino-américains.

ACAL (Ass. cult. d'Amérique latine) - BARTH Maudice (Droits de l'Homme, CIMADE) - BARROIS J.-P. (secr. gén. Librairie Pléiade, Paris) - Jeanne Peintre - Pour Synd. Nat. Peintres-Graveurs - BALAS LAISNE, RATEMAN, BILLON, CASALIS Georges (Mét. - Christianisme social) - Cal. Républicain (CORREA) - ECHIVAINS de de BRAUVOIR Simon - BOAL Augusto - CORTAZAR Julio - DUORNE A. - BARBIRO-SAGUIER E. - ETIEMBLE René - FAYE J.-P. - FURTADO Celso - HOEFER (R.F.A.) - HOLZMAN M. - JEREZ P. - MILLAN G. - RIBEYRO J.R. - SKARHETA Antonio - GUATARI FRED - JOURNALISTES - ANDRADE - ARNALDO A. (Revista Pelimpasta, Rome) - FAVRE L. (Trib. International) - GEZEF - LAMBERT P. - LARA Omar (dir. Revue Tréca, Madrid) - MURAT C. - PENAM CINEASTES - FIGUEROA Liza - GUILLOUET C. - SERAN Paul - COMEDINIENS-MUSICIENS - BALDI - CEDRON Juan - GALINDO KOLMALSKI - LABOURIER D. - METAYER A. - FLOMASKI - GUYON - QUILLAN - SAINT-PIERRE M. - VELASQUEZ M. - PEINTRES-SCULPTEURS - ALYSKEWYCZ - AUGEREAU - BALMES - BARBE - BELLENGER - CARRERA - COGOLLO FERIA - GEMINIANI - GUIMBERT - KULIANOS - MARCEL MERKODO - NUNZ - PELL - PADRON - SULIC - SORIANO TANGUY - VALADEZ - ZAMORA - GUTIERREZ - MEXICAINS - GUERMAN - ROSENBAUM W. - RECOULES - ARCHE - AVOCATS - ACHANUT - AUGER C. - BEAUMIER - BEAUVILLARD - BOUCHE - COTTA - DECHEZELLES - FRAISSE - GUMUCHO - RICHARD - SYNDICALISTES - DESCAMPS E. - CAILLAT R. - AUTRES - Résidents Ass. de San Edm. - ARNALDO - ARNALDO - BUANCY - CHARLOU - COBONDE - DE LEON - GIRARD - IBARRA de PIEDRA (candidats él. prés. Mexique) - NICOLAS, élu 94, etc. UNIVERSITAIRES - E.F.A. - AVARIA A. - SCHOFF F. - Holmstedt - HARTOUG - KOCH - TORERO - LEBEAL - CHRONCHOL J. (Greenwich) - GEOS CL. (Vies des) - COLIN - DELAVALD C. - RABENOR - A. - GARCIA - MATIAS G. - ROJAS W. - Fuchs H. - FELI - MELON - REDONDO - ROSALES - VERDEVOYE - VILLADAPIERNA - Paris-VII - ARROYO (dir. CENTRAL) - BROUE M. - FOUGEYROLAS - GODEMENT - GONZALES - LE BELLIER - MARTIN - MATTELABT - STORA - Paris-VIII - ARDITTY - CORONA - COUDEL - YURKIVITCH - Paris-VI - BENNETT - BIDARD - DELPRAT - LA FRADILLE - ENRIQUEZ - FERRERAS - FRANCES - HANEN - LEGRAS - NICOLAI - THWINK - POLY - ROLLINAT - SAINT-LU - SCHWEITZER - THIBETARD - VALIER - Amiens - SALAMA P. - Grasseville - BROUE P. - FREY - MARIE - URIBE-SANCHEZ - Elnas - MARTINEZ - TESSIER - Toulouse - GUILARD - C.N.R.S. - BESSA - BYE - DELAPIERRE - GRENIER - OMNAMI - REAL - ORTIZ - MORENO, etc.

ENSEIGNANTS - BERNARD - BIANCHI - BOULME - CORONADO - GERAUD - GUILBA - GUETTA - GRISSEY - MARIE J.J. - SIMONET-VEIGA, etc. D'AMERIQUE LATINE : Secrétaire du Parti des Travailleurs (Brésil) - LULA, président - NITTA I., secr. gén. - BICUDO et CARVALHO - 12 rédacteurs Revue SEMANA - Bogota (Colombie).

Comité pour le défilé des droits et des intérêts des travailleurs et intellectuels latino-américains.

Signatures et soutien : Robert ROLLINAT, 4, rue Lambert, 75018 PARIS.

SALON DES ENSEMBLIERS

L'actualité de la Décoration.



DES PROFESSIONNELS VOUS AIDENT A RÉALISER PLUS SÛREMENT LE DÉCOR DE VOTRE MAISON.

FOIRE DE PARIS
30 AVRIL
12 MAI 83

Des consultations gratuites d'architectes d'intérieur, décorateurs, ensembleurs, pour vous expliquer les bonnes harmonies de couleurs, les proportions, les styles...
Un atelier d'étébénistes spécialisés pour vous apprendre à restaurer et entretenir vos meubles.
Un décor créé pour vous : 500 pièces aménagées, pour vous permettre de choisir votre meuble, dans le style qui vous convient... Contemporain, Louis Philippe, Louis XV, rustique...
Des "BOUTIQUES-DÉCOR", pour trouver les accessoires, bibelots, petits meubles, luminaires, plantes artificielles, qui personnaliseront votre foyer...
Plus de 3000 tapis d'Orient ou modernes, faits main ou mécaniques, pour un placement sûr ou pour le confort de votre intérieur...

PORTE DE VERSAILLES
10 H-19 H Nocturnes mardi et vendredi jusqu'à 22 H 30.

JEUDI 5 MAI 1983, à 21 h 30
SUR RADIO J 91.70 FM

HENRI HAJDENBERG
Pt du RENOUEAU JUIF

APPEL A LA MOBILISATION GÉNÉRALE

DIMANCHE 26 JUIN 1983

Radio J — B.P. 433 — 75161 Paris Cedex 04
Téléphone : 241-99-00

Le Monde
DIMANCHE

Dans son numéro du 8 mai 1983

**Klaus Hornig,
martyr de l'article 47**

Comment un officier allemand refusa
pendant la dernière guerre d'obéir à des ordres
illégaux selon le code militaire
Une enquête d'Alexandre Szombati

Les souvenirs du plus grand danseur d'Hollywood

Avec l'arrivée de « Dancin », la France a les yeux — et les oreilles — tournés vers les *musicals* — made in Broadway ». Le Monde de la Musique de mai rend donc hommage à Fred Astaire, le prince des claquettes. Cet extraordinaire danseur qui fait l'humanité de tous les chorégraphes, a écrit un savoureux livre de souvenirs inédit en France. Vous en lirez de larges extraits dans notre numéro de mai. Surtout ne manquez pas l'épisode de *Ginger Rogers* avec sa robe en plumes...



Savez-vous qu'*Alain Resnais*, pour son dernier film « La vie est un roman », a proposé le rôle principal à *Ruggero Raimondi* en précisant qu'en cas de refus, il renoncerait à son projet ? La célèbre basse explique dans un grand entretien comment et pourquoi son métier d'acteur le passionne et l'enrichit depuis son premier succès dans le « Don Giovanni » de Losley. Car, dit-il : « On ne peut plus se planter sur une scène et porter la main à son cœur quand on chante l'amour. »

Nikolaus Harnoncourt monte « Mitridate » de Mozart à Zurich.

Vous suivrez aussi la suite de notre étude des meilleures enceintes existantes. Enfin le Monde de la Musique, ce mois-ci, a écouté 111 disques et décerné 9 « Choc du mois ».

Tout ce qui est important dans le monde de la musique est dans le Monde de la Musique.

Le Monde de la Musique de Mai
15F chez votre marchand de journaux.

**Le Monde de la
MUSIQUE**
Télérama

AFRIQUE

Côte-d'Ivoire

Reprise du travail dans l'enseignement et le secteur hospitalier

Abidjan (A.F.P., Reuter). — Les établissements du second degré de Côte-d'Ivoire, fermés le 20 avril, ont rouvert dans le calme mardi 3 mai au matin. Les enseignants du secondaire, comme ceux de l'enseignement supérieur, étaient présents sur leur lieu de travail. La situation était analogue dans les principaux établissements hospitaliers de la capitale ivoirienne, où la grève avait été également suivie par les médecins, pharmaciens et dentistes.

Le mouvement avait été déclenché le 18 avril dernier par les enseignants du second degré, qui entendaient protester contre la suppression du logement gratuit, depuis le 1^{er} janvier dernier. Cette décision avait été prise par les autorités ivoiriennes en raison de la crise économique que connaît le pays, dont les principales recettes d'exportation en provenance du café et du cacao ont chuté de moitié du fait de la baisse des cours des matières premières.

Les 27 et 28 avril, certains enseignants du supérieur, puis des médecins emboîtèrent le pas aux grévistes du secondaire, et le président ivoirien décréta la réquisition des grévistes. Ceux-ci seraient révoqués et passibles de poursuites judiciaires s'ils n'obtempéraient pas.

Parallèlement à cette décision, le président Houphouët-Boigny faisait — sans revenir sur la suppression du logement gratuit — un geste envers les grévistes en décidant de se séparer de son ministre de l'Éducation nationale, M. Paul Akoto Yao, et de

confier son portefeuille au docteur Balla Keita, déjà chargé de la recherche scientifique. Le président acceptait en outre que les enseignants expulsés de leurs logements dès le début de la grève, les réintègrent dès dimanche.

A l'occasion de ce mouvement revendicatif, M. Houphouët-Boigny a mis en cause une puissance étrangère accusée de vouloir déstabiliser le pays. Bien que cette puissance n'ait jamais été citée, il était clair pour la plupart qu'il s'agissait de la Libye. Le président ivoirien a fustigé ses « agents », dont le professeur Laurent Mgbogbo, réfugié à Paris. La presse ivoirienne accuse d'ailleurs, mardi 3 mai, le colonel Kadhafi de poursuivre « son idée fixe de déstabilisation de l'Afrique » et croit en décelant la preuve dans les propos qu'il a tenus lors de sa visite, jeudi dernier, à Cotonou, au Bénin. Répondant au discours de bienvenue du président Kérékou, chef de l'Etat béninois, le colonel Kadhafi avait, en effet, déclaré : « Nous devons inciter en permanence les peuples africains à la révolution. »

M. Omar Bongo, président du Gabon, séjourne actuellement à Abidjan pour « une visite de travail et d'amitié », dont la durée n'est pas précisée. Le président gabonais a déclaré qu'il « profitera de l'expérience » du président ivoirien dont il a loué la « sagesse ». Il se propose, d'autre part, d'acheter un terrain à Yamoussoukro, ville natale du président ivoirien, pour y bâtir une ville.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Une commission du Congrès demande l'arrêt des opérations clandestines de la C.I.A. contre le Nicaragua

Tandis que les combats s'intensifient à la frontière entre le Nicaragua et le Honduras, le gouvernement sandiniste a protesté officiellement, le mardi 3 mai, auprès de Washington, contre « une invasion financée par l'administration Reagan ». Les rebelles anti-sandinistes basés au Honduras ont affirmé avoir tué cinquante-quatre soldats nicaraguayens et abattu un avion. De son côté, M. Miguel d'Escoto, ministre nicaraguayen des Affaires étrangères, estime que « deux mille deux cents mercenaires sandinistes » se sont infiltrés au Nicaragua à partir du Honduras. Le gouvernement sandiniste a également protesté auprès des États-Unis à propos d'une « série d'actes de guerre » commis par des éléments contre-révolutionnaires à partir du territoire costaricien. L'activité de la C.I.A. contre le Nicaragua est cependant en butte aux critiques de plus en plus vives du Congrès, comme l'indique le vote intervenu mardi à Washington.

De notre correspondant

Washington. — La Chambre des représentants a infligé, mardi 3 mai, un nouveau désaveu à la politique de M. Ronald Reagan en Amérique centrale : sa commission des services secrets s'est prononcée pour l'arrêt des opérations clandestines de la C.I.A. contre le régime sandiniste. Le vote a été acquis par neuf voix (démocrates) contre cinq (républicains).

Concrètement, la C.I.A. est invitée à retirer son appui aux rebelles — estimés à trois mille cinq cents hommes environ — que ce soit au Nicaragua ou au Honduras voisins. Un délai a été fixé, mais non rendu public.

Pour avoir un effet pratique, cette résolution devrait être adoptée par la commission des affaires étrangères puis par l'ensemble de la Chambre — ce qui est très probable, car les démocrates y détiennent une nette majorité, mais il faudrait aussi que le Sénat, dominé par les républicains, s'y rallie, et ce sera beaucoup plus difficile.

« Nos activités dans cette région sont contre-productives », ont expliqué les promoteurs de la résolution. Non seulement elles n'empêcheraient pas le régime sandiniste d'envoyer des armes aux révolutionnaires salvadoriens, mais elles lui procureraient un soutien intérieur et extérieur tout en encourageant à se durcir.

Convoqués cependant que le Nicaragua et Cuba aient différents mouvements de guérilla, la commission des services secrets de la Chambre a voté d'autre part un crédit de 80 millions de dollars pour aider au grand jour les pays « amis » d'Amérique centrale et empêcher ce trafic d'armes.

Le président Reagan a jugé « irresponsable » le vote de la commission, déclarant que les interventions des États-Unis en Amérique centrale sont « parfaitement correctes ».

ROBERT SOLÉ

Paris entend « que la lumière soit faite » sur le sort des disparus en Argentine

Le gouvernement français ne se satisfait pas de la déclaration des autorités de Buenos-Aires sur les disparus en Argentine (le Monde du 30 avril). Il a demandé, mardi 3 mai, au chargé d'affaires argentin, M. Auge, « que toute la lumière soit faite » sur leur sort.

Le Vatican, par la voix de l'observateur romain de mardi, critique vivement le document argentin, qui « pose des questions nouvelles et plus angoissantes encore si c'est possible ». L'Italie (par la voix du président Pertini, qui dénonce le « cynisme » des Argentins) et l'Espagne ont également protesté.

Simultanément, le gouvernement argentin a déclaré qu'il tiendrait de telles protestations comme « une ingérence flagrante et inacceptable ».

Le Quai d'Orsay a publié mardi le communiqué suivant : « La France marque sa très vive surprise devant une déclaration du gouvernement argentin qui prétend exonérer de toute responsabilité les au-

teurs des exactions commises au nom du maintien de l'ordre public et qui laisse entier le problème douloureux des disparus. Le ministère des relations extérieures a convoqué le représentant de l'Argentine à Paris pour lui rappeler que la France est, pour sa part, résolue à ne pas relâcher ses efforts en vue d'obtenir que toute lumière soit faite, en particulier sur le sort de nos ressortissants dont il demeure sans nouvelles. »

Quinze ressortissants français ont disparu en Argentine de 1975 à 1978 : Marcel Amiel, Robert Boudet, Jean Claudet (franco-argentin), François Dauthier, Yves Domergue, deux religieuses : Alice Domon (franco-argentine) et Renée Duquet ; Marie-Anne Ezrize (franco-argentine), Maurice Jeger, Roger Julien (franco-argentin), Pierre Peguey, Jean-Marcel Soler-Guinard (franco-argentin), ainsi que trois frères : Marcel, Paul et Rafael Tello (franco-argents).

ASIE

Thaïlande

Ancien régent
et premier ministre

**M. PRIDI BANOMYONG
EST MORT EN FRANCE**

Ancien régent et premier ministre de Thaïlande, M. Pridi Banomyong est mort, jeudi 2 mai, à Antony. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Pridi était sans doute l'homme d'Etat le plus prestigieux et le plus controversé de la Thaïlande contemporaine. Ce docteur en droit de l'université de Paris avait été l'inspirateur du coup d'Etat de 1932 qui abolit la monarchie absolue. Socialiste, accusé de « communisme », il dut céder la place aux militaires dirigés par le futur dictateur Phibul Songgram. Il fut successivement ministre de l'Intérieur, des finances et des Affaires étrangères, et fut à l'origine d'importantes réformes.

Régent de 1941 à 1945, alors que le pays, dirigé par Phibul, s'était rangé du côté des Japonais, il organisa clandestinement la résistance à la tête des Thaïs libres et entra en contact avec les Anglo-Américains. Ce qui permit au royaume de ne pas être traité en vaincu en 1945. Premier ministre pendant quelques mois en 1946, très populaire, il dut quitter le pouvoir après la mort mystérieuse du roi Ananda et fut contraint à l'exil, d'abord en Chine, puis en France depuis 1970. Avec lui disparaît le dernier protagoniste de la révolution de 1932, un homme qui, en dépit de la haine que lui voulaient les milieux monarchistes, a laissé une marque profonde dans son pays, enfin un grand ami de la France. — P.deB.

VOTRE FORMATION EN LANGUES

anglais, allemand, espagnol, italien, russe, grec.

Quel que soit votre niveau, apprenez ou perfectionnez vos connaissances d'une ou plusieurs langues étrangères, et préparez à distance un examen professionnel : Chancres de Commerce étrangers, Cambridge, B.T.S., Travaux.

Renseignements à LANGUES & AFFAIRES, Service 2956, 35, rue Collonge, 92303-Levallois. Tél. : 270-81-88. (Établissement privé.)

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
601 F 1 074 F 1 547 F 2 028 F

ÉTRANGER
(par messagerie)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F

2 - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tout les noms propres en capitales d'imprimerie.

هنا من الرجل

05.1.1984

Le Monde

politique

Les déclarations de M. Jacques Chirac

(Suite de la première page.)

Mais le maire de Paris ajoute : « Encore faut-il que le gouvernement ne se cantonne pas dans une attitude obstinée et aveugle, en ne voyant dans l'agitation actuelle, que le produit de quelque complot imaginaire. Les problèmes posés sont de vrais problèmes et appellent de vraies solutions. »

Quant à la préparation d'un avenir plus lointain, le président du R.P.R. assigne à l'opposition un objectif économique et un objectif social.

Au titre du premier, il estime nécessaire, dit-il, de restaurer « l'esprit d'initiative, de créativité et de responsabilité, de reconnaître l'effort et la réussite, car l'État ne peut pas se substituer à chacun ».

Au titre du second, M. Chirac affirme : « Je suis, par principe, favorable à un syndicalisme responsable. Mais les syndicats ne doivent pas s'arroger le monopole de la représentation des salariés, ni confondre le domaine du syndical avec celui du politique », citant des exemples de progrès possibles : « l'assouplissement des horaires et le développement du droit d'expression dans le respect des responsabilités de l'encadrement ». M. Chirac considère comme des acquis irréversibles la cinquième semaine de congés payés, la semaine de trente-neuf heures, et préconise, « la retraite à la carte » à partir de soixante ans. Enfin, il prône « la conclusion d'accords nationaux de branche ou d'entreprise comprenant l'accroissement des gains de productivité ».

L'ancien premier ministre affirme : « Il n'y a pas de contradiction entre le redressement économique et la recherche d'une meilleure justice sociale. »

Ecuménisme, renouvellement, approfondissement

Quant au plan de rigueur du gouvernement, M. Chirac ne cache pas son pessimisme. « On peut s'attendre à une rentrée difficile, nous a-t-il dit, car les échéances seront rudes, les risques d'augmentation du chômage et des prix, les augmentations d'impôts, vont entraîner des revendications accrues à l'automne. Les syndicats risquent de se livrer à des exactions démagogiques. Le projet de budget de l'État pour 1984 va,

sans doute, refléter une nouvelle situation. »

Trois mots-clés guident la réflexion et le comportement de M. Chirac en tant que président du R.P.R. et chef de file de l'opposition : l'écuménisme, le renouvellement et l'approfondissement. Le maire de Paris estime que « la victoire de l'opposition aux élections municipales du mois de mars est due essentiellement au fait qu'elle a su se montrer unie ». Ou tout au moins en donner l'impression. Il lui apparaît donc nécessaire d'accroître encore cette démarche en vue des prochaines échéances et surtout pour « bien convaincre l'opinion qu'une solution de rattachement à la gauche est possible ».

Cette conviction ne s'accroît, précise-t-il, que si les formations politiques de l'opposition donnent pendant assez longtemps des marques tangibles de leur volonté d'union. Selon M. Chirac, ce qui s'est produit en mars dernier apparaît comme un simple accord électoraliste et de circonstance s'il n'était pas suivi d'effets. C'est pour cela que le R.P.R. a repris avec insistance son offre de négociation d'une « plate-forme » commune avec l'U.D.F. obtenant qu'une première rencontre ait lieu le 19 mai. Pour M. Chirac, « l'union ne doit pas être l'unité et dans la coalition chaque parti doit conserver sa personnalité ».

Le rappel fréquent de cette conception par les responsables du R.P.R. présente, de surcroît, l'avantage tactique de faire apparaître l'U.D.F. moins enthousiaste pour emprunter le voie d'une coopération organisée. Afin de prêter l'exemple, le maire de Paris compte se rendre à plusieurs reprises en province afin de rencontrer pour des réunions de travail des maires de l'opposition qui seront regroupés sans tenir compte de leur appartenance partisane.

De même, pour la préparation des élections européennes du 20 mai 1984, le président du R.P.R. est « tout à fait partisan d'une liste unique de l'opposition » et il accepte que celle-ci soit conduite par Mme Simone Veil. Les contacts qu'il a déjà pris avec ses alliés lui font cependant douter que cette solution agréée à l'U.D.F. En effet, ni les dirigeants des formations composant l'U.D.F., ni le président de celle-ci, M. Jean Lecanuet, ni M. Raymond Barre, ni M. Giscard d'Estaing ne semblent voir avec faveur cette éventualité. Au-delà des divers arguments politiques ou tactiques officiellement avancés, toutes ces personnalités redoutent en fait l'autorité politique et le prestige psychologique qui s'attacheraient au chef de file de la liste d'opposition aux élections européennes si celui-ci recueillait, par exemple, la majorité absolue des suffrages dans le pays.

Un tel succès conférerait au vainqueur une puissance avec laquelle il faudrait compter pour l'avenir et notamment pour l'élection présidentielle de 1988. Tandis que des listes

séparées ne recueilleraient chacune qu'un score moyen libérant cette hypothèque. Là aussi, en se voulant irréprochable sur le principe de l'union de l'opposition, M. Chirac contraint ses alliés à une attitude qui va à contre-courant.

Le président du R.P.R. veut, aussi, mettre en lumière « le renouvellement et le rajeunissement profonds du personnel politique qui s'est opéré à l'occasion des municipales ». Le 10 mai, il doit recevoir, à l'Hôtel de Ville de Paris, quelque quinze cents à deux mille maires des communes les plus importantes, élus en mars sous l'étiquette R.P.R. En plus de la création d'une association des élus locaux de son parti, M. Chirac veut « assurer la promotion politique des plus jeunes et des plus dynamiques parmi les nouveaux maires R.P.R. ». Certains brigueuront des mandats législatifs en 1986, d'autres auront des responsabilités dans les organes dirigeants du mouvement, tous sont appelés à collaborer plus étroitement avec le maire de la capitale, non seulement au plan municipal mais, aussi, au plan politique général.

Le R.P.R. reconstruit ainsi un réseau serré sur l'ensemble du territoire, tout comme l'avait fait, par exemple, le R.P.F. après la libération ou le P.S. en 1977. Le vivier de jeunes élus s'est sensiblement agrandi non seulement à Paris mais aussi dans les grandes villes de province et de la banlieue parisienne. Le fief de Chirac s'est ainsi élargi et la nouvelle génération des baronnets dynamiques et ambitieux remplace celle des barons chenus et parfois grognons.

Toutefois, M. Chirac se rend bien compte que le succès de ses partisans et de ses alliés est dû, en partie, à un réflexe de rejet de la majorité au pouvoir et ne traduit pas une adhésion foncière à l'opposition. C'est pourquoi il souhaite procéder sans tarder à « un approfondissement doctrinal afin de donner au corps électoral des raisons positives d'adhésion ».

Conscient des insuffisances, des imprécisions ou même des excès du discours-programme qu'il avait prononcé, le 23 janvier dernier, au congrès R.P.R. de la porte de Versailles, M. Chirac a remis en chantier une réactualisation du « plan de redressement ». Les groupes d'étude qu'il a constitués, les experts qu'il consulte, ne sont pas tous membres du R.P.R., loin s'en faut. Car le projet qu'il élabore le maire de Paris s'adresse à une opinion plus large que celle des militants d'un seul parti politique. Cette doctrine mettra l'accent à la fois sur les libertés réelles et pas seulement formelles que M. Chirac juge aujourd'hui sinon compromises du moins menacées, sur « le redressement économique qui n'est pas compatible avec le collectivisme » pratiqué, selon lui, par la gauche et sur l'action sociale, avec le maintien des avancées déjà réalisées et le développement de la notion des responsabilités.

ANDRÉ PASSERON.

Yoshikawa

Un grand roman Japonais.

Eiji Yoshikawa
LA PIERRE ET LE SABRE

Quand, par la grâce du héros le livre permet toutes les évasions.

Balland

Lisez

Le Monde des PHILATÉLISTES

L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

INFO ESPAGNE
INFO DEVICES
INFO VOYAGES

INFORIBERIA
Tel 720.41.41

UN NOUVEAU SERVICE

IBERIA

LIGNES AÉRIENNES INTERNATIONALES D'ESPAGNE



**PRÊTS AIDÉS PAP.
LA CLÉ
LA MOINS CHÈRE
POUR DEVENIR
PROPRIÉTAIRE**

Bonheur ! Nous sommes chez nous !
Propriétaires, enfin, avec un prêt PAP du Crédit Foncier.
Un prêt aux conditions les plus intéressantes :
- taux d'intérêt en baisse par rapport à 1982 et partiellement avantageux grâce à l'aide de l'État,
- possibilité, sous certaines conditions, de bénéficier de l'APL (Aide Personnalisée au Logement) qui allège les remboursements,
- avantages fiscaux substantiels.

En 1983, 140 000 familles pourront bénéficier d'un PAP du Crédit Foncier.
Comme nous, entrez au Crédit Foncier de France.
Vous y trouverez la clé pour entrer chez vous.

crédit foncier de france
POUR ENTRER CHEZ VOUS, ENTREZ CHEZ NOUS

SIÈGE SOCIAL : 19, RUE DES CAPUCINES - PARIS 1^{re} - Tél. (1) 244.80.00

POLITIQUE

L'Assemblée nationale étend aux agents des collectivités locales les droits et obligations des fonctionnaires de l'État

Un ministre communiste de la fonction publique ne pouvait qu'être tenté d'attacher son nom à une réforme du statut des fonctionnaires. Le P.C. a trop insisté, dans son discours, sur la « grande avancée » qu'a constitué le texte présenté à l'Assemblée constituante de 1946 par Maurice Thorez, vice-président du conseil des ministres — même si le statut de 1946 doit aussi beaucoup à M. Michel Debré et à Yves Fagon, député M.R.P. qui en fut le rapporteur devant l'Assemblée — pour ne pas essayer de tirer le même bénéfice politique de la part de M. Amice Le Pors. Et une Assemblée, comme celle issue des élections de 1981, dont la moitié des membres provient des secteurs public ou para-public, ne pouvait pas se désintéresser des règles régissant la fonction publique. Pourtant la majorité devrait reconnaître

que les grandes règles du statut de 1946 n'avaient pas été par trop bousculées par la réforme de 1959 et les textes qui avaient suivi celle-ci. De plus, les principales modifications qu'elle critiquait, comme les limitations au droit de grève, ont déjà été corrigées depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Restait, quand même, un gigantesque terrain vierge : la fonction publique locale qui jusqu'ici ne bénéficiait pas des mêmes droits et obligations que celle relevant de l'État. Donner aux fonctionnaires des communes, des départements et des régions un statut identique à celui des agents de l'État, permettrait surtout de dissiper les inéquités des fonctionnaires de l'État que la décentralisation va faire passer sous la responsabilité des élus locaux. Telle

est donc la principale innovation des textes dont l'Assemblée a commencé, mardi 3 mai, la discussion. Certes l'opposition peut faire observer qu'imposer aux présidents de conseils généraux les règles régissant leurs rapports avec leurs salariés, semble contraire à la volonté décentralisatrice, puisque jusqu'alors ils en étaient les seuls maîtres. À l'inverse, la majorité est fondée à s'étonner que ceux-ci mêmes qui voyaient dans les projets de M. Defferre une atteinte à l'unité nationale, critiquent une disposition qui va supprimer les disparités entre, par exemple, le cantonnier de Carpentras et celui de Mantes-la-Jolie.

En fait, c'est surtout une divergence fondamentale sur le rôle du fonctionnaire qui a opposé ceux qui siègent au Palais-Bourbon sur les bancs de

droite à ceux qui sont assis à gauche. Au « Si y a trop d'administration ! » des uns, répond le « aux fonctionnaires les tâches les plus nobles ! » des autres. Débat sous-tendu par la discussion de la thèse mise à la mode par M. François de Closets sur les privilèges dont bénéficieraient les salariés protégés par un statut. Dans ces conditions, il n'est guère envisageable que la belle unanimité qui avait fait adopter par tous les constituants de 1946 le statut général de la fonction publique de M. Thorez se retrouve quand l'Assemblée devra voter sur le texte de M. Le Pors. Sur ce sujet aussi, le consensus de la libération est bien mort.

THÉRIER BRÉHER.

L'Assemblée nationale, le mardi 3 mai, entame la discussion du projet de loi portant droits et obligations des fonctionnaires. Ce texte, premier volet de la réforme du statut général de la fonction publique (le Monde du 28 avril 1983), veut améliorer les dispositions du statut adopté par l'Assemblée constituante en octobre 1946 et déjà modifiées par l'ordonnance du 4 février 1959. Surtout, il généralise les règles, jusqu'ici applicables aux seuls fonctionnaires de l'État, à tous les agents des collectivités locales, communes, départements, régions et de leurs établissements publics, comme les hôpitaux.

Dans son rapport fait au nom de la commission des lois, M. Labazée (P.S., Pyrénées-Atlantiques), commence par souligner que la fonction publique est « un instrument essentiel de la cohésion et de l'existence nationales » et qu'elle est « partie prenante d'un puissant mouvement séculaire d'organisation et de socialisation de la société ». Puis, après avoir évoqué « la formidable avancée démocratique constituée par le statut de 1946 », il affirme que l'ordonnance de 1959 a eu « comme fondement une conception bureaucratique » et que les modifications qui lui ont été apportées jusqu'en mai 1981 « ont constitué autant de remises en cause des principes de 1946 ». M. Labazée conclut que, par ce nouveau statut, « la fonction publique s'ouvrira définitivement à un nouvel humanisme qui l'arrachera à la rigidité et à l'ennui, aux satisfactions superficielles de la routine, aux sécheresses de l'individualisme ambivalent ».

Défendant son projet, M. Le Pors, secrétaire d'État chargé de la fonction publique et des réformes administratives, souligne : « Ces mesures

ont concerné la partie la plus socialisée de l'activité nationale, c'est-à-dire celle où s'organisent les tâches les plus nobles et les plus difficiles de notre société parce qu'elles ont l'intérêt général comme finalité ». Il ajoute : « Le gouvernement, premier employeur de France, souhaite donner l'exemple d'une bonne administration des personnes qu'il emploie en fondant leur gestion sur le triptyque : efficacité, responsabilité, liberté ».

M. Le Pors :

Il n'y a pas de secteur abrité

Défendant ses agents, le Secrétaire d'État déclare : « On ne sert pas l'État et les pouvoirs publics comme on sert une société privée, et je le résume, parce qu'ils portent atteinte au service public et, par là, à l'intérêt national, les discours prétentieux et sans fondement scientifique qui opposent un secteur soi-disant abrité à un secteur réputé exposé, afin de dresser les travailleurs de l'un contre ceux de l'autre pour mieux masquer l'identité des authentiques privilégiés et des vrais nantis ».

Puis M. Le Pors explique que ce texte s'articule autour de trois axes : la décentralisation, l'adaptation du secteur public aux évolutions techniques et scientifiques des dernières décennies, l'effacement des « aspects négatifs de la politique des gouvernements précédents ». Il ne cache pas qu'il a fallu résoudre « les difficultés que suscitent la conciliation entre l'harmonisation de la fonction publique d'État et la fonction publique territoriale et le respect du principe de la libre administration des collectivités locales ».

Enfin il rappelle que les trois principes de la conception française de la fonction publique sont « l'égalité, l'indépendance et la citoyenneté » du fonctionnaire.

Prenant à son tour la parole, M. Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, explique : « Créer une fonction publique territoriale est indispensable si l'on veut réussir la décentralisation et la déconcentration tout en offrant aux fonctionnaires des possibilités de mobilité sans imposer aux élus des procédures trop lourdes de gestion. D'autre part, il était urgent de mettre fin à un cloisonnement statutaire qui fait obstacle à de salutaires échanges ». Puis il se félicite de la concertation qui a précédé la préparation de ce texte, affirmant : « Aucun représentant syndical, aucun représentant d'élus ne s'est prononcé contre les nouvelles dispositions ».

Dans la discussion générale, M. Toubon (R.P.R., Paris) commence par affirmer que ce texte « n'est pas réellement novateur », expliquant que « selon notre rapporteur lui-même, dix-sept articles sur vingt-huit sont repris du statut actuel. S'y ajoutent la réaffirmation des principes déjà inscrits dans d'autres textes, tels le préambule de la Constitution de 1946 pour la liberté d'opinion et le droit de grève et la traduction législative de la jurisprudence sur d'autres points ».

Le maire du treizième arrondissement déclare ensuite : « En fin de compte, c'est le cinquième des travailleurs français qui vont se retrouver dans une situation statutaire réglementaire et non pas contractuelle. Près d'un quart, si on y ajoute ceux des entreprises publiques. Voilà la conséquence évidente de votre philosophie étatiste ».

bouc émissaire, le rendant collectivement responsable du chômage des autres », expliquant : « Au travers d'une attaque contre les prétendus nantis, l'opposition développe, surtout depuis mai 1981, une autre conception de l'État : les fonctionnaires ne sont qu'un prétexte dans une stratégie plus globale où la fonction publique, symbole d'un développement non-marchand, devient l'occulte principal ». Puis il estime que « les usagers seront les premiers bénéficiaires » de l'association du fonctionnaire aux missions du service public.

M. Ligot (U.D.F., Maine-et-Loire) voit quatre dangers dans ce projet : l'uniformisation et le gigantisme, parlant d'une « société qui demain s'orientera vers plus de nivellement, de centralisation et d'ennui. La même administration sera partout présente » ; la rigidité et le corporatisme, estimant qu'« on institutionnalise l'intervention syndicale » ; enfin « la priorité donnée aux droits des fonctionnaires par rapport à leurs obligations », jugeant que « la notion de service public est préalable à celle de fonction publique et ne peut être gommée au profit de l'intérêt particulier des agents qui composent l'administration ». L'ancien secrétaire d'État à la fonction publique demande aussi que, au lieu d'« élargir » la grille de la fonction publique, on la fasse « éclater ».

En conclusion, après avoir déclaré : « La France pleure sous la charge de trop d'administration », il prévient : « Ce projet sera de ces textes législatifs que l'opposition, revenue à l'exercice du pouvoir, devra obligatoirement abroger dans beaucoup de leurs dispositions ».

M. Renard (P.C., Aisne) se félicite « que cette réforme soit accomplie par un ministre communiste, sachant qu'elle aura, étant donné qu'elle s'étend à l'ensemble des fonctionnaires des collectivités territoriales, un retentissement au moins égal à celui du statut de 1946 ». M. Foye (R.P.R., Maine-et-Loire) juge ce projet contradictoire avec la décentralisation, expliquant : « Hier vous prétendiez libérer les collectivités territoriales, aujourd'hui vous les enlavez plus étroitement qu'elles ne l'étaient ». M. Lemerle (P.C., Aisne), s'il se félicite de ce projet, craint « que les petites collectivités et en particulier les communes rurales n'aient pas, dans l'immédiat, les moyens financiers » de l'appliquer.

Clôturant le débat général, M. Le Pors répond à M. Ligot : « Ce que

nous faisons durera longtemps », puis il réaffirme que le gouvernement « a le souci de ne rien cacher des rémunérations annexes des fonctionnaires ». Enfin, à propos du statut des élus, il annonce qu'une communication sera présentée lors d'un conseil des ministres du mois de juin et qu'un projet de loi sera déposé lors de la prochaine session d'automne.

La « bonne moralité » n'est plus obligatoire

Abordant l'examen des articles du projet de loi, l'Assemblée nationale débute à l'article premier le champ d'application de la loi : « Les fonctionnaires civils des administrations de l'État, des régions, des départements, des communes et de leurs établissements publics » ; malgré la demande de M. Toubon, le personnel des hôpitaux sera lui aussi régi par ce nouveau statut. L'article 2 prévoit que les « emplois permanents » concernés par ce texte sont occupés « soit par des fonctionnaires régis par le présent titre, soit par des fonctionnaires des Assemblées parlementaires, des magistrats de l'ordre judiciaire ou des militaires » ; contrairement au souhait du gouvernement, l'application de cette règle n'est pas limitée aux emplois à temps complet.

L'article 4 détaille les conditions que doit remplir le candidat fonctionnaire : par rapport à la situation actuelle, il substitue à l'exigence d'une « bonne moralité » la compatibilité de ses fonctions avec les mentions portées au bulletin numéro deux de son casier judiciaire. De plus est supprimée la nécessité d'être « reconnu, soit indemne de toute affection tuberculeuse, concé-

reuse ou nerveuse, soit définitivement guéri ».

La liberté d'opinion des fonctionnaires est garantie par l'article 5 du projet, qui précise aussi qu'aucune distinction ne peut être faite entre eux « en raison de leurs opinions politiques, syndicales, philosophiques ou religieuses, de leur sexe ou de leur appartenance ethnique ». Pour s'opposer à un amendement de la commission et de M. Ducloux (P.C., Hauts-de-Seine), M. Le Pors précise : « La liberté d'expression existe ; le devoir de réserve existe, c'est aux juges administratifs de l'apprécier cas par cas ».

L'article 7 confirme l'existence du droit syndical des fonctionnaires et ajoute que les syndicats ont qualité pour négocier l'évolution des rémunérations avec le gouvernement et, à tous les niveaux administratifs, les « conditions et l'organisation du travail ». De même le droit de grève, qui n'était pas formellement reconnu par les précédents statuts, l'est cette fois, l'opposition voyant refuser ses amendements tendant à le limiter. L'article 9 étend à la fonction publique territoriale les règles traditionnelles pour les fonctionnaires de l'État sur la distinction du grade et de l'emploi et l'interdiction de licenciement pour suppression de fonction. La commission des lois obtient qu'il soit précisé à l'article 11 que les corps de fonctionnaires, qu'ils relèvent de la fonction publique de l'État ou de la fonction publique territoriale, « sont régis par des statuts particuliers à caractère national » mais que leur recrutement et leur gestion « peuvent être, selon le cas, déconcentrés ou décentralisés ».

La suite du débat est renvoyée au mercredi 4 mai.

● M. Valéry Giscard d'Estaing, qui s'adressait lundi soir 2 mai aux étudiants de l'Ecole d'administration John-Kennedy de l'université de Harvard (Massachusetts) a estimé que « en abaissant l'âge électoral à dix-huit ans », il avait « probablement assuré [sa] défaite » à l'élection présidentielle de 1981. Il a souligné, toutefois, que cette défaite avait également traduit le désir de plus en plus grand des Français de s'affranchir de la tutelle que l'État fait peser sur leur vie. M. Giscard d'Estaing y voit, en outre, le résultat de l'influence des moyens d'information et notamment de la télévision : « La télévision a constitué un avantage durant la première année du mandat. Elle est devenue par la suite, un désavantage ».

L'AFT et PIPER
présentant un cycle de préparation au
Certificat d'Études Supérieures de transport international
10 octobre 1983 au 30 juin 1984
pour les titulaires d'un diplôme universitaire ou équivalent de niveau "bac + 4".
Institut Portuaire d'Enseignement et de Recherche
1, rue Emile Zola
76600 LE HAVRE CEDEX

Parlant d'un « contexte de politisation » de la fonction publique, le collaborateur de M. Chirac craint l'organisation d'un véritable système de dépouille légal et explique que « l'administration a des devoirs, essentiellement des devoirs vis-à-vis de la collectivité ». Il ajoute enfin : « L'augmentation du nombre de fonctionnaires dont vous avez largement usé n'est pas une garantie de l'amélioration de leur situation, bien au contraire. Il faudrait mieux, et pour les fonctionnaires et pour les usagers, en stabiliser le nombre pour éviter la dégradation de leurs conditions matérielles ».

M. Sapin (P.S., Indre) commence par critiquer ceux qui « présentent le fonctionnaire comme un

des questions... ● La « rigueur » et le « changement » ;
● La droite et son mai 68 à l'envers ;
● La crise du P.C.F., les tendances de sa direction et les interrogations de ses militants ;
● Le stalinisme dans les territoires occupés ;
● L'« isolement » des mouvements de libération en Afrique ;
● Le combat du ghetto de Varsovie... et sur... l'hôpital, la diocèse, Ghanki, la Pologne, le P.S.U., le calendrier anti-guerre...
et des réponses dans **ACQUÉLÉ**
mensuel de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire
en vente 5 F dans les librairies parisiennes, auprès des militants et au siège du journal : 42, rue d'Arson, 75020 PARIS
SPÉCIMEN GRATUIT SUR DEMANDE

OUI OU NON... MAIS :

“ Contrôle technique des constructions, contrôles réglementaires de sécurité, contrôles industriels, contrôles non destructifs. Vous connaissez ? Ça se termine toujours par oui ou par non. Un point c'est tout.

Mais les hommes de CEP n'ont pas que ces deux mots à la bouche. Au-delà du oui ou du non, il vous informent et vous éclairent. Toujours prêts à vous apporter les suggestions appropriées, ces spécialistes savent vous faire profiter de leur expérience. Aux notions de qualité et de sécurité, ils donnent une autre dimension, celle de la communication, celle du dialogue.”

34, rue Rennequin, 75017 PARIS
Tél. : (1) 766.52.72
Téléc. : 290.215 CEP PARIS

CEP le dialogue

POLITIQUE

L'ABROGATION AU SÉNAT DE LA LOI «SÉCURITÉ ET LIBERTÉ»

Les prises d'empreintes et de photographies sont mieux réglementées

M. Badinter n'est pas besoin de recourir à la procédure pour parvenir à ses fins et répondre au vœu du président de la République. Il fallait revenir sur le dispositif - voté par la quasi-totalité des députés socialistes - fixant les règles pour les prises d'empreintes ou de photographies effectuées lors des contrôles d'identité, qui n'était pas assez protecteur.

Le Sénat examine, mardi 3 mai, en deuxième lecture, le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, portant abrogation ou révision de certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale.

Le garde des sceaux consacre l'essentiel de son intervention à expliquer sa position sur les prises d'empreintes digitales et de photographies auxquelles peuvent donner lieu les vérifications d'identité. M. Badinter souligne que la loi «sécurité et liberté» n'a en rien annulé les dispositions de celle de 1943 qui permettent de procéder sans vraies garanties à ces opérations. Il insiste sur les risques que

des libertés individuelles. Et pourtant la commission sénatoriale des lois l'avait approuvé...

Dès lors que le garde des sceaux déposait un amendement visant à «verrouiller», les sénateurs ne pouvaient refuser d'en discuter sous peine d'être taxés de «liberticides». Ce n'était pas pour autant, à leurs yeux, une raison suffisante pour accepter

présentait le choix fait en première lecture par l'Assemblée nationale de supprimer toute possibilité de prises d'empreintes et de photographies : «Y renoncer interdirait l'identification rapide de certains suspects ; il ne resterait plus à la police judiciaire qu'à prolonger la garde à vue pour tous.»

Mais M. Badinter observe que les dispositions votées par le Sénat «limitaient excessivement les garanties de la personne interpellée». Aussi juge-t-il que l'amendement voté à l'Assemblée nationale, à l'initiative de M. Jean-Pierre Michel (P.S., Haute-Saône), est «infiniment plus protecteur pour les personnes» que la situation actuelle.

Après avoir exposé l'économie de

l'amendement qu'il a déposé, mardi en fin de matinée, il indique que la matière est «difficile» et que c'est «à l'honneur du Parlement d'avoir tracé le cadre d'un nouvel état de droit qui ne fasse pas obstacle aux opérations de la police judiciaire, à la diligence et à l'efficacité [de laquelle il tient à rendre] un hommage particulier».

M. Rudloff (Un. cent., Bas-Rhin), rapporteur de la commission des lois, prend alors la parole pour expliquer sa position sur cette affaire de contrôles d'identité, «un point sans importance», selon lui. M. Rudloff, qui pressent que l'«homélie» du garde des sceaux s'adressait à d'autres fidèles, indique que l'amendement de M. Michel avait paru acceptable à la commission sénatoriale. Jusqu'à ce que M. Badinter dépose l'amendement du gouvernement révisant les prises d'empreintes et de photo-

graphies, la commission était décidée à entériner l'amendement de M. Michel.

An cours de la discussion de l'article 13, relatif à ces contrôles d'identité, le Sénat supprime, sur proposition de la commission, l'avant-dernier alinéa de l'amendement sur les empreintes présenté par le gouvernement (lire d'autre part).

Pour M. Rudloff, l'autorisation exigée du parquet ou d'un juge d'instruction de procéder à ces opérations est «inutile, contradictoire et impraticable». Pour M. Badinter, cette disposition est au contraire «fondamentale». Elle est aux yeux de M. Dreyfus-Schmidt (P.S., Territoire de Belfort) «essentielle». Auparavant, M. Lederman (P.C., Val-de-Marne) avait rappelé la position de son parti : une hostilité à tous contrôles d'identité opérés selon les modalités prévues par le texte.

Au cours de la discussion des

d'identité ne devait pas cacher la forêt des dispositions que le Sénat entend voir entrer dans le droit et qu'il a réintroduites dans le texte, telles que la possibilité d'allongement de la garde à vue ou le doublement des peines encourues par un condamné qui a bénéficié d'une libération conditionnelle ou d'une permission de sortir.

M. Rudloff s'insurge contre «cette sempiternelle rengaine» qui voudrait que cette disposition vise à réprimer les mouvements sociaux.

Après un long débat, le Sénat, comme en première lecture, suit la commission, qui prévoit une prolongation de deux à quatre jours de la garde à vue dans le cas de crime commis par deux ou plusieurs personnes. Comme en première lecture, le Sénat reprend le dispositif qu'il avait voté pour la procédure de comparution immédiate : en donnant la possibilité au tribunal correctionnel de renvoyer à l'instruction par l'intermédiaire du procureur de la République, s'il estime que la complexité de l'affaire exige des investigations supplémentaires.

Le projet modifié est alors adopté, la gauche s'abstenant.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Etats-Unis

La victoire de M. Lawson

De notre correspondant

New-York. — M. Edward Lawson a, sans aucun doute, «mauvais genre» : il est noir, il porte volontiers d'étranges costumes blancs et il aime promener ses longs dreadlocks, la coiffure des rastafarians de la Jamaïque, dans les beaux quartiers de San-Diego, l'une des villes les plus conservatrices de la côte Ouest.

C'est la raison pour laquelle la police de San-Diego avait M. Lawson à l'œil, au point de lui demander incessamment ses «papiers». Mais M. Lawson, qui a fait de bonnes études et entend faire respecter ses droits, a déposé plainte, et la Cour suprême lui a donné raison, lundi 2 mai, par sept voix contre deux.

Comme l'a expliqué l'un des juges, M. Sandra O'Connor, il reste illégal de demander ses «papiers» à un individu pour la seule raison qu'il paraît bizarre,

inquiétant ou même dangereux. Argument-clé de la Cour : et d'abord, de quels «papiers» s'agit-il ? Comme il n'existe aucune carte d'identité aux Etats-Unis — cartes de crédit et permis de conduire, généralement dépourvus de photo, servant le plus souvent de justificatifs, — faut-il imaginer l'instauration d'une «carte fédérale», un bouleversement de la législation qui nécessiterait un vote du Congrès ?

En attendant ce débat improbable, qui ne manquerait pas, comme cela se passe périodiquement à la Chambre des communes britannique, de provoquer une furieuse contre-offensive des tenants de la «liberté individuelle» et du «droit à la vie privée», M. Lawson a repris ses déambulations sous les regards dépourvus d'aménité des policiers de San-Diego.

N.B.



DES PRIX QUI DONNENT DES AILES A VOS VOYAGES

PARIS-NICE

410^F

Tarifs aller simple par personne au 1.1.1983: jeunes, étudiants, conjoint, familles, 3^e âge, groupes (sous certaines conditions).

Pour tous renseignements appelez AIR INTER PARIS Tél. (1) 539 25 25 ou votre Agence de voyages

AIR INTER

AIR INTER

PARIS COTE-D'AZUR

SUR VOLS BLEUS

Face à l'immobilier:
certains ont des problèmes.

Nous, nous avons
des solutions.

Quand face à l'immobilier, certains se fixent sur les problèmes, à la Banque de La Hénin nous préférons apporter des solutions. Pas d'attentisme : des idées.

Pour la Banque de La Hénin, l'immobilier n'est pas seulement une spécialité : c'est une vocation. La Banque de La Hénin a toujours été à la pointe de ce secteur économique : pionnière dans la distribution de prêts conventionnés, inventrice du Compte Epargne Résidence Secondaire, innovatrice, avec les crédits travaux sans hypothèque.

A la Banque de La Hénin, les conseillers que vous rencontrez sont tous des experts, des partenaires qui connaissent en ces temps difficiles, la valeur du conseil, l'importance de la souplesse et des décisions rapides.

Pour la Banque de La Hénin, l'ennemi n° 1 de l'immobilier, c'est l'immobilisme. C'est comme cela que l'on devient et que l'on reste la première banque française de l'immobilier : il y a près de 100 banques spécialistes de l'immobilier en France, elles s'appellent toutes La Hénin.

Banque de La Hénin
La Banque-orchestre de l'immobilier



Siège social: 16 rue de la Ville-l'Evêque 75384 Paris Cedex 08. Tél. (1) 265.35.15

Si

Si IBM France emploie 21.000 salariés et fait travailler 200 PME et PMI en sous-traitance représentant plusieurs milliers d'emplois, c'est grâce à ses clients.

Si IBM France est le 5^e exportateur* et l'un des tout premiers contribuables français, c'est grâce à ses clients.

Si IBM France réinvestit 15% de son chiffre d'affaires en France, c'est pour ses clients.

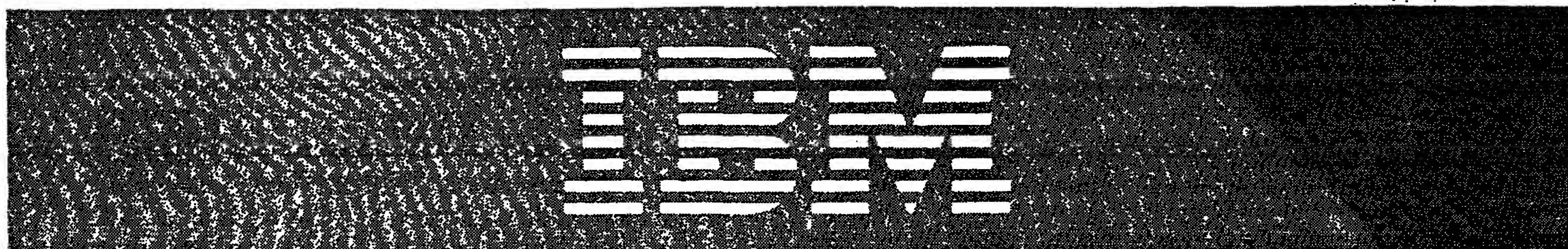
Si IBM France a 4 usines et 2 laboratoires sur le territoire français, c'est pour ses clients.

Merci à tous nos clients de nous avoir aidés à participer efficacement à l'essor économique de la France.

IBM FRANCE

*classement MOCI entreprises.

Compagnie IBM France, 5, place Vendôme, 75001 PARIS. tél. 296.14.75



هكزا امن الوصول

Une m

LES SYSTEME

POLITIQUE

L'ABROGATION AU SÉNAT DE LA LOI « SÉCURITÉ ET LIBERTÉ »

Une mécanique fragile

M. Badinter a-t-il réussi à stabiliser la barque majoritaire, qui, dans l'affaire des contrôles d'identité, tenait dangereusement ? Une clarification paraissait nécessaire et, si l'abrogation semble vaine, il ne dissipe pas l'impression d'improvisation et de confusion qui a régné ces dernières semaines.

Faut-il ou non autoriser les prises d'empreintes digitales et de photographies ? En aucun cas, soutient M. Badinter au mois de juillet 1982 à l'Assemblée nationale. Dans tous les cas, corrige M. Defferre, le 7 avril dernier au Sénat. Dans la plupart des cas, rectifie M. Franceschi, quinze jours plus tard au Palais-Bourbon. Dans certains cas seulement, conclut, mardi, au Sénat, M. Badinter, approuvé, faut-il comprendre, par MM. Defferre et Franceschi, spectateurs muets de cette dernière valse-hésitation.

Ce sillon législatif, arpenté finalement par le chef de l'Etat, illustre les tiraillements de la majorité, ou plutôt, comme l'a dit M. Jean-Pierre Michel (P.S.), « la contradiction qui existe, lorsqu'on exerce le pouvoir, entre le respect des libertés individuelles et la sécurité des personnes ». Les deux thèses ont leurs partisans au sein de la majorité. Pour M. Raymond Forni (P.S.), rien ne justifie les prises d'empreintes digitales et de photographies contre des personnes censées bénéficier d'une « présomption d'innocence ». Pour M. Badinter, à qui l'on doit le dernier état de la réflexion gouvernementale sur le sujet, ces pratiques existent. Mieux, elles sont dans certains cas indispensables. Les réticences sont une nécessité si l'on veut éviter les dérèglements que permet actuellement, par un savant dosage que l'on doit à M. Alain Peyrefitte, la combinaison de la loi « sécurité et liberté », d'un texte de Vichy et d'une ordonnance prise pendant la guerre d'Algérie.

Agencé comme une mécanique de précision, peaufiné jusqu'au dernier instant par M. Badinter et ses collaborateurs, le texte soumis mardi aux sénateurs n'est pas différent, dans son esprit, de l'amendement voté par les députés à l'initiative de M. Jean-Pierre Michel. Mais il est plus précis et, de ce fait, moins « libéral ». Les cas dans lesquels les prises

d'empreintes digitales et de photographies seraient autorisées sont, cette fois, strictement énumérés.

La mécanique est bien huilée mais, comme toutes les mécaniques de précision, elle est fragile. Le texte limite les interprétations mais ne les supprime pas. Ainsi, l'amendement du gouvernement autorise-t-il les prises d'empreintes digitales et de photographies en cas de flagrant délit. En droit, cette notion désigne « l'infraction qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre ». A première vue, il n'y a pas d'ambiguïté. Il s'agit du malfaiteur poursuivi par la clameur publique : « Au voleur ! A l'assassin ! » Par la clameur et non la rumeur : un soupçon ne suffit pas.

Mais la notion de flagrant délit est une notion élastique. Ainsi, dans l'affaire des Irlandais de Vincennes, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a-t-elle assimilé à un flagrant délit le fait que les trois militants arrêtés vivaient clandestinement en France. Un délit on ne peut plus continu. Tout le contraire, en principe, de la flagrante, ce qui n'a pas empêché une juridiction d'en juger autrement.

Une notion très floue

De tels dérapages sont à craindre dans le cas des enquêtes préliminaires, l'une des hypothèses retenues par le texte du gouvernement, car cette notion d'enquête préliminaire est malheureusement très floue. Placées sous le contrôle souvent lointain du procureur général, de telles enquêtes laissent une large marge de manœuvre aux policiers, qui, à la différence d'une commission rogatoire délivrée par un juge d'instruction, peuvent agir « d'office ».

Ce n'est pas une zone de non-droit mais une zone de moindre garantie. Roger Merle et André Vitu, dans leur *Traité de droit criminel*, qui fait autorité, soulignent cette ambiguïté : « La doctrine a souvent ainsi insisté sur les inconvénients de l'enquête préliminaire, sur les dangers graves qu'elle présente pour les citoyens. Les libertés individuelles sont méconnues si, au lieu d'être menée par un magistrat impartial (...), la recherche des preuves passe

aux mains de la police, plus soucieuse de l'efficacité de ses interventions que de protéger les libertés. »

Il ne faut pas accabler M. Badinter. Sur un sujet imposé par l'Elysée et qui ne permettait pas de grandes variations personnelles, il a rendu la moins mauvaise copie possible. Compte tenu des exigences qui étaient celles d'une partie de la majorité, il a même limité les dégâts. Mais placer les prises d'empreintes digitales et de photographies sous la responsabilité du parquet suppose que celui-ci exerce un contrôle efficace sur la police judiciaire. A Paris, à l'inverse de ce qui se pratiquait jusqu'ici, un tel contrôle commence à s'opérer sur la garde à vue. Ce changement d'habitudes donne raison à M. Badinter, dont l'espoir repose sur un triple pari : la police respectera-t-elle le nouveau droit en matière de contrôle d'identité ? La justice contrôlera-t-elle efficacement la police ? Le ministère de l'intérieur condamnera-t-il les bavures s'il y en a ?

BERTRAND LE GENDRE
et EDWY PLENEL

Les variantes d'une controverse

Le texte sur les prises d'empreintes digitales et de photographies mis au point par M. Badinter et ses collaborateurs (nos dernières éditions) a été modifié au cours des débats au Sénat. Ces modifications sont toutes des suppressions, que nous faisons figurer entre crochets dans le texte ci-dessous :

« Les opérations de vérification d'identité ne peuvent donner lieu à la prise d'empreintes digitales ou de photographies [à faire l'objet d'une mise en mémoire sur fichier manuel ou automatisé]. »

« Il ne peut en être autrement que si les conditions suivantes sont réunies : »

« - La prise d'empreintes ou de photographies doit être impérativement nécessaire à l'établissement de l'identité de la personne interpellée. »

« - Elle ne peut être pratiquée que dans le cadre d'une

enquête pour crime ou délit flagrant ou d'une enquête préliminaire ou d'une commission rogatoire ou de l'exécution d'un ordre de recherche délivré par une autorité judiciaire. »

« - Elle doit être autorisée par le procureur de la République si la personne a été appelée en application de l'article 62 (1) ou dans le cadre d'une enquête préliminaire. Elle doit être autorisée par le juge d'instruction en cas de délinquance d'une commission rogatoire. »

« La prise d'empreintes ou de photographies [ou l'établissement de fiches s'y rapportant] doit être mentionnée et spécialement motivée dans le procès-verbal prévu au présent article. »

La suppression dans ce texte de l'interdiction de constituer à partir des relevés d'empreintes digitales et de photographies un fichier manuel ou automatisé est de pure forme, car cette interdiction figure dans des textes antérieurs.

La version adoptée mardi par les sénateurs se substitue provisoirement à l'amendement voté par l'Assemblée nationale à l'initiative de M. Jean-Pierre Michel (P.S.), amendement qui avait donné lieu à une intervention de l'Elysée. Cet amendement autorisait les prises d'empreintes digitales et de photographies envers toute personne à l'égard de laquelle existe « un indice faisant présumer qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction ; ou qu'elle a fait l'objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire ».

(1) Il s'agit de l'article 62 du code de procédure pénale qui prévoit l'audition de « toutes personnes susceptibles de fournir des renseignements » sur une infraction.



AIR INTER

DES PRIX QUI DONNENT DES AILES A VOS VOYAGES

PARIS-NANTES

215^F

Tarifs aller simple par personne au 1.1.1983: jeunes, étudiants, conjoint, familles, 3^e âge, groupes (sous certaines conditions).

Pour tous renseignements appelez AIR INTER PARIS Tél. (1) 539 25.25 ou votre Agence de voyages

AIR INTER

**PARIS
PAYS
DE LA LOIRE**

SUR VOLS BLEUS



MICROMEGA 32 LE MAXI MICRO

- MICRO-ORDINATEUR DE L'ENTREPRISE
- MULTI-UTILISATEURS, MULTI-TÂCHES
- MICROPROCESSEUR MC 68000 DE 16 / 32 BITS
- MODULARITÉ DE LA MÉMOIRE (1Mo) ET DES DISQUES (5 à 80 Mo)
- LANGAGES NORMALISÉS ET PROGICIELS D'APPLICATIONS PROFESSIONNELLES



MICROMEGA 32 est un micro-ordinateur professionnel spécialement conçu pour les P.M.E., P.M.I. et les services décentralisés des grandes entreprises.

D'une conception totalement nouvelle, il associe la puissance et la modularité d'un mini-ordinateur à la souplesse d'utilisation d'un micro.

Sa très grande richesse d'applications, ses possibilités nouvelles de communications et d'échanges dans l'entreprise en feront l'atout déterminant de votre développement.

Pour obtenir la liste des Directions Régionales et des Distributeurs, contactez : THOMSON-CSF - 5/7, rue de Milan 75009 PARIS - Tél. 280.67.11.

LES SYSTÈMES DE COMMUNICATION D'ENTREPRISE



THOMSON-CSF

COMMUNICATIONS

Le Monde

société

MÉDECINE

Les étudiants ont manifesté dans une douzaine de villes

Une série de manifestations étudiantes ont eu lieu, la plupart sans incidents, dans différentes villes de France (Paris, Nîmes, Montpellier, Tours, Rouen, Dijon, Lille et Poitiers). Elles réunissaient, selon les cas, des groupes de quelques centaines d'étudiants en médecine, en chirurgie dentaire et en pharmacie et, à Nîmes, des étudiants en pharmacie et en droit.

Le plus souvent, il s'est agi d'occupations de locaux administratifs, de blocages de péage d'autoroute. Des étudiants en médecine de Lille ont, pour leur part, entamé une « marche pacifique » sur Paris où ils devaient retrouver, le 10 mai, des étudiants venus de Toulouse, Brest, Rouen, Amiens et Strasbourg. Les événements ont pris une autre tournure à Nancy comme l'indique ici notre correspondant, et à Strasbourg où a eu lieu un accident mortel.

A Nantes, une polémique est née après les dégradations commises sur trois ambulances du Centre hospitalier régional. Deux d'entre elles ont été dérobées, dans la nuit du 2 au 3 mai, nous indique notre correspondant et on les a retrouvées au petit matin abandonnées sur des parkings à la périphérie de Nantes. Les véhicules avaient été saccagés, portières et fenêtres brisées, coussins et banquettes lacérés. Une troisième a été dérobée de la même manière et barbouillée de peinture à la porte même de l'hôpital. Dans un communiqué commun, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. du C.H.R. de Nantes s'indignent de ces « actes de vandalisme perpétrés sur du matériel de l'hôpital et des infrastructures à l'usage du personnel en service ».

Les accusés formellement les étudiants en médecine. Le directeur du C.H.R. a porté plainte.

« Thrombose » à Nancy

De notre correspondant

Nancy. — « Nous voulions faire de Nancy une ville morte durant deux heures au moment où démarrait le premier entretien avec le médiateur. Nous avions décidé de cette action dimanche, lors du comité Inter-C.H.U. de Strasbourg, mais nous ne voulions nullement nous froter à la police », expliquait mardi à la fin d'une chaude après-midi, le comité des étudiants en médecine de Nancy. « Ce n'est pas pour faire pression sur les négociateurs, mais nous voulons montrer que nous sommes toujours mobilisés ».

De fait, les six cents étudiants en médecine réunis en début d'après-midi à Nancy se sont montrés très présents dans les rues de la ville, même si leurs barrières de rue ne ressemblaient, à aucun moment, à des barricades. Tout avait débuté avec l'arrivée en gare de Nancy de deux cent cinquante à trois cents étudiants venus de plusieurs C.H.U. de Paris, dont Necker, Bichat, Lariboisière et de la faculté de Paris-Ouest, qui avaient pris, en fin de matinée, le train sans bourse délier en occupant trois wagons du Paris-Nancy. Ils étaient attendus sur place par des étudiants de Strasbourg venus en voiture, de Besançon et de Reims et par les étudiants de Nancy qui venaient de voter à nouveau, en assemblée générale, la grève pour la douzième semaine consécutive.

UN MORT A STRASBOURG

M. Szylem Goldmann, chirurgien-dentiste en retraite, âgé de quatre-vingts ans, a été grièvement blessé, le 3 mai, en fin d'après-midi à Strasbourg lors de la dispersion de la manifestation des étudiants en chirurgie dentaire. Atteint de multiples fractures, souffrant d'un traumatisme crânien, il a été hospitalisé au C.H.U. de Strasbourg où il est mort pendant que les chirurgiens l'opéraient.

M. Goldmann a été renversé par une automobile dont le conducteur, M. Patrick Deschamps, vingt-sept ans, ouvrier au chômage, tenait, à vive allure, de forcer le barrage des étudiants. M. Deschamps a fait valoir qu'il devait rapidement rentrer à son domicile où se trouvait, seule, sa petite fille. Il n'a dû qu'à l'intervention rapide de la police de ne pas être lynché par la foule.

Très rapidement les étudiants s'organisent en plusieurs commandos pour bloquer les principales artères du cœur de Nancy, selon l'opération baptisée « Thrombose ». Il n'était nullement prévu que des anti-coagulants eussent vident bayer systématiquement tout bouchage de rue. En effet, à peine une barricade avait-elle été établie par les étudiants à l'aide de matériaux hétéroclites que les forces de police du corps urbain de Nancy, équipées pour la circonstance, chargeaient, non sans avoir auparavant lancé des grenades lacrymogènes en direction des manifestants qui prenaient aussitôt la fuite pour reconstruire, un peu plus loin, un nouveau barrage.

Néanmoins, hormis quelques boucassades ou coups de matraque distribués aux attardés, il n'y eut jamais un semblant d'affrontement entre policiers et étudiants qui ne le cherchaient pas. Un élément incontrôlé fut ainsi ceinturé par les étudiants après qu'il eut lancé une pierre en direction des policiers, au demeurant peu nombreux bien qu'actifs, puisqu'ils ne dépassèrent pas la cinquantaine. Il est vrai que, dans le même temps, trois cent cinquante étudiants en droit de la faculté de Nancy avaient organisé une manifestation qui ne se mêla d'ailleurs jamais aux actions des « blouses blanches ». Tout comme les étudiants nancéens en pharmacie, actuellement en grève illimitée et les étudiants en chirurgie dentaire ils refusent d'amalgamer leurs revendications et leurs actions avec celles « des autres ».

JEAN-LOUIS BEMER.

Dans les C.H.U.

LES MÉDECINS ANESTHÉSISTES ET RÉANIMATEURS SONT APPELÉS À FAIRE GRÈVE

Le Syndicat national des médecins du cadre hospitalier d'anesthésie-réanimation appelle ses adhérents à un mouvement de grève tournante de trois jours. Ce mouvement affectera le fonctionnement des centres hospitaliers de l'Assistance publique les 4, 5 et 6 mai. Les médecins anesthésistes-réanimateurs demandent notamment « une réforme totale du système des gardes et astreintes » et rappellent « leur attachement à une véritable départementalisation ».

ÉDUCATION

L'agitation contre le projet de réforme de l'enseignement supérieur

Des étudiants continuent de manifester en province pour protester contre le projet de réforme de l'enseignement supérieur. A Lille, ils étaient, le mardi 3 mai, quelques centaines, venus de l'université littéraire de Lille-III, à défilé dans les rues de la ville « contre la sélection et les stages imposés ». A Aix-en-Provence, une centaine d'étudiants en droit ont occupé la gare S.N.C.F. pendant une vingtaine de minutes. Des étudiants en droit de l'université de Nice ont aussi manifesté aux cris de « Savary si tu savais, ta réforme où on se la met ».

Des appels à la grève ont été votés dans plusieurs unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) juridiques et économiques. Le mouvement est cependant diversement suivi. Ainsi à Assas, selon l'un des responsables du comité d'action des étudiants, « la grève a lieu en même temps que les cours et les travaux dirigés, qui ne sont que peu perturbés ». « La coordination nationale des étudiants contre le projet Savary », qui affirme rassembler les représentants « d'une vingtaine d'universités », a été reçue mardi 3 mai au ministère de l'Éducation nationale. Elle a demandé « l'ouverture de véritables négociations ».

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale a invité les députés socialistes « à aller systématiquement organiser des discussions avec les étudiants pour avoir tout le débat nécessaire ».

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Charles Debbasch, professeur de droit public à l'université d'Aix-Marseille-III, qui fut conseiller technique de M. Cocard d'Estaing, estime que la réforme envisagée n'était pas nécessaire.

« M. Savary n'a plus de véritables interlocuteurs »

nous déclare M. Charles Debbasch

« Quelles sont exactement les critiques formulées par les enseignants de droit à l'encontre du projet de loi de réforme de l'enseignement supérieur ?

— Tout d'abord, une réforme des études juridiques, pour quoi faire ? La réponse n'apparaît pas dans le projet de loi actuel. Il semble que l'on a voulu opérer une réforme globale mélangeant tous les ordres d'enseignement sans se demander quelles étaient les améliorations spécifiques à apporter aux disciplines juridiques, économiques, politiques et de gestion. Cela, c'est une critique essentielle, parce que l'université et ses universitaires ont été traumatisés ces vingt dernières années par des réformes trop nombreuses. Et voici qu'une nouvelle tentative de réforme vient bouleverser tous les acquis.

— En somme, vous êtes en train de demander que les juristes — comme les médecins — ont réclamé et obtenu — soient traités à part dans l'enseignement supérieur ?

— On ne peut pas méconnaître à l'intérieur des universités la spécificité des études juridiques. Mais, surtout, on ne peut pas faire à ces disciplines le reproche de ne pas s'être modernisées. Depuis 1954, les études de droit, tout en ayant un fond commun de disciplines juridiques, sont très largement et pluridisciplinaires et orientées dans un sens professionnel.

« J'ajoute qu'il y a une erreur fondamentale dans le projet de loi : celle de croire que, en modifiant les structures des universités, on obtiendra une modification des enseignements. En réalité, le ministère est incapable de proposer de nouvelles filières d'enseignement par la voie contractuelle, et il pense « s'en sortir » en proposant une modification globale des structures. C'est comme si, lorsque vous modifiez l'agencement intérieur d'un appartement, vous commencez par détruire l'appartement en disant qu'il faut en changer l'architecture globale. La réforme annoncée n'aura qu'un effet : engendrer un cataclysme culturel dont les universités mettront deux à trois ans à se remettre.

— Que préconiserez-vous ?

Les réformes dans l'université ne peuvent plus avoir lieu d'une façon globale et autoritaire par la loi. Le seul changement possible est un changement incitatif par le contrat. C'est dire qu'il faut aider les universités à définir de nouvelles filières de formation et non mettre en place une commission qui avait déjà des idées préconçues : lorsque M. Jean-Pierre est passé dans les universités, il est arrivé avec un projet qu'il avait concocté on ne sait comment.

— Il a consulté les universités. Elles lui ont répondu.

— Oui, mais à partir de son projet préconçu.

Vous donnez l'impression de vouloir accentuer encore la

loi de 1968, qui étendait l'autonomie des universités.

— Tous les pays développés ont adopté, dans les rapports entre les universités et les instances centrales — qu'elles soient ministérielles ou indépendantes, — des relations de type contractuel. La France est l'un des seuls pays à promouvoir un type de réforme autoritaire par un changement structurel. C'est une méthode assez archaïque.

— Je dois ajouter qu'il y a dans la réforme une incohérence absolue. On voit bien que les réformateurs n'ont jamais été un établissement. On nous dit par exemple que l'ensemble des étudiants de première année vont passer en deuxième année. Est-ce que le ministère a prévu de construire dans l'année les mètres carrés suffisants pour accueillir ces étudiants ?

— Tout de même, n'y a-t-il pas des arrière-pensées politiques de la part de ceux qui contestent le projet de loi ?

Il suffit d'aller dans une faculté de droit pour se rendre compte que ce qui est en jeu c'est l'existence même des enseignements juridiques. Je n'ai jamais vu, pour ma part, des professeurs de droit décider aussi collectivement et aussi globalement avec des sensibilités aussi diverses une grève. Aujourd'hui, je crois qu'il faudrait qu'une autorité indépendante recense les problèmes spécifiques aux disciplines juridiques, politiques, économiques et de gestion, puis étudie les revendications des étudiants et des enseignants. A l'égard des enseignants on a suivi une politique autoritaire et rétrograde. On a dissous les organismes élus qui géraient leur carrière, sans être capable de les remplacer. Les carrières ont donc été bloquées. Il n'y a eu aucune réflexion. Aucune perspective de recrutement à la base n'a été offerte. L'Université est en train de vieillir.

— Ce malaise des enseignants n'explique-t-il pas le rôle joué par certains pour amplifier le mouvement de protestation ?

— Pour ce que j'ai constaté moi-même, à Aix et Marseille, ce sont les enseignants qui ont suivi les étudiants et non l'inverse. Les organisations étudiantes qui ont essayé de freiner au départ le mouvement le rejoignent progressivement, car elles ont été mises en minorité.

— Pour résumer, je considère que, si l'on avait entamé une véritable négociation avec l'organisation représentative qu'est l'assemblée des doyens des facultés de droit, si l'on avait tenu compte de ses desiderata, nous n'en serions pas là. Le problème, c'est que la conférence des présidents d'université, par son mode même de constitution, ne représente pas l'ensemble des universités. Le ministère n'a donc plus de véritables interlocuteurs.

Propos recueillis par CHARLES VIAL.

JUSTICE

LA DEMANDE DE SAISIE DU LIVRE DE M. SLITINSKY

Avant-première judiciaire de l'affaire Papon

Le président du tribunal de Paris dira, le vendredi 6 mai s'il convient de saisir le livre intitulé *l'Affaire Papon* que publient ces jours-ci les éditions Alain Moreau. Mardi 3 mai, l'audience de référé provoquée à la demande de l'ancien ministre a donné lieu à de vifs échanges entre avocats sur les activités de celui qui fut, de juin 1942 à août 1944, le secrétaire général de la préfecture de la Gironde.

Michel Slitinsky avait dix-sept ans lorsque, dans la nuit du 19 au 20 octobre 1942, une quatrième rafle est effectuée dans les milieux juifs de Bordeaux. Quarante personnes sont arrêtées, et M. Slitinsky parvient à échapper aux policiers français. Son père — et plusieurs amis proches — se rejoignent, mais des camps de la mort. M. Maurice Papon était alors secrétaire général de la préfecture de la Gironde. Il est accusé d'avoir concouru à la déportation de 1 690 juifs, dont de nombreux enfants, et est inculpé, depuis le 19 janvier dernier, de crimes contre l'humanité.

M. Slitinsky a voulu en savoir plus. Il a fait une enquête et écrit un livre, *l'Affaire Papon*, publié aux éditions Alain Moreau, qui vient de sortir en librairie. C'est cet ouvrage, dont M. Papon, ancien ministre, aujourd'hui âgé de soixante-deux ans, a demandé en référé la saisie. M. Papon, bien qu'il ait fait l'objet d'une sommation à comparaître de l'éditeur, ne s'est pas présenté mardi 3 mai devant M. Pierre Drai, président du tribunal de grande instance de Paris. Trois avocats — M^{rs} Monique Pelletier, Jean Rostaing, ancien bâtonnier du barreau de Bordeaux et François Sarda — le représentaient.

« Ils sont venus dire à la barre que c'était « une œuvre de mauvaise foi, causant à M. Papon un préjudice absolument illicite et intolérable » ; qu'il s'agissait d'un ouvrage « qui occultait des faits, des documents, des témoignages, contraires à la thèse savante », et constituait « une tentative de pression sur une juridiction d'instruction, portant une grave atteinte à la présomption d'innocence, au respect des droits de la défense ». En bref : « Le véhicule d'une agression partisane, violente, outrancière et grossière, en manipulant pièces et faits, en fabriquant, déformant ou sélectionnant des pièces, en mêlant le vrai et le faux pour présenter faussement l'affaire Papon ».

« Attaques ignobles »

M^{rs} Pelletier, ancien ministre du gouvernement de M. Raymond Barre, dont M. Papon était ministre du budget, s'est exclamée : « Je ne suis pas là en tant que collègue et amie de M. Papon mais en tant qu'avocate soucieuse de participer à sa réhabilitation, car rien, depuis deux ans, ne lui a été épargné. Ce livre est une étape d'une machination patiemment organisée... Un tissu de contre-vérités et d'attaques ignobles ».

Les trois avocats se sont attachés à démontrer que M. Papon n'avait aucune autorité sur l'intendant de police ou les services du haut commissariat aux questions juives, que

son rôle n'avait été que de « régulariser » a posteriori des décisions prises par d'autres, et qu'il fut un authentique résistant. M^{rs} Sarda veut pour preuve la sentence rendue par le jury d'honneur de la Résistance qui, le 15 décembre 1981, avait partiellement absous M. Papon en lui reconnaissant « certaines initiatives courageuses ».

Tel ne fut pas l'avis de M^{rs} Jean-Paul Chazal qui, pour M^{rs} Slitinsky et Alain Moreau, a fait remarquer que M. Papon n'avait jamais contesté la véracité des nombreux documents publiés dans le livre et qui servent de base à la démonstration. « L'affaire Papon », a-t-il souligné, « procède d'une controverse non seulement publique mais historique, dont le respect doit être assuré au titre de la liberté d'opinion et d'information, et ceci d'autant plus que l'auteur ne reproduit d'aucune façon le dossier de l'instruction mais des documents officiels ». M^{rs} Chazal s'est évertué à démontrer que le secrétaire général de la préfecture de la Gironde avait eu, de juin 1942 à août 1944, de véritables pouvoirs de décision et qu'il était même quelquefois allé au-delà de ce qui était requis d'un fonctionnaire aux ordres des Allemands.

« Pourriture »

Ce référé donne en fait lieu à un véritable procès avant l'heure qui s'achève, par un cri du cœur de M. Gilles Perrault, l'auteur de la préface. Dans une courte intervention passionnée, cet écrivain a clamé qu'il revendiquait les expressions telles que « franc salaud », « valet toutes mains de l'occupant », « symbole d'une certaine pourriture » et « exemple parfait de l'ignominie ordinaire ». « Je dis, a-t-il précisé, qu'il y a une réalité terrible qui dicte le vocabulaire, ne serait-ce que par respect pour les victimes. Je n'ai rien contre M. Papon. Il ne m'a jamais rien fait. Je ne suis ni juif ni arabe, mais il a fait le choix d'être secrétaire général d'une préfecture à la barre des Allemands ». M. Perrault a rappelé le cas de cette jeune juive de vingt-six ans, Irma Reinberg, qui, dans la région d'Orléans, avait pu s'enfuir d'un train. Tandis qu'elle était hospitalisée, M. Papon avait demandé, le 14 septembre 1942, qu'elle soit « déshabillée, soumise au camp d'internement de Drancy ».

Comme M. Gérard Boulanger, au nom des parties civiles, demandait à prendre la parole, M^{rs} Sarda s'est étonné que cet avocat ne se soit pas présenté, et s'est interrogé sur le point de savoir qui il représentait. M. Alain Moreau s'est alors levé dans la salle et a lancé : « Des fantômes ! ».

M. Drai rendra son ordonnance vendredi après-midi 6 mai après avoir entendu, jeudi matin, les conseils de M. Jean-René Gazagne, quatre-vingt-quatre ans, préfet des Landes de juin 1941 au 26 août 1944, qui a également demandé la saisie du livre au motif qu'il « aurait dû la poursuite de sa carrière à des complicités et des manipulations des décisions des comités de libération qui lui auraient permis de se blanchir de ses activités pendant l'Occupation ».

M. B. R.

Les mongoliens ne sont plus...

Collection HANDICAPS & RÉADAPTATION.

En librairie spécialisée ou par correspondance : SIMEP, bp 1214, 69011 Villeurbanne Cedex.

LES TRISOMIQUES PARMIS NOUS

M. Cuillères

SIMEP

bp 1214
69611 Villeurbanne
Cedex.

UN
ÉDITEUR
MEDICAL
S'ADRESSE
AU GRAND
PUBLIC
Collection
HANDICAPS & RÉADAPTATION
Collection
BIOLOGIE & PSYCHOLOGIE

STAGES D'ANGLAIS

Anglais général, tous niveaux, 60 heures
(6 heures pendant 10 semaines)
Coût du stage : 1.800 F. Test gratuit (sans engagement).
L'Université organise également des stages
en entreprise sur demande.
Renseignements et inscriptions :

université paris 8 formation permanente
2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02
Tél. 829.23.00

un **“Must”** pour être toujours “à la page”

LE DICTIONNAIRE DE FRANÇAIS

Mis à jour 1983
Il comporte 1000 mots ou expressions anglo-saxonnes employés couramment par les médias, la télévision, la radio, avec leur traduction en français.

F. 35 (franco 43)

En librairie et chez l'éditeur **GUY LE PRAT**,
5, rue des Grands Augustins 75006 PARIS

Parce qu'une langue étrangère s'apprend “sur place”,
Depuis 1928,
l'Organisation Scolaire Franco-Britannique
assure aux jeunes, en

- Grande-Bretagne • Allemagne
- Espagne • États-Unis • Autriche

l'accueil individuel en famille, les cours, l'encadrement, les loisirs et les sports.

RICHARD ENGLISH LANGUAGE COLLEGE
Cours intensifs pour adultes pendant toute l'année.

O.S.F.B. 43, rue de Provence - 75009 PARIS
Tél. 526.63.49

مركز العمل

JUSTICE

AU TRIBUNAL DE MARSEILLE

Le procès des ententes pétrolières est inutile et sans objet estime la défense

De notre envoyé spécial

Marseille. — Le procès des trente-neuf présumés dirigeants de rangs divers des compagnies pétrolières qui ont à répondre d'ententes illicites, de coalition et d'entraves à la libre concurrence s'est ouvert mardi 3 mai devant la sixième chambre du tribunal de grande instance de Marseille. La première journée a été occupée par le développement des conclusions présentées par une défense paginée qui soutient que les poursuites sont irrecevables et qui a aussi saisi l'occasion pour lancer une contre-offensive de grand style contre ce qu'elle a appelé « une affaire artificiellement montée dont il était grand temps de faire apparaître la réalité ».

A l'exception de deux d'entre eux, malades, et dont le cas a été adjourné, ils étaient tous là, trente-sept au total, ceux d'Antar comme ceux de la B.P., ceux d'Elf comme ceux d'Esso, ceux de la Shell comme ceux de Fina, de Mobil ou de Total. Un par un, ils sont venus à la barre pour y décliner rapidement leur identité avant de rejoindre leur place dans cette salle blanche de l'ancien palais de justice de Marseille où, pour la circonstance, la sixième chambre tiendra son audience pour un bon mois. A moins que...

A moins que le président, M. Pierre Carnas, qui, au temps où il était juge d'instruction, fut chargé du supplément d'information dans l'affaire Dominici et ses assassins ne fassent droit à une avalanche de conclusions de la défense qui a soutenu durant sept heures que les poursuites judiciaires étaient irrecevables, comme le seraient aussi les parties civiles qui se sont constituées, à commencer par M. Roger Bodourian, l'homme par qui tout arriva et qui se trouve, de surcroît, être lui-même jugé par la même occasion pour sa propre banqueroute. Assurément, ils ne parlaient pas à la légère, tous ces blessés parisiens, de M. Bernard du Granrut à M. Bernard Baudelot, de M. Jean Laurette, à M. René Bonduan, comme au cas,

neuf les uns après les autres dans un bel enchaînement pour, comme ils l'ont dit « planter le décor » et, du même coup, aussi « remettre les choses au point ». Déjà, sur ce plan-là, on serait tenté de dire mission accomplie, tant il a paru y avoir de conviction dans ce qu'ils soutenaient devant les magistrats constamment attentifs.

Ce qui a été soutenu mérite effectivement attention. D'abord, il s'agissait de remettre à sa vraie place M. Roger Bodourian, gérant d'une société de distribution pétrolière à Marseille, la SAGIB, qui soutenait avoir été ruiné, accusé à la banqueroute par les agissements de ces grands pétroliers coalisés pour lui tordre le cou en lui imposant des prix prohibitifs et qui déclencha l'affaire par un dépôt de plainte le 2 juin 1971. Avec le bâtonnier Bonduan, finie l'image de ce David engeignant le fer contre d'abominables Goliaths. Pourquoi ? Parce qu'on s'est aperçu que la faillite de M. Bodourian n'avait rien à voir avec les agissements, réels ou non, des pétroliers.

Mais l'essentiel, c'est ce que soutient le bâtonnier du Granrut pour qui le tribunal doit, d'entrée de jeu, dire que la procédure dont il est saisi est irrecevable et qu'il convient de mettre fin sans plus attendre à une poursuite qui a déjà eu d'ailleurs son épilogue.

Pour comprendre cette thèse, un rappel chronologique est nécessaire. Avant sa plainte pénale fondée sur les articles 419, 420 et 412 du code pénal réprimant les ententes et coalitions illicites, ainsi que les entraves à la liberté des enchères, M. Bodourian avait d'abord saisi le ministre de l'économie et des finances, à l'époque M. Valéry Giscard d'Estaing, pour pratiques anticoncurrentielles réprimées par l'article 59 bis de l'ordonnance du 20 juin 1945.

Or, dès la réception de cette plainte, le ministre, conformément à ses pouvoirs, avait saisi le président de la commission technique des ententes et le chargeait de lui donner un avis sur les pratiques dénoncées.

En réalité, pour M. du Granrut, c'était déjà une poursuite sans objet.

mutis : la commission des ententes ne limita pas ses investigations à une recherche d'infractions éventuelles à la seule ordonnance de 1945. Elle s'occupa aussi de savoir si les infractions aux articles 419, 420 et 412 avaient aussi été commises.

Or ses enquêteurs administratifs, après avoir désigné des rapporteurs, devaient conclure à l'existence « de pratiques ne tendant pas à la réalisation d'une concertation souple et limitée » telle que la permettait la politique de l'Etat. Alors, la commission proposa une réforme de ces pratiques, étant entendu que si, dans un délai de deux ans, les pétroliers ne respectaient pas l'accord qu'ils avaient signé pour remettre les choses en ordre, le dossier serait envoyé au parquet, c'est-à-dire révérait de l'ordre judiciaire. Or, en 1976, il fut constaté que les pétroliers avaient joué le jeu, respecté l'accord qu'ils avaient signé et

qu'aucune pratique illicite ne pouvait plus leur être reprochée. Dès lors, le ministre n'ayant pas estimé que le dossier devait être transmis au parquet, l'affaire se trouvait définitivement close et la justice ne pouvait pas s'en emparer.

Mais, dira-t-on, n'est-il pas possible que le dossier soumis à la commission des ententes n'ait pas contenu tous les éléments, n'ait pas permis de tout découvrir ? Absolument pas, répond M. du Granrut. Au reste, la Cour de cassation devant laquelle avait été formé un pourvoi sur ce chapitre a estimé que ce serait au tribunal de dire si les faits actuellement reprochés ne sont pas les mêmes que ceux dont a eu à connaître la commission. Or les faits figurant au réquisitoire écrit sont bel et bien les mêmes. Au stade administratif, il s'agissait bien déjà d'examiner ce qu'il en avait été d'un par-

tage du marché pétrolier, des ententes pour des adjudications de marchés. Non, ce dossier a tout épluché, tout essoré, sans rien laisser dans l'ombre. Dans sa plainte pénale, M. Bodourian lui-même ne disait-il pas qu'il dénonçait ce qu'il avait déjà dénoncé au ministre ? Quant aux services de police qui devaient travailler sur commission rogatoire délivrée par le juge d'instruction à Marseille chargé du dossier pénal, ils n'ont fait que reprendre les éléments réunis par la commission des ententes au siège de laquelle avait été ordonnée une perquisition-saisie.

Alors ? Alors, il faut appliquer ce principe du droit français qui veut que personne ne puisse être poursuivi deux fois pour la même chose. Seul le ministre avait le pouvoir de transmettre le dossier au parquet pour des poursuites pénales. Il ne l'a pas fait. Personne ne pouvait se substituer à lui. Alors, bien sûr, plus de correctionnelle pour les pétro-

liers. Les parties civiles le regretteront, mais si les préjudices qu'elles invoquent sont justifiés, elles pouvaient parfaitement, après les conclusions de la commission des ententes qui avait reconnu l'existence de pratiques illicites, s'adresser aux tribunaux de commerce ou aux tribunaux civils. Aujourd'hui, si la chambre correctionnelle de Marseille mettait fin, comme le commandent les faits, le droit et le bon sens à ce procès « inutile et long », elles peuvent du reste encore le faire.

En sera-t-il ainsi ? Sur ce chapitre en forme de prélude, les parties civiles et le ministère public représenté par M. Viangeli donnent mercredi 4 mai leur réplique. On sait déjà que le tribunal s'accordera un temps de réflexion non négligeable puisqu'il suspendra son audience jusqu'au 10 mai où il statuera sur ces conclusions.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.



AIR INTER

PARIS

MIDI-PYRENEES

SUR VOLS BLEUS

DES PRIX QUI DONNENT DES AILES A VOS VOYAGES

PARIS-TOULOUSE 270'

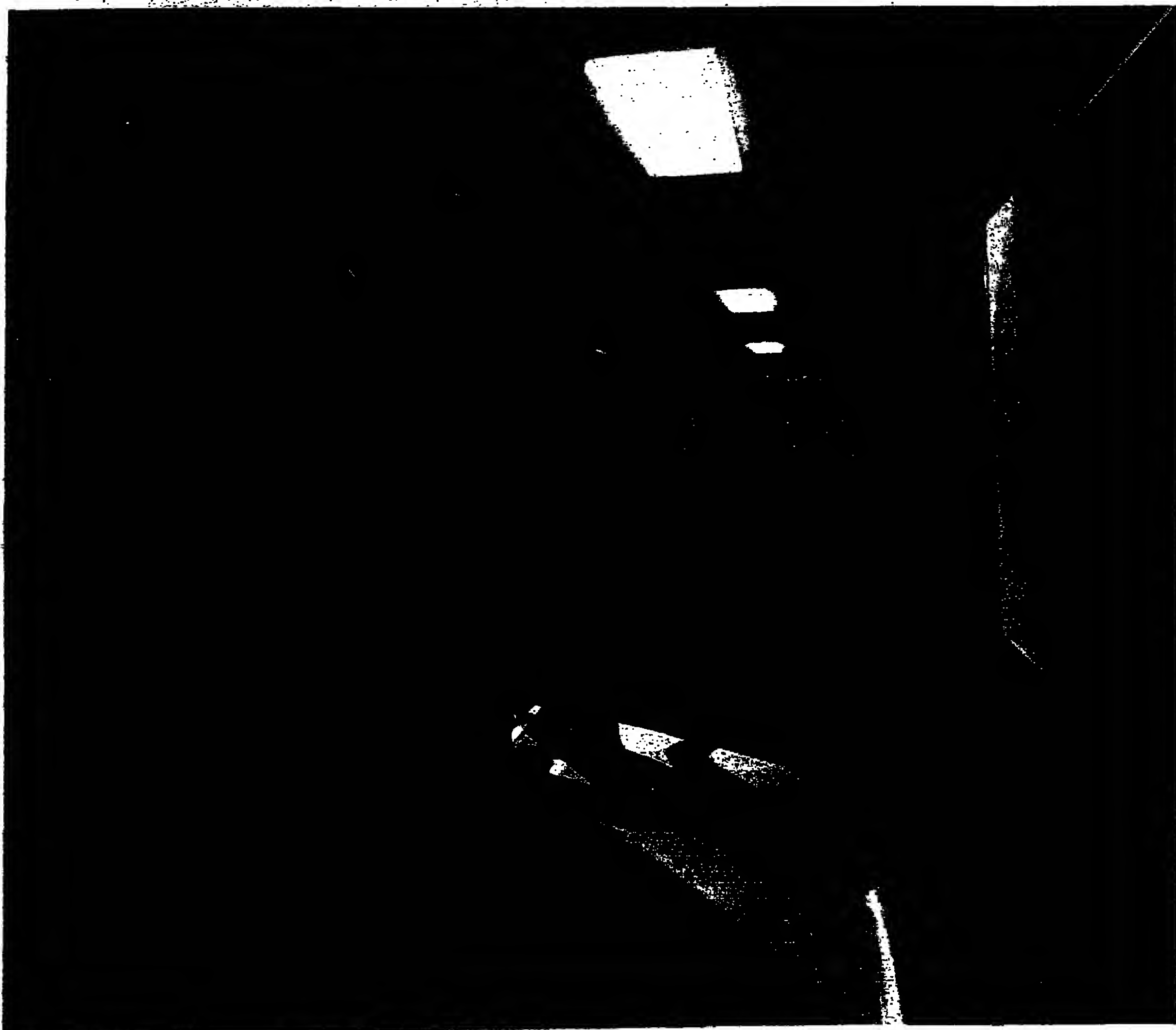
PARIS-LOURDES/TARBES 310'

Tarif aller simple par personne au 1.1.1983: jeunes, étudiants, conjoint, familles, 3^e âge, groupes (sous certaines conditions).

Pour tous renseignements appelez AIR INTER PARIS Tél. (1) 539.25.25 ou votre Agence de voyages

AIR INTER

SPS CONTRE ESPION DE NUIT.



Une ombre qui se glisse vers le bureau d'études... A l'intérieur les premières esquisses d'un nouveau modèle... La formule d'un nouveau produit... La nuit, tout peut arriver. Voilà pourquoi nous sommes là.

Chaque nuit, dans toute la France, nos agents SPS font leur ronde, effectuent toutes les vérifications nécessaires pour que votre société "dorme" en toute sécurité. Spécialement formés par SPS, ce sont des professionnels de la surveillance : leur maîtrise leur permet de faire face à toutes les situations.

Connaître à fond vos besoins en matière de protection, dialoguer avec vous pour penser tous les risques, c'est notre mission. Parce que pour SPS, protéger c'est prévoir, nous pouvons vous offrir le système de sécurité le plus fiable, le mieux adapté à votre cas.

SPS. PROTÉGER C'EST PRÉVOIR.

S.P.S. : 16, bd des Invalides, 75007 Paris. Tél. : 555.92.92.
Électronique Protég : 50, rue Ardon, 93400 Saint-Ouen.
Tél. : 252.81.81 - Directions régionales : Paris - Lille - Strasbourg - Lyon - Marseille - Toulouse - Bordeaux - Saint-Nazaire - Orléans - Rouen.
Membre de la F.F.O.P.S.

DE M. S. J. judiciaire Japon

VACANCE D'ÉTÉ

Grâce aux nouveaux aménagements du contrôle des changes, l'Islande reste une destination vacances possible.

ISLANDE

possibilité d'extension au GROENLAND



Vivez une expérience inoubliable ! Passez vos vacances en Islande. Ses eaux limpides, son air pur et tonique, ses glaciers, ses geysers. La nature, la flore, la faune, tout est sujet à étonnement !

La brochure ISLANDE 83 vous propose :

- Tours classiques
- Expéditions camping
- Séjours dans une ferme
- Islande en toute liberté
- Tours pour individualistes
- Les animaux d'Islande

L'Islande vous attend, à 3 h de vol de Paris !



ICELANDAIR est aussi le spécialiste des bas-tarifs sur les États-Unis. Consultez votre Agent de Voyages ou

ICELANDAIR
9, Bd des Capucines
75002 Paris - ☎ 742.52.26

JUSTICE

Libération sur ordonnance

II. - Les interrogations du juge Michel

par MICHEL BOLE-RICHARD

mais surtout que, pour ce qui concerne Kéchichian, il y avait eu mystification. Ce cas a donc été disjoint des autres, et M. Rayseguier a été chargé de l'instruction.

L'embryon d'un trafic

Le magistrat a obtenu d'indéniables résultats dans ce dossier, mais le cas Kéchichian n'est que l'embryon d'un vaste trafic de « grâces médicales », qui, la plupart du temps, vise des condamnés pour trafic de drogue ou pour des affaires financières, donc des gens qui ont les moyens de payer.

Par exemple, le chimiste de la French Connection, Georges Calmet, arrêté en 1969 dans un laboratoire où il y avait 30 kilos d'héroïne, libéré trois ans plus tard pour « santé précoce » et qui avait été repris dans un autre laboratoire à La Ciotat en février 1978. Ou encore Gabriel Graziani, condamné en 1979 à dix ans d'emprisonnement pour infraction à la législation sur les stupéfiants, chez qui le docteur Colombani avait trouvé des troubles cardiaques qui rendaient son état incompatible avec la détention et qui a été réincarcéré le 14 mars dernier.

On pourrait multiplier les exemples, du banquier François Ferrel, écroué pour fraude, qui lui aussi a recouvré la liberté, à Lydia Leroux, une restauratrice parisienne inculpée pour escroquerie à une compagnie d'assurances, libérée en août 1978 pour subir une intervention chirurgicale.

Elle ne purgera jamais ses cinq années d'emprisonnement, ainsi que son complice et ami, grâce à une lettre du docteur Troisier, qui écrit le 19 avril 1979 que, « si elle perd la présence de M. Michel S... auprès d'elle, elle ne répond guère de ses jours ».

L'instruction menée par M. Christian Rayseguier au tribunal de Marseille sur la libération d'un trafiquant de drogue, Robert Kéchichian, pour de prétendues raisons médicales va connaître de nouveaux développements. Cette affaire n'est cependant que l'aboutissement d'une partie du dossier des « grâces médicales » ; un trafic qui n'est pas nouveau et qui est peut-être à l'origine de l'assassinat du juge Pierre Michel (le Monde du 4 mai).

La prison-hôpital des Baumettes était devenue en quelque sorte l'« antichambre de la liberté ». Dans un premier temps, les détenus essayaient de s'y faire transférer, espérant ensuite bénéficier d'une libération pour raison médicale. Le docteur Colombani, qui l'on avait baptisé « le petit Napoléon », faisait la pluie et le beau temps.

A tel point que des prisonniers comme Arlette Vidal, condamnée à quinze ans de réclusion en 1979 pour complicité de trafic d'héroïne, qui souffre d'ulcère et de névrose, accuse le docteur Colombani de diverses brimades, indiquant qu'il lui a réclamé « 30 unités » pour la faire sortir. Ou encore Daniel Laurent, arrêté pour escroquerie en 1981, qui souffre de troubles cardiaques et se plaint du comportement du docteur Colombani, qui lui aurait réclamé 70 000 francs. Ou enfin Hamou Sadjj, accusé d'escroquerie parce qu'il avait promis à un autre détenu, Mohand Bonnaoura, de le faire libérer moyennant la somme de 180 000 francs, qui a été versée à un garagiste, Abdelkrim Kada.

Aujourd'hui, Hamou Sadjj affirme qu'il travaillait pour le compte du docteur Colombani et de M. Fraticelli et accuse l'avocat d'avoir touché d'importantes sommes d'argent.

C'est cette affaire d'escroquerie qui est à l'origine du dossier de ce

qu'il est convenu d'appeler le trafic de « grâces médicales » confié au juge d'instruction, M. François Ardiet.

Une quinzaine de dossiers médicaux de détenus jugés suspects avaient été saisis à la P.H.B. (prison de l'hôpital des Baumettes). A cette occasion, on s'était aperçu de la disparition de deux d'entre eux concernant Pierre Viazzi, un faux monnayeur, et un escroc, Henri Fredenucci, hospitalisé en cardiologie.

Des écoutes téléphoniques pratiquées à la demande du magistrat, M. Ardiet, avaient permis d'enregistrer une intéressante conversation entre le docteur Colombani et M. Fraticelli, où l'on relève des conseils de l'avocat : « Il y a une coalition des juges contre vous. Je réfléchis si vous devez les ramener ou pas. Vous savez ce que vous faites ? Vous les déclassez et vous les remettez déclassés... Vous dites : ce sont deux dossiers que j'avais déclassés pour répondre à une demande du directeur régional... Ne dites surtout pas que vous les avez sortis... Ils nous emmerdent, hein ! quand même. Moi, je suis pas inquiet... S'ils font tout ça, c'est qu'ils n'ont rien... A la fin de la conversation, M. Fraticelli déclarait : « On a à se battre encore tous les deux. » Réponse de Colombani : « Il faut, sinon on tombe. »

Or, la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a annulé la quasi-totalité de ces écoutes, bien que le procureur général ait affirmé que cette disparition était de nature « à motiver une inculpation... et à faire apparaître une éventuelle complicité du conseil ».

La contre-expertise de la quinzaine de dossiers médicaux confiés aux docteurs Gabriel Cau et Jacques Faure de Grenoble permettra d'établir que l'hospitalisation de Viazzi et de Fredenucci à la Timone à Marseille n'était pas justifiée,

Certes, la libération pour raison médicale douteuse n'est pas un procédé nouveau. C'est sans doute ce qui a coûté la vie au prédécesseur du docteur Troisier à la tête de la médecine pénitentiaire, Georges Fully, déshabillé par un colis piégé le 20 juin 1973. A ce propos, on avait beaucoup parlé du cas de Mémé Guérini, à qui il avait refusé son élargissement et qui finira par sortir le 6 mars 1978. Son cancer lui permettra encore de vivre pendant quatre ans.

M. Georges Boileau, actuellement procureur général à la cour d'appel d'Aix-en-Provence, et qui était à l'époque directeur de l'administration pénitentiaire, avait acquis la conviction de l'existence d'un véritable trafic d'influence et de corruption permettant à certains prisonniers de recouvrer la liberté. De sérieux soupçons avaient pesé sur le docteur Nelly Azerad, cardiologue à l'hôpital des prisons de Fresnes.

Le juge Pierre Michel, assassiné le 21 octobre 1981 dans une rue de Marseille, avait lui aussi sans doute flairé la matérialité du trafic des « grâces médicales ». Un gardien de prison, Alfred Saul, l'en avait informé. Le juge n'avait pas non plus compris pourquoi la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, présidée par M. Jean Charbon, avait, contre toute attente, remis en liberté plusieurs personnes liées au trafic de drogue, Martine Saffioti, Laurent Adamsky, Alain Chaffard et Françoise Bizard, impliqués dans l'affaire du laboratoire du Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire).

Le juge Michel avait essayé d'en savoir plus et, notamment, de voir s'il n'y avait pas une véritable organisation ayant à sa base les transferts marqués et, à l'échelon supérieur, des hauts magistrats corrompus. Des tuteurs l'ont empêché de mener son enquête à terme.

Un jeune magistrat, qui comme lui se déplace à motocyclette, a pris

sa succession. M. Rayseguier sait que le docteur Colombani et M. Fraticelli voulaient une haine tenace au juge Michel. Le premier est en prison et le second fait l'objet d'une enquête approfondie. Ses explications n'ont jusqu'à présent, semble-t-il, guère convaincu le magistrat.

Cet avocat, qui revendique, lors de conférences, d'être « l'avocat du milieu », fait actuellement l'objet d'une vérification fiscale. Ses comptes professionnels et personnels ne sont guère distincts. Ils font apparaître d'importants mouvements de fonds, qui ont cessé lorsque l'enquête sur les grâces médicales a commencé.

M. Rayseguier va probablement s'intéresser de très près aux comptes de M. Fraticelli, qui fait d'autre part l'objet d'une instance disciplinaire en cours à la suite des propos tenus à Antenne 2 le 3 avril. Il avait en effet déclaré qu'il avait fait désigner M. Antoine Versini pour assister son ancien client, le docteur Colombani et qu'il était ainsi au courant de ce qu'il y avait dans le dossier.

M. Versini a déposé plainte contre lui, de même que le bâtonnier du barreau de Marseille, M. Marc Gréco, qui avait commis d'office M. Versini sans faire évidemment l'objet de pressions. M. Fraticelli a nié avoir tenu de tels propos, qui, il est vrai, avaient été enregistrés à son insu.

L'enquête sur la libération de Kéchichian permettra-t-elle de remonter toute la filière ? Il est vraisemblable que non. M. Rayseguier se heurte en effet à une double difficulté, tout d'abord en raison de l'aspect médical de son dossier, ensuite parce que les complexités qui ont pu exister à un niveau élevé de la hiérarchie judiciaire ne sont pas aisées à démentir. L'affaire Kéchichian ne serait-elle que la partie émergée d'un iceberg de compromissions ?

FIN

DOUCEMENT LES DEVISES !



TOUTE LA ZONE FRANC, TRANQUILLE !

Les vacances en zone franc, c'est tranquille ! Tranquille parce que vous ne touchez pas à votre allocation devises, quelle que soit la durée de votre séjour. Tranquille parce que Air France-Vacances vous y emmène à des prix pour tout le monde. Tranquille parce que Air France-Vacances vous assure le transport aérien sur des lignes régulières. Prix du transport aérien aller-retour :

LA RÉUNION : 6180 F	LA GUYANE : 4490 F
LA GUADELOUPE : 3975 F	LA MARTINIQUE : 3975 F
DAKAR : 3300 F	AJACCIO : 930 F
BASTIA : 930 F	NICE : 820 F

Tarifs aller et retour au départ de Paris valables jusqu'au 27 juin pour les Antilles et 30 juin pour la Réunion. Vente et transport soumis à des conditions particulières. Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou votre agence Air France.

AIR FRANCE VACANCES + HÔTEL FACILE !

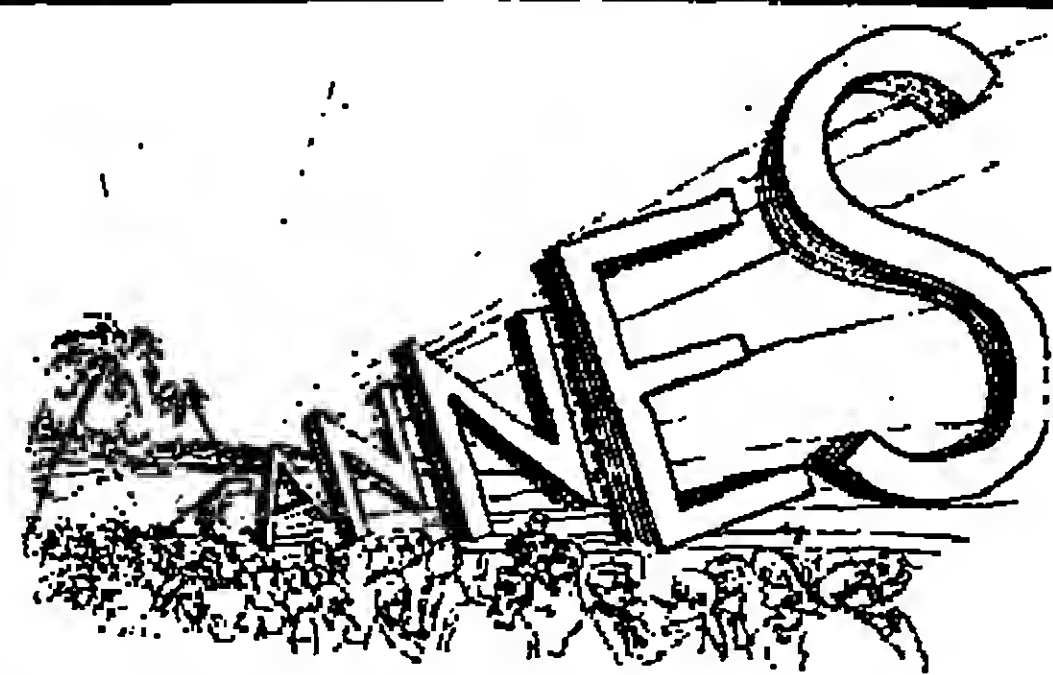
Vous pouvez réserver, dès l'achat de votre billet d'avion, une chambre en demi-pension pour le nombre de jours que vous désirez. Cette possibilité vous est proposée sur de nombreuses destinations soleil où la vie n'est pas chère et où vous n'aurez pas à dépenser toute votre allocation devises. Air France-Vacances + hôtel, facile ! Exemple :

ALCANTÉ :	ROME :
Prix du transport aérien aller-retour : 1550 F	Prix du transport aérien aller-retour : 1550 F
+ séjour d'une semaine en hôtel, en 1/2 pension : 755 F	+ séjour de 3 jours en hôtel, en 1/2 pension : 795 F
dont 600 F en devises	dont 635 F en devises
TUNIS :	PALMA :
Prix du transport aérien aller-retour : 1780 F	Prix du transport aérien aller-retour : 1260 F
+ séjour d'une semaine en hôtel, en 1/2 pension : 1225 F	+ séjour d'une semaine en hôtel, en 1/2 pension : 805 F
dont 980 F en devises	dont 645 F en devises

AIR FRANCE-VACANCES

DES PRIX POUR TOUT LE MONDE

هكسان الوجل



SELECTION OFFICIELLE

THE KING OF COMEDY, de Martin Scorsese (Etats-Unis), 7 mai.
LA MORT DE MARIO RICCI, de Claude Goretta (Suisse), 8 mai.
UNE GARE POUR DEUX, d'Eldar Riazanov (U.R.S.S.), 9 mai.
MONTY PYTHON - THE MEANING OF LIFE, de Terry Jones (Grande-Bretagne), 9 mai.
RECIDIVISTES, de Zoltan Kozdovacs (Hongrie), 9 mai.
EQUATEUR, de Serge Gainsbourg (Gabon), 9 mai. Hors compétition.
L'ETE MEURTIER, de Jean Becker (France), 10 mai.
TENDER MERCIÉS, de Bruce Beresford (Etats-Unis), 10 mai.
UTU, de Geoff Murphy (Nouvelle-Zélande), 10 mai. Hors compétition.
THE HUNGER, de Tony Scott (Grande-Bretagne), 10 mai. Hors compétition.
MERRY CHRISTMAS, MR LAWRENCE, de Nagisa Oshima (Grande-Bretagne, Japon), 11 mai.
CAMMINA, CAMMINA, de Emmanno Olmi (Italie), 11 mai. Hors compétition.

ANGELO MY LOVE, de Robert Duval (Etats-Unis), 11 mai. Hors compétition.
LA LUNE DANS LE CANIVEAU, de Jean-Jacques Beineix (France), 12 mai.
HEAT AND DUST, de James Ivory (Grande-Bretagne), 12 mai.
AFFAIRE CLASSÉE, de Minal Sen (Inde), 13 mai.
STORIA DI PIERA, de Marco Ferreri (Italie, France), 13 mai.
CARMEN, de Carlos Saura (Espagne), 14 mai.
THE YEAR OF LIVING DANGER, de Peter Weir (Etats-Unis), 14 mai.
ERENDIRA, de Ruy Guerra (Mexique, France), 15 mai.
LA BALLADE DE NARAYAMA, de Shohei Imamura (Japon), 15 mai.
L'ARGENT, de Robert Bresson (France), 16 mai.
CROSS CREEK, de Martin Ritt (Etats-Unis), 16 mai.
LE MUR, de Yilmaz Guney (France), 17 mai.
L'HOMME BLESSÉ, de Patrice Chéreau (France), 18 mai.
WAR GAMES, de John Badham (Etats-Unis), 19 mai.

UN CERTAIN REGARD

FAITS DIVERS, de Raymond Depardon (France), 8 mai.
LA BÊTE LUMINEUSE, de Pierre Perrault (Canada), 9 mai.
LE CHEVAL SAUVAGE, de Joaquín Cortés (Mexique), 10 mai.
LA MATIOUETTE, d'André Téchiné (France), 11 mai.
CAN SHE BAKE A CHERRY PIE, de Henry Jaglom (Etats-Unis), 11 mai.
LE CERTIFICAT D'INDIGENCE, de Moussa Yoro Bathily (Sénégal, moyen métrage), 12 mai.

CAMÉRAS D'AFRIQUE, de Ferid Boughedir (Tunisie), 12 mai.
ZAPPA, de Bille August (Danemark), 13 mai.
BELLA DONNA, de Peter Kogeliev (R.F.A.), 14 mai.
ULYSSE, d'Agnes Varda (France, court métrage), 15 mai.
LES ANNÉES 80, de Chantal Akerman (Belgique), 15 mai.
MI-FIGUE, MI-RAISIN, de Srdjan Karanovic (Yougoslavie), 16 mai.
LE GARDIEN DE CHEVAUX, de Xie Lin (Chine), 17 mai.

LA SEMAINE DE LA CRITIQUE

LIANNA, de John Sayles (Etats-Unis), 8 mai.
LA TRAHISON, de Vibeke Løkkeberg (Norvège), 9 mai.
CARNAVAL DE LA NUIT de Masashi Yamamoto (Japon), 10 mai.
LA PRINCESSE, de Pal Erdős (Hongrie), 11 mai.

FAUX-FUYANTS de Alain Bergala et Jean-Pierre Limosin (France), 12 mai.
LE DESTIN DE JULIETTE d'Aline Isenmann (France), 13 mai.
MENUEY, de Lili Rademakers (Belgique-Hollande), 14 mai.

QUINZAINE DES RÉALISATEURS

LOCAL HERO, de Bill Forsyth (Grande-Bretagne), 8 mai.
BOLWISER, de Rainer Werner Fassbinder (R.F.A.), 8 mai.
LES DÉMONS DANS LE JARDIN, de Manuel Gutiérrez Aragón (Espagne), 9 mai.
RUPTURE, de Mohamed Chouikh (Algérie), 9 mai.
LES DERNIERS JOURS DE LA VICTIME, d'Adolfo Anstam (Argentine), 10 mai.
EISENHANS, de Tankred Dorst (R.F.A.), 10 mai.
MISS LONELYHEARTS, de Michael Dinner (Etats-Unis), 11 mai.
DEAD END STREET, de Yaky Yoshida (Israël), 11 mai.
DIE FLAMBIERTE FRAU, de Robert van Ackeren (R.F.A.), 12 mai.
RIEN QU'UN JEU, de Brigitte Sauroi (Canada), 12 mai.

DANIEL PREND LE TRAIN, de Pal Sandor (Hongrie), 13 mai.
SANS L'OMBRE D'UN PÊCHÉ, de José Fonseca e Costa (Portugal), 13 mai.
BARBAROSA, de Fred Schepisi (Etats-Unis), 14 mai.
GRENZENLOS, de Josef Rödl (R.F.A.), 14 mai.
ANOTHER TIME, ANOTHER PLACE, de Michael Radford (Grande-Bretagne), 15 mai.
LA ROSE DES VENTS, de Patricio Guzman (Cuba), 15 mai.
LA PETITE RUE, de Yang Yanjin (Chine), 16 mai.
ANGUELOS, de Georges Katakouzinos (Grèce), 16 mai.
LA CASA DEL TAPPETO GIALLO, de Carlos Lizzani (Italie), 17 mai.

PERSPECTIVES
DU CINÉMA FRANÇAIS

LES TROIS COURONNES DU MATELOT, de Raul Ruiz, 8 mai.
EN HAUT DES MARCHES, de Paul Vecchiali, 9 mai.
DIOGÈNE, de Marc Jolivet, 9 mai.
UN BRUIT QUI COURT, de Jean-Pierre Sentier et Daniel Laloux, 10 mai.
UN JEU BRUTAL, de Jean-Claude Brisseau, 11 mai.
LA PALOMBIÈRE, de Jean-Pierre Denis, 12 mai.

LIBERTY BELLE, de Pascal Kané, 13 mai.
LA BÊTE NOIRE, de Patrick Chaput, 14 mai.
SI J'AVAIS MILLE ANS, de Monique Enckell, 15 mai.
L'AMOUR FUGITIF, de Pascal Ortega, 16 mai.
REBELOTE, de Jacques Richard, 16 mai.

Le Jury

L'écrivain américain William Styron, président du jury, composé de : Henri Alekan, directeur de la photographie (France), Yvonne Baby, chef du service culturel du Monde (France), Serge Bondarchouk, cinéaste (Union soviétique), Souleymane Chiss, cinéaste (Mali), Youssef Chahine, cinéaste (Égypte), Gilbert de Goldschmidt, producteur (France), Lya van Leer, fondatrice de la cinémathèque israélienne, Karel Reisz, cinéaste (Grande-Bretagne).

Une sélection de l'INA :
DEMAIN IL FERA BEAU, de Guy Mousset, 11 mai.
CASTING, d'Arthur Joffé, 13 mai.
UNE SALE HISTOIRE DE SARDINES, de Marie-Claude Treilhou, 14 mai.
HUGHIE, de Frédéric Compain, 15 mai.
LETTRE A MICHEL PETRUCCIANI, de Frank Cassanti, 18 mai.

Un choix de documents :
CARBONE 14, LE FILM de David Grossesse et Simone Cuissés d'Acier, 10 mai.
DES « TERRORISTES » A LA RETRAITE, de Mosco, 12 mai.
AUTOUR DU MUR, de Patrick Blosier, 16 mai.
CARACTÈRES CHINOIS, d'Antoine Fournier, 17 mai.

LE XXXVI^e FESTIVAL

Rencontre avec France Roche

(Suite de la page 17.)

« Comme nouveau palais, on nous donne un blockhaus, un bloc de crêpe recouvert de coulis de framboise ; nous nous agiterons dans des douilles sous-sole sans fenêtre, tous dans le même jus comme dans une marmite norvégienne. Cette fourmière du cinéma nous obligera à passer d'un bureau à l'autre, d'une salle de projection à la salle de montage. On passe du sérieux au futile. On découvre un metteur en scène de vingt ans qui a bricolé un film génial dans une seule chambre avec des bouts de pellicule volée, et, à 2 heures du matin, on doit se lever les cheveux parce qu'on passe le lendemain à l'antenne. On réfléchit à ce qu'on va dire dans le plus court temps possible, et en même temps on se fait des bouillottes. Ma mère me dit : « Je t'ai vu l'autre jour à la télé. » « Et alors ? » « Tu avais une mèche. » « Et ça que j'ai dit ? » « Tu dis toujours la même chose, mais tu avais une mèche, tu devrais te faire couper les cheveux. »

« Les premiers se lèvent à 7 heures du matin, ils vont à la première projection de 8 heures et à la dernière projection de minuit, ils se couchent à 2 heures du matin, ils sont à l'affût, ils cherchent des chocs. Les seconds, pépères, ne vont voir que les deux films de la compétition et rentrent se coucher en râlant parce qu'ils n'ont pas été invités à la fête de la Gaumont. Cette coexistence des passionnés du cinéma et de ses fonctionnaires est très drôle.

« Moi, mon Cannes, il est déjà prêt. Je suis une vraie mariquée. Le jour où a été votée la sélection française, j'étais la première à l'annoncer, avec Françoise Miquin, de l'A.F.P. ; l'idée qu'elle me précède me rendait malade. Ça fait quinze jours que je vois les films qui vont passer à Cannes et que j'organise mes rendez-vous : tout est marqué sur mes petits bouts de papier : les heures des projections, les noms des gens qui seront là, une vraie bible. Parfois, une demi-heure avant 20 heures, on va dans un cocktail pour racoler des gens. Ça passe si c'est un invité auquel vous tenez trois mots. Mais un quart d'heure d'attente, il faut le remplir.

« Combien de festivals de Cannes j'ai fait dans ma vie ? Je ne m'en souviens pas, et je vous prie de ne pas me faire passer pour un brontosse. J'ai successivement travaillé pour France-Soleil, pour la deuxième chaîne, pour la première chaîne, puis à nouveau pour Antenne 2. Pendant un certain temps, je descendais au Martinez, loin de la mêlée. Je prenais des bains de soleil, j'avais un peu de temps pour me bronzer pendant le petit déjeuner. Maintenant, c'est impossible. Je dois être le plus près possible du Palais pour pouvoir me changer. Une femme doit se changer. D'abord, en mai, il est indispensable, vers 18 heures, d'enfiler une petite laine pour éviter la bronchopneumonie. Et puis il faut s'habiller pour la projection du soir. On passe du sérieux au futile. On découvre un metteur en scène de vingt ans qui a bricolé un film génial dans une seule chambre avec des bouts de pellicule volée, et, à 2 heures du matin, on doit se lever les cheveux parce qu'on passe le lendemain à l'antenne. On réfléchit à ce qu'on va dire dans le plus court temps possible, et en même temps on se fait des bouillottes. Ma mère me dit : « Je t'ai vu l'autre jour à la télé. » « Et alors ? » « Tu avais une mèche. » « Et ça que j'ai dit ? » « Tu dis toujours la même chose, mais tu avais une mèche, tu devrais te faire couper les cheveux. »

« Les gens ne vous écoutent que si on ne les gêne pas visuellement. On peut bien essayer de dire des choses formidables, ils ont le chic pour fermer les oreilles devant les personnes qui ne leur plaisent pas. De gentilles bêtises avec un bon sourire passent toujours.

Codard au bar du Carlton

« Le film de Martin Scorsese, qui fait l'ouverture, The King of Comedy, est symbolique de ce que peut être un festival. Il raconte à quel point un ringard peut devenir une star à cause des médias, ces puissances aveugles et sensationnelles. Après ce signal d'alarme, on verra Faits divers, de Raymond Depardon. Dans un commissariat, il a filmé la matière brute du drame, des agonies, des interrogatoires, des choses drôles, il a capté le vrai juste en la regardant. Robert Bresson, dans L'Argent, raconte aussi un fait divers, mais transposé jusqu'à l'épave, il ne reste que quelques gouttelettes de sang sur un mur. Le cinéma de la réalité affronte celui de la transposition.

« Les grands metteurs en scène et les acteurs sont plus agréables à rencontrer hors festival. A Cannes, ils usent ce qu'ils disent. Un jour, je me suis retrouvée à la fin d'une liste pour interviewer Hitchcock. Ce n'était pas la première fois. Je lui ai dit : « Ça va être dur, je suis la dernière. » Il m'a dit : « No, I saved a joke for you. » (J'ai sauvé une blague pour vous). Même dans l'épuisement, il y a ceux qui gardent une réserve.

« Michael Cimino est venu à Cannes il y a deux ans : il était l'homme dont tout le monde parlait, celui qui avait en même temps réussi et brisé sa carrière, avec Heaven's Gate. J'avais dit : « Je veux être la première. » Vingt équipes de télévision japonaise ou allemande m'ont regardée avec rage. J'ai vu arriver Cimino complètement hagard, sous Valium, il répondait aux questions avec un grand sourire hébété. Certaines personnes ont pris un tel coup sur la figure qu'elles ne peuvent plus être émus. J'ai eu une sensation terrible : j'étais devant un type qui s'était grillé pour dix ans à Holly-

wood, et qui n'aurait pas son triomphe, mais son échec. C'est étonnant d'observer un échec à si grand bruit. Tout le monde fait des prototypes, on gagne la course ou on la perd, le cinéma ressemble à la course automobile.

« Cannes me rend à la fois plus heureuse et plus malheureuse. Heureuse parce que j'aime le cinéma ; c'est la seule chose au monde, avec les livres, dont je ne suis pas lasse. La chocolette, j'adore, mais ne finis jamais une tablette. Je suis au rendez-vous d'un film contre des filles vont au rendez-vous avec un mec, en se disant : ça va être formidable ! Au rendez-vous, il n'existe plus, je deviens une machine à raconter ce que je vois. Je suis comme ces femmes qui ne sentent pas heureuses avec un homme mais qui vont encore plus mal quand il n'est pas là. Si je reste à Cannes au moment du Festival de Cannes, j'ai l'impression de rater quelque chose. Je n'oublie jamais un jour, au bar du Carlton, dans l'obscurité, le grand soleil de midi. Godard m'a raconté la soirée à Pierrot le Fou, qu'il venait d'écrire. Quand je suis à Cannes, je pense toujours à lui.

« Cannes aime aussi des coups de hasard inattendus. On voit passer des festivals très jeunes, marrants, rigolants, on leur donne des prix. Quelques années plus tard, ils ont les cheveux blancs, ils n'ont plus de talent, ils courent après les producteurs. Les trajectoires sont tellement hautes, des gens qui triomphent reviennent en solitaires, il suffit de deux flops. Comme on dit : « Salue toujours quelqu'un sur la route du succès. »

« Cannes, pour moi, veut dire très peu de sommeil et trop de mayonnaise. Je donne un pantalon de 8 heures du matin à 3 heures de la nuit. Vers 7 heures du soir, je repense me changer à l'effort. J'ai porté huit ou neuf robes qu'on me prête, je ne les ai jamais portées et je ne les porterai jamais. Je ressens propre, parfumée, et le petit coup de peigne, le petit coup de laque, pour la grande mise. En dehors des messes basses, cette cérémonie est un vrai rituel. C'est la projection du soir qui est le film que tout le monde veut voir, les retransmissions, des miracles : est à ce moment-là que ça se joue, brusquement.

Propos recueillis par
HERVÉ GUERT.

CHAILO-OT
HIPPOLYTE
Reprise Garnier • Antoine Vitez
Du 27 avril au 15 mai 727 8115

— DERNIÈRES —
MAISON DE LA CULTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS A BOBIGNY
du 15 avril au 7 mai
LE COSMOS
histoires de banlieue
par
Le Centre Dramatique de la Courneuve
mise en scène Christian Dente
Tous les jours à 20 h 30, dim. à 16 h 30 (réserve les handis), Rens. et loc. 831.11.45 - 3 FNAC et COPAR

FORUM RÉGIONAL
DES JEUNES INTERPRÈTES D'ÎLE-DE-FRANCE
les samedi 7 et dimanche 8 mai 1983
à l'Orangerie du Château de Sceaux
Audition publique de trente-quatre jeunes formations
de musique de chambre : musique ancienne, classique, romantique,
contemporaine, jazz et musique traditionnelle.
Samedi de 10 h à 13 h, de 15 h à 18 h et de 20 h à 23 h
Dimanche de 10 h à 13 h et de 15 h à 20 h
Organisé par la Délégation régionale à la musique
d'Île-de-France, le Forum bénéficie du soutien
du conseil régional d'Île-de-France et du ministère de la culture
(Direction régionale d'Île-de-France).
ENTRÉE LIBRE

18 h 30 précises
t.a.t. présente
OM.SAAD
d'après l'auteur palestinien
ghassan kanafani
réalisation a. petit - b. rostom
Un spectacle en solo, bouleversant et qui fait réfléchir.
LA VIE OUVRIÈRE
« Du théâtre nu, presque antique. »
LE MATIN
« H. Rostom en porte la conviction et l'émotion. »
L'EXPRESS
« Un témoignage d'une grande intensité. »
RADIO-FRANCE
LUCERNAIRE 544-57-34

ÉDITH SCOT
RENÉ LOY
HUBERT JAPPELLE
DANS
LA DANSE DE MORT
d'A. STRINDBERG
Jusqu'au 7 mai
C.A.C. DE CERGY-POISSY
021-73-00

la Papasse
théâtre de la te...
cartoucherie 328 536
2000
le chapeau rouge
J.M. BAZON

LE PLUS CÉLÈBRE CABARET DU MONDE
LIDO
eocorico
20 h
Dîner Dansant
Champagne et Revue
370 F
22 h 30 et 01 h 30
Champagne et Revue
250 F
PRIVÉ N°1
SERVICE COMPLAIN

Je suis un...
Je suis un...
Je suis un...

ANDRÉ BAZIN PAR DUDLEY ANDREW

André Bazin est mort le 11 novembre 1958. Il avait cinquante ans seulement. On ne l'a pas oublié puisque, grâce à sa femme, sa femme, et à l'assistance de François Truffaut, un grand nombre de ses articles sur le cinéma ont été réunis en volumes et publiés en France, sous le titre des films de Jean Renoir. Mais bien des années ont passé, et toute une génération qui n'a pas connu Bazin, avant n'en a qu'une approche fragmentaire. Aujourd'hui, un livre de Dudley Andrew, responsable du département cinéma à l'université d'Iowa, resuscite, globalement, celui qui fut le critique par excellence.

PUBLIÉ, EN 1978, de langue anglaise, le livre de Dudley Andrew a été rompu par son auteur pour la présente édition française (1). A le recueilli des informations supplémentaires dans l'entourage de Bazin, elles ont été intégrées au texte. Voilà, en somme, pour la composition : on ne voit pas, on ne sent pas les raccords. L'ouvrage est d'une lecture si agréable, si obstinée, passionnée. Et l'on peut bien dire que c'est un événement : pour la première fois, une critique de cinéma est racontée, analysée, commentée au même titre qu'un de ces grands réalisateurs auxquels s'attachent les historiens. De quoi susciter des envies, peut-être. *À André Bazin, un hommage*, de Dudley Andrew, traduit de l'anglais par Jean Truffaut, est en préface. Toujours possible, il parle avec délicatesse de l'homme sans ce qu'il en serait sûrement pas ce qu'il est devenu : « *Janine et lui m'ont adopté au moment où je me trouvais en pleine détresse. Ils ont mis fin à la période la plus lamentable de ma vie* ». Il préfère présenter le livre qu'il s'y introduit. Mais quand il dit : *Bazin nous manquera*, il est sûr qu'il n'a rien dit qui faille défaut, en général, à la critique cinématographique d'aujourd'hui et, du même coup, aux cinéastes et à leurs œuvres.

Et peut-être, après tout, qu'un étranger était mieux placé qu'un Français pour lire l'historique de son métier — car c'en est un — auquel nous tenons tant; même si, pour différentes raisons, il est de plus en plus difficile à exercer. A lire Dudley Andrew — traduit par Serge Grünberg, — on dirait qu'il a vécu à côté de celui dont il s'est fait le biographe. Peu de personnes, sauf ses proches, savent ce que furent, jusqu'à la guerre et l'occupation, les années de formation — de Bazin — universitaire, intellectuel catholique

de gauche — ses premiers rapports avec la revue *Espriu*, avec Emmanuel Mounier, Roger Leenhardt et quelques autres.

Tout au long de son ouvrage, Dudley Andrew suit deux lignes directrices qui alternent dans une sorte de « montage » littéraire : les transformations progressives de la vie intellectuelle, de la culture en France ; le chemin suivi par Bazin dans sa vie personnelle (on apprend qu'il a souffert d'une dépression nerveuse), dans ses idées, les influences qui l'ont marqué (Malraux et Sartre par exemple), sa découverte du ci-

néma et la maturation des théories concrétisées, après la libération, par son rôle d'animateur à Travail et Culture, organisation proche du parti communiste, avec lequel lui, pourtant, n'avait pas d'atomes crochus.

La manière dont Dudley Andrew recrée le bouillonnement culturel de l'après-guerre, l'activité insaisissable de Bazin dans les ciné-clubs alors très fréquentés est exemplaire. Car le portrait du critique s'inscrit dans le tableau d'une société en pleine transformation où le heurt des idéologies a commandé bien des attitudes divergentes à partir d'une

même préoccupation : le rôle social autant qu'artistique du cinéma. Les marxistes y ajoutaient la politique, ce à quoi Bazin ne souscrivait pas. Dudley Andrew rend hommage à l'un de ses compagnons de route (devenu son ami sous l'occupation), le catholique Jean-Pierre Chartier, fondateur de *Radio-Cinéma* (rebaptisé plus tard *Télérama*). Passant de la théorie à la pratique, Bazin s'est lancé avec enthousiasme dans des aventures et des batailles où il s'est affaibli. Notre époque ne connaît plus ces clans : les ciné-clubs (dont Ochiéiri fut élue) ; *l'Ecran français*, la

Revue du cinéma de Jean-Georges Auriol (nouvelle série), le Festival du film maudit de Biarritz, puis les *Cahiers du cinéma*. Les évolutions de Bazin, ses empoignades avec Georges Sadoul, qui n'a jamais été son ennemi pour autant — au contraire il l'estimait et l'aimait, ses relations avec les « jeunes turcs » des *Cahiers du cinéma*, dont Truffaut, l'enfant terrible, le porte-parole de la « qualité française », sont évoqués dans toute leur vivacité. Une lacune, pourtant, à l'histoire des *Cahiers*: aucune allusion à la rivalité avec *Positif* dans les années 50.

L'analyse rigoureuse des méthodes critiques de Bazin est un élément essentiel de cette biographie. Les cinéphilos y puiseront ce qu'ils voudront. On se fascine par l'homme Bazin, son fissionnement par le travail, son caractère. Il écrivait dans *le Parisien libéré* (où on le laisse libre malgré la transformation politique du journal), *l'Ecran français*, *Radio-Cinéma*, les *Cahiers du cinéma*, *l'Observateur*, *Esprit*. S'adressant à des publics différents, il a réussi à exposer, toujours, ses conceptions, ses choix, ses convictions, s'accordant — sans être pour autant un cambien de la plume — au langage de chaque catégorie de lecteurs.

[illegible]

François Truffaut a raison lorsqu'il écrit : « Bien qu'il n'y ait pas eu énormément d'écrivains dans le trop court vie de André Bazin, c'était, vous le devinez, une personnalité, un personnage... Et, à la fin du livre, Jean-Charles Tacchella, entré tout jeune à l'Ecran français, parle au nom de notre génération lorsqu'il rappelle le « temps des luttes » et l'inséparabilité des années 45-50. On n'en est pas à l'éloge funèbre ni à la pieuse commémoration. Cette vie interrompue en 1958 fait toujours partie de la nôtre.

JACQUES SICLIER

(1) Cahiers du cinéma / Editions de l'Etoile Cinématographique française (sous la direction de Jean Narboni), 238 p. 01-88 F.

POURQUOI la critique ? Telle est la question que pose l'énorme montage de textes d'André Bazin, Jean Narbonne sous le titre : *Le Cinéma français de la Libération à la nouvelle vague* (1). Est-ce un hasard si, au lendemain de la mort de Bazin, presque tout le cinéma français, celui de la « qualité française » qu'avaisient si sévèrement attaqué ses jeunes collègues des Cahiers du cinéma, rendait hommage, dans *France-Observateur*, dont il avait été le chroniqueur régulier, à sa finesse d'analyse, à son sens de la mesure ?

Une critique d'André Bazin, disaient en substance ces cinéastes, vous apprend quelque chose sur votre travail.

Pour un assez grand nombre de jeunes ou moins jeunes lecteurs qui n'ont entendu parler de lui qu'à distance, à travers des références ou des citations souvent hors contexte, l'occasion est offerte de vérifier directement la source. Le noyau du volume, conformément au titre annoncé, est consacré au cinéma français de 1945 à 1968. Les autres parties traitent de Leca, Carné, Cayrol, Clair, Clément, Clouzot, Cocteau, Grémillon, Guibert, Leenhardt, Malraux, Nicole Védès. Si Jean Renoir n'a pas droit de cité, c'est tout bonnement, on s'en doute, qu'il en a été longuement parlé ailleurs.

Une époque de notre cinéma ressuscite. L'auteur de ces chroniques plus ou moins développées conçues tantôt pour le quotidien tantôt pour l'hebdomadaire, tantôt

pour la revue spécialisée, votre *pour Esprit*, excelle à creuser, à faire ressortir les contradictions à l'œuvre dans chaque film. Dialecticien redoutable, amoureux du paradoxe, comme le note justement Narboni dans son introduction, André Bazin nous semble avoir été le premier critique à montrer véritablement le « travail du film », comment la réalité se déconstruit sur l'écran, comment le message traverse la toile blanche et s'inscrit dans notre conscience.

Avec Roland Barthes, qu'il précède légèrement, André Bazin haussa la critique à un degré de perfection inconnu jusqu'alors, mais avec une différence capitale : le marxisme ne sous-tend pas l'analyse bazinienne, n'en constitue pas le fondement. Peut-être

parce que théâtre et cinéma ne mettent pas en jeu les mêmes capacités de perception, offrent deux appréhensions totalement différentes du spectacle : qu'on le veuille ou non, le cinéma repose sur la magie et la fascination ; le théâtre, avant même la critique radicale de Brecht, nous met en contact immédiat avec des êtres de chair, des décors, des couleurs, des sons, qui nous parviennent directement, sans interférence.

Jean Narboni, après Dudley Andrew, relève à son tour chez Bazin l'influence de Bergson, plus grande que celle, bien connue, de Sartre et de Malraux : « *Influence présente... sous la forme d'une insistance des notions de durée, de mémoire, de force du continu et de métamorphose.* »

Dans une seconde partie du volume, très succinate, Bazin évoque le rôle des servitudes, les exigences du métier de critique. Le « terrorisme » du *Figaro* auquel il fait allusion page 209 relève aujourd'hui de la petite histoire. Mais les questions de méthode et d'éthique critique qu'il soulève restent toujours d'actualité pour quiconque prétend juger l'œuvre d'autrui. La dernière partie, intitulée « Essais », reproduit le texte mémorable paru dans *Esprit* de juillet-août 1956, intitulé « Le cinéma de Staline » dans le cinéma soviétique : tout d'un coup, Bazin re-

joint et dépasse Barthes dans son analyse d'un des mythes majeurs de notre vingtième siècle, celui du bon papa moustachu du Kramin qui ensorcelle des millions de consciences sur les cinq continents : intellectuels, artistes, profétaires. Curieusement éliminé de la réédition de *Qu'est-ce que le cinéma ?* par les éditions du Cerf, le démontage dialectique de Bazin établit très finement le rapport plus que jamais d'actualité entre cinéma et réalité, pose l'exigence fondamentale d'un usage d'humanité chrétienne et pose la responsabilité sociale du Cinéma russe.

Imprégné du caractère essentiellement « documentaire », ce roman qui fut tiré par ses propres forces de France Truffaut, de l'image, photographique ou cinématographique, André Bazin, le premier, s'enrichit de tout l'appart du son, et d'abord de la parole perdue dans son immédiateté. Le premier, il ose délégaliser l'esthétique du cinéma muet : le premier, il défend un cinéma « impur » chargé d'illustrer, ou plutôt de dévier, les textes littéraires à d'autres fins : littérature cinématographique. C'est à la suite de Cocteau dans *Les Parents terribles*, littérature romanesque de Bernanos avec *Le roman d'un curé de campagne*, mis à l'écran par Robert Bresson. Il présente, annonce la révolution, le détonateur formidable que peut constituer l'emploi du cinéma direct au service de la fiction. Il n'eût pas l'occasion de pousser un degré plus loin : le cinéma direct peut-il être fiction ?

LOUIS MARCORELLES

★ Le dimanche 15 mai, au Théâtre Claude-Debussy du palais des Festivals de Cannes, à 17 heures, un hommage sera rendu à André Bazin en présence de Janine Bazin, de Jacques Doniol-Valcroze, de Roger Leenhardt et de François Truffaut. Il sera suivi de la projection de *The River*, de Jean Renoir.

(1) Collections « Essais », 260 pages, 85 F. Editions de l'Etoile-Cahiers du cinéma.

GALERIE FRAMOND
3, rue des Saint-Pères, Paris (4^e)
A. BEAUDIN
jusqu'au 31 mai

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bis. av. Bosquet (7^e) - 555-79-15
Myra LANDAU
« l'alchimie des ondes »
dessins et collages
Tous les jours (sauf dim.) 10 h - 18 h
samedi 12 h - 18 h
DU 28 AVRIL AU 28 MAI

MAIRIE ANNEXE du XIII
1, Place d'Italie
HENRI MARTIN
du 28 avril au 29 mai
T.l.j. s.f. lundi, 11 h 30 - 18 h
Entrée gratuite



FELIX VERDECI

En raison du succès remporté par

L'EXPOSITION
INSTITUT DE FRANCE

Son histoire, son patrimoine, ses activités
Les Académiciens, les Bibliothèques, les Musées
au C.N.A.M., 1, rue Vaucauson (3^e), M^o Arts-et-Métiers
DU 1^{er} AU 29 MAI, les heures d'ouverture seront tous les jours
de 11 h 30 à 17 h 30, le dimanche de 10 heures à 17 h 15.

GALERIE LAMBERT
14, rue Saint-Louis-en-l'Île — 75004 PARIS

JUNKO NAKAMURA

du 5 au 28 mai 1983

— CLAUDE ROPION —
Expose ses peintures jusqu'au 28 mai 1983
GALERIE HORIZON
21, rue de Bourgogne, PARIS (7^e)
Téléphone : 555-58-77
de 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi



HOMMAGE A
MIRÓ
5-20 mai 1983
GALERIE MAEGHT S.A.
13 rue de Téhéran, Paris 8° - 563 43 19

**XV^e SALON DE L'ARTISANAT
ET DES METIERS D'ART**
12 MAI 22 MAI
1983 1983



PAVILLON BALTARD
POUGET sur MARNE
OUVERTURE de 10 h à 18 h 30
NOUVEAUX 12 h à 18 h 30
Circulation sur place gratuite 2125/84

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
58, rue de Richelieu (2^e) - 281-82-83

1913

Tous les jours de 12 h à 18 h.
22 AVRIL - 13 JUILLET

MAISON DU DANEMARK
142, Champs-Élysées - Métro Étoile
CRÉATIONS ET ARTS DANOIS
Céramique - Verrerie - Bijoux
Tapisserie - Tissage - Vêtements - Meubles
T.l.j. de 12 h à 19 h. Dim. et Fêtes de 15 h à 19 h.
EXPOS 1981-1982

XXVIII^e SALON DE MONTROUGE - 4 MAI - 31 MAI
Art contemporain, peinture, sculpture,
dessin, travaux sur papier, et
JACQUES VILLON
Œuvres de 1900 à 1959
2, avenue Emile-Boutroux et 32, rue Gabriel-Péri
MONTROUGE 10 à 19 h.

GALERIE SERGE GARNIER
12, Boulevard de Courcelles 75017 PARIS - Tél. : 763-06-46

DOMINIQUE LORSCH

28 avril - 21 mai

ARTCURIAL
centre d'art plastique contemporain

DE CHIRICO
"Le Retour de l'Enfant Prodige". Jusqu'au 14 mai

SONIA DELAUNAY
Les Simultanés : Moustiers, Tapis, Porcelaines, Tissus...

ESTAMPES AMERICAINES
Jim Dine, Lichtenstein, Warhol...

AFFICHES **LIBRAIRIE**
Jeux Olympiques Art contemporain,
1984 Architecture, Graphisme

9, av. Maignon Paris 8 - 256.32.90
du mardi au samedi de
10 h 30 à 19 h 30.

NOUVELLE REVUE NOUVELLE REVUE

Bal du
Moulin Rouge

20 h Dîner Dausant
Champagne et Revue
370 F

22 h et 0 h
Champagne et Revue
255 F

PRIX NETS
SERVICE COMPRIS

femmes, femmes, femmes...

R.H.M.

MONTMARTRE - PLACE BLANCHE - 606.00.19 ET AGENCES

FORMES

Guy Bigot

Guy Bigot l'Enchanteur s'aventure « sur le sentier de Gwendred ». Traduisons : du monde blanc celtique, « séjour de l'extrême ouest, loin en mer, là où les morts choisissent leur destin » (1). Ce qui nous vaut, après une période noir et blanc, une nouvelle muse. C'est toujours Bigot et son univers éclaté, aux fragments recollés selon le caprice du créateur, ou leur propre caprice, aux images indépendantes - voire ! Ce qui les lie, pour notre jubilation, ce sont les très subtiles harmonies qui se répondent, grises, glauques comme les courants marins qui les parcourent et se frayent des canaux à travers ces régions mystiques baignées d'une lumière hyperboréenne, « sans soleil, froide et intérieure ». Ces paysages conçus en l'absence de toute ressemblance formelle, ces sites inconnus, on les reconnaît pourtant, réminiscences d'une autre vie.

Voici rassemblé le meilleur de deux ans de travail qui s'achève en ce printemps 1983 par une suite de compositions où les contrastes sont plus accentués entre les teintes claires et les foncées, où la couleur s'avive, avec des oranges et des roses tendres comme la muqueuse d'un coquillage. Mais les mots ne peuvent refléter que l'épiderme d'une peinture essentiellement secrète.

Gleb

Les tapisseries de Thomas Gleb ont trouvé un cadre à leur mesure (2). Une seconde raison justifie cet exode extra muros : La Pernoderie - bel exemple de mécénat industriel - possède déjà et a suspendu dans son hall deux immenses panneaux tissés de Gleb, introuvables. Ainsi La Joie, de 70 mètres carrés, pèse une demi-tonne. Pour offrir au public un ensemble plus complet, il fallait que leurs sœurs, quelques-unes plus récentes comme les Noces de l'agneau, viennent temporairement les rejoindre.

Une fois de plus, devant cette vingtaine de pièces tissées par C. Legoux à Aubusson, la preuve est faite que Gleb le novateur a promu la tapisserie au rang d'art à part entière, délivré de l'imaginerie dont elle était tributaire. Et dont, chez Gleb, la puissance émotionnelle va bien au-delà de la perfection des formes, de la richesse de la matière, de l'éclat crémeux de la laine (Réverie blanc sur blanc), où le noir et le rouge ont aussi leur partie à jouer, de leurs ou-

vertures, de leurs reliefs, des fils de chaîne pris pour des cordes de harpe (celle du Roi David par exemple). Abstraite ? Seulement pour ceux qui ne comprennent pas la valeur des signes, le sens des symboles, le message biblique qu'ils transmettent - et, à leur faveur, une vie intérieure pacifiée, un immense acte d'amour.

Maggiani

La Californie a porté bonheur à Robert Maggiani (3). Ce bonheur, il nous le communique à travers ses toiles rayonnantes. Disparues, les armatures, auparavant visibles dans une peinture abandonnant peu à peu toute trace de figuration. Ne subsistent que des vibrations sensorielles dans ce qu'on a pu taxer, un peu vite, d'impressionnisme abstrait. De grands bords, bien sûr, surgissent à la mémoire. C'est cependant moins de ces glorieux aînés qu'est venue la leçon émanatrice que des espaces libérés prenant des dimensions hors de notre échelle. On est ébloui par le jaune solaire d'une vaste toile, « étincelle d'or de la lumière nature ». Le bleu a perdu sa suprématie d'avant le dernier voyage. Il persiste pourtant, ici associé au rose. Partout c'est l'affranchissement, surveillé, d'une palette sensible.

Barnola

Difficile de s'arracher aux créatures obsédées de Jean-Luc Barnola, personnages, animaux plus ou moins fabuleux (4). Ce sont des aplats, des surfaces monochromes peintes en teintes pâles, neutres, qui ont l'air de découpes, de pièces d'un puzzle reconstitué. Peu importe si ces êtres ont subi certaines mutilations. Suggérés, ces membres et autres détails manquants n'en acquiescent que plus de présence. La plupart, bêtes et gens, chats, oiseaux semblent être les acteurs de quelque histoire fantastique, contée parfois en plusieurs épisodes. Mais la narration est tellement sublimée qu'elle se contente de plonger le spectateur dans un état onirique. Et cette apparition, cette matrone campée de profil écrasée tout de sa haute stature.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Galerie Jaquester, 85, rue Rambuteau.
- (2) A La Pernoderie, 120, avenue du Maréchal-Foch, Créteil. Seul samedi et dimanche, de 9 à 18 heures.
- (3) Galerie Jacob, 28, rue Jacob.
- (4) Galerie Visconti, 37, rue de Seine.

SÉLECTION

CINÉMA

« Dialogue de Rome » de Marguerite Duras

Des amants parlent et l'on ne voit que Rome. « Je voudrais transmettre, dit Marguerite Duras, ce que Rome fait naître en moi, la sensation d'une matière intrinsèque, indissoluble, suffocante, cavernueuse à l'extérieur comme à l'intérieur. » Difficulté de la ville, difficulté de l'amour se répondent.

ET AUSSI : Dans la ville blanche, d'Alain Tanner (Lisbonne, un marin, la liberté). Le Vent, de Souleymane Clisè (être jeune au Mali). Sarah, de Maurice Dugowson (fragments d'une fascination). Goffin, de Tizuka Yamasaki (un itinéraire japonais au Brésil). Pauline à la plage, d'Eric Rohmer (une pure merveille). Fanny et Alexandre, d'Ingmar Bergman (à voir quand il est encore temps).

THÉÂTRE

« Vera Baxter » au Poche

Une station balnéaire hors saison, une villa à louer, une femme haïe par le fantôme de l'amour, un homme fasciné, un échange à demi-mot, à demi-phrase, deux acteurs fascinants, Jean-Marc Bory et Martine Pascal, dans la chanson de la femme fidèle, par Marguerite Duras.

ET AUSSI : Hippolyte, à Chaillot (la pureté vicienne). La Pou d'arc, à Aubervilliers (les Trois Scurs). Transat, au Jardin d'Hiver (l'enfant-homme et la femme).

MUSIQUE

Festivals et musique contemporaine

Tandis que Evian et Poitiers se poursuivent, le Mai de Bordeaux entre à son tour dans la ronde des festivals, avec un programme particulièrement riche cette année : célébration du tricentenaire de Rameau, avec de nombreux spectacles divers, de Brahms et de Jacques Thibaud, et, comme opéra, une rareté édifiante, le Barbier de Séville, de Paisiello (du 6 au 21 mai).

Autre fête bien différente : le « Forum régional des jeunes interprètes » réunit trente groupes de musique de chambre dans tous les genres pour les finales publiques à

l'Orangerie du parc du château de Sceaux (les 7 et 8 mai, de 10 h à 20 h).

La musique contemporaine est spécialement à l'honneur ces jours-ci : d'abord la création d'un spectacle sur Victor Hugo visionnaire, de Pierre Seghers, poèmes et peintures de Hugo, musique originale de Pierre Henry (T.M.P.-Châtelet, les 4, 5, 6 mai). L'Atelier-musique de Ville-d'Avray présente, avec les enfants des écoles des Hauts-de-Seine, un spectacle de Marcel Landowski, la Sorcière du placard aux balais dans treize villes du département (Moudon-la-Forêt, le 4 ; Rueil, le 7 ; Amières, le 9 ; Sceaux, le 11 ; puis Bourg-la-Reine, La Garenne-Colombes, Suresnes, etc.).

Sommet de la technique au contraire, avec un colloque, une exposition, des concerts, sur « Musique et ordinateur », qui réunissent cumulemment tous les groupes spécialisés français, du CEMAMU à l'IRCAM (Campus d'Orsay, du 3 au 19 mai ; renseignements : (6) 907-13-85). Chaillot (foyer), « Musique vivante » illustre la musique américaine moderne : Cage, Brown, Rzewski (le 5). Et l'Atelier de Tourcoing convie à des « promenades lyriques du XX^e siècle » : dix mini-opéras, dont cinq créations mondiales et une création française (les 7-8 et 14-15 mai), tandis que l'Ensemble intercontemporain dirigé par M. Tabachnik donnera des œuvres de Amy, Schapiro, Talra et Messiaen (Théâtre du Rond-Point, le 9 mai).

VARIÉTÉS-ROCK

Villette en fête

Préfiguration de la programmation de la future salle de Bagnolet, cette manifestation placée sous l'égide du ministère de la culture propose sous le chapiteau Fanni de Pantin, du 6 au 10 mai : Léo Ferré et Font et Val (le 6), Moving Hearts et Rory Gallagher (le 7), musiques et chants d'Afrique du Nord avec Alt Menguel-Azennar et Nass El Ghiwan-Agga (le 8), Charlië Couture et Dollar Brand (le 9), soirée Brésil autour de Bernard Lavilliers (le 10).

ET AUSSI : Joan Armatrading, le 4, porte de Pantin ; Jimmy Cliff, le 6, à Bordeaux (Palais des Sports), le 8 à Nice (Théâtre de Verdure), le 9 à Lyon (Palais d'Hiver), le 11 à Strasbourg (Hall Tivoli) ; Odette, à Bobino ; Pierre Louki, à la Comédie de Paris ; Jacques Douai, au Jardin d'acclimatation.

DANSE

John Neumeier au Théâtre de la Ville.

Présentation de la Passion selon Saint-Matthieu, interprétée par la troupe du ballet de l'Opéra de Hambourg (la danse transcendée) ;

ET AUSSI : L'Opéra de Pékin au Palais des congrès (un théâtre mythologique et guerrier qui va à l'encontre du réalisme, où tout mouvement est dansé, où toute parole est chantée). Le Forum régional de danse contemporaine du Val d'Oise au C.A.C. Paul-Eluard de Bezons. (Deux journées, quatre séquences, onze compagnies, 7 et 8 mai). Cycle de danse anglaise contemporaine au Centre Georges-Pompidou. (Quelques jeunes troupes révélées la saison dernière au cours du festival « Dance Umbrella ».)

JAZZ

Lionel Hampton au New Morning

Dix-sept musiciens sur scène, le vertige des big bands d'autrefois, la puissance des grandes machines ! Hamp continue de soulever l'enthousiasme, parfois de façon très candide, ce qui est au fond bon signe. De toute façon, le spectacle s'impose pour au moins deux raisons : la première tient à la présence irremplaçable d'un grand orchestre en club, cuivres au vent et

gestes lourds de légende. La deuxième est plus sociologique : on observera grâce à cette troupe minutieusement endiablée où en est le New Morning, avec ses problèmes de bruit et de voisinage jazzophone (les 7, 8, 20 et 22 mai).

ET AUSSI : The New Badini Swing Machine, au Petit-Opportun (jusqu'au 15) ; Hanna Music Creation, à Dainois (du 10 au 14).

EXPOSITIONS

Oskar Kokoschka et Sol Lewitt à Bordeaux

Camp d'envoi du Mai avec l'inauguration des deux expositions d'Oskar Kokoschka et Sol Lewitt. Kokoschka, l'expressionniste viennois mort à l'âge de quatre-vingt-quatre ans en 1980 et dont les œuvres françaises possèdent peu d'œuvres, portraits et paysages urbains tourmentés jusqu'aux profondeurs de la couleur et de la pâte, sera à la galerie des Beaux-arts. Sol Lewitt, un pur, un dur de l'art minimal et conceptuel aux États-Unis, occupera le grand espace de l'entre-pôt Laïné avec vingt et un nouveaux « Wall Drawings » créés spécialement pour le lieu (à partir du 7 mai).

ET AUSSI : Horia Damian et Jean-Pierre Raynaud : Les symboles du lieu, l'habitation de l'homme, au Grand Palais (à partir du 6 mai). Magritte et les publicitaires, au Musée de l'Affiche et de la Publicité (à partir du 5 mai). Gus Bofa et les illustrateurs de l'entre-deux-guerres, au Musée-galerie de la SEITA (à partir du 5 mai).

en V.O. : GAUMONT AMBASSADE - QUINTETTE PATHÉ - FORUM LES HALLES - en V.F. : U.G.C. BERLITZ MAXEVILLE - BRETAGNE - LES IMAGES - MISTRAL - ATHÉNA - FAUVETTE - PATHÉ CHAMPIGNY ALPHA ARGENTEUIL - 4 TEMPS LA DÉFENSE - ULIS ORSAY - CYRANO VERSAILLES - CERGY PONTOISE U.G.C. POISSY - DOMINO MANTES - GAUMONT-QUEST BOULOGNE - 3 VINCENNES - FLANADES SARCELLES

LES FLICS, LES TRUANDS, LES FILLES...
TOUS VEULENT SA PEAU...

J'AURAI
TA PEAU

American Cinema Productions Présente Une production de Robert Solo, "J'AURAI TA PEAU"

Avec ARMAND ASSANTE - BARBARA CARRERA - ALAN KING - LAURENCE LONDON - GEOFFREY LEWIS et PAUL SCRIVINO dans le rôle de Pat Chambers - Musique de BILL CONTI - Scénario de LARRY COHEN D'après le Roman de MICHAEL SPILLANE - Produit par ROBERT SOLO - Réalisé par RICHARD T. HEFFRON Producteurs Exécutifs MICHAEL LEONÉ et ANDREW DIT PFEFFER Distribué par WARNER-COLUMBIA FILM

Centre Georges Pompidou

du 2 au 15 mai 1983

DANSE ANGLAISE CONTEMPORAINE

du 2 au 8 mai
Julyen Hamilton et Matthien Keijser
Janet Smith & dancers

du 9 au 15 mai
Mantis Dance Company
Maedee Dupres and friends

grande salle / 1^{er} sous-sol
prix des places : 27 / 33 / 38 F - réservation 27.42.18

THÉÂTRE DE LA VILLE

ANIMATEUR-DIRECTEUR JEAN MERCIER

du 10 au 22 mai

ballet
de l'opéra
de Hambourg
chorégraphies
John Neumeier

10 - 11 - 12 - 20 - 21 mai

19h30

matinée dimanche 22 à 14 h 30

la passion

selon saint-matthieu

de J.-J. Bach

13 - 14 - 17 - 18 - 19 mai

20h00

matinée dimanche 20 à 14 h 30

soirée stravinsky

Pétrouchka

Les Préludes

(Symphonie en 3 mouvements)

Le Sacre du printemps

18 h 30

une heure sans arrêt 30 F

du mardi au samedi

du 3 au 7 mai

edda mader

au piano

Janine Reix

2 programmes

17 - 18 - 19 mai

rencontre-animée

avec

John Neumeier

et les danseurs de

l'opéra

de Hambourg

Stravinsky

et la danse

274.22.77

2, place du Châtelet

Joyeux Noël

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-11-12). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 20 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, de 10 h à 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (croisière égarée) jusqu'à 17 h. Entrée libre le dimanche.

YVES KLEIN. Rétrospective. Jusqu'au 25 mai.

DE LA ROSIÈRE À LA MISS. Le jeu de la rose dans les fêtes populaires. Salle d'actualité. Entrée libre jusqu'au 6 juin.

BARRY FLANAGAN. Sculpteur anglais. Jusqu'au 30 mai.

TABU-DADA. Jean Crosti-Szozane. Jusqu'au 30 mai.

UNE MAISON, DES LIVRES ET DES MOTS. Carrefour des régions. Jusqu'au 9 mai.

PAOLO GIOLI. Corps et formes, photographies. Salon photos. Jusqu'au 8 mai.

CHRIS HARRIS. Danse et photographies. Petit foyer. Jusqu'au 15 mai.

FLEIN VIDE. Évaluation. Atelier des enfants. Sauf mardi et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 25 juin.

CCL.

EUREKA 83. Un siècle d'inventions françaises. Jusqu'au 27 juin.

IN COHERENCES. Environnement quotidien et lieux. Jusqu'au 30 mai.

R.P.J.

ARBRES - PHOTOGRAPHES ET PAYSAGES, XIX-XX SIÈCLES. Jusqu'au 30 mai.

Musées

CLAUDE GELLÉE, DIT LE LORRAIN (1691-1762). Grand Palais. Entrée place Clemenceau (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mer. et dim., de 10 h à 18 h. Entrée 15 F ; sam. 12 F. Jusqu'au 16 mai.

MANET, 1832-1883. Grand Palais, entrée avenue Winston-Churchill (voir ci-dessus). Entrée gratuite le 27 juin. Jusqu'au 16 mai.

DAMIAN-RAVNAUD. Les symboles du Bien. L'habitation de l'homme. Grand Palais, entrée avenue du Général-Sébastien (voir ci-dessus). Du 6 mai au 27 juin.

BONNARD, K.Y. ROUSSEL, VUILLARD. Grand Palais (voir ci-dessus). Tous les jours, de 10 h à 18 h 30. Jusqu'au 25 mai.

DONATION J.H. LARTIGUE. Femmes de mes antécédents et de maintenance. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (voir ci-dessus).

LES COLLECTIONS DU COMTE D'ORSAY. Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaurès (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée 12 F, gratuite mercredi et dimanche. Jusqu'au 30 mai.

PRÉSENTATION TEMPORAIRE D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES. Entrée : un royaume sur l'échiquier au temps des Hittites. Jusqu'à la mi-octobre.

George Shaw : paysages photographiques. Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 7 F ; le dimanche, 3,50 F.

SUMMER TIME (1960). de Shirley Goldfarb : jusqu'à la mi-mai. JEAN-PHILIPPE CHARBONNIER. 300 photos. Photographies : 1944-1982 ; jusqu'au 26 juin.

WIFREDO LAM (1892-1982). jusqu'au 22 mai. **VIVE L'ART MODERNE :** jusqu'au 29 mai. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 17 h 30 ; le mercredi, de 10 h à 20 h 30.

REINHARD BORDEAUX : Naïve. DANIEL BUREN : Points de vue. MAX NEUHAUS : Sound Installation. WUNDER PRODUCTS : Tecnopop in Wonderland. ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Du 6 mai au 12 juin.

MAGRITTE ET LES PUBLICITAIRES. Jusqu'au 12 juin. **ROUCHON,** pionnier de l'affiche illustrée. Jusqu'au 6 juin. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h.

GUS BOFA et les illustrateurs de l'entre-deux-guerres. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (555-91-50). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 septembre.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE-LE PREMIER EMPEREUR. Dessins. Jusqu'au 22 mai. - **DU FAUBOURG SAINT-ANTOINE AU BOIS DE VINCENNES.** Promenade historique dans le douzième arrondissement. Jusqu'au 19 juin. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h (fermé le 12 mai). Entrée 9 F, gratuite le dimanche.

DE CARPEAU À MATISSE. La sculpture française de 1850 à 1914 dans les musées et collections publiques du nord de la France. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-34). Sauf le mardi, de 10 h à 11 h 30 et de 14 h 30 à 18 h. Jusqu'au 30 mai.

CARRÈGE. Musée de la Monnaie, 11, quai de Conti (329-12-48). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 juillet.

VERS L'ORIENT... Jusqu'au 29 mai - 1913. Bibliothèque nationale, 58, rue Richelieu (261-82-33). De 12 h à 18 h. Jusqu'au 13 juillet.

PATRICK TOTH. Galerie de photographes de la B.N., 4, rue Louvois. Sauf dim., de 12 h à 18 h. Jusqu'au 21 mai.

ERIK SATIE À MONTMARTRE. Musée de Montmartre, 12, rue Curiet (506-61-11), de 14 h 30 à 17 h 30 ; dim., de 11 h à 17 h 30. Entrée : 8 F. Jusqu'au 25 mai.

CHINE : LES FRESQUES DU DÉSERT DE GOLI. La route de la soie. Musée d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (336-14-41), de 14 h à 17 h 15. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 17 août.

MONGOLIE-MONGOLIE. Traditions de la steppe. Musée de l'homme, place du Trocadéro (553-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au 23 mai.

LES MÉMOIRES DE L'ARC DE TRIOMPHE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot (727-35-74). Sauf mardi (sam. et dim. matin), de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée 5 F. Jusqu'à fin mai.

ART ET SANTÉ À L'ASSISTANCE PUBLIQUE. Hôtel de Miramion, 47, quai de la Tourneville.

L'ŒUF ET LA PLUME. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons (747-47-66). Jusqu'au 31 décembre.

Centres culturels

INSTITUT DE FRANCE. Conservatoire national des arts et métiers, 1, rue Vauvray (329-53-10). De 11 h 30 à 17 h 30 ; dim., de 10 h à 17 h 15. Entrée : 10 F. Jusqu'au 29 mai.

HOMMAGE AUX GABRIEL. Hôtel de Rohan, 87, rue Villedo-Temple. Sauf mardi, de 10 h 30 à 18 h. Jusqu'au 15 juin.

SALON REALITES NOUVELLES. Centre d'art de la rive gauche, 8, rue de Nèze (326-58-53). De 10 h à 19 h. Du 7 au 29 mai.

SALON DES ILLUSTRATEURS. 24, quai d'Anvers (239-11-79). De 11 h à 21 h. Jusqu'au 10 mai.

L'ART POPULAIRE AUX ÉTATS-UNIS. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau (233-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 29 mai.

CARLO SCARPA ET LE MUSÉE DE VENEZIE. Institut culturel italien, 50, rue de Varenne (222-12-78). Jusqu'au 19 mai.

PROMENADE À ANGKOR. Photographies. Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-27-00). Sauf mardi, de 14 h à 18 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 5 juin.

CURT ASKER. Sculptures esquadrées, insensibles, dessins, photos. Centre culturel suédois, 11, rue Poyenne (271-82-20). De 12 h à 18 h ; sam. et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 mai.

CLAUDE MONNET AU TEMPS DE GIVERNY. Centre culturel du Marais, 28, rue des Francs-Bourgeois (272-73-52). Sauf mardi, de 11 h à 19 h. Entrée : 19 F. Jusqu'au 17 juillet.

CHILDREN-CLOVIS. rois des Francs. De Tournaï à Paris, miniature d'une nation. Centre culturel Walon-Bruxelles, 127, rue Saint-Martin. Sauf lundi, de 11 heures à 18 heures. Entrée 10 F. Jusqu'au 15 mai.

ÉMIGRÉS FRANÇAIS EN ALLEMAGNE/ÉMIGRÉS ALLEMANDS EN FRANCE. 1685-1945. Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (723-61-21). Sauf sam. et dim., de 10 h à 20 h. Jusqu'au 10 juin.

DETLEF KAPPELER. Centre culturel allemand, 31, rue de Condé. Sauf sam. et dim., de 13 h à 19 h. Jusqu'au 27 mai.

YVES GAUCHER. Peintures et gravures. JEAN NOËL. Sculptures récentes. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (551-35-73). De 10 h à 19 h. Jusqu'au 29 mai.

MOINS TRENTÉ. Jeunes photographes. Société française d'architecture, 100, rue du Cherche-Midi (548-53-10). Jusqu'au 28 mai.

R.H. Expert, architecte (1882-1955). Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon (633-90-36). Jusqu'au 18 juin.

HENRI MARTIN. Mairie du 13^e arrondissement, 1, place d'Italie. Sauf lundi, de 11 h 30 à 18 h. Entrée libre. Du 29 avril au 29 mai.

REALISMES ET IMAGERIES : Brunet, Forges, Meynard, Netta, etc. Compagnie française des pétroles, 5, rue de Valenciennes (551-35-73). De 10 h à 19 h. Jusqu'au 29 mai.

INFLUENCES POPULAIRES DANS L'ART CONTEMPORAIN BRÉSILIEN. Galerie Debret, 28, rue La Boétie. Jusqu'au 20 mai.

SCHWOB. Peintures. Galerie amie de Paris, 17, rue Saint-Sulpice (633-76-58). Jusqu'au 28 mai.

PEINTRES, GRAVEURS ET SCULPTEURS. Cité internationale des arts, 18, rue de l'Hôtel-de-Ville (278-71-72). Tous les jours, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 24 mai.

ARTISTES ÉTRANGERS. boursiers du gouvernement français. Théâtre du Rond-Point, avenue Franklin-Roosevelt (356-70-80). De 15 h à 20 h 30 ; dim., de 14 h à 17 h. Jusqu'au 14 mai.

DIX ANS DE LA REVUE U & L.C. Mémorandum Graphic Center, 49, rue des Mathurins (483-52-66). Sauf sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

TURBULENCES : Boman, Diamond, Mahdavi, American Center, 261, boulevard Raspail (321-42-20). Sauf dim., de 12 h à 19 h ; sam., de 12 h à 17 h. Jusqu'au 20 mai.

Galleries

EVENTUALS. Galerie Marigny, 2, rue de Mirocassol (265-36-53). Jusqu'à fin mai.

ANDRÉ BEAUDIN. Truisme aquarielles, 1963-1978. ROGER DE CONINCK. Vingt œuvres sur papier, 1962-1967. Galerie Fromond, 3, rue des Saints-Pères (260-74-77). Jusqu'au 13 mai.

GRAVURES DE MIRO. Regard de 1969 à 1982. - BENT HOLSTEIN. Œuvres récentes. Galerie ABCD, 30, rue de Lisbonne (563-36-06). Jusqu'au 15 mai.

AFFICHES AMÉRICAINES. 1890-1900. Galerie Arentson, 3, quai Malaquais (326-86-06). Jusqu'au 21 mai.

LES ARLEQUINS. sur par Acquart, Bessacoste, Brayer, Charé, etc. Galerie Procureur, 35, rue de Seine (354-92-01). Jusqu'au 11 juin.

MASQUES MEXICAINS. Galerie Urbain, 4, rue de la Biche (354-08-34). Jusqu'au 21 mai.

ART 82. Artcurial, 9, avenue Matignon (359-29-81). Jusqu'au 14 mai.

BOLANSKI, BOUE, CRAGG, DES-LEZ, McLENN. Œuvres récentes. Galerie C. Croisé, 80, rue Quincampoix (887-60-81). Jusqu'au 19 mai.

BAUME, BAURET-ALLARD, CHEUNG, etc. - LES ÉTATS DU LIEUX. Artistes américains. Galerie C. Croisé, 14, rue Quincampoix (354-57-67).

DESSINS : Balthus, Dierman, Polka. Galerie Bana, 40, rue Quincampoix (227-38-87). Jusqu'au 28 mai.

TAKAJO KUBIN. Peintures, collages, gouaches, photographies. Galerie Peinture, 29, rue de Bourgogne (551-00-53). Jusqu'au 14 mai.

PARI 83 : Bernard, Dardel, Delat, Laverdier, Galerie Iy Brachot, 35, rue Guénégaud (354-22-40). Jusqu'au 21 mai.

MATRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES. Galerie D. Malingue, 26, avenue Matignon (266-60-33). Jusqu'au 18 juin.

TRAVAUX DE PAPIER : Alechinsky, Desportes, Jacard, Koller, Kravon, Pina. Galerie La Hune, 14, rue de l'abbaye (325-54-06). Jusqu'au 31 mai.

FEU : Berthelme, Bouillon, McCafferty, Magot. Galerie Au Fond de la Cour, 40, rue du Dragon (544-68-34). Jusqu'au 30 mai.

ARMURES DU JAPON. Galerie R. Burayou, 12, rue du Regrattier (354-67-36). Jusqu'au 21 mai.

GILLES AILLAUD. Dessins, notes et esquisses. Galerie Bordes, 7, rue Pricasse (326-26-97). Jusqu'au 22 mai.

AMARANTE. Peintures. Galerie L. François, 15, rue de Seine (326-94-32). Jusqu'au 25 mai.

DAVID AZUZ. Galerie R. Dronet, 104, Faubourg Saint-Honoré (266-68-67). Jusqu'au 20 mai.

BEN. Œuvres et environnement. Galerie Lara Vincy, 47, rue de Seine (326-75-51). Jusqu'au 28 mai.

JEAN-PIERRE BERTRAND. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (274-38-01). Jusqu'au 28 mai.

BIGOT. Galerie Jugueter, 85, rue Rambuteau (508-51-25). Jusqu'au 21 mai.

BLANCHARD. Galerie C. Breguet, 19, rue Guénégaud (633-40-06). Jusqu'au 18 mai.

BRUS. Le langage de la lumière. Galerie Farid-Cadot, 77, rue des Archives (278-08-36). Jusqu'à fin mai.

JORGE CARRASCO. Galerie Perspectives, 53, avenue de Saxe (566-49-70). Jusqu'au 20 mai.

COLETTE BRUNSCHWIG. Collages. Le Roi des Aulnes, 159, boulevard du Montparnasse (326-86-92). Jusqu'au 20 mai.

ALBERT RAPOIS CASAMADA. Galerie Citra, 20, rue de l'Université (298-69-57). Jusqu'au 14 mai.

MARC CAVELL. Rétrospective 1943-1983. Galerie Bellin, 28 bis, boulevard Sébastopol (278-01-91). Jusqu'au 14 mai.

CHARRA. Gouaches. L'Œil de bouff, 58, rue Quincampoix (278-36-66). Jusqu'au 28 mai.

DALL. Vingt ans de gravures. 1958-1978. Art Mural, 77, avenue des Gobelins (535-14-60).

FRANÇOISE DAMIRON. Galerie Jean Briance, 23-25, rue Guénégaud (326-85-51). Jusqu'au 28 mai.

HOMMAGE À JUAN MIRO - JIM DINE. Monotypes et gravures. Galerie Magot, 13, rue de Téhéran (563-19-17). Jusqu'au 20 mai.

MARIANNE FAYOL. Peintures récentes. Galerie Dardel, 22, rue de Beaune (261-20-63). Jusqu'au 20 mai.

GRANET. Galerie D. Speyer, 6, rue Jacques-Callot (354-78-41). Jusqu'au 11 juin.

HANOTEAU. Aquarelles de société. Galerie Varius-Ginco, 100, rue du Faubourg Saint-Honoré (266-25-45). Jusqu'au 28 mai.

ROSIASSON. Peintures et gouaches, 1965-1968. Galerie Regard, 40, rue de l'Université (261-10-22). Jusqu'au 21 mai.

GÉRARD KOCH. Sculptures. Nane Stern, 25, avenue de Tourville (705-08-46). Jusqu'au 14 mai.

MICHEL DE LEONARDY. Peintures, gouaches. L'Œil de Sévigné, 14, rue de Sévigné (271-74-59). Jusqu'au 21 mai.

NELLO LEVY. Peintures. Hôtel Astra, 29, rue Caumartin (266-15-71). Jusqu'au 28 mai.

MAGGIANI. Peintures récentes. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (633-90-66).

JEAN-PAUL MARCHESSCH. 2 999 dessins. Galerie Avaris-prométhée, 6, rue Saint-Nicolas (341-55-76). Jusqu'au 30 mai.

HENRI MATISSE. Dessins au plume à l'encre de chine. Galerie Berggruen, 70, rue de l'Université (222-02-12). Jusqu'au 14 mai.

MIMIAGUE. « Les souvenirs futurs », peintures. Galerie P. Tripon, 4 bis, rue des Beaux-Arts (634-15-01). Jusqu'au 4 juin.

WILFRIED MOSEK. Peintures et sculptures 1953-1983. Galerie J. Boscher, 33, rue de Seine (326-22-32). Jusqu'au 4 juin.

NALL. Dessins, gouaches, gravures. Galerie Broutin, 31, rue des Berges (574-93-79). Jusqu'au 28 mai.

ALAN ODLE. 1888-1948. Dessins. Le Dessin, 27, rue Guénégaud (633-04-66). Jusqu'au 30 mai.

PANAGOT. Les Parisiens. Le Hamptons, 3, rue de Montbello (354-58-79). Jusqu'au 21 mai.

POLIAKOFF. Estampes originales. Galerie Tendances, 105, rue Quincampoix (278-61-79). Jusqu'au 31 mai.

HENRI PROSS. Galeries compagne. Galerie, 30, rue Rambuteau (278-41-07). Jusqu'au 21 mai.

MICHEL ROBINSON. Intérieurs. Galerie R. Lavrov, 40, rue Mazarine (326-84-53). Jusqu'au 30 mai.

CLAUDE ROPION. Galerie Horizon, 21, rue de Bourgogne (555-58-27). Jusqu'au 28 mai.

PIERRE SAKO. Les objets sont beaux. Galerie Kari-Finkler, 25, rue de Tournon (325-18-73). Jusqu'au 14 mai.

GEORGES STOLL. Galerie L. Durand, 19, rue Mazarine (326-25-35). Jusqu'au 21 mai.

HOMMAGE À SURVAGE. Galerie Lucie Wall, 6, rue Bonaparte (354-71-93). Jusqu'au 26 mai.

TALANSIER. Peintures. Galerie V. Schmidt, 41, rue Mazarine (354-71-91). Jusqu'au 19 mai.

TRECCANI. Peintures récentes. Galerie B. Bédini, 20, rue de Mirocassol (265-54-56).

TUMA. Galerie E. de Causans, 25, rue de Seine (326-54-48). Jusqu'au 28 mai.

KIM UEMATSU. Installations. Galerie Baudouin-Léon, 36, rue des Archives (272-09-10). Jusqu'au 28 mai.

ISABELLE WALDBERG. Sculptures. Nova-Park Elysées, 51, rue François-1^{er} (362-63-64). Jusqu'au 1^{er} juillet.

ANN WARP. Travaux de verre. Galerie des femmes, 24, rue de Seine (329-30-75). Jusqu'au 18 juin.

En province

AMBIERIEU-EN-BUGEY. Soieries lyonnaises. de P. de la Salle à nos jours. Château des Allières (38-21-66). Jusqu'au 8 juin.

AMIENS. La vie musicale en Picardie au temps des Fays. Musée de Picardie, 48, rue de la République (91-36-44). Jusqu'au 13 juillet.

ANTIBES. Bonjour, Monsieur Picasso. Musée Picasso, château Grimaldi (33-67-67). Jusqu'au 16 juin.

BORDEAUX. Sol Levitz. CAPC. Entrepôt Lainé, rue Foy (44-16-35).

Jusqu'au 27 août. - Koloschka. Galerie des Beaux-Arts, 20, cours d'Albret (90-91-60). Jusqu'en septembre.

CAEN. Friedländer. Gravures récentes. Musée des beaux-arts, coplanade du château (81-78-63). Jusqu'au 29 août. - Aina, Caillet, Deschamps, Gélard, Leblanc, Malar. Atelier de recherche artistique, rue de Bras (85-73-15). Jusqu'au 31 mai.

CHOLET. Carabassan, objets trouvables. Musée des arts, 50, avenue Gambetta (62-21-46). Jusqu'au 27 juin.

DUNKERQUE. Vénusque Bijo. Musée d'art contemporain, avenue des Bains (65-98-00). Jusqu'au 18 juillet.

GORDES. Georges Noël : reliques, peintures 1962-1983. Abbaye de Senanque (72-03-45). Jusqu'au 3 juillet.

GRENOBLE. Croussat. Douze ans de peinture, 1970-1982. Musée de peinture, place de Verdun (54-09-82). Jusqu'au 6 juin.

LILLE. Dessins de

Les Maîtres-écaillers de la Porte-Maillo
vous reçoivent jusqu'à 2 h du matin

A L'AUBERGE AU RESTAURANT

Dab **Le Congrès**

Choucroute, rotisserie,
desserts maison. Viandes grillées à l'os
au feu de bois.

Plateaux de fruits de mer, langoustes, poissons grillés.

161 av. de Malakoff 80 av. de la Grande Armée
75116 Paris - tél. 500.32.22 75017 Paris - tél. 574.17.24

[illegible]

٥٥١ من الأصل.

سكراين الکرمان

ET DES SPECTACLES

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 4

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : M. Poulès (Bach, Beethoven, Mendelssohn).

RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 19 h 30 : R. Fontaine, A. Mogis, J. Dupont, E. Pechard (Cruel, Schubert, Hummel) ; Grand Auditorium, 20 h 30 : Quatuor de saxophones Daffney (Renaud, Bodo, Fild).

SALLE CORTOT, 20 h 30 : M. et X. Gaspard (Beethoven, Elgar, Mahler).

ÉGLISE DES BILLETTES, 20 h 45 : B. Hubbard, A. Plass (Mozart, Weber).

ÉGLISE SAINT-JEAN DE MONTMARTRE, 20 h 30 : Ensemble vocal Ph. Mazze (Pachelbel, Bach, Mozart).

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, 20 h 30 : M. Piquet, N. Zaby (Vivaldi, Mozart, Ysaie).

INSTITUT NATIONAL DES JEUNES AVEUGLES, 20 h 45 : G. Robert (Mozart, Schubert, Schumann).

TEMPLE DE PENTEMONT, 21 h : V. Archambault, L. Dru, H. Kondo (Bach).

CENTRE RACHIN, 21 h : J.-Ch. Michel.

TRIANGLE DE BAGATELLE, 12 h 30 : E. Berthod (Chopin).

UNESCO, 20 h 30 : Festival Dialogues (Mans Dikango, Lemahabou).

JEUDI 5

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-ÎLE, 20 h 30 : Grand vocal de France, dir. : J. Aude (Fauré, Haendel, Williams).

LUCERNAIRE, 21 h : J.-L. Espagnac (Mendelssohn, Bach, Schumann).

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. : M. Mouri (Debussy).

SALLE FLEURY, 19 h 45 : J. Rouvier (Schumann, Beethoven).

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris (Fauré, Dutilleul, Franck).

CENTRE CULTUREL CANADIEN, 20 h 30 : S. S. S. (Grieg, Liszt, Smetana).

SORBONNE, Grand Amphithéâtre, 20 h 45 : Ensemble d'instruments anciens Apollon, Chœur national de Paris (Cecile).

SALLE CORTOT, 20 h 30 : J. Oshchakov, J.-L. Lamoureux, P. Quénin (Haydn, Vivaldi).

CHAPPELLE DU VAL-DE-GRACE, 21 h : J.-Ch. Michel.

TRIANGLE DE BAGATELLE, 12 h 30 : A. Rahmani (Chopin).

ALLIANCE, 21 h : Musique de Pakistan.

VENDREDI 6

CENTRE BOSENDORFER, 20 h 30 : Ph. Corra, E. Exerjanc (Fauré, Tullier, Schubert).

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : voir le 5.

RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 20 h 30 : Nourouche orchestre symphonique, dir. : J. Semler (Brahms, Scriabin).

LUCERNAIRE, 21 h : voir le 5.

FIAP, 20 h 30 : M.-L. Chassagny, P. Bonhomme (Beethoven, Schumann, Fauré).

SALLE CORTOT, 21 h : Tido Ludwig (Ravel).

SALLE GAVEAU, 21 h : Quatuor Escaud (Grieg, Olsson, Nigg).

ÉGLISE SAINT-PIERRE DE MONTMARTRE, 21 h : Miquel ensemble (Bach).

ÉGLISE ALLEMANDE, 20 h 30 : P. Gelin (Bach).

ÉGLISE DES BILLETTES, 21 h : Ensemble vocal et sol (Gesualdo).

THÉÂTRE EN MOND, 21 h : Les Ministères de Louvre, dir. : M. Miquel (Bach).

CENTRE CULTUREL ARMÉNIEN, 21 h : J.-Ch. Michel.

TRIANGLE DE BAGATELLE, 12 h 30 : A. Quelidze (Chopin).

BELIO-DESCOTERQUE LANCER, 20 h 30 : musique traditionnelle vietnamienne (Tran Quang Hai, Bach Yen).

ALLIANCE, 21 h : musique du Pakistan.

SAMEDI 7

LUCERNAIRE, 21 h : voir le 5.

SALLE GAVEAU, 17 h : Eric Caspar (Schubert, Weber, Brahms).

ÉGLISE SAINT-MICHAEL, 16 h : voir le 5.

RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 19 h : Ensemble vocal M. Piquet (Brahms, Mendelssohn) ; Auditorium 106, 19 h 30 : Y. Benayoun (Argente, Passerelli, Ives).

SORBONNE, Amph. Richelieu, 21 h : P. Paleczny (Chopin).

CENTRE BOSENDORFER, 20 h 30 : K. Toubes (Rachmaninov, Haydn, Schubert).

ÉGLISE SAINT-MICHAEL, 20 h 30 : Chorale Saint-Michel (Vivaldi).

TRIANGLE DE BAGATELLE, 12 h 30 : P. Devoyon (Chopin).

ÉGLISE SAINT-GERVAISE, 16 h 30 : B. Marx (Froberg, Paganini, Zupol).

ALLIANCE, 21 h : Aïssou de Meknes.

DIMANCHE 8

NOTRE-DAME-DE-PARIS, 17 h 45 : M. Bonnard (Fauré, Albin, Bouvard).

ÉGLISE SAINT-MICHAEL, 16 h : voir le 5.

RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 19 h : Ensemble vocal S. Caillaud, S. Caillaud (Schubert, Mendelssohn, Brahms).

LUCERNAIRE, 18 h : musique électroacoustique (Albino).

CONCERGERIE, 17 h 30 : R. Fontaine (Bach).

CHAPPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIÈRE, 16 h 30 : O. Juste (Lévesque, Bova, Tardieu).

THÉÂTRE LA REINE, 11 h : Ensemble La Reine (Vivaldi, Mozart, Haydn).

ÉGLISE DES BILLETTES, 17 h : Quatuor de cordes de Paris (Tippett, Tchaïkovski, Hindemith).

NOTRE-DAME-DU-LIBAN, 21 h : J.-Ch. Michel.

TRIANGLE DE BAGATELLE, 12 h 30 : A. Ebi (Chopin) ; 16 h : B. Rigault (Chopin).

RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 19 h : Ensemble vocal S. Caillaud.

ALLIANCE, 18 h : Aïssou de Meknes.

LUNDI 9

THÉÂTRE LA REINE, 20 h 30 : voir le 8.

RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 20 h 30 : S. Caillaud, N. Rodier, H. Denier (Mozart, Chopin, Brahms).

LUCERNAIRE, 19 h 45 : P. Harpelle (Fauré, Debussy, Ravel) ; 21 h : C. Hemy (Bach, Chopin, Dutilleul).

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : J. Soderberg (Scriabin, Beethoven, Schubert).

SALLE FLEURY, 20 h 30 : Festival choral.

ÉGLISE SAINT-ROCH, 21 h : Chœur du Marais, Chœur F. Poulès, Ensemble vocal J.-P. Lore, Petits chœurs de Notre-Dame-de-la-Joie, Orchestre français d'Oratorio, dir. : J.-P. Lore (Mozart).

ÉGLISE ANGLICANE SAINT-GEORGES, 12 h 45 : R. Gorman (Froberg, Froberg).

CITÉ INTERNATIONALE, Grand Théâtre, 20 h 30 : Quatuor Elysées (Mendelssohn, Schumann).

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : F. Cambré (Saint-Saëns, Fauré, Debussy).

THÉÂTRE DU ROND-POINT, 20 h 30 : Ensemble Intercontemporain, dir. : M. Tachnick (Tata, Amy, Schapiro).

ESPACE CARDIN, 20 h 30 : J.-P. Brosse, D. Varney (Copernic, Rameau, Strauss).

SALLE CORTOT, 20 h 30 : A. Gujaro (Szymanowski, Chopin, Brahms).

CHAPPELLE DU LYCÉE HENRI IV, 20 h 30 : La Grande Bande et la Chœur du roy, dir. : J.-Ch. Michel (Mozart, Copernic, Chérubini).

ATHÉNÉE, 21 h : M. Castro-Albergo, M. Smith, M. Jean-Bernard (Mozart, Donizetti, Verdi).

ÉGLISE DU SACRÉ-CŒUR, 21 h : voir le 5.

SALLE DU MOULIN VERT, 20 h 30 : B. Marber, C. Tan, M. Haquard, L. Tan (Beethoven, Monnéguy, Debussy, Prokofiev).

ALLIANCE, 20 h : Agorème Ensemble.

MARDI 10

CENTRE MANDAPA, 20 h 45 : Larrandier-Mollano (Brouwer, Fiazola, Nobre).

MUSÉE CARNAVALE, 20 h : Orchestre de chambre B. Thomas.

CENTRE BOSENDORFER, 20 h 30 : Cl. Maillol, Cl. Bernard, C. Tan (Brahms, Beethoven, Schumann).

ÉGLISE SUEDOISE, 20 h 30 : Chœur académique de Stockholm, dir. : E. Hestberg.

CATHÉDRALE AMÉRICAINE, 21 h : J.-Ch. Michel.

CENTRE CULTUREL CANADIEN, 12 h 30 : J. Trotter (Bach, Schubert, Debussy).

ÉGLISE SAINT-ROCH, 21 h : voir le 9.

SALLE FLEURY, 20 h 30 : Orchestre national de la R.F.T. (Monnéguy, Sibelius, Tchaïkovski).

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : Orchestre Colonne, dir. : P. Derynck (Fauré, Rachmaninov, Strauss).

LUCERNAIRE, 19 h 45 et 21 h : voir le 9.

RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 19 h 30 : Ensemble de l'Institut (Mozart, Lefebvre, Rehal).

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. : Cl. Bardot (Beethoven, Hindemith).

ÉGLISE DE LA MADELEINE, Orchestre des Concerts Lamoureux, dir. : J.-Ch. Bernede, Chorale E. Brasseur (Mozart).

AMERICAN CENTER, 21 h : H. Levick, G. Manarovsky.

FORTE DE LA SUISSE, 20 h 30 : Gorm (Joplin).

SALLE CORTOT, 20 h 30 : G. Glatigny (Schumann, Debussy, Franck).

ALLIANCE, 20 h : Agorème Ensemble ; 21 h : Moum Bachit.

Jazz, pop, rock, folk

AMERICAN CENTER (321-42-20), le 4, à 21 h 15 : Rock Vidéo.

ARC (723-61-27), Grand Auditorium, le 5, à 20 h 30 : J. Mossini, G. Beytchman, J.-P. Cella. Petit Auditorium, le 9, à 20 h 30 : M. Solal.

ATMOSPHÈRE (249-74-30), le 5, à 20 h 30 : Intercommunal Workshop ; les 6 et 7 à 23 h : A. Rodrigues.

BAINS-DOUCHES (867-34-40), le 5, à 20 h 30 : Wm Chid.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : les 4, 5, 6 : Ch. Slide Sextet ; les 7, 8, 9, 10 : J. Lacroix Quintet.

CHATEAU PARC DE LA VILLETTE (241-18-99), le 6, à 21 h : L. Fauré, Fauré et Val ; le 7, à 21 h : R. Gallagher ; le 8, à 16 h : Aït Menguellet, Nass El Ghiwane ; le 9, à 21 h : Ch. Coindre, le 10, à 21 h : B. Lavigne.

CHAPPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), (D.L.) 22 h 30 : Ba-Cha.

DEPOT-VENTE (637-31-47), 21 h 30 : le 5 : Cl. de Divalovsk ; le 6 : Rockin Rebel ; le 7 : M. Anzolina.

DUNOIS (34-72-00), 20 h 30, les 5, 6 : L. Nikip ; les 7, 8 : R. Rax ; le 10 : H. Bourde.

ÉGLISE REFORMÉE DES BATTIGNOLLES, le 7, à 20 h 45 : Negro Spiritus et Gospel Song.

ESPACE CARDIN le 5, à 20 h : J. Chiff.

FORUM (297-53-39), 21 h, le 9 : Cl. Lohbo, A. Winkler ; le 10 : W. Bremer Kol-Jardel.

HIPPODROME DE PARIS (205-25-68), le 4, à 21 h : J. Armatrading.

HOT CLUB DE FRANCE, le 10, à 21 h : J. Paron-Garavito.

MANU MUSICALE (238-05-71), 21 h 30 : le 6 : Sabur International Band ; le 7 : Cobra.

MUTUALITÉ (329-12-99), le 5, à 21 h : Apathid Not, M. Ramin ; le 6 : Nass el Ghiwane.

NEW MORNING (523-51-41), le 6, à 21 h 30 : Abus Dangereux ; le 7, à 17 h 30 et 20 h 30 : L. Hampton ; le 8, à 21 h 30 : Chet Baker, le 10, à 20 h : Bande à Part.

PALACE (246-10-87), le 9, à 19 h 30 : Bello Star.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : Tania Maria (dernière le 7).

PETIT JAZZ (326-28-59), 21 h 30, voir : J. D. Roney, H. Parlan ; ven. : Metropolitan Jazz Band ; sam. : Swing at Six ; lun. : Alligator Jazz Band ; mar. : A. Condant.

PETIT OPORTUN (236-01-36), 23 h : New Badini Swing Machine (dernière le 8) (à partir du 9) : J. Desforges.

RADIO-FRANCE, Auditorium 106 (524-15-16), le 5, à 19 h 30 : Spirit Level.

SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : S. Guernit, B. Vasseur (dernière le 7), le 10 : Cl. Lantz.

SUNSET (261-46-60) (L.), 23 h : Mins Gerales (dernière le 8) (à partir du 10) : Jazz Funk.

UNESCO (577-16-10), le 4, à 20 h 30 : Cyro Jeholman, Fawzi al-Ayedi, Le Méchou, Mamou Dikango.

VILLE HEBRE (321-33-01), le 5, à 20 h : Les Urochous.

En région parisienne

ANTONY, Th. F. Gaudier (666-02-74), le 7, à 21 h : Les Marches (télédiffusion).

ARGENTEUIL CCM (961-25-29), les 4, 5, 6, 7, à 20 h 45 : Cl. S. Keston.

ASNIERES, CCA (735-69-36), le 9, à 20 h 45 : la Société du placard aux balles.

AUBERVILLIÈRES, Th. de la Commune (833-16-16) (D. soir, L.), 20 h, dim. 17 h : la Pau d'ore.

BOULOGNE, Th. Victor-Hugo, (253-12-07), les 5, 6, 7, à 21 h : Holocaustum.

BOZONS, Th. P. Emond (982-20-48), le 7, à 15 h, le 8 à 14 h : Forum de danse contemporaine.

BOURRY, MC (831-11-45), les 4, 5, 6, 7, à 20 h 30 : le Cœur soliste.

BOURRY-LE-REINE, Cael (663-76-96), le 8 à 21 h : Cl. Ribero.

BOUSSY ST-ANTOINE, la Ferme (900-99-37), les 5, 6, à 21 h : le Maître d'épave.

BOUSSY-SUR-YVETTE, MC (907-74-70), le 6, à 21 h : Bagatelles explosives.

CARRÈRES-SUR-SEINE, Mlle Chab (914-99-12) le 7, à 21 h : Les Grues.

CERGY-POINTE, CC A. Malherbe (032-79-00), le 4, à 18 h 30, les 5, 6, 7, à 21 h : la Danse de mort, Th. des Yeux, (030-46-01) le 6 à 21 h : la Célébrance de Tinas.

CHARENTAIS-MALHERBE, Église St-Basile le 4, à 20 h 30 : K. Atanasov, L. Soudet, K. Kristova (Schubert, Spohr, Krutzn).

CHATEAU, CC Soie-culturel, le 7, à 21 h : Gangster, rock.

CHILLES, Théâtre (421-20-36), le 6, à 20 h 45 : le Dernier soliste.

LES CLAYES-SOUS-BOIS, Maison pour tous (055-31-06), le 6, à 21 h : G. Frézy.

CORREIL-ESSONNES, CAC P-Nerada, (089-00-72), le 6, à 20 h 45 : H. Bourde, Bolam Quintet, D. Lavallo, Swing Strings System ; le 7, à 20 h 45 : G. Marais, Big Band de guitares, P. Villard ; le 10, à 20 h 45 : R. Raimondi (Bollini, Ibert, Gossard).

COURMAYEUR, Maison pour tous (333-63-52), le 5, à 21 h : Troubadours de Poudrie.

CRÉTIL, Maison des arts A-Malherbe (899-94-50), le 4, à 20 h 30 : B. Derenne ; les 5 et 6, à 20 h 30 : M. Le Forrier ; le 10, à 20 h 30 : J. Guidon.

ENGHIEN, Théâtre de Coudes (412-90-00), le 6, à 20 h 45 : Marcel Prévert.

ETAMPES, Théâtre municipal (494-80-90), le 6, à 21 h : N. Lee, Ch. Ivaldi (Schubert, Brahms).

GENEVILLIÈRES, Théâtre (792-26-30), (D. soir, L.), 20 h 30, Dim, 17 h : Don Juan et Faust.

IVRY, Théâtre (670-15-71), le 5, à 20 h 30 : Sactet Carrasco II.

JOUY-EN-JOSAS, C.L.C. (956-33-09), le 6, à 21 h : Bessie Smith sur la province.

JUVISY-SUR-ORGE, Salle des fêtes (921-36-10), les 5, 6, 7, à 21 h ; le 8, à 16 h : 1936, les Mille et Un Jours.

MARIGNAN, Théâtre Cl.-Debussy (975-72-58), le 10, à 21 h : Pavane.

MAIRIE-DE-BOIS, Théâtre 71 (655-43-45), les 4, 5, à 21 h : la Danse de mort.

MARLY-LE-ROI, Maison J.-Vier (958-74-87), le 5, à 21 h : Quatre, Jazz ; le 7, à 21 h : le 8, à 15 h : Monsieur Alexandre.

MARNE-VALE, sous chapiteau (005-92-24), le 6, à 20 h 30 : Carte de séjour-Civils, rock ; le 7, à 21 h : E. Louche ; le 8, à 16 h : Orchestre de l'Ude-France, dir. : J. Mercier (Berlioz, Wagner).

MASSY, Centre P. Billaud (920-57-04), le 6, à 21 h : Danse contemporaine.

MEUDON-LE-RORET, Église, le 4, à 20 h 30 : la Société du placard aux balles.

MILLY-LA-FORET, château et Église, le 7, à 15 h 30 et 19 h 30 : Ensemble instrumental A. Stajic.

MONTROUGE, Royal Jazz (253-45-08), les 4, 5, à 22 h : C. Caravara, A. Jean-Martin, J. Canova, C.C. L. Lupton (287-30-08), le 6, à 20 h 30 : P. Villard ; le 10, à 20 h 30 : les 5, 6, 7, à 20 h 30 : le 8, à 16 h : la Ronde.

NANTERRE, M.L.C. D. Fery (721-74-09), le 6, à 21 h 30 : Shmooch ; Salle des congrès (573-18-68), les 5, 6, à 21 h : Arrêt d'urgence.

POISSY, Union-Théâtre (074-70-18), le 7, à 21 h : Quatre un 3.

SAINT-CLLOUD, M.L.C. (602-34-12), le 6, à 20 h 30 : The Southcoast.

SAINT-MAUR, Auditorium J.-Ph. Rameau (889-22-11), le 6, à 21 h : Musique polonoise ; Studio Radiguet, les 4, 5, 6, 7, à 21 h ; le 8, à 15 h : Belli.

SARTROUVILLE, Théâtre (914-23-77), le 10, à 21 h : la Belle au bois dormant.

SURESNES, Théâtre Jean Vilar (772-39-80), le 7, à 21 h : B. Derenne (44-38), le 10, à 20 h 30 : le Bal sur le toit.

LE VESINET, Cael (976-32-75), le 7, à 21 h : Modern Dance ; le 10, à 21 h : le Quatuor.

PRIX — DU JURY — NOIR & BLANC

1983. ILFORD FONDE UN PRIX OUVERT A TOUS LES AMATEURS DE NOIR & BLANC.

LE PRIX DU JURY NOIR & BLANC SERA DECERNE CHAQUE ANNEE ET RECOMPENSERA 50 PHOTOGRAPHES AMATEURS POUR LEURS ŒUVRES EN NOIR ET BLANC • 3 LAUREATS RECEVRONT CHACUN 10.000 F EN ESPECES • LEURS ŒUVRES SERONT EXPOSEES AU SALON DE LA

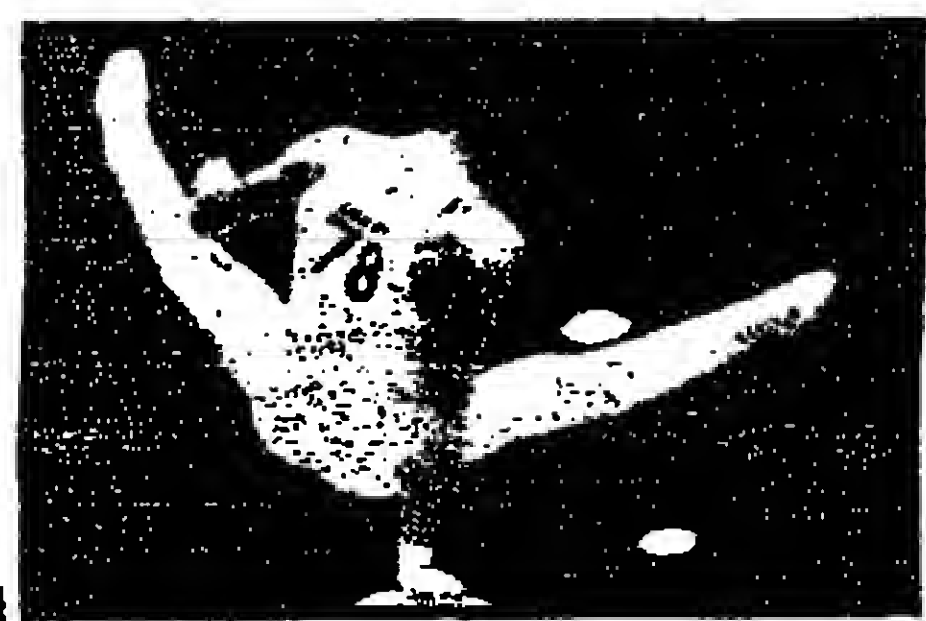
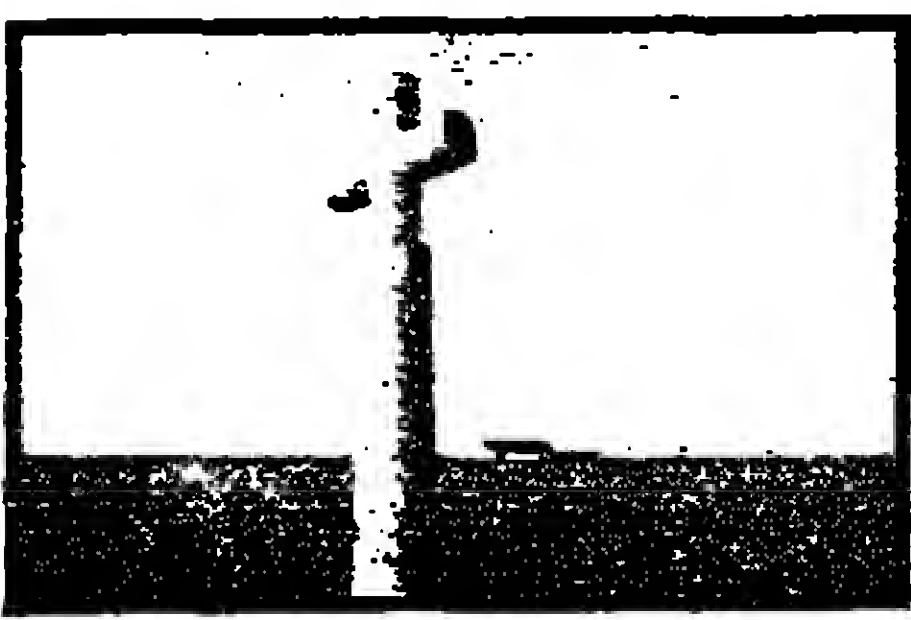


PHOTO A PARIS ET PUBLIEES EN PORTE-FOLIO PAR ILFORD • 47 LAUREATS RECEVRONT CHACUN UN SAC ILFORD ET UN CHEQUE-PRODUITS DE 500 F HONORE CHEZ LE REVENDEUR ILFORD DE LEUR CHOIX • LES DOSSIERS SERONT ENVOYES AVANT LE 20 SEPTEMBRE, DATE DE CLOTURE DU PRIX, A : ILFORD, SERVICE INFORMATION ET PROMOTION, BP 336, 69802 ST-PIERRE CEDEX • CHAQUE DOSSIER SERA CONSTITUE D'UN TIRAGE 18 x 24 ou 24 x 30 NOIR ET BLANC, AVEC OU SANS MARGE, NON MONTE • AU DOS DE CE TIRAGE SERA COLLE UN BULLETIN DE PARTICIPATION REMPLI ET VALIDE PAR LE CACHET D'UN REVENDEUR ILFORD • UN



DEUXIEME TIRAGE DE LA MEME PHOTO DEVRA ETRE REMIS AU REVENDEUR ILFORD QUI POURRA L'EXPOSER DANS SON MAGASIN • LES CANDIDATS NE TIRANT PAS EUX-MEMES LEURS NEGATIFS POURRONT COMMANDER LES 2 AGRANDISSEMENTS A LEUR REVENDEUR • LE CHOIX DU SUJET PRESENTE EST LIBRE : NU, PORTRAIT, PAYSAGE, NATURE MORTE, REPORTAGE... LE JURY NOIR & BLANC 1983 EST COMPOSE DE 5 PERSONNALITES DU NOIR & BLANC : MARION VALENTINE, JEAN-LOUP SIEFF, GUY LE QUERREC, EDDIE KULIGOWSKI, PHILIPPE SALAÜN • LE JURY SE REUNIRA LE 23 SEPTEMBRE 1983 POUR SELECTIONNER LES 50 LAUREATS QUI SERONT AVISES INDIVIDUELLEMENT PAR COURRIER •

BULLETIN DE PARTICIPATION.

PRIX DU JURY NOIR & BLANC 1983.
OUVERT A TOUTES LES VISIONS DU NOIR & BLANC.
A coller au dos de votre tirage et à retourner à :
Ilford, Service Information et Promotion, BP 336, 69802 St-Pierre Cedex.

Nom _____

Adresse _____

Couper à retourner à :

1 - Jacques Revan. / 2 - Jean-Loup Sieff. / 3 - Pierre-Jean Amar. /
4 - Marion Valentine. / 5 - Alain Domergue. / 6 - Eddie Kuligowski. /
7 - Guy Le Querrec. / 8 - Philippe Salaün. / 9 - Jean-Loup Sieff.

ILFORD

Société organisée : ILFORD S.A. Capital 37.500.000 F - R.C. Lyon 3 988 605 192
Concours sans obligation d'achat : pour connaître les modalités de participation et les critères de sélection qui seront retenus par le jury, consulter le règlement du concours qui est déposé chez tous les spécialistes Ilford. Ils vous remettront des bulletins de participation sur simple demande.

LA QUALITE EN NOIR ET BLANC

P R I X — DU JURY — NOIR & BLANC



GUY
LE QUERREC

MARION
VALENTINE

JEAN-LOUP
SIEFF

PHILIPPE
SALAÜN

Jury Noir & Blanc :
le 23 septembre 1983,
ils vous décerneront peut-être un prix.

Photo : Jean-François Baurer

ILFORD

LA QUALITE EN NOIR ET BLANC

هكرامن الاصل

CLAUDE REGENT

COMMUNICATION

LU

« LE SCEPTRE ET LA MAROTTE »,
de Maurice Lever

Ces fous qui tutoyaient et rudoyaient les rois

Des fous, dans l'intimité des puissants, il en eût de toute éternité, puisque le roi Salomon aurait eu le sien. Traversant le monde antique, ils survivent dans les temps barbares - le fou d'Artile, un Maudit, se nommait Zaron, - débouchant dans ce qu'il est convenu d'appeler le Moyen Âge, âge religieux où l'Eglise témoigne d'une grande sollicitude envers les déments mentaux, si elle tolère mal la folie collective (1). Ils connaissent leur plus grande gloire à la Renaissance et bien qu'il y en ait encore un à la cour de Louis XIV, disparaissent avec l'absolutisme qui coupe l'herbe sous le pied à toute critique. Car ces fous sont, au vu et au su de tout le monde, le symbole même de la subversion inscrite dans tout pouvoir, l'ordre étant fait pour qu'on le détourne, la hiérarchie pour qu'on la boulesverse, le sacré pour qu'on le profane.

Longtemps, ces bouffons ont été d'authentiques arrières mentaux, pas forcément contraires à l'ordre, mais leur importance est à son apogée durant les quatre siècles où, de plus en plus, ils sont recrutés parmi de faux fous, astucieux comédiens doués d'esprit et d'adresse d'adresse pour accorder leur dévotion, qui auront, de par leur fonction, l'obligation de faire rire. Pas forcément de choses anodines et drôles. Par leur bouche, c'est la folie qui parle : on ne saurait y attacher de l'importance. En réalité, on les écoute, et, pourvu qu'ils le fassent sur le mode burlesque, ils disent en face leur quatre vérités aux souverains qui les emploient.

Constantement aux côtés du roi, qu'il tutoie et au besoin rudoye, jouissant souvent de son affection, le fou est en quelque sorte son image inversée, son double dérisoire qui le fustige ouvertement, critique ses ridicules, ses tares, ses fautes, lui rappelle que, tout glorieux qu'il est, il n'est, lui aussi, qu'un homme.

Le rôle de Coluche

Peu à peu, son rôle d'amuseur vire au rôle politique. Il traîne en ville librement et y propage, en direct, la pensée royale, rapportant en échange, à la cour, le moindre murmure qui traduit la température populaire. C'est ce qui, sous le règne d'Henri IV, dont le fou, Maître Guillaume, met son grain de sel (ou de poivre) partout et, avec Angouleme et Mathurine la folle, passera au service de Louis XIII. Qui, lui, dans l'entourage d'un roi, exception. Pour quelle raison les femmes sont-elles si rares dans la corporation, quelques-unes seulement affectées aux grandes dames ou aux reines ? Nous n'avons guère de femmes-fous, et la satire n'est pas une arme féminine.

Où sont, aujourd'hui, les fous de nos princes ? Maurice Lever achève son livre si documenté, toujours divertissant, sur des interrogations graves. En fait de briseur d'apparences, il avance Coluche, qui, en 1981, assumé « avec une étonnante sûreté » le rôle de casseur de jeu. Va pour Coluche. Quant à voir un digne descendant des Triboulet, Bruneau et autres Chicot dans le personnage que joue Jean-Edem Haïfner, c'est lui faire beaucoup d'honneur.

G. GUITARD-AUVISTE.

* HISTOIRE DES FOUS DE
COUCHE, Fayard, 350 pages, 85 F.

(1) *Fêtes des fous et carnavaux*, de Jacques Héro, nous fait passer du fou individuel à l'exubérance collective qui, durant des siècles et à dates fixes, a agité le monde chrétien. (Fayard, 310 pages, 89 F.)

VU

Les bons élèves

On n'est pas sorti de la crise ! On a passé la soirée de mardi aux « Dossiers de l'écran » avec des experts, ils n'avaient pas l'air bien optimistes. Ils nous ont montré une courbe épinglée au mur du studio, une courbe en dents de scie. Ça grimpe et ça dégringole tous les quarts de siècle. La dernière fois qu'on a touché le fond, c'est en 1974. Pour remonter la pente, faites le compte, il y en a encore pour plus de quinze ans. Ça va nous mener à 1999. Avec un peu de chance, à ce moment-là, on aura retrouvé les moyens de se payer un super-développement pour fêter le nouveau millénaire !

A part ça, rien, ou pas grand-chose, qu'on ne sache déjà. Ou qu'on ait révisé en suivant le téléfilm américain - il est excellent - présenté en guise de prologue, sur le crash à Wall Street, en octobre 1929. Parce qu'on en sait long aujourd'hui en matière d'économie. On est très calé. C'est incroyable les progrès qu'on a faits. Dès qu'il s'agit de notre feuille de paye ou de notre feuille d'impôt, croyez-moi, on se

renseigne, on écoute, on s'applique et on comprend très vite.

Demandez à l'homme de la rue comment résorber l'inflation. Il vous répondra du tac-au-tac : « en diminuant le pouvoir d'achat... du voisin. » A.S.V.P., on recevait beaucoup d'appels de retraités. Eux, ce qui les inquiète, ce sont les risques de guerre. On a essayé de nous rassurer : la révolution, oui, ça s'est déjà vu en période de récession, la guerre, non. Sauf la dernière, effectivement, la nôtre, celle qu'on préfère...

On a rapproché à ce propos, et on a eu raison, l'entrée à la Maison Blanche, de Roosevelt, en mars 1933, et deux mois auparavant, l'arrivée au pouvoir de Hitler. La Bien et le Mal. L'ange et le démon, dont les ailes immenses ont intrigué notre enfance à l'admiration sans borne et à la haine sans faille.

Le libéralisme yankee a fini par avoir raison du totalitarisme nazi. Au départ, ce n'était pas évident.

CLAUDE SARRAUTE.

GRÈVE AUX

« NOUVELLES LITTÉRAIRES »

Un ordre de grève lancé mardi soir 3 mai par le personnel technique empêchera la sortie des *Nouvelles littéraires* cette semaine. Cet arrêt de travail fait suite à l'annonce au comité d'entreprise de vingt-sept licenciements (dix-sept permanents, dont la totalité du personnel du service de composition, et dix pigistes) par la direction du groupe Tesson (*Quotidien de Paris*, *Quotidien du médecin* et *Nouvelles littéraires*) au moment où M. Philippe Tesson a conclu la vente de son hebdomadaire à M. Jean-Pierre Ramsay (*Le Monde* du 3 mai). Les *Nouvelles littéraires* emploient cinquante-six personnes dont un certain nombre seraient reprises dans le groupe.

De nouvelles négociations devaient avoir lieu ce mercredi 4 mai. L'accord de principe signé lundi 2 mai par M. Ramsay pour le rachat des *Nouvelles littéraires* resterait subordonné en effet à une ultime négociation sur le prix (de l'ordre de 2,5 millions de francs) et à un « dégraisage » des effectifs.

On apprend par ailleurs que le contrat de trois mois de M. Jean-François Kahn - autre acquéreur potentiel des *Nouvelles littéraires* - comme directeur de la rédaction du *Matin de Paris* ne serait pas renouvelé. Il expirait le 30 avril. Cependant, sa collaboration au quotidien dirigé par M. Claude Perdriel pourrait se poursuivre sous une autre forme. Au-delà, M. Kahn ne renonce pas à son projet de magazine culturel qu'il nourrit depuis son départ des *Nouvelles littéraires* en 1982.

Des bouquins par milliers ! LES CLASSER, LES RANGER ? RAYONNAGES ÉTAGÈRES A VOS MESURES

Équipez tout un mur
pour un budget
INCROYABLEMENT MODIQUE

avec le
spécialiste
LEROY FABRICANT
qui a fait ses preuves
« le Monde » du 29-3-1978
208, avenue de Maine, 75014 Paris
Tél. : 546-57-40 (Métro Alésia)

NOUVELLE PRÉSENTATION

POUR « LE NOUVEAU JOURNAL »

Le *Nouveau Journal*, quotidien économique et financier, à une nouvelle présentation depuis son édition datée 3 mai (nouveau prix : 4 F). Une maquette plus moderne, qui se rapproche de celles adoptées récemment par divers quotidiens parisiens. Le centre du journal est occupé par un cahier, « le Nouveau Journal de la bourse et des finances », comprenant notamment les cours de la bourse.

Cette rénovation graphique s'accompagne d'une redéfinition du contenu. Le *Nouveau Journal*, écrit Philippe Vasseur, directeur de la rédaction, s'intéresse à tous les domaines de l'actualité : « Il refuse de donner un ton partisan aux informations qu'il présente (...). Les commentaires personnels seront donc systématiquement présentés à part ». Mais le quotidien déclare rester « fondamentalement attaché aux valeurs de liberté, d'initiative et de responsabilité qu'il entend promouvoir ».

Rappelons d'autre part qu'un « plan de restructuration » annoncé il y a un mois (*Le Monde* du 8 avril) prévoit soixante-cinq suppressions de postes, dont quarante-trois licenciements.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 4 MAI

- M. Jean-Christophe Cambadélis, président de l'UNEF indépendante et démocrate, est reçu à l'émission « Spéciale Université », à 18 h 15, sur Radio-Canal-89, 104 MHz, à Paris.

JEUDI 5 MAI

- Si Hamza Boubakeur, ancien recteur de la Mosquée de Paris, est invité à l'émission « Le temps de dire », à 19 heures, sur Radio-Service-Tour-Eiffel, 101,5 MHz, Paris.

- M. Michel Langignon, secrétaire national du Mouvement pour la paix, participe à l'émission « Le grand débat », à 19 h 15, sur 92-Radio, 92,8 MHz, Paris et Hauts-de-Seine.

- M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat chargé de la mer, est reçu à l'émission « Planète bleue » sur Antenne 2 à 20 h 35.

(Publicité)

L'HOROSCOPE SIMPLE ET FACILE

Olenka de Veer

Qui n'a éprouvé le désir d'interroger soi-même son horoscope pour éclairer sa personnalité et son destin ? Mais l'astrologie est une science difficile. A l'intérieur de chaque signe, les possibilités varient à l'infini. Comment y voir clair ? Olenka de Veer met ici toutes ses connaissances à la portée de chacun. Ce livre permet de calculer de façon simplifiée, mais exacte, son propre thème astrologique, d'en comprendre le mécanisme et d'y trouver tout ce qui le concerne ponctuellement. De plus, il permet de suivre le mouvement des planètes en rapport avec son thème et d'interpréter leurs messages au fil des années. Cet ouvrage d'Olenka de Veer, fruit d'années d'études et de travail, met l'astrologie à la portée des débutants, mais sera aussi précieux à ceux qui ont déjà approché cette science, qui est aussi un art et une sagesse.

80 F.T.T.C.

ÉDITIONS SOLAR

LES CŒURS DE LION LANCENT LE "SERVICE IMMEDIAT"

Si vous roulez Peugeot ou Talbot, vous serez accueilli immédiatement, sans rendez-vous, pour les réparations n'excedant pas une heure de main-d'œuvre, dans l'un des points identifiés "service immédiat" du réseau Peugeot Talbot. Dans ces points : diagnostic immédiat, intervention réalisée sous vos yeux.

RESEAU PEUGEOT TALBOT

Le bon service proche de vous

Mercredi 4 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

REGLAGE ALLUMAGE.

IMMEDIATEMENT. SANS RENDEZ-VOUS. SOUS VOS YEUX. MONTRE EN MAIN.

Pièces garanties d'origine, quelle que soit votre Peugeot ou votre Talbot. Facturation selon barème officiel des temps et tarif en vigueur.

SERVICE IMMEDIAT

RESEAU

PEUGEOT TALBOT

20 h 35 Les vrais maîtres de Dallas.

Un reportage de P. Korolnik (télévision suisse romande).

Le reportage remplace l'émission « Le cœur du débat », qui devait réunir M.M. Jacques Delors et Jean-Pierre Fourcade a été annulée et reportée à une date ultérieure. M. Delors étant souffrant.

22 h Festival de Pau 1982 : Récital Alexis Weissenberg.
Prélude, fugue et variation, de C. Franck ; Quatrième partita en ré majeur, et Jésus, que ma joie demeure, de Bach.

22 h 45 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

VOS PLAQUETTES DE FREIN.

IMMEDIATEMENT. SANS RENDEZ-VOUS. SOUS VOS YEUX. MONTRE EN MAIN.

Pièces garanties d'origine, quelle que soit votre Peugeot ou votre Talbot. Facturation selon barème officiel des temps et tarif en vigueur.

SERVICE IMMEDIAT

RESEAU

PEUGEOT TALBOT

20 h 35 Téléfilm : Les cinq dernières minutes.

De C. Loursat, réal. J.-P. Desgats.

Jeudi 5 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 35 Vision plus.

12 h 12 (info.).

12 h 30 Actus occur.

13 h Journal.

13 h 50 Objectif santé.

18 h C'est à vous.

18 h 25 Le village dans les nuages.

18 h 45 Dix idées pour l'orientation.

18 h 50 Histoire d'en rira.

19 h 5 Météorologie.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 S'il vous plaît.

20 h Journal.

20 h 35 Feuilletton : Bel Ami.

D'après G. de Maupassant. Réal. P. Cardinal. Adapt. P. Moustiers. Avec J. Weber, M. Berenson (1^{re} partie). Georges Duroy, employé de bureau ambitieux, doit sa réussite à ses conquêtes féminines. Une adaptation un peu faible d'un roman qui fut scandale sous la III^e République.

22 h 15 La leçon de cinéma de François Truffaut. Émission de l'INA. Réal. J.-M. Berzosa. (1^{re} partie). Interview de Lou Reed : Rétrospective du groupe Jam ; portrait de Maza, etc.

23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPE.

12 h Journal (et à 12 h 45).

12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.

13 h 35 Émissions régionales.

13 h 50 Série : Les amours des années folles.

14 h 5 Aujourd'hui la vie.

15 h 5 Téléfilm : Faut-il laisser mourir Karen ?

De H. Sitowitz, réal. G. Jordan.

Les parents de Karen veulent qu'on « débranche » la plonge qui maintient artificiellement en vie leur fille, prise dans un interminable coma. La Cour suprême donne son accord, mais l'hôpital refuse d'exécuter l'ordre.

16 h Un temps pour tout.

17 h 45 Récit A 2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 10 D'occident, pas d'occident.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Expression directe.

L'Assemblée nationale.

20 h Journal.

20 h 35 Planète bleue : la ruée vers l'or bleu.

De Laurent Brochant. Les enjeux technologiques, politiques, des fonds marins.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock.
Interview de Lou Reed : Rétrospective du groupe Jam ; portrait de Maza, etc.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.

18 h 55 Tribune libre.

19 h 30 Concert internationaliste.

19 h 40 Journal.

19 h 50 Émissions régionales.

20 h Les jeux.

20 h 35 Cinéma 16 : Le Château faïble.

De G. Lantier. Avec L. Caron, C. Demer, R. Varto.

Un restaurateur repêché dans un canal, une femme trouvée morte sur une chaise longue près d'un étang. Le commissaire Cabrol enquête, et se jette à l'eau...

22 h 10 Magazine : Cinéma-cinéma, de M. Bouju, A. Andrieu et Cl. Ventura.

Dans ce magazine toujours superbe : Maria Sorensen à New-York ; autopsie de Luc Moullet ; Bruno Ganz à Berlin ; interview de Robert Altman ; et une fiction autour du Festival de Cannes...

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

VOTRE POT D'ÉCHAPPEMENT.

IMMEDIATEMENT. SANS RENDEZ-VOUS. SOUS VOS YEUX. MONTRE EN MAIN.

Pièces garanties d'origine, quelle que soit votre Peugeot ou votre Talbot. Facturation selon barème officiel des temps et tarif en vigueur.

SERVICE IMMEDIAT

RESEAU

PEUGEOT TALBOT

20 h 35 Variétés : Cadence 3.

Au tour d'Enrico Macias.

21 h 35 Journal.

21 h 55 Téléfilm : Terre rouge.

De J.-C. Bergeret et P. Fontenay.
L'histoire de Nicolas Charbonnet, fils de paysan, né en 1878, à travers des milliers de cartes postales, gravures, vieilles photos, journaux, caricatures politiques. Une image naïve qui témoigne de la vie ouvrière, des premières grèves, des petits et grands événements, de l'imaginaire des Français moyens en 1900. Une mine de documents.

22 h 48 Une minute pour une image, d'Agès Varda.

22 h 50 Prélude à la nuit.

Vivaldi, par l'ensemble La Follia.

FRANCE-CULTURE

19 h 38, La science en marche : de la connaissance à la puissance ou la triple mission du musée du parc de La Villette.

22 h 30, Notes magiques : Futur antérieur.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert : « Cantate BWV 8 », de Bach, liturgies de « Venerabili aharis sacramento », de Mozart, « Magnificat », de C.-Ph.-E. Bach, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les Chœurs de Radio-France, dir. M. Venanzo ; M. Lasserre de Rozet, chef des chœurs ; avec N. Tuelier, basse ; H. Scherer, contralto ; F. Lott, soprano ; B. Fimilla, contralto ; M. King, basse et K. Marlin, ténor.

22 h 30, Fréquence de nuit : Mozart, avec Sade, Ph. Sollers.

Les serveurs d'une châteline défont aux prises avec une administration. Caricature.

22 h 5 Journal.

22 h 25 La vie en face : Films, terre d'asile.

Reportage A. Cl. Elkain et C. Le Penrec.
L'émission « La vie en face » a choisi d'aller à Flins au moment de la grève des Q.S. pour interroger à la fois les Français et les immigrés. Un reportage difficile mais qui crée l'abcs, creuse et cherche au-delà des crises les points de contact ou comment commencer de vivre ensemble. Un document très construit, sans une image inutile.

23 h 18 Une minute pour une image, d'Agès Varda.

23 h 20 Prélude à la nuit.

Donizetti, chanté par Luigi Alva.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales.

8 h 2, Les chemins de la connaissance.

9 h 7, Matinée de la littérature.

10 h 45, Questions en zigzag : G. Breton et L. Pauwels.

11 h 2, Orgues de Dordogne (et à 13 h 30 et 17 h 32).

12 h 5, Agora.

12 h 45, Panorama.

14 h 5, Un livre, des voix : « Les Incarnations d'Eddy Twyborn », de P. White.

14 h 45, Les après-midi de France-Culture : itinéraires retrouvés : 15 h 20, comment être jeune et compétitif pour une entreprise ? ; 17 h, French is beautiful.

18 h 30, Festilites : Portrait de femme.

19 h 25, Jazz à l'ancienne.

19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : la cytofluorométrie.

20 h, Nouveau répertoire dramatique : « Maria ou le Saut de l'ange » et « Incendie au sous-sol », de Pavel Kohout.

22 h 30, Notes magiques : liaisons dangereuses.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin.

7 h 5, Concert : Symphonie n° 3, d'A. Magnard, par l'Orchestre national de France dir. S. Baudo.

7 h 45, Le Journal de musique.

8 h 10, Concert : œuvres de Berlioz, Tchaïkovski, par l'Orchestre national de France, dir. C. Dutoit.

9 h 5, L'oreille en collusion : joue avec un mot, « Citrouille ».

9 h 20, Musiciens d'aujourd'hui : la japon particulière de P. Bedura-Skoda.

12 h, Le Royaume de la musique.

12 h 35, Jazz : Tout Duka.

13 h, Concours international de guitare : œuvres de Tansman, Weiss, Kueffner.

13 h 30, Poissons d'or.

14 h 4, Musique légère : Glinka, Khatchaturian.

14 h 30, Comment l'Allemagne est devenue musicienne : ascension de l'opéra allemand, œuvres de Quantz, Fux, Gluck.

17 h 5, Les intégrales : la musique religieuse de Mozart.

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Lits de vacances

Dans une maison de vacances où les chambres ne sont pas toujours assez nombreuses pour accueillir les hôtes de passage des sièges convertibles peuvent être utiles.

De nouveaux modèles de type banquette sans accoudoirs ont un sommier à lattes et un matelas épais qui assurent un couchage aussi confortable qu'un vrai lit. Sous le nom de Cricquet, Steiner présente une banquette et deux banquettes recouvertes d'une courte amovible et se transformant en lits de 80 cm, 140 cm ou 160 cm de large. En tissu gris à larges rayures rouges, ces sièges valent entre 6 540 F, la chaise longue, et 8 720 F, la plus grande banquette. Deux coussins rectangulaires peuvent servir d'accoudoirs le jour et d'oreillers la nuit, 470 F la paire.

La banquette Balmora de Dunlopillo mesure 150 cm de large et permet quatre positions : assise droite, assise de détente, chaise longue ou lit. Celui-ci est équipé d'un sommier à lattes qui se tire comme un tiroir, d'une couverture indépendante et de deux oreillers, logés le jour dans le dossier (6 300 F environ). Si les banquettes-lits de Steiner et Dunlopillo se déplient perpendiculairement au mur, le couchage sur le modèle Ketch de Roser se fait parallèlement au mur. Cette banquette de 205 cm de large se bascule pour laisser apparaître deux sommiers jumeaux à lattes, avec matelas de 17 cm d'épaisseur. Entièrement recouvert d'un plaid matelassé qui sert de couverture pour le lit, Ketch vaut 7 810 F en tissu uni mi-acrylique mi-polyester.

Conçus sans mécanisme, d'autres sièges deviennent des lits d'appoint en dépliant simplement le matelas formant leur assise. Le modèle Baba de Cinna existe en banquette, chaise longue et pouf ; sur ce dernier peut cou-

cher un enfant, les deux autres offrant un couchage de 90 cm ou 140 cm de large. Ces sièges sont habillés d'une housse à plisures courbes qui s'enlève pour déplier le matelas ; dans le gros boudin servant de dossier se dissimulent un traversin et une couette. La banquette coûte 3 975 F, la chaise longue 2 820 F et le pouf 1 380 F.

Dans la nouvelle collection des Basics d'Habitat, le canapé Dormeur a des accoudoirs droits et un dossier en mousse sur structure en tube d'acier. La matelassée se décline perpendiculairement au mur pour former un lit à ras du sol de 140 cm x 190 cm. Ce siège, recouvert d'une housse matelassée de rouge, bleu marine ou jaune, est vendu 1 950 F dans les magasins Habitat et ceux à l'enseigne « Grand H ». Dans ces derniers exclusivement, on trouve le canapé-lit Mousabiz, tout en mousse, avec accoudoirs et dossier très bas amovibles (980 F). Recouvert d'une housse matelassée de rouge, bleu marine ou jaune, il est fait de deux matelas superposés qui se déroulent pour se coucher parallèlement au mur.

JANY AUJAME

★ STEINER, salle d'exposition, 63-67, boulevard Raspail, 75006 Paris. Tél. : 548-94-61.

DUNLOPILLO, salle d'exposition, 62, rue Quincampoix, 75003 Paris. Tél. : 271-09-50.

ROSET, 5, avenue Matignon et 189, boulevard Saint-Germain, Paris. Pour la province, téléphoner au 345-07-20.

CINNA, salle d'exposition, 134, boulevard Diderot, 75012 Paris. Tél. : 345-07-20.

HABITAT : Paris, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

GRAND H : Belle-Épine et Val-de-France (près de Paris) et Lyon-Bron.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 4 mai :

DES ARRETES

● Du 18 avril pris pour l'application de l'article 3-III de la loi du 28 juin 1982, relatif au taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux véhicules spéciaux pour handicapés.

● Fixant le montant des frais relatifs au recouvrement et à la gestion de la cotisation spéciale sur les boissons alcooliques instituée au profit de la Caisse nationale d'assurance-maladie.

● Relatif à la composition du comité interministériel prévu à l'article 2 du décret du 14 mars 1973 modifié portant création d'un système national d'identification.

UNE CIRCULAIRE

● Commentant les dispositions applicables à Paris, à Marseille, à Lyon et aux communes fusionnées prévues par la loi du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale.

DES LISTES

● Des candidats et candidates autorisés à prendre part aux concours

ouverts en 1983 pour l'entrée à l'Ecole normale supérieure et à l'Ecole normale supérieure de jeunes filles (section des sciences, groupes A, B, et C, et section des lettres, groupes L et S).

PARIS EN VISITES

VENREDI 6 MAI

● Le Lorrain, 15 h 30, Grand-Palais, Mme Hulot (Caisse nationale des Monuments historiques).

● Ecole des Beaux-Arts, 15 h, 13, quai Malaquais (Connaissance d'œuvres d'art).

● La cité des abeilles, 15 h, angle avenues Jean-Jaurès et Général-Leclerc à Charenton (la France et son passé).

● Musée Rodin, 15 h, 77, rue de Varenne, M. Jaslet.

● ERRATUM. — Si le carnet de change est bien en vente au prix de 30 F dans les banques, il ne l'est pas également chez les débiteurs de tabac, contrairement à ce qui était indiqué par erreur dans nos éditions du 4 mai, mais dans les bureaux de poste. Il n'est vendu qu'un carnet de change par personne. Les allocations-dévises des enfants mineurs peuvent être portées dans le carnet de leurs parents sur présentation du livret de famille.

(Publicité)

FÊTE DE JEANNE - D'ARC A ORLÉANS

le dimanche 8 mai 1983

AVEC LE TRAIN
REDUCTION DE :
40 % pour tous

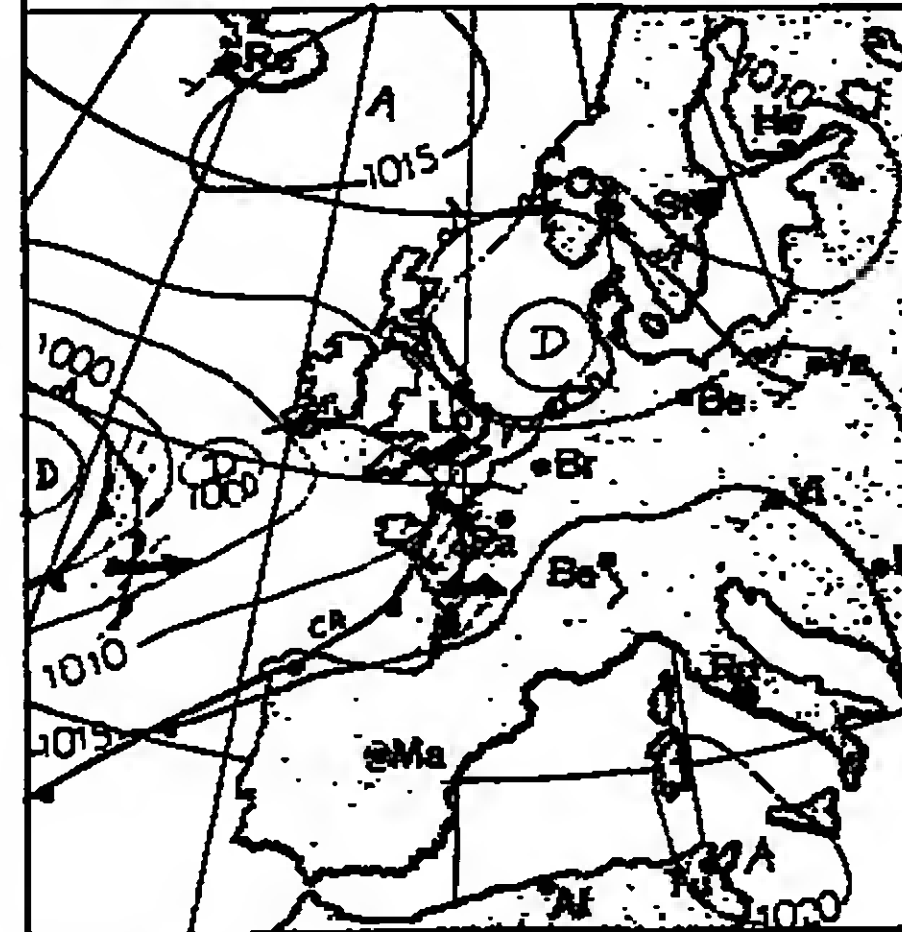
avec les billets spéciaux (1^{re} et 2^e classe)
valables toute la journée

au départ des gares situées sur les relations :
PARIS (bd Victor) ORLÉANS
TOURS ORLÉANS
VIERZON ORLÉANS

Renseignez-vous à votre gare

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4.5.83 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 4 mai à 0 heure et le jeudi 5 mai à minuit.

Un profond minimum dépressionnaire est en train de se former sur le proche-Atlantique. Ce minimum va orienter au sud-ouest, puis au sud-sud-ouest, les courants d'air chaud, à travers l'Espagne et la France, et ce, à partir de la nuit prochaine.

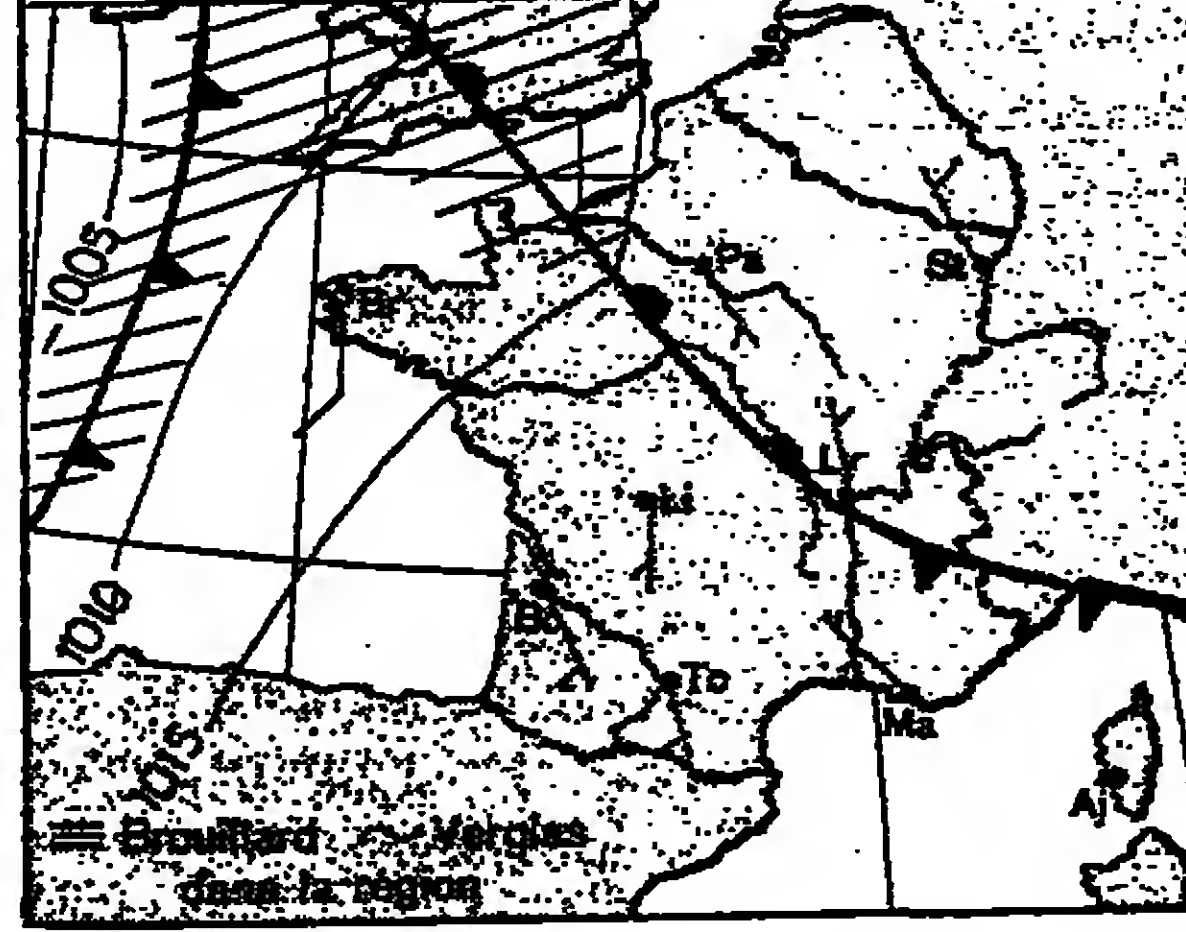
Jeu 5, le matin, le temps sera très nuageux à couvert sur la région du nord-ouest, de l'océan de la Loire aux Flandres, avec quelques faibles pluies éparpillées. Des éclaircies pourront se développer l'après-midi, elles resteront toutefois assez timides le long de la Manche.

Sur les autres régions, après une matinée légèrement brumeuse en plaine, le soleil brillera, les températures remonteront très sensiblement, des nuages toutefois se développeront dans le sud-ouest et le centre-ouest, et, quelques orages isolés, pouvant être violents, éclateront en fin de soirée et au cours de la nuit du 5 au 6 sur ces régions. Ailleurs, la journée aura les caractéristiques d'une belle journée estivale avec des vents de sud à sud-est faibles.

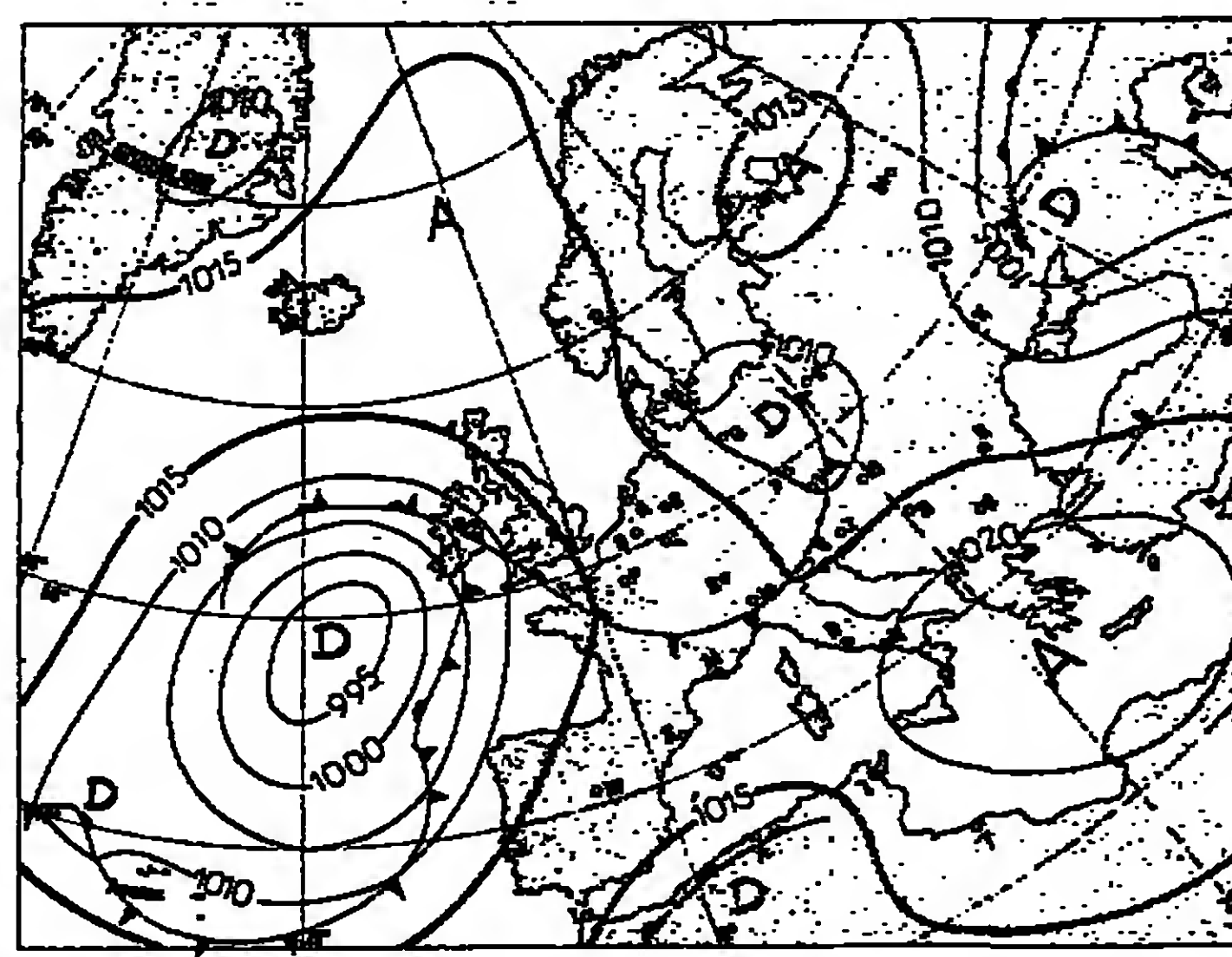
Voici quelques-uns des températures attendues dans les principales météorologiques et la capitale. Rennes, 8 degrés le matin, 17 l'après-midi ; Paris, 8 degrés le matin, 19 l'après-midi ; Strasbourg, 8 degrés le matin, 20 l'après-midi ; Lyon, 9 degrés le matin, 21 l'après-midi ; Marseille, 10 degrés le matin, 23 l'après-midi ; Bordeaux, 12 degrés le matin, 23 l'après-midi.

La pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris, le

PRÉVISIONS POUR LE 5.5.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 5 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



4 mai, à 8 heures, de 1 010,9 millibars, soit 758,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 mai ; le second le minimum de la nuit du 3 mai au 4 mai) :

Ajaccio, 19 et 7 degrés ; Biarritz, 22 et 11 ; Bordeaux, 20 et 11 ; Bourges, 13 et 9 ; Brét, 12 et 10 ; Caen, 14 et 9 ; Cherbourg, 12 et 9 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 8 ; Grenoble, 17 et 9 ; Lille, 13 et 5 ; Lyon, 17 et 9 ; Marseille-Marganne, 20 et 1 ; Nancy,

15 et 8 ; Nantes, 14 et 10 ; Nice-Côte d'Azur, 22 et 11 ; Paris-Le Bourget, 14 et 10 ; Pau, 23 et 9 ; Perpignan, 20 et 8 ; Rennes, 14 et 10 ; Strasbourg, 16 et 9 ; Tours, 14 et 9 ; Toulouse, 22 et 9 ; Poitiers-Père, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 12 degrés ; Amsterdam, 9 et 6 ; Athènes, 25 et 15 ; Berlin, 14 et 7 ; Bonn, 12 et 5 ; Bruxelles, 11 et 6 ; Le Caire, 37 et 17 ; Des Canaries, 20 et 17 ; Coppenhague, 9 et 5 ; Dakar, 28 et 20 ; Djakarta, 23 et 12 ; Genève, 16 et 10 ; Jérusalem, 28 et 13 ; Lisbonne, 19 et 10 ; Londres, 14 et 13 ; Luxembourg, 10 et 6 ; Madrid, 21 et 5 ; Moscou, 15 et 6 ; Nairobi, 24 et 14 ; New-York, 23 et 16 ; Palma-de-Majorque, 21 et 5 ; Rome, 21 et 9 ; Stockholm, 11 et 3 ; Téhéran, 28 et 16 ; Tunis, 23 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

La commémoration du 8 mai 1945

Le trente-huitième anniversaire de la victoire de 1945 donnera lieu, les 7 et 8 mai 1983, à diverses cérémonies officielles dans toute la France. Dans un message, M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, rappelle qu'il faut donner au 8 mai « non seulement l'élan patriotique d'une commémoration de la victoire mais aussi le sens plus profond d'un hymne à la joie, à la liberté, à la fraternité entre les peuples et à la paix ».

● Samedi 7 mai, à Paris, en présence de M. Jean Laurain : 17 h 45 : rassemblement des délégations d'anciens combattants et victimes de guerre à l'angle des Champs-Élysées-Belzac ; 18 h 30 : ravivage de la flamme et allumage des flambeaux par M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants ; 19 heures : allumage des torchères disposées au-dessus de la crypte où reposent les maréchaux Leclerc de Hauteclocque et Juin, aux Invalides. Une torchère sera également allumée en l'église Saint-Louis, devant l'autel, en hommage au maréchal de Lattre-de-Tassigny et à ses soldats, ainsi qu'aux morts et aux dispersés en Indochine.

● Dimanche 8 mai, à Paris, en présence de M. Jean Laurain : 9 heures : messe solennelle à la mémoire des morts pour la France et des victimes de guerre, à Saint-Louis des Invalides, en présence de M. Pierre Mauroy, premier ministre, de membres du gouvernement et des présidents des deux Assemblées ; 11 h 15 : à l'Arc de triomphe de l'Étoile, les troupes massées sur la place Charles-de-Gaulle sont passées en revue par le président de la République, accompagné du gouverneur militaire de Paris ; 11 h 30 : le président de la République dépose une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu, signe le Livre d'or et procède à une remise de décorations ; 12 h 15 : défilé des troupes.

● L'U.F.A.C. renouveller à la course aux armements M. René Peyre, président de l'Union française des associations de combattants — qui regroupe plus de deux millions d'anciens combattants et victimes de guerre, — adresse un message à l'occasion de la célébration du 8 mai 1945. On y lit notamment :

« La victoire du 8 mai 1945 nous laisse espérer une ère de bonheur, de prospérité et de fraternité. (...) Actuellement, c'est surtout l'accélération de la course aux armements, le stockage des bombes atomiques, le déploiement des missiles qui menacent la paix et la sécurité des populations en Europe et sur les autres continents. »

« Conscients de la gravité de la situation, les anciens combattants renouvelleront leur appel aux chefs d'Etat pour qu'ils renoncent à la course aux armements et concluent, dans les plus brefs délais, des accords tendant à la suppression progressive, simultanée et contrôlée des armes nucléaires et de tout autre type d'arme, et assurant à chaque étape la sécurité de leur peuple. »

« En attendant la signature de tels accords, la sécurité de notre pays repose sur le sens civique des citoyens et sur les moyens dont son armée dispose. »

L'U.F.A.C. renouveller à la course aux armements

M. René Peyre, président de l'Union française des associations de combattants — qui regroupe plus de deux millions d'anciens combattants et victimes de guerre, — adresse un message à l'occasion de la célébration du 8 mai 1945. On y lit notamment :

« La victoire du 8 mai 1945 nous laisse espérer une ère de bonheur, de prospérité et de fraternité. (...) Actuellement, c'est surtout l'accélération de la course aux armements, le stockage des bombes atomiques, le déploiement des missiles qui menacent la paix et la sécurité des populations en Europe et sur les autres continents. »

« Conscients de la gravité de la situation, les anciens combattants renouvelleront leur appel aux chefs d'Etat pour qu'ils renoncent à la course aux armements et concluent, dans les plus brefs délais, des accords tendant à la suppression progressive, simultanée et contrôlée des armes nucléaires et de tout autre type d'arme, et assurant à chaque étape la sécurité de leur peuple. »

« En attendant la signature de tels accords, la sécurité de notre pays repose sur le sens civique des citoyens et sur les moyens dont son armée dispose. »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3442

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Son œil ne fait pas bon pied. — II. Chasseur de petite envergure. — III. Se comporte en parasite. Ouverture sur le rêve. — IV. Certains les roulettent d'autant mieux qu'elles sont carrées. — V. Condé y vainquit l'archiduc Léopold. Préposition. — VI. Personnel. On est sûr d'y trouver l'Amour avec un grand « A ». — VII. Serre les mâchoires quand on lui serre la vis. On assiste à son crépuscule dans la Tétralogie. — VIII. Petit Suisse. Pant, abusivement, désigner le cartable du cancre. — IX. Douche. D'aspect différent selon les carpes. — X. On l'apprécie à juste titre. Meuble ou bâtiment pastoral. — XI. Ce qu'il écrit ne rime à rien.

VERTICALEMENT

I. Une attraction vieille comme le monde. — 2. Chaviré. N'est jamais seul au cours des manifestations hippiques. — 3. Détonation criminelle. Phonétiquement, le code postal révèle son nom. — 4. Plus glorieux à la mairie qu'au bistrot. Ile. — 5. Note gaie au cœur de Cendrillon. Commentent l'irréparable. Éclaircit. — 6. Pensées de ceux qui préfèrent les roses artificielles aux seules. — 7. Romains en quarantaine. Néerlandais ou Nigériens. Personnel. — 8. Licencieuse. Séquence dans le désordre. — 9. Une seule voix par l'intermédiaire de toutes. Inviolable ou piquet.

Solution du problème n° 3441

Horizontalement

I. Caniveaux. II. Hiérodote. — III. Il. Altier. — IV. Rein. Tom. — V. Uhl. Seras. — VI. Roi. Pré. — VII. Gnome. Tés. — VIII. Tio-tac. — IX. Éventail. — X. N. X. Er. Rôt. — XI. Secrétes.

Verticalement

1. Chirugiens. — 2. Aileron. Vue. — 3. Ne. Idiotie. — 4. Iran. Miner. — 5. Vol. Spectre. — 6. Édites. Ta. — 7. Autoritaire. — 8. Ulfen. Éclat. — 9. Xérés. St.

GUY BROUTY.

ÉCHECS

Le premier Festival de Paris

Organisé par la Ligue de l'Éducation de France et conjointement patronné par le ministère de la jeunesse, des sports et du temps libre, la Fédération française des échecs, la Ville de Paris et la Commission de la communauté européenne, le premier Festival des échecs de Paris aura lieu du vendredi 6 mai au lundi 16 mai, à Paris et dans la banlieue parisienne.

Ce festival comportera deux manifestations distinctes : le Tournoi des capitales des Communautés européennes, un open réservé aux joueurs de première catégorie, et une épreuve de « masse » qui permettra à tous les amateurs de rencontrer dans des simulées, les maîtres participant au tournoi (1). M. Jacques Chirac, maire de Paris, remettra, le lundi 16 mai, à l'Hôtel de Ville, les prix aux lauréats.

Six millions de joueurs

Depuis près de soixante ans — exactement depuis 1924, à l'occasion des 8^{es} Olympiades — Paris n'a pas organisé de grands tournois d'échecs. C'est à cette date, pourtant, et dans la capitale, qu'a été initiée d'un Français, Pierre Vincent, fut créée la Fédération internationale des échecs (FIDE). Sigle choisi d'autant plus volontiers qu'il forme le mot latin *fide* qui veut dire foi. A-t-elle manqué à la France cette foi dans les échecs pour que, depuis Philidor et la Bourdonnais, au XVIII^e siècle, nous n'ayons pu retrouver une place dans l'élite mondiale ? Certes, il y eut, entre-temps, Rossolimo, Tartakover et, surtout, Alekhine, grands joueurs français, mais sur le papier seulement. Tous les trois étaient Russes de naissance.

Cependant, ce ne sont pas les joueurs d'échecs qui manquent en France. Ils sont, selon une enquête du ministère de la culture réalisée en 1981-1982 auprès de quatre mille personnes, six millions, dont la moitié réside à Paris et dans la région parisienne. Ce chiffre important — supérieur à celui des joueurs de tennis — ne doit pas faire illusion.

Les échecs sont considérés en France comme un aimable passe-temps, au mieux comme un fort jeu de l'esprit, pas comme une discipline. Ils ne sont pas spectaculaires

Mais, et c'est sans doute le plus important, ce Festival va permettre à un grand nombre d'amateurs — les organisateurs en attendent plus de mille — de faire connaissance avec la compétition et, pour ceux qui la pratiquent déjà, de rencontrer des maîtres de première force. L'occasion est si rare.

(1) Pour tous renseignements, on peut appeler la librairie Saint-Germain (325-15-78) ou le cercle Caissa (874-02-14).

CONFÉRENCES

LA PROCHAINE RENCONTRE DU CERCLE RÉPUBLICAIN aura lieu le jeudi 5 mai à 18 h 30. M. Marcou Faldou, de l'université de Nancy, directeur du laboratoire de recherche en physique et plasma traitera du sujet suivant : « Les armes nucléaires nouvelles et la guerre de l'espace en l'an 2 000. Une troisième guerre mondiale est-elle possible ? »

★ 5, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 260-60-95.

RECTIFICATIF. — Par suite d'une erreur de transmission, les numéros de téléphone de l'entreprise de dépannage Pépin-Service (Le Monde du 28 avril 1983) étaient erronés. Les numéros de téléphone corrects sont : le 520-36-13 pendant la journée, et le 527-34-67 pour la permanence de nuit, des dimanches et fêtes.

مکان الوصول

	Le 1er	Le 15
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	Le 1er	Le 15	Le 15
ANNONCES ENCADREES	43,00	51,47	
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42	
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85	
IMMOBILIER	33,60	39,85	
AUTOMOBILES	33,60	39,85	
AGENDA	33,60	39,85	

* Dégressif selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

AIR INTER LIGNES AERIENNES INTERIEURES

CONTROLEUR DE GESTION

Le candidat sera diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, SUP de CO) option contrôle de gestion.

Il aura :

- l'expérience du contrôle de gestion et/ou de l'audit interne de 3 ans indispensable,
- des bonnes connaissances de l'utilisation de l'informatique.

Lieu de travail : ORLY.

Nombreux avantages sociaux.

Adresser CV, photo et prétentions en indiquant la référence 900/M au département Effectifs Recrutement Orientation 1, avenue du Maréchal De Gaulle 91550 - PARAY VIEILLE POSTE

Juriste d'affaires haut niveau

PUISSANT GROUPE ALIMENTAIRE, implantation internationale, nombreuses marques de notoriété mondiale (CA 7 milliards) offre au sein de sa holding un poste de Juriste d'Affaires.

Le titulaire du poste devra disposer :

- d'une solide formation juridique supérieure Maîtrise Droit des Affaires - Droit International,
- d'un bon niveau de compétence Droit Commercial France et étranger, Marques et Brevets,
- une expérience de 5 ans environ acquise dans un grand groupe ou cabinet international et une bonne connaissance de l'anglais.

Rémunération motivante en fonction des compétences et du potentiel d'évolution. Poste à Paris.

Ecrire sous réf. HR 485 CM.

4 rue Massenet 75016 Paris

L.U.G.A.P.

Service de l'Etat recherche pour PARIS

UN CONTROLEUR DE GESTION

Ce poste créé, directement rattaché au Directeur Général, s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (grande Ecole de Commerce, Sciences Po ou maîtrise de gestion), ayant une expérience professionnelle de trois ans minimum.

Adresser C.V., photo et prétentions à : U.G.A.P. - sous direction du Personnel 209, rue de Bercy - 75583 PARIS Cedex 12



emploi régionaux

ORGANISME PARAPUBLIC D'ETUDES ET DE CONSEILS - REGION OUEST

recherche

INGENIEUR ECONOMISTE

ayant une expérience dans les secteurs de l'aménagement et de l'habitat social.

- Mission :
 - Gestion financière des patrimoines locaux ;
 - Etudes de marchés ;
 - Montage d'opérations ;
 - Elaboration de politiques locales de l'habitat.

Adresser dossier de candidature, C.V. détaillé, photo et prétentions sous n° 8.122 à Le Monde Publicité, service ANNONCES CLASSEES, 75009 Paris.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DE LA RECHERCHE

recrute

INGENIEUR CONTRACTUEL HAUT NIVEAU

10 ans d'ancienneté dans l'industrie requise.

Connaissances gestion et finances pour animation industrielle et suivi de dossiers. Nombreux contacts et déplacements.

Adresser C.V. à : Direction Interdépartementale de l'Industrie de Picardie/Champagne-Ardenne, Division Industrie, 44, rue Alexandre-Dumas, 80026 AMIENS Cedex.

Société expertise comptable recherche directeur de bureau secondaire région Rhône Alpes acceptable ou rémunération. Tél. : 43-23-37-13, le matin.

Entreprise en expansion spécialisée équipe jeune 50 personnes (C.A. 10 M.F.) sous-traitance mécanique précision (outillages prototypes, machines spéciales) recherche

INGENIEUR

pour assurer très vite et en totalité la

DIRECTION

Il faut être un mécanicien avoir des connaissances en automatique 5 à 10 ans d'expérience, se sentir en plus gestionnaire et commercial. Le candidat devra avoir une grande liberté d'action, un salaire motivant (200.000 F) et un bel avenir.

Ecrire avec photo, C.V. à SELF, 31, rue Saint-Paul, 87000 LIMOGES.

URGENT SOCIÉTÉ D'INGÉNÉRIE RP-LORRAINE

recherche
**INGÉNIEURS
INFORMATIQUE - AUTOMATISME**

Trois à cinq ans d'expérience
Connaissance : Basic, matériel SONOR
Matériel SOLAR

Adresser curriculum vitae et prétentions à M^{me} Girard, 50, rue de Miramont, 57008 Paris, tél. 268-09-78.

ÉCONOMIE SOCIALE Entreprise nationale à but non lucratif, gérant des établissements multiples, 700 salariés, recherche

DIRECTEUR DE PERSONNEL

200.000 F +. Rattaché à la DIRECTION GÉNÉRALE A PARIS, il assure tous les aspects de la gestion du personnel social, gestion du personnel, relation avec les partenaires sociaux, suivi et application de la législation (Loi Auroux), formation, paie informatisée.

Il est assisté par une équipe d'une dizaine de personnes. Formation supérieure et expérience d'au moins 10 ans.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : SOCIÉTÉ NAPIAL 152, Champs-Élysées, 75008 PARIS, qui transmettra.

ALSTHOM ATLANTIQUE

transformateurs condensateurs

recherche pour son ÉTABLISSEMENT DE ST-OUEN (M^{re})

représente 38.000 personnes en France dans 35 établissements et a réalisé en 1981 un chiffre d'affaires de 16 milliards de F.

Le plus grand constructeur sur le marché français - 1^{er} exportateur français de transformateurs de puissance, réducteurs de mesures et transformateurs de distribution, en tête de la production française de condensateurs de puissance.

INGENIEUR MECANICIEN

MISSION : étudier, développer des ensembles électromécaniques. PROFIL : Ingénieur mécanique (AM ou INSA), goût du contact et autorité, allemand souhaité. Expérience en milieu industriel indispensable.

INGENIEUR TRAVAUX EXTERIEURS

MISSION : organisation, contrôle de chantiers de montage de transformateurs de grande puissance, en France et à l'étranger avec animation des équipes de montage.

PROFIL : Ingénieur électromécanicien, esprit d'entreprise, goût du contact et autorité. Il recevra une formation préalable dans l'unité de fabrication du produit concerné.

Adresser CV et photo à ALSTHOM ATLANTIQUE Département ALSTHOM SAVOIS/ENNE Service du Personnel BP. 169 - 93404 ST-OUEN.

Csee

5500 personnes dont 630 cadres.

CADRE DE PERSONNEL INFORMATICIEN

CONCEPTION ET MAINTENANCE DE PROJETS LIÉS AU PERSONNEL

Au sein de la Direction du Personnel, il assurera l'interface avec le service informatique. Des compétences en informatique et une première expérience de gestion de personnel sont nécessaires.

CHEF DE PERSONNEL ANIMATION ECOUTE

GESTION ADMINISTRATIVE ET HUMAINE DE 500 PERSONNES

Il prendra en charge l'ensemble de la fonction soit dans un établissement industriel, soit pour plusieurs agences de travaux. Age d'au moins 35 ans, il aura une expérience large de la fonction personnel.

CADRE EXP. RECRUTEMENT FORMATION

GESTION PRÉVISIONNELLE DES RESSOURCES ET DES COMPÉTENCES

Il recrutera une partie des cadres et prendra en charge les problèmes d'organisation d'un important projet de formation. Il doit avoir plus de 30 ans. Une formation d'ingénieur sera appréciée.

COMPAGNIE de SIGNAUX et d'ENTREPRISES ÉLECTRIQUES Direction du Personnel - 17, place Étienne Perret - 75015 PARIS

Compagnie d'Assurance recherche à PARIS

des collaborateurs juristes

Jeunes Professionnels de l'Assurance, susceptibles de s'intégrer dans la structure en place et de s'adapter rapidement aux différents risques tels que l'AUTO, l'INCENDIE ou l'ASSURANCE CONSTRUCTION.

Des candidats habitués aux contacts, et capables d'encadrer rapidement quelques collaborateurs, seront susceptibles d'évoluer vers des postes de responsabilité s'ils sont disponibles géographiquement.

Merci d'adresser CV détaillé, photo et salaire annuel actuel sous réf. 618/M à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

GROUPE INTERNATIONAL, LEADER SUR SON MARCHÉ (FABRICATION ET COMMERCIALISATION DE BIENS INDUSTRIELS) SITUE A 60 KM AU NORD DE PARIS,

souhaite intégrer un

AUDITEUR INTERNE CONFIRME

Vous souhaitez évoluer à moyen terme vers un poste opérationnel de gestionnaire. Vous voulez travailler de façon autonome, intervenir dans l'ensemble des domaines d'activités d'un groupe industriel, avoir une totale indépendance dans la gestion de vos interventions, et ce, dans le cadre d'un programme annuel établi par la Direction Audit au niveau mondial. Nous vous offrons cette possibilité.

Votre mission sera de conduire avec un homologue, les audits financiers et opérationnels des entités françaises (C.A. 2 milliards). Occasionnellement, vous pourrez avoir des missions dans les autres unités de production en Europe (Grande-Bretagne, Italie, Allemagne).

Vous avez un diplôme d'études supérieures complété par un DECS, une expérience d'audit d'environ 4 ans acquise en cabinet international ou dans l'industrie, ainsi qu'une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Ce poste vous intéresse ? envoyez-nous très vite votre dossier de candidature complet (C.V. + prétentions) sous la référence 2429 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10

Mieux vaut s'attendre au prévisible que d'être surpris par l'inattendu.



Des Hommes
Des Produits
Un Avenir

La mission qui nous incombe est vaste

- Prendre et conserver la première place de notre marché spécifique.
- Recruter et former les commerciaux qui garantiront la pérennité d'un taux de croissance exceptionnel.
- Assurer l'avenir, sur les plans de la recherche, des structures, des produits et des marchés.

Notre management est adapté à nos objectifs

- Il tient compte de l'avis des commerciaux, de leurs aspirations professionnelles (autonomie, responsabilités) de leur évolution (formation - séminaires - promotion interne) et, bien entendu, de leur rémunération que nous pouvons qualifier de très motivante.

Nos moyens sont à la mesure de nos ambitions

- Nous la formation initiale : 3 mois
- Nous la formation continue : 5 mois
- Nous mettons en place une batterie de procédures de communication sans équivalent sur le marché, susceptibles d'apporter au réseau commercial un puissant appui logistique.
- Nous rémunérons proportionnellement aux résultats (qualité - prospective) dans une mesure moyenne allant de 100 000 F (2^e année) à 240 000 F (5^e année)

Nos impératifs de recrutement sont proportionnels à notre rigueur

- Nous exigeons un âge minimum de 24 ans, une formation Bac + 2 ou autodidacte solide.
- Nous testons scientifiquement et par interviews successives tous les aspects de la personnalité absolument indispensables à la réussite dans notre groupe : volonté - caractère - pugnacité - puissance de travail - charisme - don de la persuasion - humour - persévérance - équilibre mental et psychique - unicité psychologique - sens de la communication - enthousiasme - jeunesse - bonne maîtrise du verbe.

Ecrire à BANCE Pub. 18 rue Léon 75018 Paris

merci de préciser s/l'enveloppe (référence N°8353)

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour sa Direction Informatique à St Quentin en Yvelines (78)

Responsable de Gestion

de données et de normalisations.

Animateur d'une équipe, il définira et mettra en œuvre la politique de gestion des données.

A ce titre, il participera à l'élaboration du schéma directeur des systèmes d'information et coordonnera les travaux de normalisation du Crédit Agricole. Ce poste exige une formation supérieure, une large expérience en informatique et une habitude des contacts à haut niveau.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. D 51 à CNCA Gestion des Personnes 75710 Paris Brune

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GRUPE INTERNATIONAL
leader sur son marché, recherche pour établissement dans la Région Parisienne (92)

UN ANALYSTE CONFIRME

futur project leader

Vous devez définir et réaliser l'implantation d'un projet européen pour la France :

Votre mission :

- contact avec les utilisateurs,
- analyse fonctionnelle et planning,
- réalisation,
- encadrement d'une équipe de programmation ;

Vous avez :

- 3 ans d'expérience professionnelle,
- une connaissance : - sur gros systèmes IBM/3033, de la programmation en Cobol, - des Bases de Données (IMS, DL1).

Anglais exigé.

De larges perspectives de carrière seront offertes à un candidat de valeur, de par la stratégie d'information massive du groupe.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (C.V. + photo) sous la référence 2440 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10

chef comptable

180 000 F +

Une SOCIÉTÉ de PARFUMERIE bénéficiant d'une grande notoriété — filiale d'un puissant GROUPE BRITANNIQUE — recherche son CHEF COMPTABLE.

Intégré à une équipe de direction à taille humaine et disposant d'une dizaine de collaborateurs, il sera chargé de restructurer la comptabilité générale et budgétaire en harmonie avec le système informatique du groupe. Il sera également responsable de la gestion administrative du personnel.

Ce poste correspondrait à un excellent PROFESSIONNEL de la COMPTABILITÉ, âgé de 32 ans minimum, possédant le niveau du DECS et si possible une expérience des méthodes et procédures ANGLO-SAXONNES et de la comptabilité informatisée.

Une bonne connaissance de la langue ANGLAISE est requise.

Les dossiers de candidatures sous réf. 2625 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

Le contrôle des coûts vous intéresse :

Notre société, située à La Défense, met en place un système informatisé de contrôle des coûts.

Vous devrez en élaborer la méthodologie et concevoir les supports informatiques.

De formation technique vous avez en outre une expérience de 5 ans minimum du contrôle des coûts dans le cadre de grands projets (pétrochimie, sidérurgie...).

Ecrivez-nous en joignant CV, photo et prétentions, sous réf. 4282 à mentionner sur l'enveloppe à Média-System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

JURISTE D'AFFAIRES

à vocation industrielle

Ce poste sera confié à une personne de fort potentiel, d'au moins 32 ans, ayant de solides connaissances (niveau Doctorat) en droit des affaires (négociation et rédaction de contrats industriels et commerciaux, constitution de sociétés, accords financiers, etc...). Une expérience confirmée dans une grande entreprise internationale est souhaitée. La maîtrise de l'anglais écrit et parlé est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 429 M à L.T.P., 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra

FILIALE D'INGÉNIEURIE LAFARGE COPPEE

recherche

INGÉNIEUR - ESTIMATION

MISSION :

- Établir, analyser ou contrôler les estimations des coûts pour l'établissement d'offre d'unité de production.
- Améliorer les systèmes permettant l'exploitation et la valorisation de l'expérience du groupe.

PROFIL :

- Ingénieur, si possible de formation mécanique, ayant 4 à 5 ans d'expérience d'estimation chez un ensemble industriel ou dans l'industrie mécanique lourde.
- Une expérience internationale et une connaissance de l'industrie cimentière ou des industries connexes seraient des atouts supplémentaires.
- Anglais souhaitable.

Adresser candidature au :
Directeur du Personnel L.C.E.
3/5 bd Louis-Louchet, 92114 SAINT-CLOUD CEDEX.

Responsable juridique

droit des sociétés

UN IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER DU SECTEUR SOCIAL, ayant de nombreuses filiales, étend ses structures de management et offre une intéressante opportunité de carrière à un(e) juriste.

Rattaché à la Direction Générale, il sera responsable de la prise en charge des différents aspects juridiques concernant la constitution et le suivi des différentes sociétés du groupe.

Le titulaire du poste devra disposer d'une formation supérieure : maîtrise en droit des sociétés (des connaissances en droit social seraient appréciées) et de 3 à 5 ans d'expérience, de préférence au sein d'une holding.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. XN 513 AM.

4 rue Massenet 75016 Paris

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

Une très importante Institution Financière Nationale recherche

un(e) Gestionnaire de Portefeuilles Obligataires

Le marché obligataire se développant très rapidement, ce poste répond aux besoins croissants de notre établissement, dans le cadre des SICAV, fonds communs de placement, comptes gérés, etc...

Il s'adresse à un(e) candidat(e) maîtrisant de bonnes connaissances de bourse et d'analyse financière, sans compter l'informatique qui est un plus apprécié.

Dans le cadre de la politique globale du service, il (elle) devra assurer la gestion des clients (personnes morales surtout) et la relation commerciale qui en découle, pour les obligations françaises.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. GV6 à CNCA Gestion des Personnes 75710 Paris Bruns

SCRIBTEL
SSCI BUREAUTIQUE RECRUTE

PROGRAMMEURS CHEFS DE PROJETS

Connaissances COBOL BASIC indispensables. La connaissance des matériels WANG OIS ou VS serait un atout supplémentaire.

SALAIRE TRES MOTIVANT.

Envoyer CV et prétentions à :
SCRIBTEL, 55 rue d'Amsterdam 75008 Paris

Nous sommes le
DEPARTEMENT CONSEIL de la société

answare

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

Vous êtes :

DIPLOME GRANDE ECOLE (X, MINES, CENTRALE, HEC...)

et fort d'une expérience de 2 à 6 ans en Organisation et/ou Informatique.

Nous vous proposons :

d'intégrer notre équipe de

CONSEILS EN SYSTEMES D'INFORMATION

- organisation générale et industrielle,
- schéma directeur,
- plans informatiques et bureautique,
- études préliminaires,
- conception et mise en place de systèmes en appliquant méthodes (Merise, Racines, DPO) et techniques avancées (bases de données, réseaux, micro).

Ces missions, conduites dans des contextes de haut niveau, assurent développement personnel et perspectives de carrière.

Merci d'adresser dossier de candidature à D. ROUZAUD sous référence U2/29
135 rue de la Pompe 75116 Paris

services

Banque privée
Filiale d'un Groupe International
recherche pour son Agence de PARIS.

exploitant entreprises classe VI-VII

(référence 4200 M)

Exigences du poste :

- 5 ans minimum d'expérience bancaire,
- bonnes connaissances en financement du commerce extérieur,
- études supérieures,
- bilingue anglais.

Rémunération en rapport avec l'expérience et la compétence.

Banque privée
Paris 8ème, recrute

gradé classe IV bourse étrangère

justifiant de plusieurs années à ce poste.

Connaissance de l'anglais.

(référence 2010 M)

Envoyer CV, photo et prétentions à :
CCBF, 66, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 Paris s/réf. du poste choisi.

vous assiste dans le recrutement bancaire

Cabinet organisation recherche pour secteur bancaire

ORGANISATEUR

- Formation supérieure,
- 30 ans minimum,
- Qualité contact et animat.

Écrivez références et CV, dév. à N° 3.036 Publications Reunies, 112, bd Voltaire, 114.

FOURCAIRE D'EXPERTISE COMPTABLE
rond-point Champs-Élysées recherche

COMPTABLE EXPERIMENTE

Pour gestion de dossiers (payés, charges sociales, comptabilité générale, déclarations fiscales).

Ecrire lettre manuscrite avec CV et prétentions à FOUCAIRE, 51, av. Franklin-Roosevelt, PARIS-8.

BANQUE recherche

CAISSIERS DE CHANGE

pour Lyon

Ecrire avec réf. de téléphone à N° M. 59.586 BLEU, 17, rue Labat, 94307 VINCENNES Cedex qui transmettra.

SOS 99-99 recherche

HOMME OU FEMME

Recouvrement contentieux, expérience exigée, se présenter 7, rue Linné, PARIS-8.

Société d'importation et de distribution composés électroniques recherche pour son service technique

INGENIEUR

ou niveau équivalent ayant si possible expérience optique électronique.

Anglais indispensable. Domicile à Vincennes.

Envoyer CV et prétentions à N° M. 59.586 BLEU, 17, rue Labat, 94307 VINCENNES Cedex qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE BIENS D'EQUIPEMENT

recherche

UN INGÉNIEUR TECHNICO-CIAL

- Il sera chargé d'animer le réseau de vente (France et Europe). Tant sur le plan technique que sur le plan commercial.
- Il négociera des affaires importantes.

Anglais indispensable. Expérience de la vente biens industriels exigée.

Envoyer C.V., photo et prétentions au Service du Personnel
Société AMRI
Les Tours Mercuriales - 40, rue Jean-Jaurès 93176 BAGNOLET CEDEX

ENTREPRISE PARISIENNE DE GRANDE RÉPUTATION recherche

CHEF DE COMPTABILITÉ

Expérimenté (e)

Age minimum 45 ans.

Son poste implique :

- Une bonne maîtrise des comptabilités, analytique, budgétaire, et des opérations financières.
- Un esprit d'analyse.

Ecrire avec curriculum vitae manuscrit détaillé, photo et prétentions sous référence 102 - M. LINDENHARDT, 100, rue La Fayette, 75010 PARIS.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Nous sommes le
DEPARTEMENT CONSEIL de la société

answare

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

Vous êtes :

DIPLOME GRANDE ECOLE (X, MINES, CENTRALE, HEC...)

et fort d'une expérience de 2 à 6 ans en Organisation et/ou Informatique.

Nous vous proposons :

d'intégrer notre équipe de

CONSEILS EN SYSTEMES D'INFORMATION

- organisation générale et industrielle,
- schéma directeur,
- plans informatiques et bureautique,
- études préliminaires,
- conception et mise en place de systèmes en appliquant méthodes (Merise, Racines, DPO) et techniques avancées (bases de données, réseaux, micro).

Ces missions, conduites dans des contextes de haut niveau, assurent développement personnel et perspectives de carrière.

Merci d'adresser dossier de candidature à D. ROUZAUD sous référence U2/29
135 rue de la Pompe 75116 Paris

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET DE VENTE INFORMATIQUE EN FORTÉ CROISSANCE
(C.A. 82 consolidé : 86 millions de francs)

recherche son

CHEF COMPTABLE

Qui sera responsable de la comptabilité de la société mère et de 2 filiales. Animer une équipe de 2 personnes.

PROFIL :

- 3/5 ans de pratique de la fonction ;
- D.E.C.S. souhaité (certificat comptable minimum) ;
- Connaissances pratiques de fiscalité ;
- Expérience de comptabilité informatisée indispensable.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite à :
SAGES
24, rue Henri-Barbusse, 92110 CLICHY.

IMPORTANT SOCIÉTÉ MUTUALISTE DE PARIS recherche

RÉDACTEUR

POUR SON SERVICE NATIONAL DU PERSONNEL

Téléphone D.I.T. de gestion de personnel ou D.E.L.L.G. et ayant déjà travaillé

Ecrire sous la réf. 7040.084 M
RÉSEAU-PRESS
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

VILLE DE SEVRES (92)
22.000 h.
Recherche immédiatement 1 RÉDACTEUR 35 ans maximum, pour le service du secrétariat général, niveau licence ou maîtrise droit public.

Envoyer candidature et C.V. détaillé, avec photo à :
M. le Maire, Hôtel de Ville, 92210 SEVRES.

Société d'entreposage frigorifique siège social Paris, rech.

UN JEUNE CADRE

soit au chef d'exploitation responsable de 2 tripliques dans la LOIRE

Fonctions :

- Gestion générale exploitation et technique (évaluation, commandement du personnel, emploi stable, A.D.P., acc. 13° mois, A.D. C.V., photo et lettre manuscrite au Service du Personnel de C.E.P. 23, bd Malherbes, 75008 Paris.

SOCIÉTÉ GESTION 2000 pour postes fixes rech.

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

Expér. technique et commerciale domaine ENGINEERING. Portes d'avenir. Ecr. C.V. et prêt. GESTION 2000, 102, rue La Fayette, Paris-10.

Organisation professionnelle Paris recherche

JEUNE COLLABORATEUR/INGÉNIEUR

pour son service économique, formation supérieure.

Adresser C.V. + photo à :
M. Bourdeau,
8, rue de Richelieu, 75001 PARIS.

COMMERCIAL ACTIF + CHANTIER
Ecrire PROVOG COM., 57, r. du Poterie 75018 Paris.

L.I.M.M.
Conseil et réalisation recherche

INGÉNIEURS LOGICIEL

Responsables et autonomes, avec première expérience (système, A.D.P., X.A.O.).

Pour s'insérer à une petite équipe de consultants. Conditions motivantes.

Adresser C.V. et prétentions, 22, avenue Emile-Zola, 75015 PARIS.

ERIN

recherche pour réalisation de logiciel en informatique industrielle (mini et micro-ordinateurs)

Option : informatique, automatique, électronique.

Débute à 3 ans d'expérience.

Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Ecrire avec C.V. à AXIAL PUB s/réf. 2.504, 27, rue Talbot, 75008 Paris, qui transmettra.

Vous prévoyez depuis 1 an et plus, une rentrée à l'automne. Vous souhaitez participer au développement de notre S.A. 522M, Tél. 01-47.89.10.01, M. Benoît Fédou, 293-06-77.

Organisme professionnel recherche pour seconder le Chef de son service juridique un (a) adjoint (a) niveau licence ou maîtrise en droit privé spécialisé (a) et droit des contrats a - poste à pourvoir

Immédiatement - Eau Paris, Ecr. s/réf. 8.101 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Rare professionnelle gestion des exploitations agricoles cherche son directeur en chef. Pédagogie, bonne connaissance des agriculteurs et du développement agricole souhaitées. Ecr. s/réf. 8.118 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Entreprise nationale récemment lancée rech. urgent pour Paris

UN TECHNICO CIAL

Envoyer C.V. + photo sous n° 59.296 BLEU, 17, rue Labat, 94307 VINCENNES Cedex qui transmettra.

TECHNICO-COMMERCIAUX

IMPORTANT SOCIÉTÉ de TÉLÉCOMMUNICATIONS Recherche pour renforcer son équipe d'inspecteurs technico-commerciaux.

Suiv des clients de la société, secteur Paris et région. Rémunération fixe et primes d'objectifs.

Adresser C.V. n° 89.208, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

هكوان الوصل

مكتبة

REPRODUCTION INTERDITE

	la semaine	la semaine
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	la semaine	la semaine
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	16,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,80	39,85
IMMOBILIER	33,80	39,85
AUTOMOBILES	33,80	39,85
AGENDA	33,80	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes.

secrétaires

secrétaires

secrétaires

SOCIÉTÉ D'ENGINEERING

1er PLAN
Toute proche banlieue Ouest :
recherche pour assurer un important secrétariat.

AFFAIRES SOCIALES

secrétaire administrative

- secrétariat classique, sténodactylo
 - travaux de gestion
 - RELATIONS INTERIEURES ET EXTERIEURES.
- Une expérience de plusieurs années dans la fonction secrétariat est nécessaire; elle peut avoir été acquise en dehors de la fonction. Personnel féminin, 25-35 ans, marié ou célibataire.
- La poste est très avantageuse.
- Une AUTORITÉ SOUVERAINE et une certaine autonomie seront appréciées.
- Nombreux avantages sociaux. Restaurant d'entreprise. Vacances 83 possibles.
- Adressez CV, photo et prétentions s/rf. 68774 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra

Pour importants Sociétés

JEUNE SECRÉTAIRE
COMMERCIALE
- Dactylo indispensable
- Poste stable et évolutif.
Se présenter ou écrire, C.V.,
photo et prétentions Gif, 46,
rue Turbigo, PARIS-9.

automobiles

ventes

de 5 à 7 CV.

RE TL 1977
avec options à 100% automatique
PRÉF. ANJOU
986-06-46 (14 à 18 heures)

divers

BMW OCCASIONS

SERIE 3-5-7 L. T. 82 83

Auto Paris XV, 533-65-95.

63, rue Desnouettes, Paris 15^e

RS TS 82, 35.000 km tout ou-

vrant, vitres teintées, 5 vi-

tales, 3000 cc.

Prix argus - 5 %

BMW 628 75, modèle 80, gris

herc, 100.000 km moteur en

tout état, refait par BMW vitres

teintées 4 vitesses auto-radio.

Prix argus.

603-38-32 (heures de bureau).

capitaux

propositions

commerciales

CANNES. Recherche représenta-

tion. Disposer bureaux, secrétariat,

véhicule. Bonne connaissance France

Moyen-Orient et Europe-Union.

ROBES. BP 83 08112 LE CANNET.

formation

professionnelle

CONTROL SOFT

Sélectionne 10 candidats.

Niveau BAC + 2, stages form.

3 MOIS ANALYSE

PROGRAMMEUR

Re. R.V. : 257-40-20.

propositions

diverses

Les possibilités d'emploi à

l'étranger sont nombreuses et

variées (Canada, Australie, Afri-

que, Amérique, Asie, Europe).

Service d'une documentation

sur notre revue spécialisée.

REGISTRATION (L.M.)

9, Rue Montyon

75243 PARIS CEDEX 08.

L'immobilier

appartements ventes

2^e arrdt

Liv. 3 chbres, lingerie, et cte
équipé 100 m² + 12 m²
chambre. Prix : 650.000 F.
Jeuil vendredi 16/19 h.
7, rue Léopold-Sédar
Téléphone : 550-34-00.

HALLES-SANTIER

4 p., 80 m², double living avec
2 cheminées, 2 ch., cuisine, s.
de bns, w.-c., 4^e ét. sans asc.,
chauffe et sol. Ph 550.000 F.
Tél. 251-75-70. 17 heures
ou 238-28-84 le matin.

3^e arrdt

MARAI

Dans imm. de caractère rénové,
poterie vend studio rénové, 2
ch., 20 m². Sur place jeudi 5
de 14 h 30 à 17 h 30,
22, rue de Picardie.

4^e arrdt

ILE SAINT-LOUIS

Superbe 5 pièces et 10 m².
Téléphone au : 500-54-00.
COEUR MARAIS
dans GRAND HOTEL PARTIC.
TOUTES JURAISS.
A rénover. Tél. 235-83-82.

MARAI

DBLE LIV. + CHBRE, entrée,
cuis., w.-c., bain. REFAIT par
550.000 F. Tél. : 525-84-81.

QUAI DES CÉLESTINS

Studio en état et rénové à
part. 210.000, 328-43-77.

5^e arrdt

Carnier / Gobelins, 354-95-10.

RAVASSANT 2 PIÈCES

DAUBENTON-MOUPETARD

212.000 F. Tél. 827-03-06.

VAL-DE-GRACE

très beau studio 40 m² + jar-
din et cte. T. 256-58-80.

6^e arrdt

Pr. pl. FURSTENBERG poterie et
gd 2 p., chbre, cuis., s. d.,
lundi, mercredi, jeudi, de 10 h à
16 h, 28, rue de l'Écluse.

7^e arrdt

U.N.E.S.C.O. NEUF

(livraison juillet 1983)
nouveaux appartements 3 pièces
82 m², tout confort, prestations
excellentes. Promoteur : 555-14-14.

1, AVENUE DE TOURVILLE

face Dôme Invictus et Parc
Musée Rodin. APPT 128 m²,
bon état, chbre, cuis., s. d.,
+ STUDIO 40 m², duplex pos-
sible, emplacement idéal, vue
imprenable - 551-31-18.

RUE DES SAINTS-PÈRES

Dans très bel imm., appart.
PROFESSEUR ou COMMER-
CANT, 500 m² ENV. 55-58-08.

MUSÉE D'ORSAI

SUR CÔTE D'ORSAI
superbe récept. + 1 chbre, so-
lail, chbre, T. : 624-83-83.

8^e arrdt

PRÈS PLACE FRANÇOIS-1^{er},
appartement 3 pièces, 110 m²,
150 m², 2/3 ch., terr. Par-
serv. Doreau, T. : 624-83-83.

Métro LIÈGE

Dans bel immeuble 3 pièces,
72 m² occupé pers. âgées.
Renseignements 280-30-15.

9^e arrdt

RUE CHAPLAIN, 5 p., 140 m²,
imm. 1900, 5^e sec. 550.000 F.
1.200.000 F. Tél. 622-05-96.

10^e arrdt

CADET, dernier étage, 75 m²,
aménagement, CHAMBRE, CALME.
Soleil. 550.000 F. 235-83-45.

RUE DE CHAROL 4 p., cuis.,
s. d., w.-c., bns. tr. bon état, pl.
suis. imm. rénové, 500.000 F.
SERIC 623-33-93.

11^e arrdt

OBERKAMPF, gd 2 p., cte, tr. bel
clair, 65 m², 5^e ét. 282.000 F.
à débiter. Téléphone : 554-74-55.

BO RICHARD-LEMOIR

7 p., 210 m² env., 3^e ét.,
acc., solail, prof. lib. possib.
Téléphone : 534-13-18.

BO VOLTAIRE

Près du métro 3 pièces, tout
confort. Prix 350.000 F.
C.C.F.I. Téléphone : 227-98-84.

12^e arrdt

MICHEL-BEZOT gd 4 p., esp.
suis. bns, imm. rénové, 525.000
COGEM 347-57-07.

13^e arrdt

PORTÉ D'ITALIE S/KREMLIN
Récant 2 p., gd cte, 8^e étage.
CALME. 245.000, 535-55-82.

ATELIER LOFT

Clair, calme, 200 m² à amén.
sur 2 niveaux possib. division.
Direct propriétaire 325-33-08
(325-13-00 après 18 heures).

14^e arrdt

MONTMARTRE, 3^e ÉTAGE
2 pièces, cuis., bain, 37 m².
500.000 F. Tél. : 553-31-32.

PARC MONTMARTRE (près), liv.

2 chbres, rénové, stand., prix
870.000 F. Tél. 297-52-73.

DENFERT

Pierre de C. rue
dép., solail, cuis.,
stud. 150.000 F. Tél. : 553-31-32.

LUXEMBOURG, 34, dble +

2 ch., 110 m², 31 m² occupé
par 2 ch., 110 m², 31 m², 31 m²,
Prix 1.000.000 F. 325-87-15.

DENFERT RAVASSANT

2/3 p., 5^e ét., asc., en
57 m², 235 m², 50 m², 17 heures
ou 238-28-84 le matin.

15^e arrdt

AVENUE DE BRETEUIL

Dans immeuble rénové, poterie
vd studio et cte 31 m² occupé
par 2 ch., 110 m², 31 m², 31 m²,
lot 48, vue, solail. 500-54-00.

VAUGIRARD ET ÉLÈVE ASC.

Calme soleil 320-73-37.

16^e arrdt

360 m² A REFAIRE

PROF. LIBER. PICCINI/FOCH.
TRES BON PLAN. 574-23-19.

PASSY

A rénover, rue de la Chapelle, 2 p.,
cuis., w.-c., bain, 313.000 F.
Ce jour, jeudi 5 mai, de 14 h à
18 h à 32, rue Raymond.

AVENUE MOZART

65 m², rénové-chambre, living
+ chambre, refait neuf.
GARBI, téléph. : 567-22-88.

17^e arrdt

COURCELLES 4/5 p., 2 bns

5^e ascenseur, balcon, solail.
1.250.000 F. T. 267-15-33.

PTE DES TERNES, gd 3 p.,

tr. cte, standing, étage élevé.
500.000 F. Tél. : 553-31-32.

VILLIERS, OPTAIRE VEND

DUPLEX 85 m²
Caractère, belle rénovation.
Soleil. 750.000 F. 367-85-87.

18^e arrdt

RUE LAMARCK

Achaté bien moins cher
Dans immeuble pierre de taille,
bon état, 3 p., 3 p., 3 p., 3 p.,
Droit de reprise. T. 267-37-37.

CHAMPIONNET

Immeuble rénové, standing,
3 pièces, 65 m², vue sur jardin.
SECONDE, téléph. : 674-06-45.

MONTMARTRE

SUR LA BUTTE, 2 pièces,
tout confort, terrasse, vue.
Px 530.000 F. T. 325-83-77.

19^e arrdt

BUTTES-CHAUMONT

Bel apt 2-3 p., 70 m², pte +
terrasse, 11 h, 11 h, 11 h,
sortie 19 h 30, 202-67-66.

Buttes-Chaumont, livraison 83.

Petit immeuble pierre de taille,
65 m², rue G.-Lardenne, crédit
possible, 2 pièces, terrasse,
450.000 F. 1 pièce cuisine,
terrasse, 350.000 F. Possibilité
d'un 3^e 5 pièces.
Tél. 633-47-57.

20^e arrdt

MÉNIMONTANT magnifique

3-4 p., 110 m², 75 m², 8^e sec.,
imm. rénové, 550.000 F.
SERIC 623-33-93.

Prix PYRÉNÉES 120 m²,
s/2 niv. + par. jdn, 365.000,
COGEM 347-57-07.

constructions

neuves

INFORMATION

LOGEMENT

Un service gratuit interprofes-
sionnel et inter-bancaire pour
tout achat d'appart et de pavil-
lons neufs. Renseignements sur
de nombreux programmes PAP
et prêts conventionnés.

525-25-25

49, av. Kléber, 75118 PARIS.

locations

non meublées

offres

Paris

Près avenue République
immeuble récent, grand studio
tout confort, 1.800 F par mois
+ charges.
Pour renseignements et visite
téléphonez au : 905-46-46.

locations

non meublées

demandes

Paris

URGENT
Jeune couple sérieux, rech. de
part. à part. de préf. 2-3 p.
claires, Paris ou banl. ouest.
2.500 F charges comprises.
Téléphone : 224-58-83.

DIRECT A PARTICIPER

Pr. GDE ADMINISTRATION
Cadres supérieurs et personnel
muni rech. APPT 2 à 10 p.,
ou villas. Prix indifférent.
504-01-34, p. 24.

J. F. recherche 2 p. par Paris.

Tél. 346-63-69.

A partir de 18 h.

Région parisienne

Pour sites européennes, cherche
villes, pavillons pour CADRES.
Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations

meublées

offres

Paris

PARC DES PRINCES gd
4 p., cuis., bain, sans via-
le. 8.000 F net. 578-17-38.

locations

meublées

demandes

Paris

INGÉNIEUR MUTÉ PARIS
rech. STUDIO ou 2 PCHS.
Tél. M. ROULAT, 256-50-57.

OFFICE INTERNATIONAL

recherche pour se diriger.
Beaux appts de standing,
4 p. et plus. 281-10-20.

immeubles

REIMS - VENTE LIBRE

2 IMM. SUPERBES P. de T.
CENTRE VILLE RESIDENTIEL
PRIX : 1.800.000 F
ET 750.000 F

CONSORTIUM IMMOBILIER

FRANCO-ALLEMAND
Tél. : 998-40-44.

hôtels

particuliers

PRÈS SQUARE LAMARTINE

MAISON 1880, 7 p., 270 m²,
parfait état, superbe cuis., et
jardin de bain, parc 20 m².
DOREAU, Tél. : 624-83-33.

pavillons

LE PERREUX

CALME, comm. et RER à prox.
peu, meub. 54, 3 chbres,
cuis., bain, bel décor, tr. cte,
gar. 550.000 F. REGNIER
254, av. Pierre-Brossolette,
(94) LE PERREUX. 324-17-63.

LE CHESNAY (78)

gde maison récente, 5 chbres,
séjour double, suite (eau,
2 salles de bain, 1 douche,
3 W.-C., garage 2 voitures,
bureaux, cave à vin, terrasse.
Près écoles, commerces.
Téléphone : 955-16-14.

representations offres

REPRÉSENTATION

Nous sommes une entreprise allemande de production au succès commer-
cial croissant depuis 90 ans grâce à notre programme d'emballage en verre
destiné à l'industrie alimentaire, pharmaceutique, cosmétique, chimique et
à la mise en bouteille.

Nous bénéficions d'une situation géographique privilégiée et notre chiffre
d'affaires avec la France est en constante augmentation.

NOUS CHERCHONS UN

L'immobilier

villas
PR. LYCEE INTERNATIONAL
VILLE RESIDENTIELLE 700 m² terrain,
entrée, séj., triple, 5 chbres,
gar., cuis. dou., 2 s. de b.
Prix : 1.500.000 F. AGENCE
DE LA FORET, T. 958-04-47.

**maisons
de campagne**
PARTICULIER VEND MAISON
PAYSANNE SUD, 20 m² m² m²
Pont-de-Sully, 4 gdes p., cave,
ch. éd., 4 p. amén. sur étage,
côté clos 4,15 m², rtes comrod.
25 unités, T. 19-42-88-37-27.

fermettes
140 km de Versailles
Part. vend à particulier
FERMETTE
carrière aménagée
Cdt séjour + 3 chbres cdt
Chœur, cent. Très bien située.
Prix : 400.000 Francs
Téléphone : (63) 81-21-55.

propriétés
Fart-Gaucher 77320. Vende
maison ancienne XVIII^e, entree-
ment restaurée, 96 m² sur 2 m²
vieux, R.de-ch., cuis., séj.,
1 chbre, salle de bain, w.-c.,
1^{er} étage : 2 chbres, grenier.
Cave 20 m². Garage 25 m².
dépendance 50 m². Terrain
1500 m². Pote. : 4200 F.
Tél. : 581-56-75 tous les jrs.

SOLOGNE
A vendre pour chasse et
placem. forestiers, quelques
territoires + ou - grande, avec
ou sans frange et bâtiments.
Ecr. n° 201.104.
AGENCE HAVAS S.P. 1518.
45000. ORLÉANS CROIX.

95 HERBLAY
très belle maison de France,
350 m² habitables. Excellent
état sur 4.000 m² parc pay-
sapé + gar. 2 voitures, pav.
garden 100 m². Prix justifié.
Tél. heure bur. 250-56-13.

**PRÉS HONFLEUR, v. cam-
pagne, jolis chemins, bêt. à res-
taurer + herbage. Très belle
vue sur vallée. Tél. 637-14-40.**

domaines
ACHETER
VASTE PROPRIÉTÉ DE CHASSE
SOLOGNE
Entre sous le n° 261.185 M
RÉGIE-PRESSA
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

viagers
F. CRUZ, 266-19-00
8, rue LA BOUTÈRE-9-
P. ventes indécises garanties
Etude gratuite discrète.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

Ventes
VITRY-SUR-SEINE CENTRE
410 m², bureaux et ateliers sur
terrain 580 m², T. 380-51-34
(ou 380-03-22, postes 27-08
ou 26-58).

PORTE MAILLOT
60 m², rez-de-ch., rue libre,
475.000 F. Tél. 545-34-28.

Locations
BUREAUX MEUBLÉS
à Paris 8^e, 9^e ou 15^e
**SIÈGES SOCIAUX
ET DOMICILIATIONS**
nos. secteurs, tous services
CONSTITUTIONS STES,
par comptable, sites rases
ASPAC, 293-50-50 +

NEUILLY/SEINE
Proche bd Bineau
800 m², gd standing
Restaurant. Tél. Pige
SARI, 776-44-88

PORTE MAILLOT
1.200 m² aménagés
Disponibles fin mars
SARI, 776-44-88

SUD PARIS
2.500 m² divisibles
Tél.-Restaurant. Pige
SARI, 776-44-88

AVENUE D'ITALIE
500 m² sur 1 niveau
clésoyée, bien éq.
SARI, 776-44-88

SEVRES
5.000 m² divisibles
Immeuble neuf
Possibilité de vente
SARI, 776-44-88

PONT DE ST-CLOUD
340 m² sur 1 niveau
Refait à neuf
SARI, 776-44-88

PONT DE NEUILLY
688 m², récents, climatisés
Tél. Parking, standing
Vente ou location
SARI, 776-44-88

PARIS 16^e
De 1.000 à 3.400 m²
disponibles immédiatement
SARI, 776-44-88

Domiciliations : 8-2^e
SECRETARIAT. Tél. Tél.
Loc. bureau, toutes démarches,
pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 359-77-55
92-BOULOGNE 603-38-32

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L.-R.C.-R.M.
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanence téléphonique
355-17-50

EMBASSY-SERVICE
562-02-14
RECH. 150 à 200 m²
Bureaux quartier affaires.

**CRÉATEURS D'ENTREPRISE
POUR VOTRE SIÈGE SOCIAL**
DOMICILIATION
16^e CHAMPS-ÉLYSÉES
140 à 340 F. PAR MOIS
avec secrétaire téléphonique
CIDES 723-84-21

8^e COLISÉE-ÉLYSÉES
SIÈGE DE SOCIÉTÉS
DOMICILIATIONS
250 F-350 F. PAR MOIS.
A.F.C. 359-20-20.

UNE ANTEENNE EN PROVENCE
Bureaux ou domiciliation
R.C.-R.M. - S.A.R.L.
Démarches et tous services
Secrétariat. Tél. Tél.
Plein centre Marseille.
Téléphone : (61) 54-92-02.

**VOUS CHERCHEZ
DES BUREAUX**
300 m² ET PLUS
N'HÉSITEZ PAS
APPELEZ
SARI 776-44-88

**VOUS CHERCHEZ
DES ENTREPOTS**
1 000 m² ET PLUS
N'HÉSITEZ PAS
APPELEZ
SARI 776-44-88

**VOUS CHERCHEZ
DES ENTREPOTS**
1 000 m² ET PLUS
N'HÉSITEZ PAS
APPELEZ
SARI 776-44-88

**fonds
de commerce**

Ventes
A vendre dans petite ville touris-
tique du Midi librai-papeterie,
école et bureau. Gros chiffre
d'affaires, bon report.
Agence s'abstient d'adresser au
bureau du journal qui transmettra.

**locaux
commerciaux**

Ventes
XVII^e RUE MARCADET
Pâtisserie et boutique toutes
40.400 F net. Per. en 350.000 F.
H.A. 294-51-15. Sds 562-32-25.

MP PARMETIER
LOCAL COMM. 120 m²
en propriété, calme, clair, état
neuf, confort. Prix : 580.000 F.
Téléph. : 637-35-36 le matin.

**ST-GERMAIN, bel emplace-
ment pour local comm.**
R.-de-ch. et sous sol. Vis. s/p.
lundi, mercredi, jeudi 10 à
16 h. 26, rue de l'Écluse.

**locaux
industriels**

Ventes
(92) PONT DE SEVRES
A partir de 500 m²
SARI, 776-44-88

95 ROISSY PROCHE
Terrain visible
Entrepôt/activités
A partir de 3.000 m²
SARI, 776-44-88

Locations
92 PUTEAUX
2.000 m² entrepôt-bureau.
SARI : 776-44-11.

**VOUS CHERCHEZ
DES ENTREPOTS**
1 000 m² ET PLUS
N'HÉSITEZ PAS
APPELEZ
SARI 776-44-88

**VOUS CHERCHEZ
DES ENTREPOTS**
1 000 m² ET PLUS
N'HÉSITEZ PAS
APPELEZ
SARI 776-44-88

**VOUS CHERCHEZ
DES ENTREPOTS**
1 000 m² ET PLUS
N'HÉSITEZ PAS
APPELEZ
SARI 776-44-88

**VOUS CHERCHEZ
DES ENTREPOTS**
1 000 m² ET PLUS
N'HÉSITEZ PAS
APPELEZ
SARI 776-44-88

boutiques

Locations
8^e - MALESHERBES
Rez-de-ch. 90 m², vitrine 9 m.
Magasin de sport
Location avec session
SARI : 776-44-88.

l'agenda du Monde

Animaux

Urgent : chats adultes castrés
et adorables chatons orphelins
chère, bons maîtres et foyers
douilles.
Téléphone : 531-61-89,
625-73-20 le soir après 18 h.

Le contraire d'un cheval
Vie de famille. Tél. 731-30-11.

Bijoux
BIJOUX ANCIENS
BAGUES ROMANTIQUES
se choisissent chez GILLET
18, r. d'Arcole, 49 354-00-83.
ACHAT BIJOUX OR-ARGENT
Métro : Cité ou Hôtel-de-Ville.

ACHATS BRILLANTS
Toutes pierres précieuses,
bijoux, or, etc.
PERRON JOAILLERS ORFÈVRES
à l'épave, 4, Chausée d'André,
à l'épave, 37, av. Victor-Hugo.
VENTE, OCCASION - ÉCHANGES.

PAUL TERRIER
Achète comptant bijoux or,
argenterie, bijoux, etc.
35, rue du Colisée, 78008.
M^{re} Saint-Philippe-du-Roule,
à l'épave, 37, av. Victor-Hugo.
Du lundi au vendredi.

Caravanes
RAPIDO
ET CAMPING-CARS
NEUF (toutes marques sur
commande). OCCASION RE-
MORQUES baguettes et vitres
tentes. ACHAT FERME de car-
avanes et remorques d'occasion.
Accessoires, tous d'entente.
SOCIÉTÉ ACAGIL

S.A.R.L.
67, rue Benoît-Malon,
94250 GENTILLY
Tél. 588-76-07
Ouvert de 9 h à 12 h et de
13 h 30 à 18 h 30. Fermé
dimanche et lundi (sauf R.V.).

Carrelages
Les plus beaux de tous les
carrelages du monde sont
vendus aux prix les plus bas
chez BOCAREL 357.09.46 +
113, av. Parmentier Paris 11^e

Cours
PROF. EXP. donne cours
MATH. PHYS., seconde, sup.
M. BÉRON : 568-11-71.

Instruments
de musique
RESTAURATION DE
PIANOS,
HARPES, CLAVICINS,
HARMONIUMS.
Tél. : 236.62.10

Livres
HENRI LAFITTE
Achète comptant de LIVRES.
13, r. de Buci, 6^e, 328-68-28.
Distribue un catalogue.

Chasse

CHASSE-PÊCHE
Vieux 60 km Paris
plaine et bois,
tableaux assurés.
Actions disponibles
protection 31 mars.
Prix : 3.000 F.
Téléphone : 208-98-34.

Mode
POUR L'HOMME
LES GRIFFES DE LUXE
direct usines, à prix réduits,
5, av. Villiers, M^{re} Villiers (17^e).

Enseignement

Photo
Vend Hasselblad 500 El +
mag. + obj. + access.,
2 flashes, studio bowens,
800 piles + access.
Tél. 620-64-43, si absent lais-
ser coordonnées sur répondeur.

Répondeurs
LE SPÉCIAL
DU RÉPONSEUR
TELEPHONIQUE
LOCATION IMMÉDIATE
A partir de 65.50 F/mois.
Vente - Réparation - Réponse.
5, rue Mansart, 75009 PARIS.
874-24-13 - 285-44-24.

ENGLISH IN ENGLAND
Au bord de la mer, 1100 km de Londres, 100 chambres ou 100 chalets
remontés modernes et confortables dans une zone d'habitat
rural (école fondée en 1957 et reconnue par le British Council)
11500 par jour (logement, repas et logement compris (pense au forfait)).
25% RÉDUCTION
pour un séjour de 10 jours minimum (semaine de vacances)
à la REGENCY SCHOOL OF ENGLISH
Rampart, Kent, Angleterre. Tél. 943-1122. Fax 943-1122
ou New, Boston, 4 rue de la Préfecture, 75009 Paris.
Tél. (3) 759 25 23 (soir)
Prix de 1000 F (soir) - 1000 F (soir)
ouvert toute l'année - cours rapides vacances scolaires

LA GRANDE MOTTE
Tout près du port, à louer grand
studio, terrasse, jardin, 2^e quin-
taine de juin, 1.500 F. Juillet,
3.600 F. Août, 3.214-24-68
avant 9 h après 18 h ou bu-
reau M. Bérton sur 17-72.

Location SAINT-RAPHAËL
VILLA, juillet à 1,5 km
plage. Équipée 5 personnes.
Tout confort (lave-vaisselle,
gelé), 3 chambres + séj.,
2 terrasses sud/nord. Vue pa-
noramique mer. Prix : 9.000 F.
Téléphone : (04) 85-73-27.

10 km de Cannes, splendide
VILLA, vue sur la mer,
3 chbres, 2 s. de b., cuis.,
salle à manger, salon, terrasse,
jardin piscine 1.000 m² pour
JUN, JUILLET, AOÛT, TÉL.
255-18-93 ou 255-48-63.

SAINT-MANDRIER 65
Juin à septembre tous
3 pièces + terr. 35 m²,
1^{er} et 2^e étages, terrasse.
Vue sur mer.
Tél. : 015-23-17.

LOUEZ UNE TENTE ou une
CARAVANE installée et en-
tièrement équipée : sélection
de 25 caravanes 4 et 6 pers.
à part. de 780 F/sem. p. 4 pers.
62, av. Gde-
Bretagne,
88000 Perpignan.
Téléphone : (06) 51-20-77.

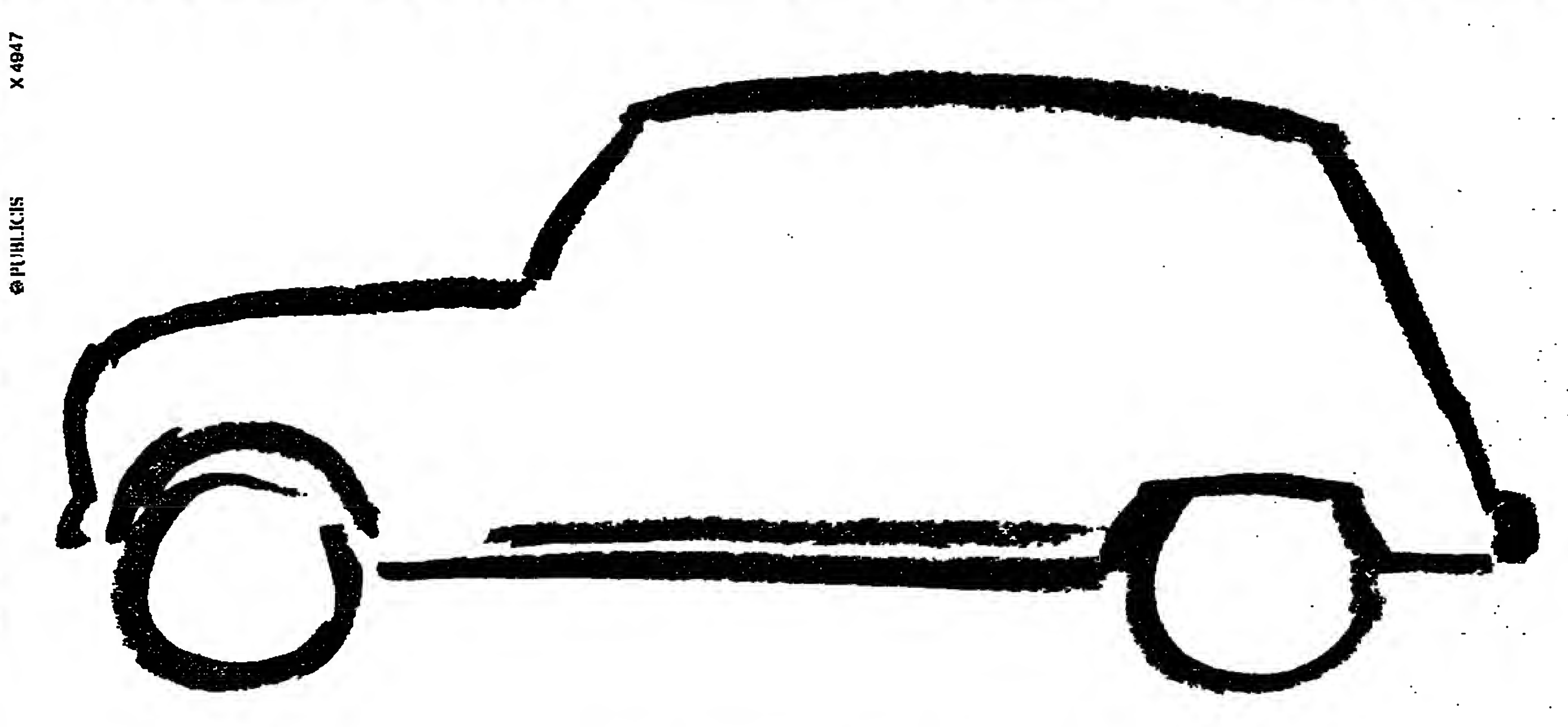
LA ROCHELLE HORS
Saison
Résidence Les Carènes, face
plage, port. Studios et apparte-
ments équipés, terrasses, par-
tels, sans de pour enfants.
Location 1 semaine : studio
2/3 pers., mai, juin, sept.
De 245 à 585 F.
13^e SEMAINE GRATUITE!
(16-1) 258-30-50, p. 703.

COSE LOCATIONS VILLAS
ET APPARTS disponibles toutes
dates CORBAGNE, 24, av.
Oudin, 75001 PARIS. Tél. :
295-14-12 - 295-06-68.

CHAUMIÈRE NORMANDE sur
3 ha. Parc, tout confort maison
tout confort. Living, cheminée,
5 chambres, jac. 150 km Paris
en pleine campagne.
Mer à 25 km.
Tél. : (3) 855-41-13.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
296-15-01

TRAIT DE GÉNIE.



13 versions, berlines, fourgonnettes courtes ou
longues, pick-up. Décor intérieur et tableau de
bord restylés, freins à disque à l'avant sur
versions 1108 cm³ Renault 4 à partir de
27.900 F (Renault 4). Prix clés en main au
10.02.83. Millésime 83. **RENAULT préconise elf**

RENAULT 4

مکان العمل

TOURISME

Un plan pour l'été 1983

- Cent mille places de camping
- Exonérations d'impôts pour certains loueurs
- Soixante-dix-neuf contrats d'animation de stations

Cinquante millions de francs sont consacrés par l'Etat à la campagne « Destination France » et cent mille places de camping supplémentaires seront créées d'ici l'été pour accueillir en plus grand nombre les vacanciers français attendus dans l'Hexagone en raison du renforcement du contrôle des changes (le Monde du 2 mai). Ces mesures ont été annoncées par M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat au tourisme, mardi 3 mai, lors d'une réunion de presse.

En plus de l'extension des terrains de camping déjà existants, les procédures administratives seront accélérées et des incitations financières (prêts bonifiés à 9,75%) accordées aux personnes désirant ouvrir de nouvelles installations. Il se confirme que des terrains appartenant à diverses administrations de l'Etat (Office national des forêts, ministères de la défense et de l'éducation nationale) seront ouverts aux campeurs et confiés à des professionnels après signature de « contrats de gestion ». La liste de ces terrains n'est pas connue officiellement, mais on pourra vraisemblablement dresser sa toile de tente sur les hectares du centre

d'essai des Landes (qui appartient à l'armée), situé à Biscarosse.

M. Carraz a annoncé différentes initiatives pour développer le « tourisme vert ». Des exonérations fiscales seront consenties pour les propriétaires louant des chambres d'hôtes et des gîtes ruraux. Exonération de la T.V.A. et abattement de 50 % de l'impôt sur le revenu dans une limite de 21 000 F de revenus locatifs par an.

Pour un meilleur étalement des vacances, cinquante-neuf stations touristiques dans un premier temps, vingt autres dans un second, signeront prochainement avec l'Etat un contrat garantissant le développement de l'accueil et de l'animation en dehors de la haute saison. D'autre part, la S.N.C.F. devrait abaisser de 40 % ses tarifs (dans des conditions qui restent à déterminer) à destination des villes ayant signé cet accord.

Enfin, un service national de renseignements touristiques téléphonés sera mis en place pour informer les vacanciers sur les innombrables possibilités de villégiature existant en dehors des zones surchargées.

● Les exportations de la R.F.A. vers la R.D.A. ont augmenté de 24 % en mars 1983 par rapport à mars 1982, ayant totalisé 756 millions de deutschemarks, a annoncé, mardi 3 mai, l'Office fédéral des statistiques. Cependant, les ventes est-allemandes à l'Allemagne fédérale ont reculé de 8 %, ayant représenté 550 millions de deutschemarks. Pour le premier trimestre de cette année, les exportations ouest-allemandes vers la R.D.A. ont augmenté de 40 %, ayant atteint 1,9 milliard de deutschemarks. En revanche, les importations de la R.F.A. en provenance de l'Allemagne de l'Est ont diminué de 5 %, ayant totalisé 1,6 milliard de deutschemarks. — (A.F.P.).

● Une firme privée lance une contre-OPA sur Sotheby. — Une importante compagnie privée américaine est apparue comme un éventuel rival pour l'acquisition de la Sotheby. Le marché pourrait être enlevé pour 61 millions de livres. L'apparition de ce concurrent anonyme a porté les actions de Sotheby au-delà des 520 pences offerts par les deux hommes d'affaires new-yorkais, Stephen Swid et Marshall Cogan, et serait de nature à les empêcher de conclure le marché. Les prix se sont stabilisés à 535 p., avec 23 p. d'augmentation pour la journée.

Swid et Cogan ont déjà pris 29,8 % de participation dans la Sotheby.

AFFAIRES

La Société générale réorganise ses structures

Un peu plus d'un an après sa nomination à la présidence de la Société générale, le remplacement de M. Lauré, M. Jacques Mayoux a rendu publiques les grandes lignes d'un remaniement général des structures de commandement de son établissement.

Après la création, en mai 1982, de deux nouvelles directions, relations humaines et développement, M. Mayoux a annoncé la fusion des deux réseaux d'agences, Paris et province, jusqu'alors distincts, au sein d'une même direction, confiée à M. Bernard Auberger.

Agé de quarante-cinq ans, ingénieur civil des mines, ancien élève de l'ENSA, inspecteur des finances, directeur de la production et des échanges au ministère de l'Agriculture, de 1975 à 1980, M. Auberger, qui, depuis son entrée, il y a un peu plus de deux ans, à la Société générale, était directeur central à la direction des affaires internationales et de la trésorerie, bénéficie d'une promotion rapide.

Il remplace M. Pierre Maron, âgé de soixante-trois ans, directeur adjoint, qui se voit confier une direction, nouvelle, des grandes entreprises auxquelles un intérêt particulier va être attaché, en France comme à l'étranger, et M. Paul Jocteur-Monodier, directeur général adjoint, soixante-deux ans, lui, avec M. Jean-Paul Delcours, cinquante-deux ans, précédemment président de la Sogeval, assistera M. Mayoux et M. Marc Vienot, directeur général.

La direction du développement passe à M. Michel Rolland, actuellement directeur de département à la direction des affaires techniques, en remplacement de M. Jean-Marie Weydert, inspecteur des finances, nommé en mai 1982, qui va, aller secondier M. Léopold Joerges, directeur général adjoint, responsable des affaires internationales et de la trésorerie. Le secrétaire général, enfin, est créé, et confié à M. Michel-François Auguebon, jusqu'ici directeur du personnel.

En ce qui concerne les résultats de la Société générale pour 1982, le bénéfice net de la maison-mère baisse de 17,2 % à 390,5 millions de

francs, affecté par la grève du début de 1982, et surtout par la progression des provisions pour créances douteuses, en augmentation de 25,9 % à 3 378 millions de francs.

Les provisions constituées en métropole ont diminué, revenant de 940 millions de francs à 914 millions de francs, du fait de l'allègement des risques sur les entreprises nouvellement nationalisées. Celles sur l'étranger, en revanche, ont augmenté de 37 %, passant à 2 170 millions de francs, en raison, essentiellement, de la croissance des risques sur les crédits à l'exportation.

L'ERAP PRENDRAIT LE CONTROLE DU NICKEL A 70 %

Le plan destiné à renflouer Le Nickel, un des plus gros producteurs mondiaux de nickel, serait sur le point d'être bouclé.

Les pouvoirs publics ont, semble-t-il, enfin convaincu l'ERAP de se substituer aux deux actionnaires de la société, intéressés chacun pour 50 % dans son capital.

L'ERAP prendrait le contrôle de l'affaire à 70 % et y injecterait 350 millions de francs. Les parties seraient d'autre part convenues qu'Elf-Aquitaine et Imétal, dont les intérêts dans Le Nickel seraient ainsi ramenés à 15 %, apporteraient chacun 200 millions de francs à la société.

L'ERAP, toutefois, n'aurait pas encore donné son accord pour garantir le prêt bancaire à long terme de 700 millions de francs qui sera accordé au Nickel. Le Nickel est le principal employeur de la Nouvelle-Calédonie, avec un peu moins de 3 000 personnes, soit 12 % environ de ses effectifs totaux. Le groupe est durement touché par la crise affectant le marché du nickel, crise marquée par une forte baisse de la consommation (30 % en trois ans) et la chute des prix (5 % en 1981, 40 % en 1982). Son déficit l'an dernier s'est élevé à 872 millions de francs. Depuis 1977, le groupe a perdu, au total, plus de 2 milliards de francs, et son endettement atteint 2,5 milliards de francs.

Reçu par M. Mauroy

LE PRÉSIDENT DE L'A.P.C.C.I. S'INQUIÈTE DE L'ACCROISSEMENT DES LIQUIDATIONS DE BIENS

M. Pierre Mauroy a reçu à déjeuner, mardi 3 mai à l'hôtel Matignon, les membres du bureau de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (A.P.C.C.I.). Dans l'après-midi, M. Pierre Netter, président de cette organisation, a fait part des principaux thèmes qui ont été discutés au cours de cette rencontre.

M. Netter a notamment rappelé au premier ministre l'accroissement important des liquidations de biens durant le premier trimestre de cette année (+ 10 %) et des liquidations judiciaires (+ 15 %), et surtout la très forte progression du volume des passifs (+ 75 %) des firmes concernées (ces différents pourcentages ont été calculés par rapport au premier trimestre de 1982).

Le président de l'A.P.C.C.I. a encore fait état de l'accueil des organisations consulaires aux différents projets et avant-projets gouvernementaux relatifs aux entreprises en difficulté. M. Netter s'est dit inquiet des propositions qui donneraient, lors d'une faillite, une priorité à la créance des salariés par opposition à celle des prêteurs.

En revanche, M. Netter s'est félicité du projet de création d'un livret d'« épargne industrie », tout en souhaitant que son produit soit aussi destiné à aider toutes les activités économiques (services, commerces...).

● Trois pompistes condamnés par le juge des référés de Dole pour rabais excessifs. — Trois propriétaires de stations-service du Jura, qui vendaient le supercarburant à un prix inférieur au plancher fixé par les pouvoirs publics, viennent d'être condamnés aux dépens. Parmi eux, Marcel Leclerc, frère du distributeur Edouard Leclerc, qui offrait des rabais de 30 centimes par litre.

Télévision couleur :

L'ITALIEN ZANUSSI POURRAIT CRÉER UNE FILIALE AVEC PHILIPS

Le groupe italien Zanussi pourrait prochainement créer une filiale commune de production de télévision couleur avec le numéro 1 européen Philips, a-t-on appris de source italienne.

Voilà en réalité plus d'un an que Zanussi cherchait une collaboration avec Philips ou Thomson. Toute l'industrie électronique grand public italienne avait alors été restructurée autour d'un holding, Ristrutturazione Elettronica, dans lequel l'Etat, minoritaire, devait injecter 1,2 milliard de francs en deux ans.

Parmi les constructeurs majoritaires dans le capital, Zanussi devenait chef de file et assurait la direction. De six mille à sept mille licenciements devaient s'ajouter aux cinq mille effectués en 1981.

Cette restructuration ne pouvait néanmoins suffire. L'industrie italienne, même regroupée, restait d'une dimension trop modeste; elle ne contrôlait que 20 % de son marché intérieur. Il fallait trouver une alliance étrangère pour atteindre la taille européenne.

● Manifestation de P.M.E. le 5 mai à Paris. — La Confédération générale des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.) organise, le jeudi 5 mai, à Paris, une manifestation « strictement professionnelle » — précise-t-elle, — afin de témoigner de l'« indignation » des membres de ce syndicat patronal d'être « considérés comme des fauteurs d'inflation ». La manifestation partira à 16 heures de l'esplanade des Invalides, pour se rendre au siège de la Direction de la concurrence et de la consommation, quai Branly.

● Maubrin va licencier huit cent vingt-six personnes. — Pour restructurer la manufacture alsacienne, la direction mise en place depuis dix mois par Maitra va abandonner le secteur de la machine-outil lourde pour se consacrer à l'armement et licencier huit cent vingt-six personnes, 15 % de ses effectifs.

DIMANCHE 19 JUIN 1983
FETE POUR LA PAIX
Bois de Vincennes — Paris
APPEL

Nous qui sommes pour la paix avons été cent pour commencer.
Le 20 juin 1982, nous avons été 250 000 dans la marche pour la paix.
Le temps vient d'être des millions.
Nous qui sommes pour la paix et le désarmement en appelons solennellement à tous les gouvernements, aux deux principales puissances en particulier, et aux Nations unies.
Notre action témoigne de notre angoisse mais aussi de notre espoir. Car paix et liberté ne peuvent être dissociées et aucun conflit n'est inévitable.
Une fois encore nous répétons qu'il faut sauver ce qui peut l'être en mettant un terme à la course aux armements. Nous disons, que le désarmement, cela se négocie et que la paix n'est pas un hasard. Nous disons : négociez avec détermination, négociez à l'Est et à l'Ouest, pour la sécurité des Nations et pour que le désarmement devienne enfin une réalité. Nous disons que la course aux armements est une course à la ruine et qu'il faut donner à la vie ce qu'on gaspille pour la mort, car on peut, sans armes, combattre et la misère et la faim dans le monde.
Nous qui sommes pour la paix, nous avons fait nôtres les paroles de Jaurès : « Je pleure sur les morts innombrables... » et, forts de son exemple, nous nous sommes engagés à poursuivre notre combat, toujours unis, pour que se fasse entendre à travers le monde la voix nécessaire du bon sens et de la générosité, la voix de la France.
Nous nous adressons à toutes les Françaises, à tous les Français, aux citoyennes et citoyens de tous métiers, de tous âges et de toutes opinions, chacun avec ses raisons morales, philosophiques, religieuses ou politiques.
Et c'est aux jeunes aussi que nous disons : la paix est votre affaire, elle est votre avenir, prenez-en conscience, car le poids de cet avenir repose sur vous.
Nous souhaitons vous rencontrer plus nombreux encore qu'il y a un an. Venez à la Fête pour la paix. Elle se déroulera dans la musique, la poésie et l'amitié le 19 juin 1983 au bois de Vincennes à Paris.

Initiateurs de l'« Appel des cents », M^{me} et MM.

ANDRUET Jean-Claude ; ARAGON ; AUBRAC Lucie ; BATAILLE Michel ; BAZIN Hervé ; BÉJART Maurice ; BLANC Henri ; BRETON Denise ; BUTOR Michel ; BROCHEN Jean-Louis ; CAVANNA ; CHAMBEIRON Robert ; CHARLES-ROUX Edmonde ; CHEMETOV Paul ; CLÉMENT Catherine ; DECAUX Alain ; DELARUE Jean-Claude ; DENIS Jacques ; DESGRAUPES Pierre ; Madame DORGELES Roland ; DUBIEN Denis ; DUCLAUX Sylvie ; DUHAMEL René ; DURAFFOUR Paul ; ESCANDE Francine ; ESCANDE Paul ; Madame FARGE Yves ; FERRAT Jean ; Général GAMBIEZ ; GEBÉ ; GERMA Michel ; GODELIER Maurice ; GREMETZ Maxime ; GROULT Benoîte ; GUIBERT Edouard ; GUINOT Alain ; HERRERO André ; JACQUART Albert ; DE JAEGER Jacques ; JANKLE-VITCH Vladimir ; JARRY Robert ; KAHANE Jean-Pierre ; LACOMBE Bernard ; LACROIX Daniel ; LAJOINE André ; LANGEVIN Hélène ; LANGIGNON Michel ; LANOUX Armand ; LA-ROZE Jean-Claude ; LEFEBVRE Henri ; LE FORESTIER Maxime ; LORENZI Stelio ; LEROI-GOURHAN André ; MAFFRE-BAUGÉ Emmanuel ; MAGNY Colette ; MALDONADO J.-M. ; MANESSIER ; MAREST Jeanine ; MATTÀ ; MERCIER Georges ; MILLIEZ Paul ; MESONES Serge ; MONCLA François ; MONORY Jacques ; MOUSTARD René ; PAUL Marcel ; PERRONET Annie ; PIE-PLU Claude ; PIGNON Edouard ; PLATON Charles ; PROU Suzanne ; RANILLAC Bernard ; RIFOD Elisabeth ; PASTEUR-ROGNON René ; SALACROU Armand ; SANGUEDOLCE Joseph ; SANTINI Pierre ; Amiral SANGUINETTI Antoine ; SCHWARTZENBERG Léon ; SÉGUILLON Pierre-Luc ; SÉGUY Georges ; SEVE Lucien ; STIL André ; ROL-TANGUY Henri ; TAULELLE Lucienne ; TERRENOIRE Louis ; THERET Gisèle ; THOMAS Bertrand ; TORDI Bernard ; TOURNIER Michel ; TRINTIGNANT Jean-Louis ; VASARELY ; VERCORS ; VIGNERON René ; VITEZ Antoine ; VOVELLE Michel ; WOLINSKI Georges ; ZARKA Pierre ; ZAOUI Jean.

Auxquels se sont joints déjà à l'occasion de diverses initiatives des milliers d'autres personnalités.

Soutien à l'« Appel des cent »
et versements financiers :

« Appel des cent » — 15, avenue Victor-Hugo, 75116 PARIS
Tél. : 502.18.00
CCP 953 74 Y PARIS Madame Yvonne Breteau

A L'OUEST RIEN DE NOUVEAU



BORDEAUX

RENNES

TOURS

LE MANS

PARIS

Le 4 novembre 1982 Pierre Mauroy annonçait la mise en chantier du TGV Atlantique.

Des informations sérieuses laissent à penser que pour des considérations financières à courte vue le gouvernement serait aujourd'hui prêt à renoncer à ce grand dessein. Si une telle décision devait être prise, nos concitoyens doivent en mesurer les conséquences.

Abandonner le TGV Atlantique, ce ne serait pas seulement renoncer à mettre Le Mans et Tours à 1 heure de la capitale, Rennes à 2 heures et Bordeaux à 3 heures.

Abandonner le TGV Atlantique, cela veut dire traiter la France de l'Ouest en parent pauvre. Ce serait refuser de donner aux régions de l'Ouest

la chance de créer de nouvelles industries.

Abandonner le TGV Atlantique, ce serait renoncer à 90.000.000 d'heures de travail dans les 5 ans à venir.

Abandonner le TGV Atlantique, ce serait refuser une source de rentabilité pour la S.N.C.F. au moment où celle-ci fête le 10.000.000^e passager du TGV Paris-Lyon.

Abandonner le TGV Atlantique, ce serait donner à l'étranger le sentiment que nous doutons de notre technologie. Ce serait renoncer à une importante source d'exportations.

Aucune considération financière à très court terme ne peut remettre en cause un projet aussi essentiel pour notre pays.

**C'EST MAINTENANT
QU'IL FAUT AMENAGER
LA FRANCE**

LES ENTREPRISES FRANÇAISES DE TRAVAUX PUBLICS.

هكذا من الوصول

RÉGIONS

Corse Le premier budget régional a été voté par la gauche à laquelle se sont joints les autonomistes

De notre correspondant

Ajaccio. — L'Assemblée de Corse a voté son premier budget. Les trois offices consultatifs viennent d'être installés. Les trois offices régionaux (développement agricole, hydraulique et transports) le seront, sans doute, dans le courant du mois de juin. Une personnalité universitaire est sur le point d'être désignée pour conduire une mission sur l'université de Corse.

La session budgétaire de l'Assemblée s'est tenue sur trois semaines. Le projet de dépenses et recettes présenté par le président, M. Prosper Alfonsi, et défendu par le rapporteur général, M. Toussaint Luciani (M.R.G.), a été voté, après avoir été amendé. Le budget s'élève à 136 millions de francs et il est équilibré par le recours à un emprunt de 17 millions de francs. La « majorité régionale » (M.R.G., P.C.F., P.S. et le Rassemblement démocratique pour l'avenir de la Corse, R.D.A.C.) ne pouvait, avec ses vingt-trois élus sur les soixante et un, carasser, en effet, l'espoir de faire passer l'égalité de son projet, et c'était une partie extrêmement difficile qu'elle disputait. Si elle l'a gagnée, c'est parce que les cinq élus de l'U.P.C. (Union pour le peuple Corse) et les sept « non-alignés », de tendances diverses, ont apporté leur soutien à la gauche, excédés par les manœuvres que les deux groupes de l'opposition, conduits par MM. Jean-Paul de Rocca-Serra, député R.P.R., et José Rossi, conseiller général et adjoint au maire d'Ajaccio, ont multipliées comme à plaisir.

Se fondant sur l'insuffisance du montant des transferts de ressources de l'Etat à la région — qui n'est actuellement pas contestable — et sur la nécessité de « combler le retard historique », thème cher aux autonomistes, l'opposition a d'abord défendu une motion préalable tendant au refus d'examiner le budget. Elle s'est ensuite attachée à faire gonfler les dépenses afin d'aggraver le déséquilibre. Elle a enfin tenté de faire inscrire en recettes un crédit qualifié de « fictif et aléatoire » par le rapporteur général, d'un montant de 20 millions de francs, représentant, selon elle, ce que l'Etat doit immédiatement apporter pour permettre le fonctionnement des institutions issues du statut particulier.

Ces traquenards, dans lesquels les vingt-six élus de l'opposition s'efforçaient de précipiter la gauche, n'ont guère eu l'heur de plaire aux douze autonomistes et « non-alignés ». La gauche ayant accepté leur amendement, ceux-ci ont décidé de voter le budget, qui a été adopté par trente-cinq voix contre vingt-six. M. Paul Patriarche (Défense des intérêts de la Corse), porte-parole des sept « non-alignés », et le docteur Edmond Siméoni, leader de l'U.P.C., ont expliqué qu'ils entendaient conserver leur entière liberté de mouvement, précisant qu'ils étaient essentiellement soucieux d'éviter l'avenir que provoquerait une Assemblée sans budget.

M. Siméoni a ajouté qu'on ne pouvait « jouer le destin de la Corse à pile ou face », et que, par son comportement, l'opposition ne travaillait pas pour la paix publique. « Nous ne sommes allés qu'en secours de celle-ci », a-t-il conclu, la dissolution éventuelle de l'Assemblée pouvant conduire aux pires errements.

La prochaine visite de M. Mitterrand

L'Assemblée a aussi adopté, toujours par trente-cinq voix contre vingt-six, le principe d'un mémorandum, qui sera remis au président de la République lors de son voyage en Corse, dont on dit, sur l'île, qu'il pourrait avoir lieu au début de l'été. Ce mémorandum, proposé par M. Siméoni, est destiné, a indiqué M. Toussaint Luciani, « à étayer le bien-fondé des demandes de la région de Corse à l'Etat, à définir les objectifs du plan quinquennal ou décennal de rattrapage en vue de combler le retard historique d'équipement et à établir les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir ».

Cette majorité budgétaire est constituée pour la défense du statut particulier », a souligné aussi M. Luciani, exprimant ainsi l'espoir que l'initiative aura des prolongements positifs, « si Paris fait son devoir », malgré la rigueur des temps.

Les conseils consultatifs ont été installés les lundi 2 et mardi 3 mai par M. Paul Rouzé, commissaire de la République de la région Corse.

M. André Nicolai, cinquantenaire, professeur à l'université de Paris-II, président de la mission interministérielle (1) pour la Corse en 1982 — qui est la personnalité qualifiée désignée par le premier ministre, — a été élu président du conseil économique et social. Quelques difficultés ont surgi lors de la constitution du bureau, la C.G.T.

estimant qu'une coalition « animée par la force ouvrière et le patronat » tentait de l'éliminer, mais elles ont pu être apaisées au terme d'une longue séance. Ce bureau est composé de onze membres — le conseil en compte trente — et la représentation des différents collèges y est jugée équitable.

Le conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie — vingt-six membres — a élu à sa présidence M. Toni Castella, quarante-cinq ans, qui est l'homme en vue de la vie associative.

PAUL SILVANI

(1) Cette mission, qui était rattachée à la DATAR, a été transférée à la région Corse au début de 1983.

Le revenu agricole moyen a augmenté de 9,1 %

(Suite de la première page.)

Il convient donc de relativiser ces 9,1 %. En premier lieu, à l'exception de 1977 et, on le sait aujourd'hui, de 1981, on ne l'a jamais vu, de 1981, c'est la première fois que le revenu n'est pas négatif depuis 1973. En moyenne annuelle, entre 1970 et 1982, le revenu brut aura augmenté de 1,3 %. Mais, en revenu net (en comptant donc les amortissements), cette moyenne demeure négative : 0,2 % de recul par an.

Des disparités

Ensuite, ces 9,1 % cachent bien des disparités (au même titre d'ailleurs que les années où le revenu moyen était négatif), selon le type d'exploitation et selon les productions. Cela permet à chaque agriculteur de ne pas se sentir concerné par la hausse commune, d'autant que, en avril-mai 1983, certaines productions sont en crise. Cas typique, celui du porc : son prix de livraison a augmenté de 18,7 % l'an passé, alors qu'il enregistre une chute réelle depuis plusieurs semaines. Voici, pour fixer les esprits sur ce point des disparités, quelques indices de valeur

des livraisons de 1982, en partant d'une base 100 en 1981 (2), vin de qualité, dont champagne, 153,9 ; oléagineux (colza, tournesol), 151,6 ; maïs, 127,9 ; blé, 119,7 ; porc, 116,7. Mais on trouve aussi les légumes à 105,8, les vins de qualité courante à 107,9, les fleurs et plantes à 101,8 et puis encore des indices, négatifs cette fois : fruits 95,16, betteraves 95,1, œufs 99,7.

L'ampleur de la hausse du revenu moyen obtenu en 1982 a cependant des causes communes. On peut en distinguer trois :

Un bond en volume de la production. L'ensemble de la production agricole, bœuf du ciel, sauf dans certains départements touchés par la sécheresse, s'est accru en volume de 8,7 %, après deux années de stagnation. Cette progression est sensible surtout pour les produits végétaux (18,2 %), alors que les productions animales marquent le pas (0,8 %).

La hausse des volumes livrés par l'agriculture est moins importante : 4,1 %, dont seulement 0,4 % pour les produits animaux, ce qui semble correspondre aussi à un ralentissement de la consommation de viande par les ménages ;

— Une stabilisation de la croissance des consommations intermé-

diaires. Ce sont les produits nécessaires à l'agriculture (pétrole, engrais, produits phytosanitaires et surtout aliments du bétail, dont la consommation n'a progressé que de 1,1 %, contre 4,6 % en 1979) ; cette utilisation est restée sage : 0,8 % de plus en volume (5,7 % en 1979), et surtout la hausse des prix des produits est restée modérée : 11 %, contre 13,6 % l'année précédente ;

Un accroissement de la valeur des livraisons. Cette valeur progresse de 15,5 %, soit une hausse en francs constants de 3,4 %, contre 0,2 % en 1981.

La Commission des comptes constate ainsi que pour la première fois les trois facteurs d'évolution du revenu agricole, qui sont la valeur des livraisons, le rapport du volume et celui du prix des consommations intermédiaires au volume et au prix des livraisons, jouent simultanément dans le même sens.

Signes inquiétants ?

Au-delà de ces pourcentages, qui ne peuvent être controversés mais qui ne reflètent pas forcément correctement les situations individuelles, l'économie agricole française s'est caractérisée en 1982 par

trois faits : un accroissement de la contribution de la branche au produit intérieur brut dans un contexte de croissance modérée ; la forte reprise de la production (3), et le freinage des dépenses de consommation intermédiaire. On peut en conclure que la productivité a été meilleure puisqu'on obtient plus avec moins de moyens de production.

Mais, si la réduction des consommations intermédiaires est nécessaire pour obtenir une agriculture plus économe et moins dépendante des moyens de production importés (comme le fuel ou le soja), elle peut être aussi le signe inquiétant pour l'avenir d'une baisse des capacités d'investissement. L'équipe qui, au ministère du Plan, entourait M. Rocard et l'a accompagné Rue de Valenciennes s'était, dans ses travaux antérieurs, inquiétée de cette baisse des investissements productifs, due à un laminage du revenu sur plusieurs années. Les comptes de 1982 confirment cette crainte : pour la première fois depuis 1972, le rythme de croissance du capital mis en œuvre en 1982 est inférieur à celui du revenu brut. C'est pourquoi le débat sur les prix agricoles et le démantèlement des M.C.M. ne peut être mené en fonction de la seule conjoncture à Paris ni du seul critère des ressources communautaires à Bruxelles.

JACQUES GRALL

(2) Indice de valeur = indice de volume x indice de prix.
(3) En francs courants, le revenu brut, non plus des livraisons mais de l'ensemble des produits des fermes françaises, stocks compris, représente 32,9 %.

La réduction des montants compensatoires

LA FRANCE A PEU DE CHANCES D'OBTENIR SATISFACTION DANS L'IMMEDIAT A BRUXELLES

(De notre correspondant.)

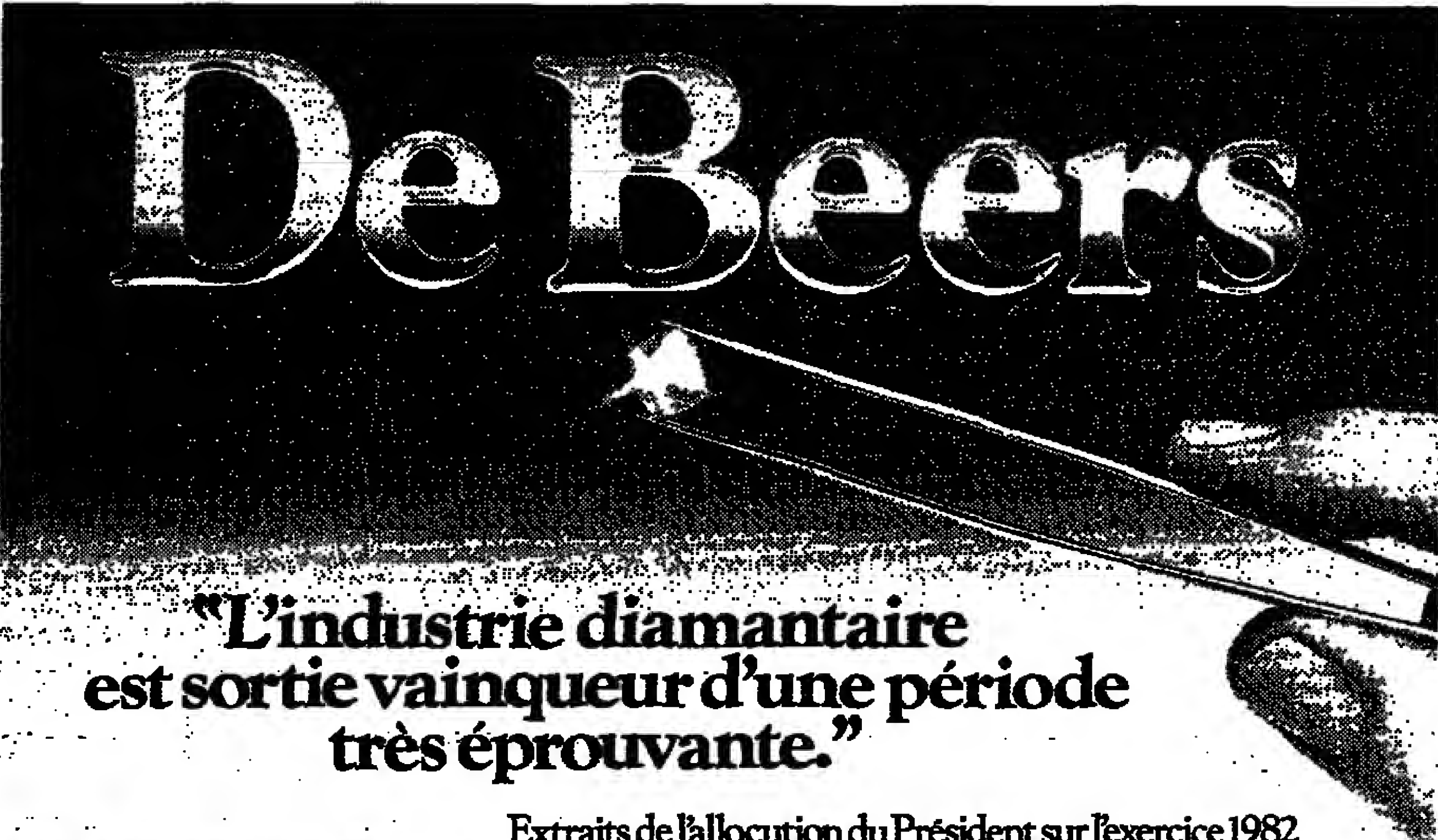
Bruxelles (Communautés européennes). — Les Français veulent obtenir une réduction immédiate de 2 % des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) « négatifs » qu'ils appliquent dans leurs échanges pour rétablir des conditions de concurrence plus équitables entre les producteurs du Marché commun sans attendre l'adoption de la nouvelle grille de prix. Il semble, à première vue, peu vraisemblable que la Commission donne une suite favorable à leur demande.

Le 21 mars, lors du réalignement des parités au sein du système monétaire européen, les ministres des finances, au reste sur l'initiative de M. Delors, avaient explicitement écarté tout mouvement agromonétaire avant la fixation des prix agricoles. La Commission peut, a priori, difficilement aller à l'encontre des directives ainsi données par les Dix, même si les Français expliquent que les choses ont changé, que le retard pris par le conseil des ministres pour adopter les prix et l'agitation qu'il suscite dans les campagnes méritent que l'on fasse preuve de souplesse.

Cette nouvelle dévaluation de 2 % du franc vert que demande Paris est supérieure à celle qui était prévue dans les propositions de prix, à savoir 1,6 %. Cela signifie que le réajustement des prix garantis dont bénéficieront les agriculteurs français, lorsque la nouvelle grille des prix aura été approuvée, sera légèrement plus important que ce qui avait été envisagé initialement : sans doute, en moyenne, plus près de 9 % que de 8 %. Les M.C.M. négatifs, que l'on veut ainsi réduire de 2 %, atteignent actuellement 5,1 % : ils jouent comme des taxes à l'exportation et des subventions à l'importation. La demande française, maintenant adressée à Bruxelles, n'exclut pas celle formulée par M. Rocard lors de la dernière session ministérielle visant à obtenir une suppression totale des M.C.M. français appliqués dans les échanges de ports.

Si la France a peu de chances aujourd'hui d'être entendue, il peut être tactiquement judicieux de présenter dès maintenant une telle requête, dans la perspective d'un nouvel échec des ministres de l'agriculture, lors de la session des 16 et 17 mai. Une telle perspective n'est pas exclue, en raison principalement du refus catégorique de la Commission et des autres Etats membres d'accepter l'idée d'accorder une aide financière à l'Italie pour lui permettre d'alléger, grâce à des bonifications d'intérêts, la dette de ses agriculteurs. On peut penser qu'en cas de blocage italien la nécessité de prendre des mesures d'urgence pour apaiser les agriculteurs s'imposera à la Commission et au conseil plus nettement que maintenant.

Ph. L.



Extraits de l'allocution du Président sur l'exercice 1982



Monsieur H. F. Oppenheimer, Président de De Beers Consolidated Mines

millions. Conformément à nos principes bien établis, nous prévoyons de les liquider progressivement en fonction de la capacité d'absorption du marché.

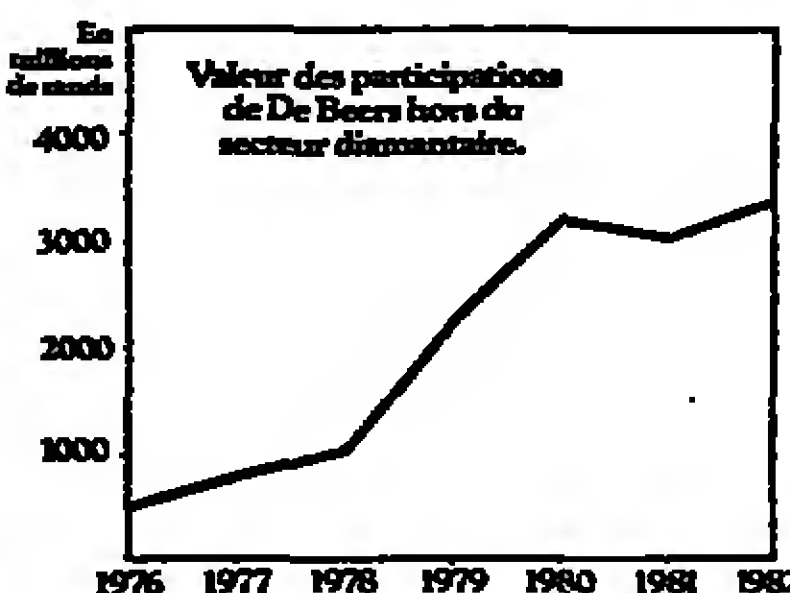
Le secteur diamantaire est généralement sensible au rôle joué par la CSO et on peut sans doute imputer à la confiance qu'inspire notre organisation deux événements récents : d'une part la décision des sociétés des groupes CRA Limited et Ashton Mining Limited de conclure avec la CSO un contrat à long terme portant sur la commercialisation de la totalité de leur intérêt de 95 pour cent dans la production « gemmes » et sur 75 pour cent de leur production « gemmes inférieures » et « industrielle » provenant de la mine d'Argyle en Australie occidentale ; d'autre part le fait que le gouvernement australien ait jugé dans son intérêt de renouer les rapports qui le liaient à nous depuis longtemps. De par la nature de son produit, l'industrie diamantaire est unique à bien des égards et la coopération entre les grands producteurs, qui doit s'insérer sur une base équitable et raisonnable, est indispensable à sa stabilité. Ainsi, plus la production mondiale est commercialisée par une filière unique, mieux la CSO est à même de défendre les intérêts de toutes les parties concernées : producteurs, centres de taille, diamantaires, bijoutiers-détaillants et acquéreurs ultimes de bijoux en diamant.

Diamants industriels

Pour la dernière année consécutive, les ventes de diamants industriels accusent un léger recul.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers, totalise 17 369 815 carats, contre 15 438 288 carats en 1981. Sur le total de 1982, 2 621 643 carats proviennent de la mine botswanaise de Jwaneng mise en exploitation au cours de l'exercice. Cette mine mise à part pour faciliter la comparaison, la production du Groupe ressort à 14 778 172 carats, soit une baisse de quatre pour cent. Nous avons persévéré dans notre effort de compression des coûts et de réduction des dépenses d'équipement au minimum absolu.

Grâce à la mise en exploitation de Jwaneng la capacité de production totale du Groupe a été dépassée l'objectif fixé de 19 millions de carats par an. Il est intéressant de noter qu'en fonction de la valeur de la production potentielle des installations existantes, les mines sud-africaines du groupe De Beers demeurent le premier producteur du monde occidental, suivies dans l'ordre par De Beers et CDM.



charge de commercialiser la production de la mine de Miba. En outre, nous nous sommes engagés à mettre au point, en concertation avec la compagnie minière et les pouvoirs publics, des mesures visant à rétablir la production, bien réduite ces dernières années, à un niveau plus conforme au véritable potentiel du gisement. La plupart des diamants de la Miba sont analogues en qualité à ceux de la mine d'Argyle en Australie, et la commercialisation de ces deux productions par une même filière est bénéfique pour ces deux producteurs et pour l'ensemble du secteur diamantaire.

La perspective s'est poursuivie activement pendant tout l'exercice en Afrique, en Australie et en Amérique du Sud, mais sans découverte importante.

La participation, dans la Division de Kimberley, des syndicats représentant nos travailleurs noirs aux négociations salariales de 1982 marque un jalon important.

Notre société s'attache toujours à assurer la formation et l'avancement de ses salariés à tous les niveaux, tant pour optimiser l'utilisation des effectifs que pour instaurer l'égalité de l'emploi et des chances de promotion.

Une assise solide

En fin d'exercice nos participations hors du secteur diamantaire s'élevaient à R3 400 millions. Ces participations constituent un investissement sûr et bien diversifié du point de vue tant géographique que sectoriel. De ce fait, De Beers s'appuie sur une assise plus large et plus stable, d'où elle tire une solidité considérablement renforcée.

De Beers Consolidated Mines Limited
Société en République d'Afrique du Sud

Pour recevoir le rapport annuel 1982, ainsi que le texte de l'allocution du Président, renvoyez ce coupon à :
L'Européenne de Banque, 21 rue La Fayette, 75438 Paris Cedex 09 (27)

Nom :

Société :

Adresse :

De Beers
Le nom propre du diamant

SOCIAL

Les ministres du travail du Conseil de l'Europe examinent les moyens de lutte

En préambule à sa session, qui s'est ouverte mardi 3 mai à Paris et s'achèvera le 5 mai, la deuxième conférence des ministres du travail du Conseil de l'Europe a entendu, séparément, dans la matinée de mardi, une délégation de la C.E.S. (Confédération européenne des syndicats) et de l'UNICE (Confédération patronale européenne).

Devant les ministres du travail, réunis pour débattre de la lutte contre le chômage, la délégation de l'UNICE a fait part de ses doutes sur l'efficacité de mesures de partage du travail. Elle a réclamé un assouplissement des réglementations pour l'emploi et demandé que les entreprises soient associées à la formation afin de permettre une « meilleure adéquation de l'offre et de la demande du travail ».

La délégation de la C.E.S., conduite par son président belge, M. Georges Debunne, a tenu une conférence de presse à l'issue de sa rencontre. « Nous voulons lutter contre le chômage qui peut nous conduire jusqu'à la perte de la démocratie », a rappelé M. Debunne, en soulignant la nécessité de solutions communautaires, « puisqu'un pays de l'Europe ne peut sortir seul de la crise ».

Selon la C.E.S., l'effort passe par une politique de relance menée par tous les pays de l'Europe, qui devraient, notamment consacrer 1 % de leur P.I.B. (produit intérieur brut) à des investissements publics, afin de

créer des emplois. Sur la diminution de la durée du travail, la C.E.S. a renouvelé sa revendication d'une réduction de 10 % qui pourrait essentiellement concerner la durée hebdomadaire, mais aussi bien les congés que l'âge de départ à la retraite. « Nous ne pouvons accepter l'existence d'une société dualisée, souligne M. Debunne, qui serait partagée entre ceux qui disposent des emplois, et donc des revenus, et ceux qui n'ont que des allocations, presque de la charité ».

Cela étant, la délégation avait en pas se faire trop d'illusions sur les chances de cette conférence, indiquant qu'il s'agissait là d'un premier pas et qu'une telle réaction s'avérerait importante si elle était suivie d'au-

« Il ne faut pas empêcher les lois du marché de fonctionner »

Madrid. — « Il faut nous résigner au fait que dans nos pays la croissance économique n'est plus suffisante pour assurer une augmentation de l'emploi. La quantité totale de travail que peut offrir l'économie est désormais limitée, et nous considérons que la priorité pour un gouvernement socialiste est de la répartir différemment ».

Ministre du travail, M. Joaquim Almunia a beau passer aux yeux du patronat et de l'opposition conservatrice comme l'élément le plus radical de l'équipe économique au pouvoir, voire comme l'enfant terrible du gouvernement socialiste, c'est bien le langage de la

rigueur qu'il tient lui aussi. La tâche qui lui incombe est particulièrement ingrate : convaincre les centrales syndicales que priorité doit être donnée, avant la lutte contre le chômage, au rétablissement des grands équilibres financiers.

Nul autre que lui n'est sans doute mieux indiqué pour cela. Né au Pays basque, âgé seulement de trente-cinq ans, ayant poursuivi à Paris une grande partie de ses études universitaires, M. Almunia a fait toute sa carrière politique au sein de l'U.G.T. (Union générale des travailleurs), la centrale syndicale socialiste. Il en fut longtemps le principal conseiller économique

nous déclare le ministre espagnol

De notre correspondant

avant de devenir le secrétaire des relations syndicales du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.). Au sein du gouvernement, il fait, à tort ou à raison, figure de contre-poids face à certains responsables économiques qui préconisent une politique de rigueur plus radicale, comme le titulaire de l'Industrie, M. Carlos Solchaga.

Ce n'est pourtant pas une politique économique permissive qu'il préconise lui non plus. Il ne se fait pas prier pour expliquer pourquoi le P.S.O.E., qui a hérité du taux de chômage le plus élevé d'Europe occidentale (il atteint maintenant 17 % de la population active), entend, malgré tout, donner à la lutte contre l'inflation la priorité sur le combat contre le chômage. « Il est maintenant clair que l'axiome longtemps admis suivant lequel on pouvait favoriser l'emploi en laissant s'accroître l'inflation ne correspond pas à la réalité, explique-t-il. Au contraire, c'est à travers la lutte contre l'inflation que l'on peut espérer créer des emplois, à condition de ne pas utiliser exclusivement la politique monétaire. Nous, socialistes, devons trouver un moyen terme entre une politique expansive primordiale et le monétarisme. Si nous nous laissons tenter par la première, nous risquons demain d'être contraints au second ».

Redistribuer l'emploi

« L'Espagne ne peut pas espérer sortir seule de la crise, précise notre interlocuteur. La possibilité d'une

relance chez nous est liée à l'évolution de la situation dans les principaux pays du monde occidental. En attendant, il nous faut restructurer l'économie, pour qu'elle soit prête à profiter de la reprise lorsqu'elle se produira. Le P.S.O.E. est-il prêt à expliquer à ses dix millions d'électeurs et aux deux millions de chômeurs que leur sort dépendra de l'évolution des économies américaine et allemande, et que la marge de manœuvre d'un « pays moyen » est des plus étroites ? Cette marge existe, rétorque M. Almunia. Elle consiste à redistribuer la quantité de travail existante ».

Comment ? En réduisant le nombre d'heures travaillées, en favorisant les retraites anticipées, en permettant les contrats à temps partiel. « Mais il est indispensable que de telles actions soient coordonnées à un niveau international », ajoute le ministre du travail. Les socialistes, à ses yeux, disposent d'évidents avantages pour mener à bien cette stratégie, comme de convaincre les interlocuteurs sociaux et particulièrement les syndicats qu'elle est inéluctable.

La conversation porte ensuite sur un thème délicat, premier sujet de désaccord sérieux entre le gouvernement socialiste et les centrales syndicales : la « flexibilisation » du marché du travail. En période de crise et de faiblesse de la demande, ne risque-t-elle pas de se traduire davantage par une multiplication des licenciements que des embauches ? « Ce qui est sûr, répond

M. Almunia, c'est que la chute de l'emploi a été brutale en Espagne, beaucoup plus que dans les pays de la C.E.E., alors que le marché du travail était pourtant très contrôlé ».

« Nous avons hérité du franquisme une structure très rigide en ce domaine qui rend très difficile l'adaptation de l'offre à la demande en matière d'emploi. Ce problème se manifeste par exemple par une absence de mobilité des travailleurs ou par une définition trop stricte des catégories professionnelles qui limite elle aussi les reclassements. Nous ne voulons pas nous en remettre aveuglément aux lois du marché pour restructurer l'emploi, mais il ne faut pas non plus les empêcher de fonctionner ».

Le gouvernement socialiste va donc favoriser les contrats à temps partiel, les stages de formation rémunérés pour les jeunes, tout en essayant d'empêcher les abus, comme la substitution généralisée de travailleurs permanents par d'autres temporaires au sein de certaines entreprises. Cette politique, M. Almunia le reconnaît, ne fera pas le bonheur de l'U.G.T. « Les syndicats pensent surtout à défendre les intérêts des travailleurs qui ont un emploi, mais beaucoup n'ont pas cette chance », affirme-t-il.

L'économie espagnole est-elle assez dynamique pour absorber les excédents de main-d'œuvre des secteurs industriels clés aujourd'hui en crise, comme la sidérurgie, les chantiers navals et l'automobile ? Cette question est d'autant plus cruciale que l'intégration de Madrid dans la C.E.E. obligera l'agriculture et l'industrie espagnoles, longtemps à l'abri de barrières protectionnistes, à améliorer leur compétitivité interna-

tionale. Pour y parvenir ne seront-elles pas obligées de sacrifier massivement la main-d'œuvre à la technologie, rendant ainsi insoluble le problème du chômage au sud des Pyrénées ?

M. Almunia reconnaît qu'il s'agit là du problème le plus préoccupant qui doit affronter le gouvernement. « Nous pensons que les services doivent absorber une grande partie de cette main-d'œuvre excédentaire, affirme-t-il. Le pourcentage de la population espagnole employée dans le tertiaire est encore très largement inférieur à la moyenne des pays de la C.E.E. Par ailleurs, dans le secteur secondaire, nous voulons développer les industries à nouvelle technologie, comme l'électronique, et celles liées à nos matières premières, comme l'industrie agro-alimentaire ».

Quel est, en fin de compte, le « crâne » auquel l'Espagne peut aspirer au sein de la C.E.E. ?

« Nous savons que nous ne pourrions pas nous spécialiser dans les technologies de pointe, répond M. Almunia. Et nous ne voulons pas non plus constituer comme par le passé un réservoir de main-d'œuvre à bon marché pour l'Europe. Notre espace naturel correspond à une technologie de niveau moyen accessible à une main-d'œuvre dont le développement industriel de ces dernières années a augmenté le niveau de spécialisation. Reste pour l'Espagne à réussir en période de crise économique internationale la reconversion industrielle indispensable que la plupart de ses voisins du Nord ont réalisée en époque de croissance. C'est une gageure redoutable ».

THIERRY MALINAK.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
\$E.-U.	7,3900 7,3960	+ 220 + 255	+ 440 + 500	+ 1315 + 1435
\$ can.	6,0285 6,0325	+ 150 + 185	+ 320 + 370	+ 970 + 1085
Yen (100) ..	3,1230 3,1275	+ 160 + 185	+ 320 + 350	+ 970 + 1040
DM 3,6240 3,6280	+ 280 + 320	+ 380 + 415	+ 1120 + 1180	
Franc 2,6910 2,6950	+ 150 + 175	+ 305 + 340	+ 935 + 995	
F.B. (100) ... 15,1705 15,1940	+ 260 + 350	+ 540 + 690	+ 1500 + 1800	
F.S. 3,5900 3,5950	+ 240 + 265	+ 470 + 510	+ 1440 + 1520	
L. (1 000) 5,8787 5,8785	- 215 - 142	- 435 - 325	- 1222 - 1100	
C. 11,7652 11,7225	+ 285 + 290	+ 425 + 550	+ 1530 + 1765	

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8/11/16	9/1/16	8/11/16	9/1/16	9/1/16	9/1/16	9/1/16	9/1/16	9/1/16
\$E.-U.	4 5/8	5 1/8	4 5/8	5 1/8	4 5/8	5 1/8	4 5/8	5 1/8	5 1/8
DM 4 5/8	5 1/8	5 3/8	5 1/8	5 3/8	5 1/8	5 3/8	5 1/8	5 3/8	5 3/8
Franc 9 3/4	11 1/4	9 7/8	11 1/4	9 7/8	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4
F.B. (100) ... 3 7/8	4 1/4	4 1/4	4 5/8	4 7/8	4 13/16	4 3/8	4 3/4	4 3/4	4 3/4
L. (1 000) ... 13 3/4	15 1/4	16 1/4	17 1/2	18 1/4	17 1/4	17 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4
C. 10 3/16	10 9/16	10 1/8	10 1/2	10 1/8	10 1/2	9 7/8	10 1/4	10 1/4	10 1/4
F. franc 12 1/4	13 3/4	14 1/4	15 1/2	15 1/2	16 3/4	17 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

L'ACIER DE DEMAIN, C'EST DE LA RECHERCHE



Dans 10, 20, 50 ans, nous aurons toujours besoin d'acier, et d'acier de qualité. Les difficultés actuelles ne doivent pas nous empêcher de préparer l'avenir. USINOR s'y emploie : la carrosserie de la voiture qui consommera 3 litres aux 100 sera tout aussi résistante aux chocs et à la corrosion, mais deux ou trois fois moins épaisse qu'autrefois. Et elle sera en acier.

C'est en maîtrisant chaque jour davantage leur connaissance de la structure profonde de la matière que les chercheurs USINOR peuvent y parvenir.

Chimie, physique, électronique, informatique, mais aussi marketing et gestion, nous avons besoin des chercheurs qui vont nous aider à continuer à inventer l'acier de demain, face à un marché en perpétuelle évolution.

Si vous sortez d'une grande école ou de l'Université, venez discuter avec nous de votre carrière à USINOR. Il y a là, pour vous, une opportunité à saisir. Un pari à gagner.

USINOR

Une nouvelle sidérurgie est en train de naître

هكذا من الأصول

هكذا في العمل

contre la montée du chômage

tres. Pour sa part, la C.E.S. prévoit une manifestation, le 4 juin à Stuttgart, à la veille du sommet européen.

L'après-midi, la première séance de la conférence s'ouvrira sous la présidence de M. Pierre Bérégovoy, ministre de la solidarité nationale et des affaires sociales, qui s'est inquiété du risque « de marginalisation de groupes entiers de la population » du fait du chômage.

Les ministres du travail devraient ensuite entendre les communications du directeur général du B.I.T. (Bureau international du travail), M. Francis Blanchard, et des représentants de l'O.C.D.E. et de l'A.E.L.E. (Association européenne de libre-échange).

« Le coût des mesures pour l'emploi n'est pas plus élevé que la protection du chômage » nous déclare le ministre suédois du travail

Ministre du travail dans le gouvernement suédois depuis octobre dernier, Mme Anna-Greta Leijon regrette que la conférence du Conseil de l'Europe n'ait pu être tripartite (gouvernements, syndicats, patronat) et n'attende donc pas de miracle. « Cependant, ajoute-t-elle, on doit se saisir de toutes les occasions, parce que le problème du chômage n'est pas seulement national, mais international. »

« L'intérêt de ce genre de réunion, poursuit Mme Leijon, est d'amener à combattre avec énergie ce mal social. Il est important d'obliger les gouvernements à être plus actifs. » A la lumière de ce qui se passe en Suède, le ministre du travail voudrait faire admettre que, si le chômage coûte très cher, les mesures en faveur de l'emploi ne sont pas plus coûteuses. Les pays nordiques se sont mis d'accord sur l'intérêt d'une politique plus efficace, « plus expansionniste ». Actuellement, les chômeurs suédois représentent 3,4 % de la population active et 8 % des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Par ses actions spécifiques, le gouvernement suédois affirme qu'il évite à un ensemble de personnes représentant 4 % de la population active de connaître le chômage. Selon les cas, il s'agit de programmes d'éducation professionnelle dans les entreprises alimentées par des cotisations spéciales, de stages de formation pour le premier emploi, dont l'Etat paie une partie, ou de chantiers pour des travaux d'intérêt public. « Au total, dit Mme Leijon, le coût de ces mesures sociales n'est pas plus élevé et, en plus, ces gens font un travail utile. »

Considérant que des signes d'amélioration de l'économie sont désormais perceptibles, le gouvernement envisage de développer son dispositif. « D'expérience, nous savons que la reprise donne lieu à des goulots d'étranglement », souligne Mme Leijon, qui explique les mesures d'accompagnement. Des avantages seront offerts aux entreprises pour permettre la formation aux nouvelles technologies de leurs employés qui devront, en contrepartie, être remplacés pendant leur temps de formation par des demandeurs d'emploi. D'autre part, le gouvernement invite le patronat et les syndicats à la concertation pour favoriser l'information des travailleurs et des jeunes, afin d'éviter l'inadéquation entre les demandes et les offres d'emploi. « C'est aussi une façon pour nous de lutter contre l'inflation », commente Mme Leijon, l'adaptation du personnel aux besoins de la production permettant d'abaisser les coûts pour les entreprises.

L'« ultime recours »

Sur les problèmes généraux de la lutte contre le chômage, l'attitude de la Suède est également particulière, à l'égard des mesures habituellement pratiquées ou réclamées. Ainsi, la réduction du temps de travail, confirme le ministre du travail, « doit s'inscrire dans un but social, pour davantage de temps libre, mais aucunement dans une perspective de partage du temps de travail ». Il est vrai que le marché du travail, en Suède, comprend déjà un million de travailleurs à temps partiel, sur un ensemble de quatre millions, et qu'il paraît difficile d'aller plus loin. « D'autant que, en raison de la crise, de nombreux travailleurs à temps partiel demandent à travailler davantage... », souligne Mme Leijon, en rappelant que le syndicalisme suédois n'a pas repris à son compte la revendication de la C.E.S. d'une réduction de 10 % de la durée du travail.

● Grève à l'Association pour l'emploi des cadres (APEC). — Le personnel de l'APEC de Paris (C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C. et F.O.) est en grève depuis le 28 avril pour s'opposer à « la mise en place par la direction d'une nouvelle organisation qui compromet la qualité et la diversité des services proposés par l'Association aux cadres demandeurs d'emploi ». Le personnel de l'APEC précise que cette action n'est motivée par aucune revendication salariale, mais que son seul objet est de préserver et d'améliorer l'efficacité des services.

Même réserve pour l'abaissement de l'âge de la retraite, ou le départ en préretraite, qui ne concerne, pour l'heure, que des chômeurs considérés, en fait, comme des handicapés. « Il est vrai que ces mesures sur la retraite auraient plus d'effets sur le chômage que la réduction du temps de travail, avoue Mme Leijon, mais nous préférons les envisager comme un ultime recours. »

En attendant, avec le souci des conditions de vie, les Suédois ont opté pour un système de départ progressif à la retraite avec le passage au travail à temps partiel, complété d'une pension.

Au sein de la conférence du Conseil de l'Europe, la délégation suédoise se plaît à penser qu'elle représente une « troisième voie », entre le libéralisme et les expériences à la française, par exemple. Il est vrai que le récent retour au pouvoir des sociaux-démocrates, dans des conditions économiques délicates, mais en profitant de leur longue expérience passée, et de leurs acquis, lui permet une certaine sérénité.

ALAIN LEBEAURE.

LE RYTHME ANNUEL DE CROISSANCE DES DÉPENSES D'ASSURANCE-MALADIE S'EST RALENTI EN MARS

Pour le quatrième mois consécutif, le rythme annuel d'augmentation des dépenses d'assurance-maladie s'est ralenti en mars, s'élevant à + 15,4 % contre 16,8 % fin février, 17,9 % fin janvier et 18,5 % en décembre. C'est ce qu'indiquent les statistiques mensuelles de la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés publiées le 3 mai. Poste par poste, l'évolution est la suivante. Soins de santé : + 15,7 % fin mars contre 17,3 % le mois précédent. Frais de séjour hospitalier : + 16,9 %, dont 19,1 % pour le secteur public (au lieu de 21,6 %) et 10,4 % pour le secteur privé (au lieu de 11,2 %). Honoraires du secteur privé : + 13,5 % au lieu de 13,6 % (dont 13,7 % pour les honoraires médicaux et 12,3 % pour les honoraires dentaires). Prescriptions : + 13,7 % au lieu de 14,6 % (dont 13,3 % pour les actes d'auxiliaires médicaux, 14,6 % pour la pharmacie et 11,8 % pour les actes de biologie). Indemnisation des arrêts de travail pour maladie : + 12 % au lieu de 11,2 %.

En 1982

L'AUGMENTATION DES PRESTATIONS FAMILIALES ET DES IMPÔTS A EU UN EFFET « NÉGATIF » SUR LE REVENU MENSUEL NET DES OUVRIERS CÉLIBATAIRES

D'après les statistiques du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, publiées le 3 mai, sur un an, de janvier 1982 à janvier 1983, le revenu mensuel net des ouvriers (salaires, prestations familiales, cotisations salariales, impôts directs) s'est accru de 10,7 % à 11,8 % pour les pères de famille et seulement de 8,4 % à 9 % pour les célibataires. Ces variations sont plus ou moins sensibles selon que l'on réside en Ile-de-France ou en province.

Ainsi, le revenu mensuel net a augmenté de 10,7 % pour les pères de famille de deux enfants de plus de trois ans et de cinq enfants demeurant en Ile-de-France, et de 11,8 % pour les pères de famille de deux enfants dont un de moins de deux ans résidant en province. Il ne s'agit que d'un calcul théorique (et non d'une observation directe des revenus), mais il montre que « l'augmentation des prestations familiales et des impôts, plus rapide que celle des salaires, a eu un effet positif sur le revenu des pères de famille et négatif sur celui des célibataires ». Au cours du quatrième trimestre 1982, les salaires horaires des ouvriers ont augmenté de 4,1 % tant en province qu'en Ile-de-France.

VACANCES AUX USA.

L'échappée belle Pan Am.

14 JOURS AUX USA

6790 F. **TOUT COMPRIS**

- AVION ALLER/RETOUR COMPRIS
- HOTEL COMPRIS
- REPAS COMPRIS
- VOITURE COMPRISE
- IMPUTATION DEVOISES: 1750 F

Oubliez les restrictions de devises en vigueur cette année, Pan Am vous donne les moyens de passer vos vacances aux U.S.A.

Envolez-vous de Paris-Orly pour Los Angeles ou San Francisco dans un luxueux 747 Pan Am.

Pour 14 jours, l'Amérique est à vous, grâce aux forfaits "Vacances Fabuleuses" Pan Am.

Installez-vous dans votre voiture de location, caution, kilométrage illimité, bons d'essence et taxes locales comprises.

Prenez la route et arrêtez-vous chaque soir dans un des 3 500 hôtels sélectionnés par Pan Am.

Pour les repas, pas de souci. Ils sont tous inclus : petit-déjeuner, déjeuner et dîner.

"Vacances Fabuleuses" : Par exemple, 14 jours tout compris aux U.S.A. : 6790F par personne, payables intégralement en France, pour 2 adultes + 2 enfants de moins de 12 ans partageant la même chambre.

"Vacances Fabuleuses" : Découvrez le nouveau monde en toute liberté avec Pan Am.

Renseignements et informations : 1, rue Scribe, 75009 Paris. Tél. 824.73.22, et dans toutes les agences de voyages.



Pan Am. L'Expérience Avion.

Equilibre

Grand utilisateur de produits industriels et de technologie d'origine française, important producteur en France de fabrications essentiellement tournées vers l'exportation, le groupe FIAT est un partenaire actif de l'économie française.

A

GRUPE **FIAT** EN FRANCE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Société Financière Suisse et Française

EMPRUNT 157 DE 150 MILLIONS DE FRANCS

Prix d'émission : 99,86 % soit F 4.995 par obligation
Jouissance : 24 mai 1983
Durée : 8 ans
Amortissement : en totalité à la fin de la 8^e année soit le 24 mai 1991
Amortissement anticipé : autorisé par rachats en Bourse
Possibilité de trois OPA
Taux de rendement actuariel brut au règlement :
15,03%

EMPRUNT A TAUX VARIABLE DE 100 MILLIONS DE FRANCS

Prix d'émission : 98,50 % soit F 4.925 par obligation
Jouissance : 24 mai 1983
Durée : 8 ans
Intérêt : variable, égal à la moyenne des taux de rendement au règlement des emprunts garantis et assimilés établie par l'INSEE.
Intérêt minimum garanti : 9 %
Amortissement : en totalité à la fin de la 8^e année soit le 24 mai 1991
Amortissement anticipé : autorisé par rachats en Bourse
Possibilité de trois OPA

Le Crédit Commercial de France
garantit l'emprunt de sa filiale

La note d'information qui a été le sujet de la C.O.B. n° 81/82
en date du 29 mars 1983 est annexée à la documentation public, aux frais, aux garanties et au ségal social de CCF.
101, Champs-Élysées, 75008 Paris
BALLO de 021 1981

CCF. La banque des réussites.

CAMPENON BERNARD

Le directoire de Campenon Bernard a arrêté les comptes de l'exercice 1982, qui seront soumis au conseil de surveillance le 19 mai 1983.

Pour l'ensemble du groupe, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 6273 millions de francs T.T.C. contre 5586 millions de francs T.T.C. en 1981, soit une progression de l'ordre de 12 %.

Les résultats consolidés sont très proches de ceux de l'exercice précédent, avec un bénéfice net de 26,2 millions de francs, dont 30,7 millions de francs pour la part du groupe, contre respectivement 27,1 millions de francs et 30,1 millions de francs en 1981.

Le bénéfice net comptable de la société mère a été, plus que l'année précédente, affecté par les provisions constituées en raison de difficultés rencontrées par certaines filiales : à 22,3 millions de francs, il marque un recul sensible par rapport au résultat de 1981 qui était de 36,3 millions de francs.

Le directoire proposera à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires une distribution de 30 % environ du résultat de la société mère, sous forme d'un dividende net de 13 F par action, soit 19,50 F avec l'impôt fiscal. Ce coupon constitue, en fait, le maximum autorisé par la loi.

LES DOCKS DES PÉTROLES D'AMBÈS

Dans sa séance du 28 avril, le Conseil a arrêté les comptes de l'exercice 1982 faisant ressortir un bénéfice net de 562 787 F après amortissements et provisions de 3 499 285 F. Les chiffres correspondants de l'exercice 1981 s'élevaient à 772 352 F et 4 364 820 F.

Par application des mesures légales de limitation des distributions de bénéfices, le dividende qui sera proposé à l'assemblée ordinaire sera de 2,90 F par action (soit, avec l'impôt fiscal, un revenu global de 4,35 F). D'autre part, le Conseil proposera, au titre de l'amortissement de capital des sociétés concessionnaires, de verser à chacune des 97 800 actions composant le capital social une somme de 0,70 F.

FROMAGERIES PAUL-RENAUD

Le conseil d'administration du 27 avril 1983 a arrêté les comptes de l'exercice 1982.

Le bénéfice d'exploitation s'élève à 4,02 millions de francs. Le solde du compte de pertes et profits fait apparaître une perte de 0,29 million.

La marge brute d'autofinancement s'élève à 10,06 millions contre 7,47 millions en 1981.

En dépit d'une tendance améliorée qui doit se poursuivre en 1983, le conseil a décidé de ne pas proposer la distribution d'un dividende à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 23 juin 1983.

COMPAGNIE PARISIENNE DE RÉESCOMPTE

L'assemblée générale réunie le 27 avril 1983, sous la présidence de M. R. Cassou, a approuvé les comptes de l'exercice 1982 qui font apparaître un bénéfice net de 80 010 802 francs après impôt sur les sociétés.

Elle a décidé la mise en paiement, à partir du 9 mai prochain, d'un coupon de 15 francs par action de 100 francs, soit un dividende global de 22,50 F, en tenant compte de l'impôt fiscal.

L'assemblée a ratifié la cooptation de M. P. Henniqueau, directeur général à la Banque Steindacker, M. J. Guedj, directeur général à la Banque populaire du Nord, et de M. J.-F. Lepetit, directeur de la banque Indosuez ; elle a, par ailleurs, renouvelé le mandat d'administrateur de MM. J. Bourg, J.-P. Mallet, P. Mendras, R. Sabot et M. Y. Tual. Enfin, M. G. Ratier a été nommé au poste de censeur.

Réunie à titre extraordinaire, l'assemblée a donné son conseil l'autorisation de porter progressivement le capital de la C.P.R. de 200 131 200 francs à 300 millions de francs, soit par incorporation de réserves, soit par émission en numéraire, soit par les deux procédés.

Le conseil a immédiatement décidé de porter le capital de la C.P.R. de 200 131 200 francs à 230 150 800 francs :

- par incorporation de 20 013 100 francs de réserves, attribution gratuite de 200 131 actions de 100 francs créées en dividende 1982, soit une action nouvelle pour 10 actions anciennes ;

- et souscription de 100 065 actions de 100 francs au prix global de 220 francs par action, soit une action nouvelle pour 20 anciennes ;

L'attribution gratuite et la souscription débiteront le 9 mai prochain. La souscription sera close le 8 juin 1983.

ENERGIA SICAV

Le conseil d'administration a nommé M. Jean-François Marie, directeur central de la Banque Worms, administrateur et président d'ENERGIA (voir le Monde du 3 mai).

IPESUD

INSTITUT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉE

- B.T.S. TOURISME (2 options)
- SECRETARIAT MÉDICAL
- MÉDECINE ET PHARMACIE

- Stage pré-universitaire pour bacheliers
- Préparation intensive par cours du soir ou stages
- PRÉPARATION AUX CONCOURS D'ENTRÉE AUX

- Ecoles de kinésithérapie
- Ecoles d'orthophonie
- Ecoles paramédicales
- Ecoles normales primaires

Renseignements et inscriptions

IPESUD

Le Parc du Belvédère Bât. D
R. Marius-Carrier, R. du Belvédère
34100 MONTPELLIER
Tél. 54.72.20

VOUS ALLEZ À L'AMÉRICAIN ou L'AMÉRICAIN VIENT À VOUS

Calendrier : 5 juillet - 1^{er} août
Durée : 8 août - 26 août

Stages intensifs en immersion
à partir de 1.600 F par semaine
(8 à 10 heures de cours par jour et pension)
Agrément officiel permanent
Tous les stages sont payables
en francs français

**CENTRE D'ÉTUDES
FRANCO-AMÉRICAIN**
B.P. 176 - 14104 LISIEUX CEDEX
Tél. : (31) 31-22-01

LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION SUR LES SORTIES DE DEVISES

ne concerne pas
notre PROGRAMME
D'ÉCHANGE
entre jeunes Français
et jeunes Irlandais

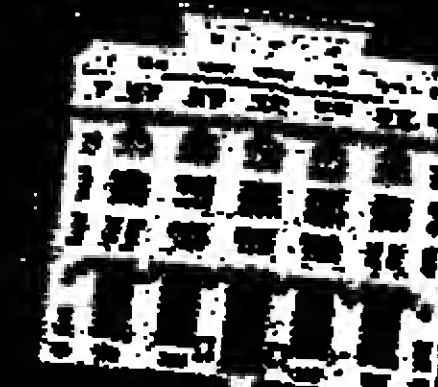
Renseignements :
HOMESTAY
5, rue Boudreau 75008
Activités linguistiques - 285-50-40

U.S.A. NEW-YORK à partir de 2 950 F. AL

AIRCOM SETI
25, rue la botte, 75008 Paris
tél. : 268.15.70 + LIC A982

COCKTAIL RETRAITE

2 mesures d'efficacité,
1 dose de prévoyance,
allongées avec des valeurs
de rendement, relevées
avec des valeurs d'avenir.



Dans 10 ans, 15 ans...
votre retraite, qui payera, com-
bien recevrez-vous ?
Cela vous préoccupe ? N'atten-
dez plus pour la préparer. Mais
attention, pour réussir vos pla-
cements sur le long terme,
c'est comme les cocktails, il
faut doser : obligations, va-
leurs d'avenir françaises et
étrangères...

Savoir doser, c'est le ta-
lent des Agents de Change.
Demandez leur de mettre au
point votre cocktail retraite, un
des placements qu'ils sauront
vous conseiller selon vos ob-
jectifs et votre situation.

Rencontrez les. Avec eux
vous ferez des placements in-
telligents.

BUREAU D'ACCUEIL DES AGENTS DE CHANGE

4, place de la Bourse, Paris 2^e.
Ouvert du lundi au vendredi de
10 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi
téléphoner : Paris 237.55.55 /
Bordeaux (56) 44.70.91 / Lille (20)
55.68.20 / Lyon (7) 842.54.71 /
Marseille (91) 90.70.32 / Nancy
(8) 336.58.97 / Nantes (40)
48.41.96.

LES AGENTS DE CHANGE Ils dosent vos placements avec talent.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DU VAL-DE-MARNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

Bureau des Affaires Foncières et Domaniales

Commune de FRESNES

Avis d'ouverture d'une enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique

Par arrêté en date du 8 avril 1983 a été prescrite l'ouverture d'une enquête préalable
à la Déclaration d'Utilité Publique sur le territoire de la commune de FRESNES con-
cernant le projet de construction de l'autoroute A.85 section comprise entre le lit des
départements des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne et l'autoroute A.6.

Le dossier d'enquête sera déposé du 2 mai au 30 juin 1983 inclus en la mairie de
FRESNES et sera mis à la disposition du public de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h tous
les jours (sauf samedi après-midi, dimanche et jours fériés exceptés) et le samedi de 9 h à
12 h.

M. Maurice UNDERNER est nommé Commissaire-Enquêteur. Il siègera en la mairie
de FRESNES les 4, 18 et 25 juin 1983 de 10 h à 12 h et les 28, 29 et 30 juin 1983 de
14 h à 16 h.

Pendant la durée de cette enquête les observations éventuelles du public pourront
être consignées directement sur le registre ouvert à cet effet en la mairie de FRESNES
ou adressées par écrit au Maire ou au Commissaire-Enquêteur, lesquels les enverront
au registre.

Une copie du rapport dans lequel le Commissaire-Enquêteur aura énoncé ses conclu-
sions motivées sera déposée à la mairie de FRESNES, à la Préfecture du Val-de-Marne,
à la Sous-Préfecture de l'HAY-LES-ROSES et à la Direction Départementale de l'Équi-
pement - Bureau 341.

LE PRÉFET, COMMISSAIRE
DE LA RÉPUBLIQUE DU DÉPARTEMENT
DU VAL-DE-MARNE
Maurice THEYS

Pour vous INITIER, pour vous FORMER à la

MICRO-INFORMATIQUE

Pour vous APPRENDRE à : UTILISER, CHOISIR
UN MICRO-ORDINATEUR
PROGRAMMER, UTILISER DES PROGRAMMES
de Gestion, de Traitement de Textes, de Mailing,
de Comptabilité, etc...

CHOISISSEZ

votre Formule : STAGES - COURS - SÉMINAIRES
à PARIS ou votre Région
Renseignements et réservation pour les différents centres :

I.D.S. International Data Systems
B.P. 46 - 94370 Sucy-en-Brie - Tél. (1) 590.62.95



Depuis 39 ans, le journal spécialisé

**"Les Annonces" est le n° 1
pour la vente des fonds de commerce**

En vente partout 3 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS - Tél. (1) 805-30-30

EMPRUNT GROUPE LANGUEDOC-ROUSSILLON

2 Mai 1983 - 316 millions de F.

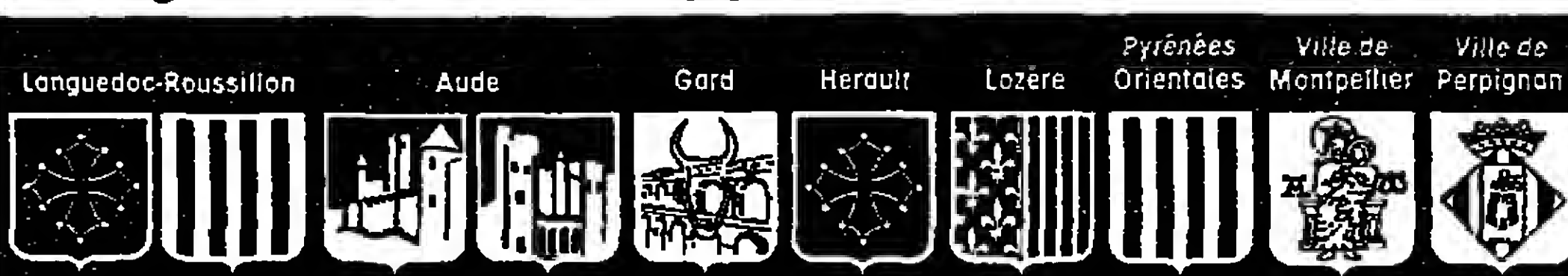
15,20 %

Emission de 63.200 obligations de 5.000 F.
Prix d'émission : le pair.
Jouissance : 16 Mai 1983.
Durée de l'emprunt : 12 ans.
Amortissement : 12 annuités constantes
(demi-tirage, demi-rachat).

Taux de rendement actuariel brut : 15,20 %

Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit
à l'abattement de 5.000 F par an.
Une note d'information (visé C.O.B. n° 83.122 du 26.04.83) peut être
obtenue sans frais auprès de la C.A.E.C.L. 56, rue de Lille - 75356 PARIS
et des établissements chargés du placement.

Sous l'égide de la Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales. CAECL



PARIS

3 mai

Rep:

La Bourse de Paris n'aura pas redit cinq fois son exploit. Sans encore vraiment se renverser, la tendance, mardi, a été davantage à l'irrégularité avec un nombre de baisses légèrement supérieur à celui des hausses, si bien qu'à la clôture l'indicateur instantané s'inscrivait à 0,6 % environ en-dessous de son niveau de la veille.

Techniquement, cet alourdissement était inévitable. Du moins était-ce l'avis formulé par de nombreux professionnels. Inévitable sans doute, mais force est de reconnaître que la chute brutale de Wall Street n'a pas été étrangère au phénomène.

Mais plusieurs spécialistes en monétarisme l'effort, refusant surtout de considérer la baisse du marché américain comme l'amorce d'un mouvement de repli plus durable. S'agissant de la Bourse de Paris proprement dite, quelques-uns affirmaient même qu'elle n'avait pas fini de surprendre, qu'il convenait bien sûr « d'être vigilant » mais que « la phase de hausse n'était pas terminée » et qu'ensuite lui succéderait une phase de consolidation marquée par une réaction très serrée. Revenons-en à l'Europe. Plus récemment, la fermeté du dollar comme puissance sérieusement à inquiéter et d'aucuns pronostiquaient une sortie du système monétaire européen si la détente ne s'installait pas sur le front monétaire.

La devise-titre a encore valu très cher, s'échangeant entre 9,27 F et 9,30 F. La veille, la fourchette était plus large: 9,12 F - 9,34 F.

L'or s'est timidement redressé à Londres, où son cours a été fixé à 431 dollars contre 429,25 dollars vendredi soir. Rappelons que les marchés financiers britanniques avaient chômé lundi pour le « Bank Holiday ». A Paris, le lingot s'est hissé à 103 000 F (+ 300 F) et le napoléon a reproduit son cours précédent de 680 F. Le volume des transactions, déjà mince, s'est contracté : 8,45 millions de F contre 11,30 millions.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

GROUPE THOMSON. — Le bénéfice d'exploitation de la société Thomson-Brandt accuse, pour 1982, une baisse de 54,3 % à 134 millions de francs. Les comptes se soldent par une perte nette de 73 millions de francs très largement imputable au lourd déficit de Thomson-C.S.F., filiale à 40,37 %, qui a contraint la firme à constituer d'importantes provisions, dont le montant, dotations pour risques incluses, atteint 340 millions de francs. L'évaluation du résultat consolidé est une perte de 2,2 milliards de francs contre 180 millions seulement l'année précédente.

Thomson-C.S.F., pour sa part, enregistre un déficit consolidé de 2,15 milliards

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)		
	29 avril	2 mai
Valeurs françaises	122,6	123,7
Valeurs étrangères	130,6	133,9

C= DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 dec. 1982)
2 mai 3 mai

Indice général	121,6	121,6
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE		

Effets privés du 4 mai 12 5/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	2 mai	4 mai
1 dollar (en yens)	238.15	237.20

1. 1000000 (1000000) 1000000 (1000000)

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous
dans nos dernières éditions, nous pouvions être
derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient

NEW-YORK

Très irrégulière

Après avoir chuté en début de semaine, Wall Street s'est montré très nerveux mardi. Les cours ont évolué de façon fort irrégulière et le marché, passant rapidement de la hausse à la baisse et réciproquement, s'est finalement établi un peu au-dessus de son niveau de la veille avec l'indice des industrielles à 1 208,01 (+ 3,68 points). En cours de séance, ce dernier était redescendu à 1 182,25.

1 188,30 pourcentage de remouvenir à 214,11.

En dépit du sursaut de dernière minute, qui permit au « Dow » pour la cinquième journée consécutive de s'inscrire à plus de 1 200, le bilan général n'en a pas moins été négatif. Sur 1 987 valeurs traitées, 886 ont baissé, 734 ont gagné et 367 ont pas varié.

Les professionnels ont finalement été moins mauvaise performance, comparée à la précédente, à l'abondance des capitaux en quête de placement. Mais beaucoup n'en démentaient pas. Selon eux, la correction technique survenue lundi est bien insuffisante et d'autres se produiront inévitablement. Certains cependant ne partagent pas cette opinion. « Le marché, disent-ils, attend des nouvelles favorables avant de reprendre sa marche normale ».

L'activité a été relativement modérée et 89,5 millions de titres ont changé de main contre 103,10 millions.

VALEURS

	22 3/4	3 5/8
Alcoa	22 3/4	32 3/4
A.T.	22 3/4	67 1/2
Bearing	37 3/4	37 1/4
Boeing	37 3/4	57 3/4
Boyd	37 3/4	57 3/4
Do Part of the Netscape	45 1/2	57 3/4
Eastman Kodak	63 3/4	82 1/4
Emco	36 3/4	36 1/4
Exxon	50	50
General Electric	109	110
General Foods	44 5/8	46 3/8
General Motors	44 5/8	46 3/8
Goldman	33 1/4	33 1/8
IBM	114 7/8	116 1/2
IBM	61 3/4	61 3/4
Mobil Oil	21 1/4	30 5/8
Pfizer	81 1/4	80
Pfizer	46 1/2	46 1/2
Tesoro	36 5/8	36 5/8
U.I.L. Inc.	32 3/4	32 3/4
United Pacific	81 1/2	81 1/2
U.S. Steel	23 3/8	23 1/2
Westinghouse	46 7/8	44 3/4

de francs provenant des activités télécommunications, équipements médicaux et composants électroniques. Pour la troisième année consécutive aucun dividende ne sera payé par C.S.F. (10,50 F pour 1979).

PUBLICIS. — Le bénéfice consolidé après impôts de l'ensemble des filiales et participations pour 1982 atteint 50,15 millions de francs (+ 25,18 %). La part du groupe s'établit à 43,74 millions de francs (+ 18,5 %). Le résultat net de la maison mère s'élève à 21,46 millions de francs (dont 1,43 million de plus-values) contre 19,32 millions de francs. Le dividende global est fixé à 30,60 F contre 30 F.

CAMPENON BERNARD. — Le bénéfice net consolidé pour 1982 atteint 26,2 millions de francs contre 27,1 millions. En raison de la constitution d'importantes provisions destinées à pallier les difficultés rencontrées par certaines filiales, le résultat de la maison mère revient de 36,3 à 22,3 millions de francs. Le dividende global est fixé à 19,50 F contre 22,50 F.

SILFC. — Le résultat pour 1982 s'élève à 32,52 millions de francs (+ 14,20 %). Le dividende est de 23 F contre 20,15 F.

et imparti pour publier la cote complète
contraints parfois à ne pas donner les
le lendemain dans la première édition.

BOURSE DE PARIS Comptant

[illegible]

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	Film Polin Form. Victory Ray	910 107 120	806 75 600	Rouger et Filz Rhematol S.A.	48 381	382
Alcatraz (act. com.)	186	187	Finland	7	78	Sacer	58 50	
Alcatraz (act. com.)	330	334	Finp (Châle. met)	228	228	SACFA	86 30	81 80
A.E.P. (Et. Com.)	3343	3348	Forcelle (Cac.)	183	140	SAFT	137 10	126
A.E.P. Ve.	58	58	Form. Acce. Ind.	75	75	SEB	101 30	126
Alc. Int. Maring.	14 80	58	Form. Lycumme	1280	1300	SEB-SB	137 10	126
Al-Hindustan	82 20	85	Form. Gueorgiev	125	130	Saint-Raphel	75	76
Al-Hindustan	380	380	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	232	220
Al-Hindustan	26	40	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	248	242	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	24	24	Form. Stasbourg	146	142	Saint-Midi	50	52
Al-Hindustan	40	40	Form. Stasbourg	480	488	Saint-Midi	160	188
Al-Hindustan	320	326	Form. Stasbourg	132	130	Saint-Midi		

3 MAI

VALUES	Cross price	Domestic cost	3/5	Emission fees and	Rebate not
1. Mexico	7 25	35200			
2. High Income	30000				
3. Canada	128	200 10			
4. Costa	143 50				
5. Costa	20	25 60			
6. High Income	58 90	60 90			
7. Costa	15 10				
8. Costa	38 20				
9. Costa	365 50	380			
10. Costa	18 60				
11. Costa	10 10				
12. Costa	12 80				
13. Costa	685	688			
14. Costa	77				
15. Costa	300	300			
16. Costa	732	717			
17. Costa	200				
18. Costa	20				
19. Costa	0 40				
20. Costa	21 60				
21. Costa	11	508			
22. Costa	383	383			
23. Costa	120	125			
24. Costa	319 30				
25. Costa	408	403			
26. Costa	51	52 50			
27. Costa	116	117			
28. Costa	780	780			
29. Costa	845	980			
30. Costa	83 20				
31. Costa	388	390			
32. Costa	1215	1280			
33. Costa	11 50	11 45			
34. Costa	230	230 50			
35. Costa	630				
36. Costa	32	32 30			
37. Costa	109	109			
38. Costa	129	128 10			
39. Costa	467	460			
40. Costa	145	150			
41. Costa	16 20	10			
42. Costa	182				
43. Costa	960				
44. Costa	730	744			
45. Costa	36 30				
46. Costa	102	10 50			
47. Costa	362	370			
48. Costa	31	31 80			
49. Costa	582	940			
50. Costa	978	980			
51. Costa	106	10 80			
52. Costa	140	147 50			
53. Costa	386	390			
54. Costa	185				
55. Costa	158				
56. Costa	328				
57. Costa	342				
58. Costa	286 80				
59. Costa	158	15 80			
60. Costa	570				
61. Costa	550				
62. Costa	382	390 50			
SICAV					
63. Costa	176 40				
64. Costa	229 70				
65. Costa	262 60				
66. Costa	233 34				
67. Costa	279 90				
68. Costa	283				
69. Costa	283				
70. Costa	207 90				
71. Costa	189 81				
72. Costa	189 81				
73. Costa	230 32				
74. Costa	1143 69				
75. Costa	721 71				
76. Costa	656 94				
77. Costa	332 32				
78. Costa	333				
79. Costa	333				
80. Costa	333				
81. Costa	333				
82. Costa	333				
83. Costa	333				
84. Costa	333				
85. Costa	333				
86. Costa	333				
87. Costa	333				
88. Costa	333				
89. Costa	333				
90. Costa	333				
91. Costa	333				
92. Costa	333				
93. Costa	333				
94. Costa	333				
95. Costa	333				
96. Costa	333				
97. Costa	333				
98. Costa	333				
99. Costa	333				
100. Costa	333				

SECOND MARCHÉ

[illegible]

aidé de prolonger, après la ch

et de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Marché à terme

derniers cours. Dans ce cas cours d'épargne et le lendemain dans la première édition.										Région, sans les valeurs qui garantissent l'accessibilité des derniers cours de l'après-midi.									
Coupons	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Coupons	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Coupons	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours		
1887	4.5 % 1973	1322	1340	1360	1324	680	Europe n° 1	854	840	840	631	113	112	112	110	83	Valbonne	92 70	
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925	C.N.E. 3 %	3222	3230	3225	3234	680	France	854	840	840	631	113	112	110	83	Valbonne	92 70		
1925</																			

COURS DES BILLETS MA

MARCHÉ GUECHETS		MARCHÉ LIBRE DE L'ON		
ACHAT	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 3/5
7 200	7 800	Or fin (à la on bariel)	102500	102750
190	210	Or fin (en lingot)	102700	103000
50	50	Pièces françaises (20 fr)	680	680
57	57	Pièces françaises (10 fr)	401	—
288	288	Pièces suisses (20 fr)	672	672
100	107	Pièces indiennes (20 fr)	631	631
11 800	12 100	Souverains	781	791
8 150	10 320	Pièces de 10 dollars	3000	3005
4 847	5 300	Pièces de 10 dollars	1890	1890
45	366	Pièces de 5 dollars	1070	—
94	101	Pièces de 500 pesaos	4200	4200
41 800	43 800	Pièces de 10 dollars	680	672
5 200	5 800	—	—	—
6 450	8 050	—	—	—
5 970	6 170	—	—	—
2 960	3 140	—	—	—

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ GUECHETS		MARCHÉ LIBRE DE L'ON		
ACHATS	Ventes	MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 3/5
7 200	7 800	Or fin (à la on barm)	102500	102750
190	210	Or fin (en lingot)	102700	103000
50	50	Pièces françaises (20 fr)	680	680
57	57	Pièces françaises (10 fr)	401	—
288	288	Pièces suisses (20 fr)	672	672
100	107	Pièces indon (20 fr)	631	631
11 800	12 100	Souverain	781	791
8 150	10 520	Pièces de 10 dollars	3000	3005
4 847	5 300	Pièces de 10 dollars	1850	1890
45	366	Pièces de 5 dollars	1070	—
94	101	Pièces de 500 pesos	4200	4200
41 800	43 800	Pièces de 10 dollars	680	672
5 200	5 800	—	—	—
6 450	8 050	—	—	—
5 970	6 170	—	—	—
2 960	3 140	—	—	—

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBAT

2. LE PROGRAMME MILITAIRE 1984-1988 : « Un mauvais soufflé », par Yves Lencien ; « La grande illusion », par Jean-Marie Daillier ; « Le flou, quel flou ? », par C. Mias

ÉTRANGER

3. EUROPE

- GRANDE-BRETAGNE : les élections locales du 5 mai un grand test national.

PROCHE-ORIENT

5 à 7. DIPLOMATIE

- La controverse sur les problèmes de sécurité.

- Le voyage en Chine de M. Mitterrand.

AFRIQUE

- CÔTE-D'IVOIRE : reprise du travail dans l'enseignement et le secteur hospitalier.

AMÉRIQUES

- ÉTATS-UNIS : une commission du Congrès demande l'arrêt des opérations clandestines de la C.I.A. au Nicaragua.

ASIE

POLITIQUE

9. Les déclarations de M. Chirac.

10. L'Assemblée nationale étend aux agents des collectivités locales les droits et obligations des fonctionnaires de l'État.

11-13. L'abrogation au Sénat de la loi « sécurité et liberté ».

SOCIÉTÉ

14. MÉDECINE : les étudiants ont manifesté dans une douzaine de villes.

14. ÉDUCATION : l'agitation contre le projet de réforme de l'enseignement supérieur.

14 à 16. JUSTICE : le procès des ententes pétrolières : « Libération sur ordonnance » (III), par Michel Boile

29. ÉCHecs.

- Le premier Festival de Paris.

LE MONDE DES ARTS ET SPECTACLES

17. Le 36^e Festival de Cannes : un entretien avec M. Jack Lang, ministre délégué à la culture. Rencontre avec France Roche, journaliste.

18. Programmes du Festival.

19. LIVRES : André Bazin, de Dudley Andrew.

- Le cinéma français de la Libération à la Nouvelle Vague.

20. Formes. Une sélection.

21. Programmes des expositions.

27-28. COMMUNICATION

- Radios locales privées : les nouveaux « journalistes » ont des difficultés avec la profession.

- LUI : le Sceptre et la Marotte.

- VU : « Les bons élèves ».

ÉCONOMIE

35. TOURISME : un plan pour l'été 1983.

- AFFAIRES : la Société Générale réorganise ses structures.

37. AGRICULTURE.

- RÉGIONS : le premier budget régional de la Corse.

38-39. SOCIAL.

RADIO-TÉLÉVISION (28)

INFORMATIONS

SERVICES (30) :

La maison ; Mots croisés ; Journal officiel ; Météorologie.

Annouces classées (31 à 34) ; Carnet (29) ; Programme des spectacles (22 à 24 et 27) ; Marchés financiers (41).

● L'Argentine a acheté à la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) quinze hélicoptères Super-Puma qui peuvent transporter jusqu'à vingt hommes en armes, ou des missiles air-sol et air-surface contre les navires de guerre. Certains de ces appareils seront affectés au commandement militaire argentin de l'Antarctique, à l'extrême-sud du pays, selon des informations données à Buenos-Aires. — (A.F.P.)

A B C D F G H

L'enquête sur l'attentat du 8 mars à Marseille

Les deux hommes recherchés par la police sont arrêtés à Paris

Leur cavale n'aura pas duré deux mois : les deux hommes recherchés après l'attentat du 8 mars à Marseille — cette explosion d'une voiture piégée non loin de la grande synagogue mais dont l'objectif réel reste incertain — ont été arrêtés, lundi 2 mai à Paris, par des policiers de la Direction centrale de la police judiciaire (D.C.P.J.).

Les renseignements généraux, qui menaient avant l'attentat une enquête sur un trafic d'explosifs, avaient indiqué aux enquêteurs marseillais que outre Daniel Scotti et Jean Chénin, les deux repris de justice tués par l'explosion de leur véhicule piégé, deux autres hommes appartenaient à la même « équipe », qui se retrouvait au bar le Kilt. Il s'agit de Marc Monge, originaire de Carpentras (Vaucluse), et de Robert Marcel, dit « le Giton », un bricoleur ardennais (le Monde du 12 avril).

Ils ont été arrêtés dans un bar du quartier de l'Opéra, que surveillaient des policiers de la 6^e section de la D.C.P.J., chargée des menées subversives et atteintes à la sûreté de l'État. Au terme des 48 heures de garde à vue, ils seront probablement conduits à Marseille après que M^{re} Bernadette Augé, le juge d'instruction marseillais chargé du dossier, aura délivré un mandat d'arrêt.

Ils ont refusé de répondre aux questions des policiers parisiens. Inculpés dans cette affaire, la gérante du bar marseillais le Kilt, Michèle Pantalucci, et la serveuse de ce même bar, Annick Pillard, ont confirmé les indications fournies par les R.G. : les quatre hommes parlaient, dans les jours qui avaient précédé l'explosion, de « régler son

compte à quelqu'un », et auraient multiplié des « repérages » mystérieux. Monge, 16 ans, travaillait à coller des affiches de l'opposition durant la campagne des élections municipales. Il aurait eu des relations avec l'extrême droite ainsi qu'avec l'ex-Service d'action civique. Son père, assassiné en 1977, en était un militant actif.

Quelques jours après l'explosion du 8 mars et à la veille du second tour des municipales, on retrouvait à Carpentras, dans la voiture que lui prêtait son ancienne femme, des affiches de M. Jean-Claude Gaudin, leader de l'opposition marseillaise et président du groupe U.D.F. à l'Assemblée nationale. M^{re} Pantalucci se déclare adhérente de parti.

En raison de la personnalité des gens impliqués — mêlant le banditisme actif et l'activisme politique — cette affaire n'a cessé d'alimenter une polémique entre les responsables de l'U.D.F. et ceux du R.P.R. et le préfet de police des Bouches-du-Rhône, M. Bernard Patault. Le 18 avril, ce dernier avait réaffirmé, au sujet de l'attentat, que la bonne piste était « politique », mettant en cause « des politiciens de droite de Marseille » (le Monde du 20 avril). Un syndicat de gardiens de la paix marqués à droite, le Syndicat indépendant de la police nationale (S.I.P.N.), avait répliqué en demandant la démission de M. Patault, affirmant que « l'attentat » était en fait « un règlement de comptes entre rivaux ». Une polémique que Marc Monge et Robert Marcel pourraient clarifier s'ils se décidaient à parler.

EDWY PLENEL

RECU DU DOLLAR ET AFFAIBLISSEMENT DU FRANC

Le recul du dollar, amorcé mardi 3 mai sur tous les marchés des changes, s'est poursuivi mercredi 4 mai, essentiellement vers le dollar et de façon plus limitée vers le franc. Le dollar a perdu 0,10 % à 2,4680 DM à 2,4450 DM, et à Tokyo, de 238 à 237,10 yen.

A Paris, toutefois, le dollar n'a guère suivi le mouvement, se maintenant aux alentours de son cours record, à 7,3950 F, après avoir même atteint 7,41 F au début de la séance.

Le raffermissement général du dollar, provoqué à la fois par la hausse du taux d'escompte américain et l'espoir d'une baisse du taux américain, s'est effectuée non seulement aux dépens du dollar mais aussi à ceux du franc, qui a même été l'objet d'une petite attaque mardi 3 mai. A Paris, le cours de la monnaie allemande a non seulement décollé de son cours-plancher de 2,9905 F auquel il restait attaché depuis la dévaluation du 21 mars dernier, mais il a débordé la barre des 3 F, s'élevant, en deux jours à 3,0160 F. Ce regain de confiance du franc, très rapide (après les deux dernières dévaluations, le franc perdait un centime par mois) a surpris les autorités monétaires. Pour notre monnaie, l'état de grâce est bien fini, comme le prouve la tension sur les taux de l'eurofranc, remontés à 18 % sur six mois.



Promotions Des prix sur des prix

Heidsieck Monopole	69,80
Henon Brul Black	1,00
Whisky Amour 12 ans	63,80
Whisky J. and B.	62,80
Bourbon N.L. 6 ans	66,00
St-Emilion Amour	23,80
St-Ast 1979	18,00
Beaujolais Village 81	19,80
Cahors Chateau 1979	19,80

Magasin principal : 103, rue de Turisne, Tél. : 277.59.27
Magasin distribution : Forum des Halles 8 - 13 - 15 - Versailles - 4 temps

Nouveau : entrepôt vins + bistrot + vins, restauration froide, 65, rue Lafayette 9

A Rome UN ATTENTAT EST REVENDU PAR LES BRIGADES ROUGES

Rome (A.F.P.). — Un professeur d'Université, M. Gino Giugni, a été blessé par balles dans la soirée du 3 mai à Rome, alors qu'il sortait de son bureau.

L'attentat a été revendiqué dans un appel téléphonique au quotidien romain *Il Messaggero* par un correspondant anonyme, se réclamant du parti communiste combattant (P.C.C.) et de la Brigade des Brigades rouges, fondée par le brigadiste Mario Moretti, arrêté il y a quelques mois.

Intellectuel socialiste, membre du comité central du P.S.I., le professeur Giugni, collaborateur du secrétaire général du P.S.I. Bettino Craxi et spécialiste de droit du travail, a participé notamment à l'élaboration du statut des travailleurs en Italie et, tout dernièrement, à l'accord syndical-patronal du 22 janvier.

Le dernier attentat commis à Rome remonte au 29 janvier. Une gardienne de prison avait été assassinée par un groupe se réclamant des Brigades rouges.

● Deux policiers et l'épouse de l'un d'entre eux ont été assassinés par balles à Bilbao, au Pays basque espagnol, a annoncé la police, ce mercredi 4 mai. Les trois cadavres ont été retrouvés dans le garage d'un immeuble. Il pourrait s'agir, selon la police, d'un attentat de l'ETA. — (A.F.P.)

● Les forces de l'ordre nigériennes sont intervenues « vigoureusement » mardi 3 mai sur le campus de l'université de Niamey pour « neutraliser » les étudiants responsables des troubles qui s'y produisent depuis plusieurs jours et avaient déclenché lundi une grève générale des cours de cinq jours pour soutenir leurs camarades de l'Ecole supérieure d'agronomie (ESA), en conflit avec l'administration et les enseignants. — (A.F.P.)

Le numéro du « Monde » daté 4 mai 1983 a été tiré à 508 670 exemplaires

MALADE, M. DELORS SUSPEND SES ACTIVITÉS

Le ministre de l'économie et des finances, M. Jacques Delors est atteint d'une grippe et a dû annuler tous ses engagements jusqu'à la fin de cette semaine, a annoncé mercredi matin 4 mai son porte-parole.

M. Delors devait notamment participer, mercredi soir, à un débat télévisé, pendant une heure, en direct sur TF 1, au cours de l'émission « Le cœur du débat », avec l'ancien ministre de l'économie et des finances de M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Jean-Pierre Fourcade.

LE FISC RÉCLAME PLUS DE 190 MILLIONS DE FRANCS A M. ROBERT HERSANT

M. Robert Hersant, patron du groupe Socpresse (*Figaro*, *France-Soir*, *Paris-Normandie*, etc.), a de nouveaux ennemis avec l'administration des finances : la Direction générale des impôts lui réclame, révèle le *Canard enchaîné* du 4 mai, 190 millions de francs de redressement fiscal touchant diverses sociétés de presse qu'il contrôle. Information fondée, mais, selon des sources sûres, ce chiffre est inférieur à la réalité.

Cette sanction fiscale — qui intervient au moment où M. Hersant prend en main la gestion de *France-Soir* et convoite le *Dauphiné libéré* — est le résultat de la longue enquête menée depuis l'automne de 1982 par les « polyvalents » du ministère des finances. Le président du directoire du *Figaro* avait lui-même confirmé cette présence dans les colonnes de son journal, le 27 novembre. Cette investigation avait déjà eu pour conséquence l'inculpation de M. Robert Hersant, le 1^{er} février, d'abus de biens sociaux au sujet d'un yacht ayant appartenu à la Socpresse (*le Monde* du 2 février).

Rappelons d'autre part qu'à la suite des plaintes de syndicats de journalistes, M. Hersant est inculpé, depuis 1978, d'infraction à la législation sur la presse (avec dix-sept coaccusés) et cité à comparution le 19 mai pour le cas particulier de *France-Soir* (*le Monde* du 21 avril).

RICHARD ANTHONY EST ÉCROUÉ POUR FRAUDE FISCALE

Richard Anthony, qui fut dans les années 60 l'une des vedettes de la chanson « yé yé » en France, a été écroué, lundi 2 mai, à la prison de Pontoise (Val-d'Oise) (nos dernières éditions). Il lui est reproché une fraude fiscale qui se monterait à 1 400 000 F. Il a été arrêté à son domicile de Haute-Isle (Val-d'Oise), en vertu d'une procédure de contrainte par corps ordonnée, à la demande de l'administration fiscale, par un magistrat du tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine). Originaire du Caire, marié, père de trois enfants, d'un premier lit, âgé de quarante-six ans, Richard Anthony avait connu la gloire à partir de 1960, son plus grand succès auprès des jeunes ayant été la chanson *Et j'entends siffler le train*. En 1965, il avait vendu plus de six millions de disques. Il s'était retiré du « show-business » au début des années 70 mais avait, par la suite, tenté vainement, à plusieurs reprises, de retrouver le succès public à l'occasion de la reprise — sur disques — de ses succès de naguère, et de tournées en province.

Il menait, semble-t-il, un train de vie — en France et à l'étranger — qui ne correspondait plus à ses ressources. Déjà, en 1971, il avait connu divers démêlés judiciaires pour non-paiement de dettes importantes.

M^{re} Jean-Claude Nowak, l'avocat du chanteur, a entrepris des démarches auprès du trésorier-payeur général des Hauts-de-Seine en vue d'obtenir la main-levée de la contrainte par corps et du mandat de dépôt. « Les négociations nous a-t-il précisé, portent sur le versement de 300 000 F représentant un acompte sur la dette fiscale de 1,4 million de francs correspondant à un arriéré d'impôts de la période 1971-1974. »

Un groupe de virus impliqués dans le « syndrome des homosexuels » a été mis en évidence

La revue scientifique américaine *Science* publiera, dans son numéro daté du 20 mai, cinq articles consacrés au syndrome immunodéficitaire acquis (SIDA), affection mieux connue sous l'appellation — impropre — de « syndrome des homosexuels ». Les résultats de ces travaux, menés aux États-Unis et en France (1), apportent des arguments de poids en faveur de l'origine virale de cette affection. Un virus d'un nouveau type a, en particulier, été identifié. On recense, aujourd'hui, plus de mille trois cent cinquante cas de SIDA à travers le monde ; dont quatre cent cinquante se sont révélés mortels.

Tient-on enfin la bonne piste ou les résultats, prochainement publiés par *Science*, se révéleront-ils sans lendemain ? Le SIDA a suffisamment posé de pièges depuis son apparition en juin 1981 pour que l'on s'agarde, aujourd'hui, de trancher.

Schématiquement, un phénomène épidémiologique inexpliqué, peut-être d'origine toxique (comme la récente affaire du syndrome toxique espagnol dû à de l'huile végétale frelatée) ou d'origine infectieuse (virale ou bactérienne). Alors qu'on a longtemps penché dans le cas du SIDA pour la première hypothèse, il est, aujourd'hui, acquis que c'est la seconde qui doit être prise en considération. Diagnostiquée pour la première fois aux États-Unis en juin 1981, le SIDA a, depuis, été observé dans une quinzaine de pays. En France, une cinquantaine de cas ont été recensés.

Après un début sans caractéristique particulière (fièvre, amaigrissement, fatigue...), cette maladie se manifeste par l'apparition d'une série d'infections dues à de nombreux germes connus (bactéries, virus ou parasites) ou par une forme grave d'affection cancéreuse (sarcome de Kaposi). A ce cortège de signes cliniques viennent s'ajouter des anomalies biologiques au premier rang desquelles celles concernant une catégorie particulière de globules blancs (lymphocytes T).

L'analyse épidémiologique permet de démontrer que les homosexuels masculins ne constituent pas la seule population « à risques ». On lève aussi, de manière plus ou moins conjointe, des toxicomanes utilisant la voie intraveineuse. On retrouve chez les malades, des sujets baignant, des hémophiles ou des femmes ayant eu notamment des rapports sexuels avec des hommes contaminés.

Au total, l'origine infectieuse du SIDA est aujourd'hui parfaitement démontrée. Reste à identifier l'agent responsable. De nombreux indices font supposer qu'il s'agit d'un virus.

Depuis quelques mois, une famille de virus apparaissait comme candidat potentiel. Ce sont des virus dont

les liens avec une forme de leucémie ont été mis en évidence depuis quelques années notamment par le professeur Robert Gallo (National Cancer Institute). Ces virus (HUMAN T-cell leukemia virus, ou H.T.L.V.) sont de plus en plus étudiés, au point qu'on en connaît aujourd'hui différents types. Les travaux menés de manière indépendante par deux équipes américaines et une équipe française de l'Institut Pasteur ajoutent aux arguments sérologiques (dépistage de marqueurs antigéniques dans le sang des malades) et des arguments de biologie moléculaire.

Habituellement rares, des marqueurs sérologiques de H.T.L.V. sont retrouvés aux États-Unis dans le sang de 25 à 35 % de victimes du SIDA. Au Center for Disease Control (C.D.C.) d'Atlanta, on tient à souligner que si les informations scientifiques publiées prochainement par *Science* sont « importantes », elles n'apportent pas la démonstration définitive d'un lien de causalité. On peut craindre, notamment, qu'il ne s'agisse que de virus « passagers », comme d'autres qui ont pu être mis en évidence chez les malades. Plusieurs arguments — dont la précocité de l'infection par le H.T.L.V. — laissent néanmoins penser qu'il n'en est rien. Diverses questions sont aujourd'hui posées concernant les différences de structure entre les trois ou quatre types d'H.T.L.V. en cause et les séquences génétiques virales pathogènes.

Dans l'attente de données complémentaires et de confirmations ultérieures, ce schéma physiopathologique apparaît très séduisant. L'une des caractéristiques du H.T.L.V. est, en effet, d'infecter les lymphocytes T, cellules qui jouent un rôle fondamental dans la défense immunitaire de l'organisme.

JEAN-YVES NAU

(1) Ces publications sont signées par les professeurs Robert Gallo (National Cancer Institute), Max Essex (Harvard School of Public Health, Boston) et Luc Montagnier (Institut Pasteur, Paris).

Le Rhin en croisière — quelques jours de détente qui restent encore abordables !



Un hôtel flottant de première classe vous attend. Vous serez logés dans une cabine donnant sur le fleuve, confortablement aménagée, choyée par un personnel attentif et comblée par la table. Découvrez un paysage comme sorti d'un livre d'images qui défilera devant vous. Traversez l'Europe par la voie du Rhin : de Bâle via Strasbourg, Spire, la Loreley, Cologne, Düsseldorf, jusqu'aux PAYS-BAS. Un départ parmi les 130 propositions sera certainement le vôtre.

Notre promotion en Août : La MOSELLE, un fleuve aux mille charmes à découvrir en 2 ou 4 jours. Toutes nos croisières sont idéales pour groupes ou séminaires. Consultez votre agent de voyage.

KD German Rhine Line
1000 kms tranquilles de découvertes inoubliables

Bon pour une documentation gratuite M 6

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Lieu _____

Retournez ce bon à : **GERMAN RHEIN LINE**, Karl Noack Agent Général

9 rue Fbg St-Honoré 75008 Paris - Tél. : 742.52.27

TWA CARGO vers et à travers les USA.

Vos envois express aux USA "Par le Prochain Vol" TWA

Tous vos envois jusqu'à 23 kg sont l'objet des soins pressés de TWA : porte à porte de Paris vers chacune des 50 destinations TWA aux USA.

NFO* "Next Flight Out", c'est rapide, c'est efficace, c'est un service de TWA, la seule compagnie qui vous offre plus d'un demi-siècle d'expérience du fret aérien. Appelez TWA aujourd'hui au (16.1) 862.23.45

TWA CARGO *NFO existe également de Paris vers Tel Aviv (TLV)

Vous plaire nous plaît.



هكرا من الرول